DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12646 – 4,50 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   JEUDI 26 SEPTEMBRE 1985

Retrouvailles coréennes

Emouvantes retrouvailles : pour la première fois depuis la guerre de Corée, qui débuta en 1950, quelques dizaines de familles séparées par la ligne de démarcation entre le Nord et le Sud ont pu se réunir du 21 au 23 septembre. Auront-elles un prolongement à la mesure de l'espoir qu'elles suscitent ? De part et d'autre d'une fausse frontière, « zone militarisée infranchissable » qui coupe leur pays en deux, des millions de gens (dix au bas mot) verront-ils enfin exaucé leur vœu le plus cher : retrouver les leurs ? Ne serait-ce, pour beaucoup déjà fort âgés, qu'une dernière fois ?

Sans doute l'événement du week-end dernier est-il historique, mais sa portée reste bien symbolique. Pour que ce premier « goutte-à-goutte » humanitaire se transforme en véritable courant d'échanges comme celui qui existe entre les deux Allemagnes, il faudra que s'exerce pleinement et durablement la volonté politique des deux régimes antagonistes comme celle des pays les plus directement concernés. En tenant compte ici et là de l'héritage empoisonné du passé, des impératifs et réalités du moment : nature des régimes, équilibres stratégiques, sécurité intérieure.

Cela dit, les signes d'une détente propice au renforcement du dialogue et de la confiance sont manifestes aujourd'hui dans et autour de la péninsule coréenne. Les effusions du week-end passé en sont l'exemple le plus récent et le plus éclatant. Il n'est pas le seul.

A Tokyo, on fait état d'une rencontre secrète, dernièrement à Séoul, entre un émissaire nord-coréen de haut rang et le président Chon Doo Hwan. Cette information, précise, a été démentie à Pyongyang comme à Séoul. Les spéculations n'en courent pas moins sur un prochain sommet Nord-Sud, ce qui serait un événement sans précédent. Les contacts secrets du même type pris en 1972 n'avaient abouti qu'à la création d'une commission bilatérale, à la vie fort courte.

D'autres développements vont dans le sens d'un apaisement. Pyongyang semble résigné à l'existence du régime pro-américain de Séoul, sinon à la présence des bases américaines dans le Sud. Kim Il Sung, en acceptant voilà un an de renouer le dialogue économique et humanitaire, a du même coup conforté la position des autorités sudistes. On prétend à Séoul que la gravité de leurs problèmes – succession, crise économique et financière, retard technologique – ainsi que l'évolution pragmatique du voisin chinois et la montée en puisance de la Corée du Sud ne laissaient guère le choix aux dirigeants du Nord. Des deux côtés, la propagande a baissé d'un ton, et, malgré les incidents, les négociations se poursuivent. Américains, Chinois, Japonais et même parfois Soviétiques poussent à la roue de la détente.

D'autres facteurs jouent en sens contraire. Le Nord, inquiet du rapprochement entre Washington, Pékin, Tokyo et Séoul, semble pencher vers l'URSS de façon plus prononcée. Moscou a commencé à lui livrer des Mig-23. L'ébauche de détente actuelle pourrait souffrir aussi d'un rejet éventuel de la demande des Nordistes, qui souhaitent être associés à l'organisation des Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Il aura fallu plus de quinze ans pour mettre au point la brève rencontre d'une poignée de familles écartelées. C'est dire combien l'optimisme quant au rapprochement des deux Corées doit être tempéré de prudence et de patience.

LA GUERRE CONTRE L'IRAN

L'Irak achète vingt-quatre Mirage F-1

Bagdad renforce sa puissance dans le Golfe

Selon un accord de principe conclu il y quelques jours, l'Irak achètera à la France vingt-quatre avions de combat Mirage F-1 qui lui seront livrés dans les dix-huit mois pour les premiers exemplaires de cette commande dont les détails financiers et industriels demandent à être précisés. Cette transaction intervient alors que les Irakiens ont restitué les avions d'attaque Super-Etendard fournis par la France il y a deux ans à l'occasion d'un prêt qui, à l'époque, avait fait grand bruit.

Ce n'est pas la première fois que l'Irak achète des Mirage F-1 à la France. Deux contrats précédents ont été conclus et exécutés, un premier portant sur la livraison de soixante Mirage F-1 et un second relatif à la vente de vingt-neuf appareils du même modèle. Ce sont les Mirage F-1 qui constituent, à l'heure actuelle, la « force de frappe » de l'armée de l'air irakienne, dans ses combats au Proche-Orient contre les forces iraniennes.

Pendant tout le temps qu'a duré la livraison de ces quatre-vingt-neuf Mirage F-1, l'Irak a exprimé le besoin de disposer d'un avion susceptible, par son rayon d'actin et par son armement, d'atteindre le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg afin de lui faire subir d'importants dégâts et de menacer la circulation des navires. C'est la raison pour laquelle les Irakiens ont obtenu de la France le prêt de cinq Super-Etendard, prélevés sur les stocks de l'Aéronavale française : le Super-Etendard, armé d'un missile surface-surface Exocet AM-39, est l'outil adapté à cette forme de combat, notamment dans la région du Golfe.

Ce prêt de Super-Etendard à l'Irak a concerné cinq avions pour une durée de deux ans, entre l'été 1983 et l'été 1985. Aujourd'hui, l'Irak a pu rendre les cinq appareils, dont deux dans un état qui nécessite des travaux considérables de réparations.

Durant ces deux années, les Irakiens, assistés de techniciens français, se sont employés à monter des Exocet sur les Mirage F-1 qu'ils détenaient de longue date afin de les rendre aptes aux missions dévolues aux Super-Etendard. Depuis, les missiles Exocet, que les Irakiens ont aussi installés sur des hélicoptères Super-Frelon de conception française, arment les Mirage F-1 et, lors de certaines opérations récentes dans le Golfe, de tels avions de combat ont été engagés contre des cibles iraniennes non sans quelques succès.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 3.)

L'AFFAIRE GREENPEACE

M. Fabius voudrait désigner très vite les responsables

Le général Imbot, nouveau chef de la DGSE

Le conseil des ministres a nommé, ce mercredi 25 septembre, le général René Imbot, actuellement chef d'état-major de l'armée de terre, directeur général des services secrets français en remplacement de l'amiral Pierre Lacoste, limogé vendredi.

Avant la réunion du conseil, le président de la République et le premier ministre semblaient hésiter sur la façon de gérer les suites de l'affaire Greenpeace, mais M. Fabius semblait décidé à désigner très vite les responsables.

L'attitude personnelle de M. Charles Hernu ne paraissait pas étrangère à ces hésitations. Alors que l'ancien ministre de la défense continue de soutenir qu'il n'a pas donné l'ordre de couler le *Rainbow-Warrior*, on laissait entendre, mardi soir, dans l'entourage du chef du gouvernement, que M. Laurent Fabius possède depuis dimanche soir, c'est-à-dire depuis les premières conclusions du nouveau ministre de la défense, la certitude que le feu vert politique de toute l'opération avait bien été donné par M. Hernu en personne.

Les mêmes sources exprimaient l'espoir que l'ancien ministre de la défense reconnaîtrait publiquement sa responsabilité sur ce point, quel qu'ait pu être le « décalage » – si « décalage » il y a eu – entre sa directive orale et les moyens employés pour « *anticiper* » sur les projets des écologistes embarqués à bord du *Rainbow-Warrior*.

Tel était aussi le vœu de certains des principaux dirigeants du PS que M. Fabius a reçus mardi soir, à 18 heures, à l'Hôtel Matignon, comme chaque semaine.

Le premier ministre avait auparavant multiplié les entretiens avec le président de la République et plusieurs ministres. M. Fabius avait pris, comme chaque mardi, son petit déjeuner avec M. Mitterrand à l'Elysée, avant d'avoir, à l'Hôtel Matignon, avec M. Paul Quilès, une longue réunion de travail, élargie ensuite, l'après-midi, au ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, et au secrétaire général de la présidence de la République, M. Jean-Louis Bianco. Mais, dès le milieu de l'après-midi, il se confirmait que le chef du gouvernement ne ferait aucune déclaration le jour même, contrairement au sentiment qui prévalait le matin dans son entourage.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 10.)

Un succès pour M. Deng Xiaoping

Le numéro un chinois a fait prévaloir ses idées et promouvoir ses hommes

PAGE 6

M. Chevardnadze à l'ONU

Le chef de la diplomatie soviétique a soufflé le chaud et le froid

PAGE 2

Aménagement du temps de travail

Le rapport Taddéi propose une nouvelle voie pour créer des emplois

PAGE 28

Théoriciens et praticiens de l'éducation

La création d'un grand institut de recherche devrait les amener à collaborer

PAGE 12

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

- Picasso à l'hôtel Salé.
- Entretien avec la photographe Gisèle Freund.
- Les stars indiennes à la Cinémathèque Beaubourg.

(Pages 17 à 23)

Un entretien avec « Jean Fabien »

« Jean Fabien » avait soulevé une vive émotion, au Parti communiste, lorsqu'avait été publié sous ce pseudonyme, en novembre 1984, un livre composé de notes et de documents laissés par Jean Kanapa, ancien responsable de la politique extérieure du PCF, décédé en septembre 1978. *Kremlin-PCF*, témoignage sur la crise des relations entre les communistes français et soviétiques après l'intervention des troupes du pacte de Varsovie contre le « printemps de Prague », en août 1968, apportait, sur des faits déjà connus, un éclairage inédit.

La publication de ces documents, précédés d'un commentaire orienté contre l'actuelle direction du parti, révélait une situation sans précédent au PCF. Elle signifiait ou tendait à accréditer l'existence, à un niveau élevé de la hiérarchie du parti, d'une opposition décidée à mener une sorte de combat de la dernière chance contre la tendance dominante, au sein de la direction, depuis la rupture de l'union de la gauche en 1977.

L'anonymat du ou des animateurs de ce combat avait donné lieu à toutes sortes de rumeurs, des proches de la direction dirigeant les soupçons, notamment, vers deux députés communistes, avant d'être eux-mêmes mis en cause comme les artisans possibles d'une opération qui aurait visé à discréditer les adversaires de M. Georges Marchais. Dans la préparation du vingt-cinquième congrès du PCF, « Jean Fabien » apparaissait comme un « OVNI » embarrassant pour les uns, en raison de ce qu'il disait, et, pour les autres, en raison de la façon dont il transgressait les règles du secret et du centralisme démocratique.

L'auteur de « la Guerre des camarades » menace la direction du PCF de nouvelles révélations

A nous, « Jean Fabien » présentait un visage : celui d'un ancien collaborateur du comité central du PCF, que nous connaissions avant cette affaire. Au moment où un nouveau livre, *la Guerre des camarades*, paraît sous la même signature, notre interlocuteur a accepté de répondre à des questions qui tentent de cerner la portée politique de l'entreprise dont il a pris l'initiative ou à laquelle il participe. On jugera de ses réponses.

Le deuxième livre de « Jean Fabien » semble, comme le premier, tiré pour l'essentiel des notes de Jean Kanapa, relatives, cette fois, aux années 1972 à 1978, tant les informations concernant la politique extérieure du PCF qui s'y trouvent sont plus précises que celles qui se rapportent à sa politique intérieure. Notre interlocuteur est manifestement soucieux de dissiper cette impression, et il se déclare prêt à d'autres révélations, sur la période postérieure à la mort de Kanapa.

La direction du PCF se trouve, ainsi, sous le coup d'une menace, dont il est difficile de préciser la portée, mais dont on ne peut négliger l'existence, au moment où les sondages situent l'influence communiste au-dessous de 10 % de l'électorat et où la politique suivie depuis 1984 provoque un certain désarroi dans les rangs du parti.

PATRICK JARREAU.

(Lire l'entretien page 7.)

QUARANTE ANS DE SÉCURITÉ SOCIALE

La forteresse

par PIERRE DROUIN

La Sécurité sociale est dans la force de l'âge. Elle va bientôt atteindre ses quarante ans (1). La majorité fera bonne mesure pour fêter l'événement. Une manière de dire à l'opposition qui pourrait, en cas de victoire en 1986, être tentée d'ébrécher le monument : il fait partie du patrimoine national, « bas les pattes ».

En fait, la droite sera beaucoup plus prudente qu'on ne le croit, face à cette forteresse, défendue par l'opinion publique, qui voit là une des conquêtes majeures de l'après-guerre. Avec raison. Le système français de protection sociale est devenu l'un des plus perfectionnés qui soient, et l'idée que chaque membre de la collectivité nationale y a droit s'est progressivement imposée.

Vieillesse à l'abri de la misère, revenus partiellement versés lorsque la maladie force à interrompre le travail, frais de médecin et de chirurgie couverts pour l'essentiel, coup de pouce donné lorsque des enfants viennent alourdir le budget du ménage, tout cela paraît aujourd'hui tellement naturel ! Or c'est là le fruit d'une longue histoire mutualiste et syndicale, le passage de larges zones d'ombres sociales à cette assurance obligatoire qui a permis de lever peu à peu des obstacles qui s'amoncelaient jadis sur la route du bien-être.

On oublie davantage que la Sécurité sociale est un formidable outil de régulation économique (avec les indemnités de chômage qui ne dépendent pas, elles, du système). Une crise comme celle qui s'est ouverte il y a plus de dix ans aurait eu des conséquences autrement dramatiques si tous ces « amortisseurs » n'avaient pas servi à éviter l'effondrement, en soutenant – malgré tout – la demande de biens et de services.

Mais cette forteresse – qui a fait ses preuves – doit être regardée de plus près aujourd'hui, sondée, auscultée pour éviter que des forces qui n'apparaissaient pas en 1945 ne contribuent à la démanteler. C'est qu'il a coulé de l'eau sous ses ponts-levis !

(Lire la suite page 30.)

(1) C'est l'ordonnance du 4 octobre 1945 qui a institué l'organisation de la Sécurité sociale. Dès la fin du mois de septembre 1985, une exposition sera organisée par les trois caisses nationales du régime général, ainsi qu'un colloque, que clôturera M. Mitterrand, du 2 au 4 octobre.

étranger

DIPLOMATIE

DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

M. Chevardnadze affirme que l'URSS est prête à négocier comme à relever le défi de la « guerre des étoiles »

M. Chevardnadze, le nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, a soufflé le chaud et le froid dans le discours qu'il a prononcé mardi 24 septembre devant l'Assemblée générale des Nations unies. Il a notamment affirmé que l'URSS était prête à relever le défi de la « guerre des étoiles », mais aussi à proposer des réductions *« réellement substantielles »* des arsenaux stratégiques nucléaires. Sans doute, M. Chevardnadze sera-t-il plus spécifique ce mercredi, lors de l'entrevue qu'il doit avoir avec son collègue américain M. Shultz, et vendredi prochain lorsqu'il rencontrera M. Reagan à Washington. On en saura alors davantage sur les rumeurs qui courent dans la capitale américaine et selon lesquelles l'URSS pourrait proposer aux Etats-Unis une réduction de 40 % des arsenaux stratégiques des deux pays. Selon la Maison Blanche, comme le département d'Etat, Moscou n'a jusqu'à présent rien proposé de tel.

De notre envoyé spécial

New-York. — Pour son discours inaugural devant l'Assemblée générale des Nations unies, M. Edouard Chevardnadze, le nouveau ministre des affaires étrangères d'Union soviétique, a voulu doser la fermeté, mais aussi l'esprit d'ouverture avec un soin qui répondait à celui que son homologue américain avait manifesté la veille. Sa longue intervention du mardi 24 septembre, à New-York, est d'ailleurs plus d'une fois apparue comme une réplique à M. Shultz.

Pour l'essentiel, le ministre soviétique a pris le contre-pied des accusations lancées lundi par M. Shultz. *« Le colonialisme communiste »* dénoncé en Asie, en Afrique et en Amérique centrale par le secrétaire d'Etat américain ? *« Si nous sommes coupables, c'est seulement d'avoir pris et de prendre invariablement le parti des peuples qui sont menacés par l'impérialisme »*, a très classiquement répliqué M. Chevardnadze. Y compris en Afghanistan, où *« tout le monde »* devrait *« reconnaître au peuple le droit d'édifier sa vie à son gré »* et *« mettre un terme à l'ingérence extérieure armée »*, laquelle, dans l'esprit du ministre, n'est évidemment pas celle de l'Armée rouge, mais l'action de la résistance afghane.

La dénonciation de différents régimes adverses a parfois pris dans la bouche de M. Chevardnadze des accents pour le moins vigoureux. Les opposants nicaraguayens ont été qualifiés de *« bandits contre-révolutionnaires »* et seul Israël a été accusé d'avoir perpétré *« des crimes monstrueux »* au Liban. Quant au régime de Pretoria, qui *« fusille par centaines »* ses propres ressortissants indigènes, il affiche un *« faciès bestial »*, ce qui n'empêche pas *« une puissance appartenant aux fondateurs des Nations unies »* de le soutenir.

De même, M. Chevardnadze a-t-il renouvelé la condamnation sans appel de Moscou à l'encontre de l'initiative de défense stratégique du président Reagan (IDS). Il a rappelé l'analyse du Kremlin à cet égard. Washington cherche avec son *« bouclier spatial antimissile »* à se prémunir contre une réplique soviétique à une éventuelle agression américaine, car *« il est évident que dans ce cas l'agresseur peut être tenté de porter la première frappe nucléaire en escomptant l'impunité »*.

Le ministre des affaires étrangères de l'URSS a assuré à nouveau que son pays ne tolérerait pas que la partie adverse puisse acquérir quelque supériorité militaire que ce soit et il a insisté sur le fait qu'il était vain, de la part des Etats-Unis, d'espérer que les difficultés économiques de l'Union soviétique l'empêcheraient de *« relever ce nouveau défi »*. Pour lui, la volonté de paix de l'URSS (et, a-t-il ajouté dans une incise remarquée, de la Chine, *« qui elle aussi a pris un engagement unilatéral de ne pas être la première à recourir à l'arme nucléaire »*) ne saurait être comparée au militarisme américain, désormais tourné vers l'espace.

Une envolée lyrique

Mais M. Chevardnardze a aussi insisté sur l'esprit d'ouverture avec lequel son pays aborde les prochaines négociations Est-Ouest, non sans assurer au passage que la visite en France de M. Gorbatchev revêtira de ce point de vue *« une grande importance »*. Il a assuré que Moscou allait formuler bon nombre de propositions pratiques en faveur de la réduction des armements en tous genres (nucléaires bien sûr, mais aussi chimiques et classiques), ainsi que celles des effectifs militaires. Le ministre des affaires étrangères soviétique a d'ailleurs terminé sa péroraison par une envolée lyrique sur ce que pourrait être non la guerre des étoiles, *« mais la paix étoiles »* : une mise en commun des ressources mondiales dans le domaine de la conquête spatiale, de préférence sous l'égide d'une organisation universelle dont l'ONU pourrait être la marraine.

On attendait M. Chevardnadze au tournant de ce premier grand discours « onusien », genre à la fois convenu et difficile si l'on veut capter l'attention du public le plus blasé du monde et dans lequel s'illustra si longtemps son prédécesseur, M. Andrei Gromyko. Le nouveau titulaire des affaires étrangères soviétique semble s'être coulé sans trop de peine dans le moule. Il est vrai que, tant sur le fond que dans la forme, la rhétorique diplomatique du Kremlin accorde peu de place à la subjectivité. Mais cette intervention a plutôt confirmé que l'URSS abordait la nouvelle phase des rapports Est-Ouest avec l'intention non certes de renoncer à l'essentiel, mais du moins de mettre un terme à la période de glaciation que l'on a observée depuis le début des années 80.

BERNARD BRIGOULEIX.

● *Le sort des otages français au Liban évoqué en marge des travaux de l'ONU.* — M. Dumas a évoqué avec M. Shamir le sort des otages français au Liban en marge des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU, a-t-on indiqué de source française.

Aucune précision supplémentaire n'a été fournie sur cette partie de l'entretien. On sait seulement que certaines organisations politiques libanaises accusent Israël de n'avoir pas libéré tous ces prisonniers palestiniens, condition posée par les ravisseurs à la remise en liberté des otages détenus au Liban. MM. Marcel Carton et Marcel Fontaine ont été enlevés le 22 mars dernier, et le journaliste Jean-Paul Kauffmann et le chercheur au CNRS Daniel Seurat en mai.

L'entretien entre les chefs des diplomaties française et israélienne a également porté sur les relations entre la CEE et les pays tiers méditerranéens, question qui intéresse particulièrement Israël, extrêmement dépendant du marché communautaire pour ses exportations, notamment agricoles. Mardi, M. Shamir s'est également entretenu avec le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe. Il lui aurait répété, dans un climat tendu, les vifs reproches qu'il avait adressés la veille, devant un public d'hommes d'affaires américains, à la Grande-Bretagne, accusée d'avoir *« porté un coup terrible à la paix au Proche-Orient »* en acceptant de recevoir officiellement à Londres des membres de l'OLP. — *(AFP).*

● *Abou Nidal menace d'assassiner deux personnalités de l'OLP.* — Dans un communiqué publié à Damas, l'organisation clandestine palestinienne Fath-Commandement révolutionnaire, dont le chef est Abou Nidal, a menacé d'assassiner M. Mohammad Melhem et l'évêque anglican Elia Khoury, membres du comité exécutif de l'OLP, qui feront partie de la délégation commune jordano-palestinienne devant être reçue prochainement par le chef de la diplomatie britannique. L'organisation d'Abou Nidal menace ces deux personnalités de les exécuter si elles ne respectent pas *« la volonté et le droit du peuple palestinien à poursuivre la lutte armée »* et les invite à ne pas participer à cet acte de *« trahison »* et à proclamer immédiatement leur opposition à l'accord intervenu récemment à ce sujet à Amman entre le roi Hussein de Jordanie et le premier ministre britannique. — *(AFP.)*

M. Mitterrand à Berlin-Ouest le 10 octobre

M. François Mitterrand doit se rendre à Berlin-Ouest, le jeudi 10 octobre, pour une visite d'une journée. Le président de la République s'arrêtera au passage à Bonn. Il serait, en effet, question que le chancelier Helmut Kohl accompagne M. Mitterrand au cours de cette visite. Ce voyage est destiné à réaffirmer la présence française à Berlin-Ouest et l'attachement de la France au statut de la ville issu des accords de Potsdam de 1945. Selon ces accords, la présence des troupes des puissances alliées de la seconde guerre mondiale (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et URSS) garantit le statut particulier de Berlin, qui, en théorie, reste une entité distincte des deux Etats allemands, la RFA et la RDA.

Les interprétations divergentes des Occidentaux et des Soviétiques concernant l'application de ces accords ont abouti à une intégration de plus en plus grande de Berlin-Ouest à la RFA et de Berlin-Est à la RDA.

Il n'en demeure pas moins quelques vestiges de cet état des choses : chaque puissance assure, par exemple, tour à tour la garde du dernier pensionnaire de la prison de Spandau, Rudolf Hess, condamné à la détention à vie au procès de Nuremberg, et des militaires alliés peuvent circuler dans les deux parties de la ville.

L'accord exclut également la présence de troupes allemandes dans Berlin. C'est pourquoi la présence du ministre de la défense de la RDA en uniforme lors de la réception de M. Laurent Fabius à Berlin-Est, le 10 juin dernier, avait créé un certain malaise dans la délégation française.

L. R.

AFRIQUE

Ouganda

L'armée commet autant de méfaits que sous le régime déchu

Les négociations entre le Conseil militaire (CM), au pouvoir à Kampala, et l'Armée nationale de résistance (NRA), le principal mouvement d'opposition armée, devaient reprendre, mercredi 25 septembre, à Nairobi, en présence du chef de l'Etat kenyan, M. Arap Moi. Le chef de l'Etat ougandais, le général Tito Okello, est arrivé lundi dans la capitale kenyane pour s'entretenir avec M. Arap Moi. Les négociations entre les deux parties avaient jusque-là achoppé sur l'exigence de la NRA d'obtenir la moitié des sièges au Conseil militaire.

De notre envoyé spécial

Kampala. — Opération d'exorcisme politique : un petit groupe de badauds a assité il y a quelques jours au décrochage du médaillon en bronze représentant M. Milton Obote, le président déchu, qui pendait sous le portail d'entrée du Parlement.

Le pouvoir militaire issu du putsch du 27 juillet essaie, tant bien que mal, d'effacer les traces du précédent régime avec lequel pourtant il avait étroitement collaboré. La population ne s'y trompe pas, qui n'a pas constaté jusqu'à maintenant des changements majeurs dans sa vie quotidienne. Toujours presque autant de barrages routiers — une quinzaine entre la capitale et la frontière kenyane — tenus par des gens en uniforme, nerveux et agressifs. Toujours presque autant d'actes de violence : dans certains faubourgs de Kampala, les habitants n'osent plus coucher chez eux.

L'insécurité qui fait grimper les prix de la viande et surtout celui du matoke — le régime de bananes vertes, — nourriture de base de tout un chacun, n'a pas dissuadé une filiale de la Société générale de signer, fin août, un contrat de 56 millions de francs pour la rénovation de deux hôtels, à Entebbé et à Jinja.

Les « gens d'Amin »

Au nord de l'Ouganda, en pays Lango, dans les districts d'Apac et de Lira, des partisans d'Amin Dada ont mis à sac ce fief de M. Obote : habitants torturés et tués, femmes violées, villages pillés. La machine gouvernementale a cessé d'y fonctionner. Au nord de la capitale, dans le Luwero, bastion de l'Armée nationale de résistance (NRA), là où elles ont en partie repris le contrôle de la situation, les troupes gouvernementales se livrent sans vergogne à de multiples méfaits contre la population qui déserte la campagne.

Maintenant que la « fraternisation » entre la NRA et l'Armée nationale est révolue et que le cessez-le-feu a été rompu, les maquisards sont redevenus les « bandits » qu'ils étaient sous le précédent régime. Ce qui « autorise » à nouveau les troupes gouvernementales à commettre des abus contre les civils soupçonnés d'être complices de la guérilla.

Qui sont les malfaiteurs en uniforme ? Des Acholis, bien sûr, qui composent le gros des troupes régulières. Des *« gens d'Amin »*, comme on les qualifie, qui, à la chute du dictateur, s'étaient réfugiés au Soudan et au Zaïre voisins et qui ont récemment rallié le nouveau régime.

Le général Isaac Lumago, chef d'état-major à l'époque d'Amin Dada, patron de l'ancienne armée nationale ougandaise (FUNA) et aujourd'hui membre du conseil militaire, se défend d'avoir partie liée avec son ancien « patron », à qui il avait faussé compagnie deux ans avant sa chute. *« J'ai douze mille hommes sous mes ordre, de tribus très diverses*, affirme-t-il, *prêts, si nécessaire, à aider le gouvernement, rassemblés à Kampala, à Gulu et à Arua. Ils ne sont pas encore intervenus sur le terrain. Ils ne sont donc pas responsables des abus qui ont pu être commis contre des civils. »*

Quoi qu'il en soit, un des responsables les plus en vue du Parti démocratique (DP), la principale formation de l'opposition sous le régime de M. Obote, reconnaît que *« le gouvernement n'a aucune autorité »*, que *« chaque clan défend ses propres intérêts »*. Il en arrive même à soutenir que *« le comportement de l'armée régulière est pire qu'avant le putsch, car, aujourd'hui plus que jamais, les soldats violent les femmes »*. Le DP est prêt à remettre en cause sa participation au gouvernement si les négociations de paix en cours n'aboutissent pas à une heureuse conclusion.

La guérilla elle-même est divisée et Yoweri Musewени, son chef, contesté. Le général Okello et les siens quêtent en vain un soutien populaire qui leur fait défaut. Ils parlent de paix et se préparent à la guerre. Une précaution parmi beaucoup d'autres : vingt pièces d'artillerie lourde protègent depuis peu le quartier résidentiel de Kololo, à Kampala...

Au bout du compte, ces affrontements, quoi qu'en disent les protagonistes, tiennent pour beaucoup à un conflit Nord-Sud à résonance tribale. Les Nordistes veulent conserver le pouvoir et les Sudistes de leur reprendre. La population constate en tout cas qu'elle n'a rien à gagner à la victoire de l'un ou de l'autre camp. A l'heure qu'il est, elle en voudrait plutôt à la NRA de faire traîner les choses en longueur, de laisser pourrir la situation. *« Plus elle attend, plus ce sera difficile pour elle. »* Aussi les rumeurs incontrôlées qui courent dans Kampala sur l'imminence d'une attaque rebelle finissent-elles par entretenir l'espoir...

JACQUES DE BARRIN.

● *Une attaque de maquisards de la NRA.* — Les forces gouvernementales ougandaises ont repoussé une attaque lancée dimanche matin 22 septembre par les troupes de la NRA contre la ville de Jinja (80 kilomètres à l'est de Kampala). La circulation routière de Kampala à Fort-Portal et Hoima, dans l'ouest du pays, a repris alors que la route de Masak, qui est vitale pour l'économie du pays, serait toujours bloquée par les maquisards de la NRA.

Après le voyage de M. Jospin à Tunis

LE MDS REFUSE DE SE RENDRE AU CONGRÈS DU PS A TOULOUSE

(De notre correspondant.)

Tunis. — Le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), principal parti d'opposition en Tunisie, a informé, le mardi 24 septembre, le Parti socialiste qu'il ne répondra pas à l'invitation qui lui a été adressée d'assister, le mois prochain, au congrès du PS de Toulouse.

Cette décision a été prise à la suite du refus de M. Lionel Jospin de rencontrer les dirigeants du MDS, au siège de celui-ci, lors de sa récente visite en Tunisie (*le Monde* du 22-23 septembre). Le premier secrétaire du PS entendait que ce contact ait lieu à son hôtel.

Les dirigeants du MDS font remarquer que *« les bons rapports »* qu'ils entretenaient depuis 1978 avec le Parti socialiste ont commencé à se distendre lorsque celui-ci est arrivé au pouvoir en France en même temps que les liens du PS s'amélioraient progressivement avec le Parti socialiste destourien, auquel il n'avait pourtant pas épargné ses critiques pendant de longues années.

MICHEL DEURÉ.

République sud-africaine

Un militant noir est mort dans sa cellule

La police sud-africaine a annoncé, mardi 24 septembre, la mort en détention d'un militant noir anti-apartheid, membre du Front démocratique uni (UDF), M. Mbuyiselo Mbotya, emprisonné à King-William's-Town, province du Cap. Agé de trente-cinq ans, M. Mbotya serait *« tombé malade »* dans sa cellule, moins de vingt-quatre heures après son arrestation. Sa famille affirme, pour sa part, qu'il est mort à l'hôpital de la ville d'East-London, située plus au sud, où il devait être opéré pour des blessures à la tête reçues au cours de sa détention. Un policier a, d'autre part, tué un Noir lors de perquisitions effectuées dans la township de Veeplas, à 300 kilomètres de Johannesburg. Dans le bantoustan du Ciskei, c'est un policier noir qui a été brûlé vif par la foule.

Dans la région du Cap, la police et l'armée ont bouclé les trois cités noires de Langa, Nyanga et Guguletu pour effectuer, dans le cadre d'une *« opération de prévention criminelle »*, une rafle *« de toutes les personnes suspectées d'avoir commis des actes de violence lors des récentes émeutes »*. Enfin, à l'université métisse du Cap, les forces de l'ordre sont intervenues mardi en tirant des gaz lacrymogènes pour disperser les étudiants qui manifestaient contre les détentions sans jugement et les violences de la police.

A Johannesburg, un important mouvement affilié à l'UDF, la Soweto Civic Association, a dénoncé la campagne lancée par l'Alliance pour la convention, nouvelle association réformiste regroupant des opposants modérés au régime (*le Monde* du 24 septembre), l'accusant de profiter du vide (politique) créé par la détention de nombreux dirigeants de l'UDF.

Sur le plan économique, le rythme de l'inflation s'est accéléré au mois d'août, pour atteindre 16,4 %, contre un peu moins de 16 % le mois précédent. Ce taux est le plus élevé enregistré en Afrique du Sud depuis mai 1982. En revanche, en raison de la faiblesse du rand, la balance commerciale a enregistré, dans la même période, une nette augmentation de son excédent, qui s'élève à 1,43 milliard de rands contre 936 millions en juillet.

● **A Washington**, deux hauts responsables sud-africains, MM. David Steward, ancien ambassadeur aux Nations unies, et Less Manley, ont été reçus au département d'Etat pour des entretiens devant porter notamment sur l'indépendance de la Namibie.

● **A Paris**, la situation en Afrique du Sud a été au centre de l'entretien que le président de la République a eu mardi avec le chef de l'Etat tanzanien, M. Julius Nyerere. M. François Mitterrand a également évoqué cette question lors d'une entrevue avec le président malgache, M. Didier Ratsiraka. Celui-ci a déclaré, à sa sortie de l'Elysée, que son hôte avait, d'autre part, accepté le principe d'une aide financière française pour l'achèvement des travaux du palais présidentiel de Tananarive, offert par la Corée du Nord. — *(AFP, Reuter, AP.)*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

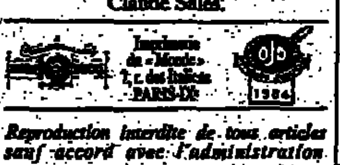
Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.



Imprimerie du « Monde », 7, r. des Italiens, PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le Congrès a commencé l'examen d'une nouvelle législation agricole

Le Congrès des Etats-Unis a entamé, cette semaine, l'examen d'une nouvelle législation agricole qui devrait s'appliquer, à partir du 1er octobre, pour les quatre prochaines années. En fait, il est peu probable que la Chambre des représentants, le Sénat et le président Reagan parviennent à un compromis ; la législation actuelle, adoptée en 1981, sera certainement reconduite par accord tacite.

Chacun aux Etats-Unis admet que les dépenses consacrées à l'agriculture doivent diminuer, mais l'ampleur des coupes prévues paraît inacceptable aux élus de tous bords. Ayant sous les yeux le spectacle des faillites agricoles et bancaires, ils pensent qu'une législation plus drastique serait fatale à ce secteur. Les conséquences politiques sont aussi prises en compte, car le tiers du Sénat sera renouvelé en 1986.

La commission de l'agriculture du Sénat a adopté un projet de loi agricole dont le montant des dépenses dépasse de 20 milliards de dollars (sur les trois prochaines années) l'enveloppe prévue (34 milliards de dollars) à l'occasion du compromis budgétaire voté par le Congrès en juillet dernier. Il contient, en outre, une clause selon laquelle un référendum devrait être organisé auprès des producteurs de céréales, afin de savoir s'ils acceptent une limitation autoritaire des volumes de production, en échange d'une garantie de prix de soutien élevé.

M. John Block, le secrétaire à l'agriculture, a indiqué que le président Reagan opposerait son veto à de tels projets s'ils étaient adoptés. Le président a répété, à la fin de la semaine dernière, devant un groupe de représentants de l'agriculture que, sans avoir l'intention d'abandonner brutalement les agriculteurs, il était néanmoins déterminé à réduire progressivement le montant des dépenses fédérales pour redonner à ce secteur de l'économie sa compétitivité sur le marché mondial. La baisse des prix de soutien comme moyen de relance est une des conditions les plus couramment évoquées, mais aussi l'une des plus controversées.

L'agriculture américaine étant largement orientée vers l'exportation, l'autre moyen sur lequel la Maison Blanche insiste, c'est naturellement la lutte contre les subventions accordées par les exportateurs des nations concurrentes. On sait que, dans ce domaine, le conflit avec l'Europe est ouvert. Il y avait un troisième moyen pour rendre les exportations américaines plus compétitives : la baisse du dollar. Le mouvement est amorcé.

J. G.

EUROPE

Pologne

Mystérieux assassinat d'un prêtre orthodoxe

Un prêtre orthodoxe polonais, le Père Piotr Poplawski, a été assassiné au mois de juin dernier, et, trois mois plus tard, les circonstances de sa mort restent entourées de mystère, après que les autorités eurent, semble-t-il, tenté d'étouffer l'affaire.

Selon le Keston College, une fondation catholique britannique qui suit la situation en Europe de l'Est, le Père Poplawski, qui était âgé de quarante et un ans, a été tué le 21 juin dernier, et son corps a été trouvé une semaine plus tard dans une forêt, attaché à un arbre, portant des traces de coups sur la poitrine et l'estomac. Sa bouche et ses poumons contenaient de la terre. Toujours selon le Keston College, les autorités locales auraient tenté de faire pression sur le médecin légiste pour qu'il conclue à un suicide.

Le Père Poplawski, qui était marié et père de trois enfants, habitait la petite ville de Narew, au nord-est du pays. La Pologne compte environ 600000 orthodoxes, principalement concentrés dans l'est du pays, et qui constituent la seconde communauté religieuse du pays. L'épouse du prêtre orthodoxe a déclaré pour sa part que la police avait refusé de dévoiler les résultats de l'autopsie, et que la presse officielle n'avait jamais rendu compte de sa mort. Elle déclare aussi ignorer si son mari se livrait à de quelconques activités politiques ou sociales. – *(AP, UPI.)*

Tchécoslovaquie

Affluence pour un rassemblement religieux

Quelque quarante mille catholiques ont pris part, les 14 et 15 septembre, à un pèlerinage à Sastin, en Slovaquie, a annoncé l'agence catholique autrichienne Kathpress. Il s'agit d'une manifestation religieuse traditionnelle, mais qui a connu cette année une affluence exceptionnelle, confirmant l'engouement actuel de nombreux jeunes Tchécoslovaques pour des rassemblements à caractère religieux, en dépit des efforts constants déployés par les autorités pour réduire l'influence de l'Eglise et l'amener à collaborer avec le régime. Selon Kathpress, l'assistance, à Sastin, était essentiellement composée de jeunes, qui ont scandé des slogans tels que *« Vive Jean-Paul II ! »* et *« Nous voulons le pape ! »* (les autorités de Prague s'étaient opposées récemment à un projet de visite du pape en Tchécoslovaquie). Déjà, en juillet dernier, les cérémonies du mille centième anniversaire de la mort de saint Méthode avaient attiré une foule considérable (environ cent cinquante mille personnes) à Velehrad, en Moravie.

Italie

LE PREMIER JOURNALISTE TUÉ PAR LA CAMORRA

Un enfant de Naples qui en savait trop

De notre correspondant

Rome. – Ce mercredi 25 septembre ont lieu à Naples les obsèques du jeune journaliste Giancarlo Siani, assassiné devant son domicile par deux membres, selon toute vraisemblance, de l'organisation criminelle la Camorra.

Agé de vingt-six ans, Giancarlo Siani était un enfant du coin. C'était donc en connaisseur qu'il enquêtait pour *Il Mattino*, le grand journal local, sur Naples et ses banlieues sordides. Est-ce cette caractéristique personnelle qui a fait de lui le premier journaliste victime de la Camorra ? La police connaît seulement le signalement des assassins : deux jeunes gens en blouson de cuir et blue-jeans armés de pistolets 7,65, dont ils ont vidé les chargeurs à bout portant sur la victime dans sa voiture.

Deux jours avant sa mort, le journaliste avait publié dans *Il Mattino* un article reproduit ce mercredi par plusieurs journaux italiens dans lequel il décrivait l'utilisation de tout jeunes enfants dans la « chaîne de la drogue ».

« On les appelle les moucherons, les passeurs en culottes courtes ou encore les bébés-messagers », écrivait-il. A Torre-Annunziata, dans la périphérie de Naples, un des points d'arrivée de la drogue dans la péninsule, Giancarlo Siani avait observé le manège d'une grand-mère qui envoyait son petit-fils âgé de douze ans répartir des doses de drogue. *« Les moucherons*, écrivait-il, *sont très agiles, ils échappent aux contrôles des policiers et des carabiniers et, comme ils sont mineurs, on ne peut pas les inculper. »*

L'assassinat du jeune journaliste a suscité une réelle émotion en Italie, où les plus hautes autorités de la République ont transmis leurs condoléances à la famille et au journal.

JEAN-PIERRE CLERC.

M. Bogianckino, administrateur de l'Opéra de Paris a été élu maire de Florence

M. Massimo Bogianckino, administrateur de l'Opéra de Paris, a été élu, le mardi 24 septembre, maire de la ville de Florence (nos dernières éditions du 25 septembre). M. Bogianckino était tête de liste du Parti socialiste aux élections municipales italiennes du 12 juin, et son élection est intervenue à l'issue de longues négociations entre les partis « laïques » (socialiste, social-démocrate et libéral) et le parti communiste.

Considéré comme l'un des hommes les plus dynamiques du monde de la musique, M. Bogianckino a successivement dirigé l'Opéra de Rome, le Festival des deux mondes à Spolète, la Scala de Milan et le théâtre municipal de Florence, avant d'être appelé à l'Opéra de Paris en 1981. Il se trouve désormais à la tête d'une municipalité qui, politiquement, fait exception en Italie, où la plupart des grandes villes sont passées au mois de juin d'une majorité de gauche (communistes et socialistes) à une majorité de centre-gauche (socialistes, démocrates-chrétiens et petits partis laïcs). La difficulté des négociations avec le PCI pour la répartition des postes de maires adjoints et des « portefeuilles » municipaux a entraîné de nombreux renvois, qui expliquent le caractère tardif de cette élection.

A Paris, on prévoyait depuis le printemps le départ de M. Bogianckino de l'Opéra (*le Monde* du 25 mai). Il laisse à son successeur une saison toute prête et la perspective de quatre années sans doute difficiles, avec la liquidation du Palais Garnier et le déménagement à la Bastille.

Deux possibilités pour cette succession : trouver un nouvel administrateur de grand prestige, et l'on parle de M. Louis Erlo, directeur de l'Opéra de Lyon et du Festival d'Aix-en-Provence. Mais, ayant refusé ce poste par trois fois dans des conditions bien plus favorables, celui-ci acceptera-t-il de se sacrifier pour cette tâche ingrate ? Ou bien confier un long intérim à M. André Larquié, président du conseil d'administration de l'Opéra, qui a pris depuis quelques années une place grandissante, en lui adjoignant un conseiller artistique et un directeur musical.

PROCHE-ORIENT

A LA SUITE DU BOMBARDEMENT DE L'ILE DE KHARG

L'Iran a été contraint de réduire ses exportations pétrolières de plus d'un tiers

L'aviation irakienne a lancé, mardi 24 septembre, une nouvelle attaque, la onzième depuis le 15 août, contre le terminal pétrolier iranien de Kharg, par où transitent les trois quarts des exportations iraniennes de pétrole brut. On connaissait encore mal mercredi matin l'ampleur des dégâts occasionnés par cette attaque, mais l'Irak a assuré avoir *« détruit ce qui restait des installations »*.

Le raid précédent, jeudi 19 septembre, avait gravement affecté les capacités de chargement du terminal. L'une des deux jetées, où chargeaient les plus gros pétroliers, a été, selon diverses sources maritimes et pétrolières, totalement détruite et la station de pompage, celle de contrôle et les cuves de stockage également touchées. L'Iran a été contraint de réduire ses exportations de plus d'un tiers depuis la semaine dernière. Les enlèvements, qui s'effectuent pour l'essentiel à partir de l'île de Sirri, dans le sud du Golfe, mieux protégée, et reliée à Kharg par une navette de superpétroliers, sont tombés à 1 million de barils par jour, contre 1,6 million la semaine précédente.

Il faudra au moins deux semaines à l'Iran pour réparer les dégâts et retrouver un rythme d'exportation normal. Téhéran a également entrepris de construire de nouvelles installations, à proximité de Kharg, qui, plus proches de la côte – Kharg est une île éloignée de 35 kilomètres des côtes, – seraient plus aisées à défendre. En attendant, le gouvernement de Téhéran a pris de nouvelles mesures destinées à limiter au minimum les sorties de devises : suspension des allocations en devises aux touristes iraniens et des lettres de crédit accordées aux commerçants désirant importer. La diminution forcée des exportations de brut rend encore plus difficile la situation financière du pays, qui tire l'essentiel de ses ressources des ventes de brut et n'a quasiment plus de réserves.

Menaces de représailles contre les oléoducs irakiens

Mardi 24 septembre, le président du Parlement iranien a menacé de représailles les oléoducs irakiens, que l'Iran pourrait choisir pour cible, en réponse aux attaques de l'aviation irakienne contre le terminal de Kharg. Reconnaissant que *« jamais les Irakiens n'avaient procédé à des attaques aussi rapprochées »*, M. Rafsandjani déclare que, si l'Irak réussissait à détruire le terminal, les forces iraniennes *« pourraient converger vers les oléoducs irakiens, qui ne sont pas tellement protégés »*. L'Irak exporte la totalité de son pétrole par l'oléoduc reliant les champs de Kirkouk à la côte turque, et est en train de se raccorder sur l'oléoduc traversant l'Arabie saoudite pour aboutir sur la mer Rouge.

Ces menaces sont en retrait par rapport à celles jusqu'ici brandies par les autorités iraniennes, et répétées dimanche par le président iranien, de fermer totalement le détroit d'Ormuz. Il ne semble pas en effet que l'aviation iranienne ait les moyens d'assurer dans cette hypothèse une couverture efficace pour la marine. De plus, cette décision aboutirait à internationaliser immédiatement le conflit, ce que l'Iran a jusqu'ici cherché à éviter.

Il semble toutefois, selon les milieux diplomatiques de Téhéran, que l'Iran soit plus ou moins contraint de réagir, afin de préserver sa crédibilité. En attendant, l'Iran multiplie les contrôles des cargos circulant dans le Golfe, pour empêcher toute livraison à l'Irak. Ainsi, la marine iranienne a arraisonné, dimanche, un cargo danois qui transportait du matériel militaire destiné à Bagdad. – *(AFP, Reuter.)*

Bagdad renforce sa puissance dans le Golfe

(Suite de la première page.)

C'est donc tout naturellement que l'armée de l'air irakienne a souhaité disposer de nouveaux Mirage F-1 pour accroître sa capacité de frappe dans le Golfe.

Les aviateurs irakiens pouvaient, en effet, commander des Mirage-2000 (le dernier-né de la famille Dassault-Breguet) ou des Super-Etendard à la condition d'obtenir du constructeur français qu'il relance la chaîne de fabrication de cet appareil arrêtée après les commandes de l'Aéronavale française et de l'Argentine. Ils ont préféré s'en tenir à une nouvelle acquisition de Mirage F-1 pour la raison que cet avion peut être armé de missiles Exocet, que leurs pilotes sont exercés à manier ce système d'armes et qu'un pays en guerre ne change pas, du jour au lendemain, de fournisseur et de chaîne logistique d'entretien.

Entre la France et l'Irak, l'accord de principe est intervenu il y a moins de quinze jours, et il porte sur un total de vingt-quatre Mirage F-1 d'un modèle ravitaillable en vol. Ce détail a son importance. Déjà, les vingt-neuf derniers Mirage F-1 acquis par les Irakiens étaient équipés d'une perche de ravitaillement en vol, pour accroître le rayon d'action de l'appareil.

Outre le missile Exocet contre des navires de surface ou des installations à terre, le Mirage F-1 dispose de deux canons de 30 millimètres et de sept points d'accrochage pour l'armement externe (missiles de combat air-air, roquettes et bombes diverses pour l'attaque au sol). A ce jour, le total des commandes françaises et étrangères dépasse les sept cents exemplaires, vendus à onze pays différents. Dans le cas de l'Irak, des Mirage F-1, armés de missiles air-air Magic ou Super-530 de la société Matra, ont été engagés dans des combats aériens contre des F-14 iraniens de conception américains, et leur efficacité a été jugée suffisante par les Irakiens pour que ces derniers décident d'installer les missiles du Mirage F-1 sur des avions soviétiques Mig-21, devenant ainsi le premier utilisateur d'armements français de défense aérienne à partir d'avions soviétiques.

J. I.

Israël

Les falachas à la belle étoile

Pour leur premier Yom Kippour (fête du Grand Pardon) en Israël, plusieurs centaines de juifs éthiopiens ont décidé, mardi, de continuer à camper en face de l'immeuble du grand rabbinat à Jérusalem.

M. Shimon Pérès, premier ministre, avait effectué dans la matinée une mission de bons offices de dernière heure en se rendant successivement dans les locaux du grand rabbinat et auprès des falachas.

De notre correspondant

Jérusalem. – Le vent du soir souffle sur Jérusalem. Emmitouflés sous des couvertures de laine ou dans leur long châle blanc traditionnel, plusieurs centaines de juifs éthiopiens s'apprêtent à passer leur vingt-deuxième nuit à la belle étoile. Voilà trois semaines qu'ils sont là, au cœur de la Ville sainte, assis entre pelouses et béton, face à l'immeuble du grand rabbinat, symbole austère et imposant de la toute-puissante hiérarchie religieuse. Trois semaines qu'ils protestent en silence contre l'obstination des sourcilleux gardiens de la loi juive, contre les tracasseries de cette institution sûre d'elle, qui les blesse en jetant un doute sur l'ardeur de leur foi.

Huit mois après le grand retour en terre promise des anciens falachas, l'exigence cultuelle du grand rabbinat à leur égard n'a pas changé. Il demande aux émigrants éthiopiens, isolés pendant vingt-cinq siècles du judaïsme mondial, de *« renouveler »* leur foi en se prêtant à une cérémonie d'immersion dans un bain rituel. Les principaux intéressés refusent farouchement de se soumettre à un rite qu'ils jugent inutile, humiliant et qu'ils assimilent à une conversion.

On crut la querelle réglée en juillet lorsque, sur l'entremise du premier ministre, M. Shimon Pérès, les deux grands rabbins d'Israël reconnurent solennellement la communauté éthiopienne dans son ensemble *« membre à part entière du peuple juif »*. Mais l'autorité religieuse, tutrice des registres d'état civil, continua de demander à tout candidat au mariage la preuve de sa judéité. Cette requête n'a rien d'anormal en Israël. D'ordinaire, chaque immigrant s'en accommode en produisant un document adéquat ou l'attestation de trois témoins. Faute de telles preuves, il doit se soumettre à un rite de conversion.

Les juifs éthiopiens, eux, sont « retournés à Sion » avec leur Bible ancestrale mais « sans papiers ». Leur cas se complique du fait que le grand rabbinat ne reconnaît pas à leurs chefs spirituels (les *kesim*, ou prêtres) la qualité de témoin d'honneur en matière de judéité. Les réfractaires au rite d'immersion n'ont donc aucun moyen d'obtenir le précieux certificat prénuptial. Résultat : une cinquantaine de couples sont actuellement privés de mariage.

Les rabbins inflexibles

Avraham (trente et un ans) était instituteur près de Gondar. Ses deux enfants sont restés en Ethiopie, sa femme est morte pendant l'exode. Il n'envisage pas pour l'instant de se remarier, mais il ne mâche pas ses mots envers les grands rabbins. *« Ce sont des gens très durs. Nous savons qui nous sommes, nous avons assez souffert, que veulent-ils de plus ? Nous ne mettrons fin à notre mouvement qu'après avoir obtenu satisfaction. »* En juillet, Avraham et ses camarades avaient cru un peu vite obtenir gain de cause. Ils ne veulent plus être floués.

Les juifs éthiopiens ont pourtant un motif de réconfort. Au fil des jours, un nombre accru d'Israéliens leur manifestent sur place soutien et solidarité. Ils leur apportent vêtements, nourriture ou bois de chauffage. Beaucoup, en appuyant leur cause, expriment aussi leur irritation devant l'entreprise permanente de *« grignotage »* des religieux orthodoxes dans la vie quotidienne. Sur le balcon d'un appartement voisin, une banderole tendue par un supporter zélé compare les grands rabbins aux *« dirigeants nazis »*.

L'affaire a pris en tout cas une dimension nationale et politique. M. Yaacov Tsur, ministre de l'*« intégration »* des immigrants, menace les grands rabbins d'une commission d'enquête. Le Parti national religieux (PNR) réplique qu'il quittera l'Union nationale si le gouvernement continue de *« se mêler d'une question théologique »*. Le rabbinat inflexible s'en tient au dogme et n'entend céder à aucune pression. Pour M. Yossef Burg, ministre des cultes et chef du PNR, les protestataires éthiopiens sont sous l'influence de *« provocateurs gauchistes »*. Avraham et ses amis apprécieront.

J.-P. LANGELLIER.

n'ayez plus l'angoisse de la page blanche

A B C D E F G H

a b c d e f g h

a b c d e f g h

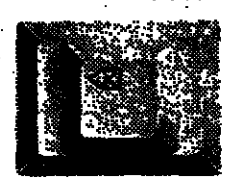
De 4 à 24 styles d'écriture selon les modèles.



Clavier multilingue


Souligné automatique


Repositionnement automatique après correction


Effacement automatique

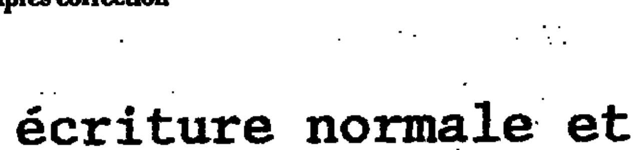

Retour marge automatique


Entrée mémoire fluide

le
centrage
vous
rend
automatiquement
le
sourire

Il suffit d'appuyer sur deux touches

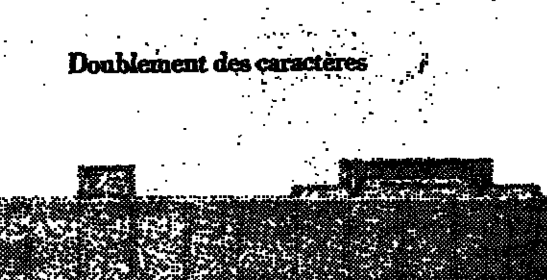
écriture normale et



Doublement des caractères



Système de vérification orthographique (option)



22,31
0,05
7,1
27.14
7.029

Alignement automatique des nombres

IBM 67 15 NOUVEAU

IBM 67 70 NOUVEAU

IBM 67 80 NOUVEAU

IBM 67 46

IBM 67 47

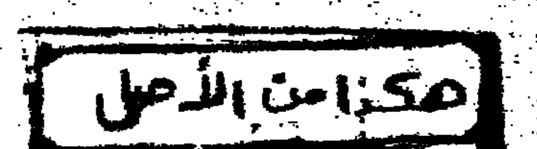
IBM 67 50

La nouvelle gamme IBM

©PUBLICIS 85610-B

Aujourd'hui 25 septembre à 14 h et demain soir jeudi 26 septembre à 23 h 30 sur FR3, découvrez l'ensemble de la nouvelle gamme de machines à écrire électroniques IBM.

IBM TOUT SIMPLEMENT



INDE — VEILLE D'ÉLECTIONS AU PENDJAB

A l'ombre des fusils

La police indienne a arrêté, mardi 24 septembre, quelque trois cents sikhs soupçonnés d'être des militants extrémistes, dans une rafle à la veille des élections locales qui se déroulent, ce mercredi, au Pendjab. Douze heures avant le début du scrutin, deux bombes, camouflées dans des gamelles, ont explosé à Ludhiana, au Pendjab, sans faire de blessé mais endommageant un commissariat de police et six magasins.

De notre envoyé spécial

Amritsar. – *« Regardez-moi ça,* bougonne le solide paysan sikh, debout sur sa charrette à mules, *on dirait la guerre... »* Certes, 150 000 hommes en armes dans une région à peine plus grande que la Suisse, ça ne passe pas inaperçu. Surtout si les ordres sont de s'exhiber : aux carrefours, sur les marchés, autour des temples hindous et des dômes blancs du sikhisme, dans les campagnes entre les mosaïques de blé, de maïs et de rizières, dans les villages abrutis de soleil et le long des routes, dans les halls de marbre des hôtels et autour des bâtiments administratifs, tout le long de la frontière et près des centrales électriques.

Partout. A pied, à cheval, en jeep, en camion, à bicyclette, de tous côtés des uniformes. Vieux fusil Enfield sur l'épaule, revolver sur la hanche ou pistolet mitrailleur au poing, l'essentiel est de se montrer, d'impressionner, de rassurer. Exceptionnellement la surveillance de la frontière avec le Pakistan est commandée, depuis une semaine, par l'armée régulière, en alerte dans ses casernes. Le couvre-feu a été décrété tout le long des 3 700 kilomètres. Les soldats ont ordre de tirer à vue sur les contrevenants.

Jusqu'ici, ce sont surtout les contrebandiers (or, héroïne et alcools), ainsi que les immigrés pakistanais et bangladeshis qui en font les frais. C'est le cas à Kem Kheran, ville frontière à 60 kilomètres au sud-ouest d'Amritsar, la ville du Temple d'or : une rue défoncée, des huttes de boue séchée, et des cochons noirs dans les égouts à ciel ouvert. *« On a arrêté quinze immigrants illégaux hier, et une bande de contrebandiers est tombée dans une de nos embuscades,* raconte le commandant Sain Dass, des Border Security Forces. Ils ont eu un mort et on a pu récupérer 95 kilos d'or. Mais des terroristes, non, on n'en a pas vu par ici. »

Kem Kheran est pourtant réputé soutenir les extrémistes. C'est à quelques kilomètres de là qu'une vingtaine d'hindous, innocents passagers d'un autobus, se sont fait massacrer l'an dernier par des terroristes sikhs. Leur crime accompli, les meurtriers, paraît-il, sont passés du côté pakistanais. On craint qu'ils ne reviennent, eux ou d'autres. On craint les infiltrations de terroristes *« sikhs ou pseudo-sikhs »*, comme dit M. Rajiv Gandhi, entraînés, *dixit* encore le premier ministre, par le voisin musulman. On craint surtout que ceux qui veulent l'indépendance du Sikhistan (ou Khalistan), et qui sont encore 2 000 ou 3 000 au Pendjab même, d'après les services de renseignement, ne passent à l'action sanglante. D'où ces élections à l'ombre des fusils.

Candidats « sérieux » ou « fantaisistes »

Jusqu'au début du mois, la règle électorale voulait que la consultation soit annulée si un seul candidat trépassait pendant la campagne. M. Rajiv Gandhi, qui tient par-dessus tout à ce qu'elle ait lieu, a changé cela. Dorénavant, les décès de candidats indépendants ne comptent plus : *« Beaucoup sont des fantaisistes »*, explique-t-il... Les élections ne seront reportées que si vient à disparaître le candidat d'un *« parti reconnu »*. Objectif de la réforme : couper l'herbe sous le pied des terroristes boycotteurs qui pouvaient être tentés de tuer le premier aspirant politicien venu, histoire de renvoyer la compétition aux calendes grecques.

Le nombre de candidats *« sérieux »*, dignes d'une protection rapprochée, est ainsi ramené de 863 à environ 300. Les autres se débrouillent par eux-mêmes, et la plupart, prudents, n'ont pas manqué de s'adjoindre les services de pistoleros, d'anciens militaires surtout, pour la durée de la campagne. Celle-ci est un peu morne, forcément, car les meetings publics sont rares et les traditionnelles fanfares fortement déconseillées. En fait, l'essentiel de l'activité politique se déroule à huis clos, dans des salons de thé, dans les résidences privées et, malgré l'interdiction, dans les temples sikhs.

Pour le reste, l'information du public est assurée par voie d'affiches et de haut-parleurs. Tous ceux, sans exception, qui veulent approcher les candidats sont soumis, plutôt deux fois qu'une, à des fouilles corporelles. En quelques semaines, les autorités ont délivré près de cent mille permis de port d'armes qui viennent s'ajouter au quart de million déjà détenu dans l'Etat – le plus martial de l'Inde. *« Le 25 septembre, il y aura treize mille urnes au Pendjab et trois millions d'armes à feu (estimation policière) pour les protéger ! »*, résume un journaliste d'Amritsar. Les terroristes n'ont qu'à bien se tenir !

Depuis l'ouverture de la campagne, le 10 septembre, près d'un millier de *« suspects »* ont été arrêtés ; des quantités d'explosifs ont été saisies. Les raids de sécurité se sont multipliés dans toutes les villes et tous les villages de l'Etat, et aussi à Delhi, en Haryana et au Cachemire voisins. Rien n'est laissé au hasard. *« Ne vous laissez pas impressionner,* a répété du haut de sa cage de verre antiballes le premier ministre, *votez nombreux mercredi. »* Tout est là.

> *Les six millions d'électeurs sikhs se rendront-ils aux urnes en dépit des violences et des appels au boycottage ?*

Les 6 millions d'électeurs sikhs du Pendjab accepteront-ils de braver le terrorisme et d'enterrer enfin le sabre de guerre pour se rendre aux urnes ? Ou céderont-ils à la menace physique, écouteront-ils les appels au boycottage lancés par les plus extrémistes ? Telle est, pour l'Inde, la seule question qui vaille. Chacun, en définitive, se moque un peu de savoir qui, du Congrès-Indira ou de l'Akali Dal (la première organisation politico-religieuse des sikhs) l'emportera. *« Dans les deux cas, s'il y a au moins 60 % de participation,* dit-on dans les deux camps, *ce sera la victoire de la démocratie sur le terrorisme. »*

La grande perdante...

Les dernières élections dans cet Etat-poudrière remontent à plus de cinq ans et s'étaient soldées par l'éclatante victoire d'Indira Gandhi (63 sièges de l'assemblée locale sur 117). Cette fois pas un mot d'elle, pas une citation, pas un seul portrait sur les murs. La grande perdante de cette consultation, s'il en faut déjà une, c'est elle. Pour le reste, le pronostic est hasardeux. D'un côté il y a le vieux *« Baba »*, Joginder Singh, un octogénaire irascible qui, par-delà la mort, cherche à établir avec Bhindranwale, son fils, tué à la tête de ses disciples au Temple d'or, un lien, qui était plus que ténu de son vivant. Le fils d'Indira Gandhi contre le père de Bhindranwale : une vieille affaire de famille en quelque sorte, mais dont l'issue dictera le sort, non seulement d'une secte de 15 millions d'individus, mais aussi, peut-être, du pays tout entier.

Président de l'United Akali Dal, une branche dissidente plutôt extrémiste et autonomiste de la célèbre organisation sikh, le *« Baba »*, comme on l'appelle affectueusement au Pendjab, n'a ni vision ni programme. Mais il est respecté *« parce qu'il est vieux, qu'il est « le » père, et qu'on le croit manipulé par les jeunes excités de la fédération des étudiants sikhs »*, explique un cadre de l'Akali Dal ancien. Peut-être ne représente-t-il pas grand monde, mais aucun politicien pendjabi ne peut se permettre d'attaquer publiquement une « barbe blanche » de si grand renom.

Alors le vieillard va librement, de village en village, porter la bonne parole. Il parle du Vadda Ghallu Ghara, le *« grand massacre »* des sikhs, perpétré par les hindous après l'assassinat d'Indira Gandhi et *« dont les coupables sont toujours en liberté, tandis que des milliers de jeunes sikhs innocents sont en prison »*. Il parle *« des souffrances et des humiliations »* subies par les milliers de soldats sikhs qui avaient déserté pendant le *« grand massacre »*, et dont la plupart sont en prison ou exclus de l'armée. Bref il appelle les 6 millions d'électeurs sikhs à boycotter, pour ne pas entériner ce que ses supporters appellent la *« trahison du Sant Longowal, »* l'ancien président de l'Akali Dal officiel, assassiné par des extrémistes le 20 août.

Et puis, de l'autre côté, il y a l'Akali Dal précisément, le vrai, qui fait campagne sur le nom du *« Sant »* assassiné, et le Congrès-I, qu'il faudra bien rebaptiser du nom de Rajiv si l'on veut être réaliste. Adversaires dans l'arène électorale, les deux grands partis du Pendjab sont, en fait, liés depuis le 25 juillet par l'accord, signé à New-Delhi, entre Rajiv et Longowal, ce « compromis historique » qui mettait théoriquement fin à la confrontation en officialisant le règlement progressif des principales revendications non autonomistes de la secte. Les deux partis s'étaient engagés à tout faire pour en concrétiser, au plus vite, les principaux points.

Un accord secret ?

Rien n'a changé, et le Congrès, comme l'Akali, font aujourd'hui campagne *« pour l'accord de Delhi »*. Les différences entre les deux programmes tiendraient sur un timbre-poste. *« Ce n'est plus une élection, c'est une rencontre amicale »*, s'écrient les adversaires des deux concurrents. De fait, on n'aura jamais vu un chef de parti indien vanter autant les qualités humaines et le *« noble sacrifice »* de feu le leader de ses rivaux.

« Le Sant Logowal est mort pour l'unité de l'Inde, l'amitié hindo-sikh et la prospérité du Pendjab », s'est exclamé Rajiv Gandhi à toutes ses apparitions publiques. Et d'inviter son parti à s'abstenir de toute vitupération contre les Akalis, au grand dam des caciques du Congrès. La rumeur, tenace, qui court le pays est la suivante : convaincu que le Pendjab ne saurait retrouver la paix qu'avec les Akalis au pouvoir, Rajiv Gandhi aurait passé un accord secret avec Longowal : *« Mettez fin à l'agitation qui permet aux terroristes d'agir, et je vous promets une victoire facile aux élections. »* Le premier ministre lui-même a dû démentir pareil arrangement.

De fait, si des candidats de grand renom ont été écartés au profit de novices dans nombre de circonscriptions (1), et si les notables de l'Akali n'ont en face d'eux que des adversaires négligeables, le Congrès a tout de même veillé à proposer plus de 60 % de candidats sikhs aux suffrages des Pendjabis. Arithmétique électorale oblige.

Prise à contre-pied, l'organisation politico-religieuse a d'ailleurs fait un effort dans le même sens : pour parer aux accusations de sectarisme, dix candidats hindous, un musulman et même un chrétien se présentent sur les listes des Akalis. Une « première » qui ne passe pas inaperçue, même si le parti demeure, avant tout, celui du sikhisme en crise.

Et si, malgré tous ces efforts, les Akalis ne parvenaient pas à remporter seuls la victoire, peut-il y avoir cohabitation avec le Congrès au pouvoir local ? *« On verra »*, répond Rajiv Gandhi. La paix dans l'Etat des sikhs vaut bien un compromis électoral, se dit-on à Delhi.

PATRICE CLAUDE.

(1) Environ 80 candidats sur 117 sont des nouveaux venus.

ASIE

Chine

UN SUCCÈS POUR M. DENG XIAOPING

La conférence nationale du parti a annoncé un recentrage de la politique des réformes

De notre correspondant

Pékin. – La nouvelle composition des organes dirigeants du PC chinois consacre le succès de M. Deng Xiaoping. Après avoir obtenu le départ de dix « vétérans », il fait entrer au bureau politique six responsables relativement jeunes. La moyenne d'âge des membres du bureau politique est ainsi passé de soixante-seize à soixante-neuf ans. Au comité permanent de cet organisme, l'âge moyen reste néanmoins de soixante-dix huit ans. La nouvelle génération, entrée en masse au comité central dimanche, fait donc son apparition au Politburo et, plus encore, au secrétariat du comité central.

Les nouveaux hommes ont presque *tous une formation* universitaire, l'un des critères indispensables, avec l'« *intégrité* politique », mais aussi le patronage de M. Deng. Deux d'entre eux apparaissent déjà comme destinés aux plus hautes fonctions : M. Hu Qili – ancien collaborateur du secrétaire général du PC, M. Hu Yaobang, quand celui-ci dirigeait les Jeunesses communistes, – que, la semaine dernière, M. Deng a pratiquement présenté comme son dauphin; M. Li Peng, le plus proche adjoint du premier ministre, et qui apparaît de plus en plus comme son héritier présomptif. Ce sont tous des civils, alors que des dix démissionnaires du politburo étaient des militaires. Les trois qui y restent ont déjà de loin dépassé l'âge de la retraite.

Le rôle de l'armée, dont on connaît l'opposition aux réformes de M. Deng, en particulier quand ce dernier réduit ses crédits et son prestige, n'a jamais été aussi limité dans l'histoire du PCC et dans la vie politique chinoise. Signe du peu d'importance accordée à la chose militaire dans la politique de modernisation du pays, mais qui risque de créer un mécontentement durable parmi les officiers quand M. Deng ne sera plus là pour tenir *en main* la *commission militaire* du parti.

> *Le numéro un chinois a assuré la promotion de ses hommes de confiance, mais il admet la nécessité de corriger les dérapages résultant de sa politique de réformes.*

Mais succès ne veut pas dire triomphe. M. Deng Xiaoping conforte sa majorité, il n'a pas fait table rase. Restent encore en place les ténors du convervatisme, comme MM. Chen Yun et Hu Qiaomu, mais aussi des personnalité comme MM. Li Xiannian, le chef de l'Etat, Peng Zhen, le président de l'Assemblée, Fang Yi ou Ni Zhifu, jusqu'à lundi le benjamin du groupe. C'est au sein du secrétariat du Comité central que l'emprise de M. Deng semble le plus solide. Mais M. Deng Liqun, chef de la propagande jusqu'à l'*été* dernier, et qui avait conduit la campagne contre la *« pollution spirituelle »*, y conserve son poste.

Y a-t-il eu compromis ou affrontement entre M. Deng et ceux qui, comme l'économiste Chen Yun, estiment qu'il va trop vite, menaçant ainsi les fondements mêmes du régime ? Il est malaisé d'avoir des certitudes à cet égard. peut-être M. Deng a-t-il estimé que, plutôt que d'affronter certains problèmes de face, mieux valait attendre le prochain congrès, en 1987, en espérant que d'ici là, le temps ayant fait son œuvre, quelques vieillards irascibles auront été « rejoindre Marx ». Avec le risque, néanmoins, que lui-même, qui n'est plus tout jeune non plus, les accompagne. Le numéro un chinois est cependant optimiste dans ce domaine et n'a visiblement ni l'intention de dételer et de passer la main au secrétaire général actuel, particulièrement terne pendant les récentes réunions, ni de céder le pas à M. Chen Yun, son principal contestataire, qui avait l'air bien fatigué à la tribune.

Les ronchonnements de M. Chen Yun

Dans l'ensemble, ces deux plénums et cette conférence du PCC menés au pas de charge en l'espace d'une semaine ont confirmé, s'il en était besoin, la prééminence de M. Deng. Non seulement il a placé ses gens et s'est débarrassé d'opposants ou de bois mort, mais c'est lui qui a énoncé, lundi, les grandes orientations de la politique à suivre par le parti.

Dans son discours-programme M. Deng a en effet donné le ton pour les années à venir, avec, en basse continue, les ronchonnements de M. Chen Yun, pour qui tout va toujours trop vite et trop loin. Mais les divergences que l'on a pu constater portaient essentiellement sur l'application de réformes qui semblent tolérées, bon gré mal gré, par le chef de file des conservateurs. Même s'il critique la situation dans l'agriculture, les médias et l'économie de marché, et regarde sans cesse en arrière, se raccrochant à l'orthodoxie et mettant en garde contre la tentation de se hâter, M. Chen Yun a peut-être fait un pas vers la majorité, alors que M. Deng, lui aussi inquiet des dérapages causés par sa réforme économique, annonçait qu'il était devenu nécessaire de resserrer les boulons *idéologiques et policiers* et dénonçait *« l'avidité, la corruption et l'injustice inhérentes au capitalisme »*.

En effet, si M. Deng a commencé son discours sur la nécessité de poursuivre sans faiblir les réformes, qui devraient *« être achevées dans un avenir pas trop lointain »*, si possible d'ici la fin du VII[e] plan quinquennal, en 1990, il a insisté beaucoup plus que de coutume sur la nécessité de respecter les principes fondamentaux du régime, de renforcer la discipline et de corriger sans faiblesse toutes les déviances issues des réformes. Il a même reconnu que certains maux, éliminés depuis la libération, en 1949, étaient réapparus.

Renforcer la discipline serait inefficace sans un *« renforcement du travail idéologique et politique »*. M. Deng se plaint des *« faiblesses idéologiques fondamentales »* de certains cadres. Il est stupéfiant d'entendre le chef d'un PC déclarer : *« Je voudrais proposer une nouvelle obligation, l'étude de la théorie marxiste, non seulement pour les nouveaux cadres, mais aussi pour les anciens. Certains camarades pourraient répondre : « Nous sommes trop occupés avec la » construction du pays et ce dont » nous avons le plus besoin c'est de » connaissances spécialisées et de » gestion. Quelle utilité immédiate » peut avoir l'étude de la théorie » marxiste ? Camarades, c'est un » malentendu. Le marxisme n'est » pas un dogme, mais un guide pour » l'action. »*

C'est donc à un recentrage que l'on vient d'assister. Recentrage en faveur de générations plus jeunes et mieux formées, mais aussi recentrage de la politique des réformes face aux oppositions et aux obstacles rencontrés. M. Deng, hier si pressé, reprend aujourd'hui à son compte le proverbe cité par M. Chen Yun : *« Plus on se hâte, moins on avance vite. »*

PATRICE DE BEER.

PÉKIN AUTORISERA L'INSPECTION DE CERTAINES DE SES INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Vienne *(Reuter)*. – La Chine a annoncé, mardi 24 septembre, son intention d'ouvrir certaines de ses installations nucléaires civiles à l'inspection de l'agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). *« Le gouvernement chinois a décidé de proposer volontairement de placer certaines de ses installations nucléaires civiles sous le contrôle de l'AIEA le moment venu »*, a déclaré le délégué chinois Zhou Ping au cours de la conférence annuelle de l'AIEA.

La Chine était la seule des cinq puissances possédant l'arme nucléaire à n'avoir pas soumis ses réacteurs civils aux contrôles de l'AIEA. Tels qu'ils sont pratiqués aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne et, depuis le mois dernier, en Union soviétique.

L'annonce chinoise, qui a surpris les autres délégations, renforce l'autorité de l'AIEA, qui s'efforce d'empêcher tout détournement à des fins militaires de la production d'énergie nucléaire civile. Elle vise aussi à accroître la confiance de la communauté internationale à l'égard de Pékin. *« Cette décision s'inscrit dans le cadre de la politique étrangère indépendante de la Chine »*, a indiqué M. Zhou. *« Elle ne résulte pas de négociations bilatérales »*.

Les nouveaux promus au bureau politique

Six personnalités font leur entrée au bureau politique :

● M. TIAN JIYUN. – Né en 1929 dans le Shandong, responsable de questions financières et du Plan dans plusieurs provinces. Entré au comité central en 1982, il a été secrétaire général du gouvernement et est considéré comme l'un des nouveaux économistes du régime.

● M. QIAO SHI. – Né en 1924 dans le Zhejiang, a fait toute sa carrière dans l'appareil du parti. Il a dirigé, comme membre suppléant du secrétariat, le département des relations internationales du comité central de 1982 à 1983, avant de prendre, en 1984, la tête du département organisation.

● M. LI PENG. – Né en 1928 dans le Sichuan, a été le fils adoptif de Zhou Enlai. D'abord vice-ministre de l'industrie électrique puis de l'énergie, il est entré, en 1982, au comité central. Vice-premier ministre depuis 1983, il est particulièrement chargé des nouvelles technologies et de l'énergie, nucléaire notamment. Il a en outre reçu mission, en 1985, de superviser la réforme de l'éducation.

● M. WU XUEQIAN. – Né en 1921 à Shanghai, a milité dans les mouvements de jeunesse avant de disparaître pendant les années de la révolution culturelle. Devenu, en 1978, responsable du bureau des relations internationales du PCC, il est entré, en 1982, au comité central et a été nommé la même année ministre des affaires étrangères.

● M. HU QILI. – Né en 1929 dans le Shaanxi, actif dans les Jeunesses communistes, il est accusé de « droitisme » en 1966. Reparu à la fin des années 70, il a notamment été maire de Tianjin avant d'entrer en 1982 au secrétariat du comité central, où il a été l'adjoint direct du secrétaire général, M. Hu Yaobang. Ingénieur diplômé de l'université de Qingghua à Pékin, il parle couramment l'anglais.

● M. YAO YILIN. – Né en 1917 dans l'Anhui, il a notamment été ministre du commerce dans les années 60. Critiqué pendant la révolution culturelle, il entre cependant au comité central dès 1973 et comme membre suppléant au bureau politique en 1982. Vice-premier ministre, il préside en 1982 la commission du Plan, mais quitte cette dernière l'année suivante en raison, semble-t-il, des réserves qu'on lui prête sur la politique des réformes.

Trois de ces personnalités, MM. Qiao Shi, Tian Jiyun et Li Peng, deviennent en même temps secrétaires du comité central.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● BUENOS-AIRES ACCUSE LA GRANDE-BRETAGNE DE COLONIALISME. – L'Argentine a accusé, lundi 23 septembre, la Grande-Bretagne de chercher à prolonger une situation anachronique et coloniale dans les îles Malouines. *« En refusant systématiquement d'appliquer les résolutions des Nations unies sur les îles, le Royaume-Uni fait preuve de son opposition à la politique de décolonisation de l'ONU »*, a déclaré le ministre argentin des affaires étrangères, M. Dante Caputo, devant l'Assemblée générale des Nations unies. – *(Reuter.)*

Etats-Unis

● M. KISSINGER NE SOUHAITE PAS DE NÉGOCIATIONS S'IL ÉTAIT ENLEVÉ. – M. Henry Kissinger a déclaré, *mardi 24 septembre*, à New-York qu'il avait donné des instructions à la Maison Blanche pour que les autorités américaines ne négocient *en aucun cas sa libération si* jamais il était enlevé par des terroristes. L'ancien secrétaire d'Etat américain a fait cette déclaration au cours d'un symposium consacré à la couverture par la presse américaine de la prise d'otages du Boeing de la TWA à Beyrouth en juin. *« Fondamentalement, le mieux est d'adopter une position refusant toutes négociations et toutes concessions »*, a dit M. Kissinger. – *(AFP.)*

Italie

● M. ENZO TORTORA VA DÉMISSIONNER DE SON MANDAT EUROPÉEN. – M. Enzo Tortora, député européen du Parti radical italien depuis un an, a annoncé, mardi 24 septembre, à Bruxelles, sa démission du Parlement de Strasbourg *« presque tout de suite ou avant la fin de l'année »*. Ancienne vedette de la télévision italienne, il a été condamné à dix ans de prison la semaine dernière pour association à la Camorra – la pègre napolitaine – et trafic de drogue. Incarcéré en juin 1983, M. Tortora avait recouvré la liberté à la suite de son élection à Strasbourg, en vertu, de l'immunité parlementaire. – *(AFP.)*

Tunisie

● L'AMIRAL LEENHARDT A TUNIS. – L'amiral Yves Leenhardt, chef d'état-major de la marine française, qui effectue une visite de trois jours en Tunisie, devait être reçu ce mercredi 25 septembre par le président Bourguiba et le premier ministre, M. Mohamed Mzali. L'amiral Leenhardt s'est entretenu mardi avec le ministre de la défense, M. Slaheddine Baly, auquel, selon l'agence Tunis-Afrique Presse, il *« a renouvelé l'expression de la détermination du gouvernement français à consolider davantage sa coopération militaire avec la Tunisie »*. La coopération entre les deux marines s'exerce principalement dans les domaines de la formation des cadres et de la fourniture de matériel. – *(Corresp.)*

● MENACES LIBYENNES. – Dans une allocution prononcée mardi soir 24 septembre, à Monastir, à 160 kilomètres au sud de Tunis, M. Mohamed Mzali, premier ministre tunisien et ministre de l'intérieur, a révélé qu'une nouvelle menace de *« recourir à la force »* a été brandie par l'ambassadeur de Libye à Tunis, convoqué dans la journée au ministère des affaires étrangères pour y recevoir une note de protestation à la suite de la violation, la veille, de l'espace aérien par quatre avions militaires libyens. L'ambassadeur, selon M. Mzali, a riposté que cette incursion *« n'était qu'un avertissement »* avant que Tripoli *« ne mette à exécution sa menace de recourir à la force »* pour faire cesser la *« campagne de presse tunisienne »* contre son pays. Le 22 août, la Libye avait déjà envisagé un recours. – *(AFP.)*

Turquie

● COLLISION ENTRE UN BATEAU SOVIÉTIQUE ET UN NAVIRE TURC. – Un navire de la marine nationale turque a *été éperonné, mardi 24 septembre*, par un bâtiment auxiliaire de la flotte soviétique, à la sortie du Bosphore sur la mer de Marmara, au sud d'Istanbul. La collision s'est produite en raison du brouillard, a déclaré un porte-parole du ministère turc des affaires étrangères. Le bâtiment soviétique aurait dévié de sa route à cause de la mauvaise visibilité. Le navire turc a été sérieusement endommagé, mais n'a pas coulé. Les autorités turques ont affirmé que les membres de l'équipage avaient été sauvés. – *(AFP, AP.)*

URSS

● VISITE DE M. JANOS KADAR. – Le secrétaire général du PC hongrois, M. Janos Kadar, est arrivé, mardi 24 septembre, à Moscou, pour une *« visite de travail et d'amitié »*. Il s'agit de la première visite à Moscou de M. Kadar depuis l'accession au pouvoir de M. Mikhail Gorbatchev. – *(AFP.)*



Les progrès discrets de la téléphonie

PERDUE entre télématique et fibre optique, la téléphonie française s'éclaircit discrètement la voix. Un téléphone de voiture fiable véritablement national, des combinés qui affichent leurs comptes, un téléphone public d'intérieur : peu de nouveautés fracassantes au SICOB 85, mais des petits trucs pour rendre le téléphone encore un peu plus familier.

On le disait tout haut, le téléphone de voiture en France, ce n'était pas ça : 12 000 abonnés, au lieu de 60 000 en Grande-Bretagne, le retard était important, sans compter la mauvaise qualité du service. Les adeptes du « téléphone roulant » ne pouvaient que se plaindre de la faiblesse des portées et du parasitage fréquent réunissant malencontreusement deux voitures coincées côte à côte dans un embouteillage.

Pas de nouveautés surprenantes mais un affinement des matériels et surtout des procédures

Or, malgré un coût relativement élevé (30 000 à 32 000 F hors taxes l'équipement d'un mobile) et une clientèle bien ciblée (hommes d'affaires, médecins, hommes politiques...), les listes d'attente pour l'obtention d'une fréquence ne faisaient que s'allonger dans les grandes villes (Paris, qui regroupe la moitié des abonnés, Lille, Lyon et Marseille).

Le Radiocom 2000, téléphone de voiture nouvelle version, viendra en fin d'année à la rescousse de tout ce monde. La principale nouveauté présentée par les Télécoms au SICOB 85 aura pour fonction de porter à 135 000 le parc de ce matériel et de couvrir 85 à 90 % du territoire. Elle pourra également être utilisée comme réseau d'entreprise raccordé au réseau public (1).

Le glas du « Made in Taiwan »

L'amélioration de la capacité d'accueil correspondra aussi à une amélioration de la qualité du service grâce à sa conception de type cellulaire (le territoire étant quadrillé par des relais couvrant 15 à 30 km de rayon). L'opération débutera en novembre à Paris et en Ile-de-France, en décembre pour les Pays de la Loire, et s'étendra progressivement aux autres régions jusqu'en 1990. Elle fera des heureux, car son installation devrait être accompagnée d'une baisse des prix de l'abonnement (déjà amorcée en août dernier) afin de s'aligner sur les tarifs internationaux.

Pour les professionnels en mal de coups de fil, on signalera l'extension de la gamme des répondeurs. Ceux-ci deviennent « multilignes » et diffusent des messages différents. Le support magnétique, lourd à manier, est de plus en plus remplacé par le stockage numérique des messages. Les services qui sont fréquemment appelés (15 000 à 20 000 appels par jour pour la météo...) ont déjà recours depuis deux ans à l'audiphone. Conçu par la société Dinova, cet appareil permet maintenant d'alterner parole et messages vidéotex.

Enfin rien de vraiment surprenant parmi les nouveaux déviateurs d'appel, autocommutateurs (standards), systèmes Eurosignal ou téléphone-sans fil.

Frémissement en revanche du côté des constructeurs français de postes téléphoniques. On attend là de pied ferme le 1er novembre, qui sonnera le glas du *made in Taiwan*. A cette date, non seulement il sera interdit de se servir de postes non agréés par les PTT, mais il sera tout simplement interdit de les commercialiser.

« Le marché grand public n'existait pas avant l'introduction massive de combinés asiatiques », explique M. René Callard, directeur commercial de HPF, deuxième constructeur français de postes téléphoniques (2). *« Ce sont eux qui ont suscité le besoin. Le marché existe maintenant, et, le 1er novembre, nous serons les seuls avec nos postes agréés. »*

D'où la recherche de nouveaux *looks* de combinés, après étude ergonomique. *Look* bureautique : combiné rectangulaire pour être stable à plat sur une table, coudé judicieusement pour loger le médius et laisser le petit doigt retomber près du micro sur une touche « secret » autorisant les commentaires *off the record*. *Look* féminin : les dames apprécieront le Lady, aux courbes délicates, commercialisé par HPF.

La société Sodeca s'est penchée sur le premier clavier à touches élastomère, plus fiable, plus résistant, plus agréable au toucher. Getel propose le téléphone qui affiche ses comptes, le GS63 (prix public : 1800 F) et qui évite de parler pour ne rien dire. On ne compte plus les mémoires destinées à mettre au placard le bon vieux carnet d'adresses. Certains mémorisent même les noms de vos correspondants (AphaX de GEE).

Quant au *look* « public » des téléphones, la DGT, en lutte contre la fraude et le vandalisme (3), a choisi un nouveau type de publiphones à monnaie, le TE 80. Robuste, à touches, il n'incite pas au « tabassage », courant en cas de non-fonctionnement. Expérimenté à Nantes, cet appareil a de suite fait ses preuves : les recettes ont augmenté de 50 % !

Le paiement par carte se généralise (75 000 cartes à mémoire ont été vendues par les PTT). Reste à découvrir le point-phone, un téléphone public d'intérieur destiné à meubler 2 500 restaurants, salons de coiffure, stations-service, grands magasins, entreprises, etc. avant la fin de l'année (10 000 fin 1986, 50 000 à 60 000 dans cinq ans). Parfaitement adapté pour se placer sur un comptoir ou un bureau, il accepte indifféremment les pièces de 50 centimes, 1, 2, 5 ou 10 F. Ce matériel pourra en outre être exporté. Son utilisation dans un site protégé, son faible encombrement et son mode de fonctionnement — le locataire de l'appareil gère lui-même sa caisse et fixe la surtaxe qu'il désire appliquer — devraient séduire bon nombre d'utilisateurs et de commerçants.

Enfin, surprise : les PTT envisagent de changer les cabines « aluminium » situées sur la voie publique. Moins angoissantes pour les claustrophobes, on sait qu'elles disposeront de systèmes de fermeture mieux adaptés. Mais on discute encore de la couleur...

JEAN-MICHEL DUMAY.

(1) Il existe actuellement 30 000 réseaux privés, flottes de taxis, de médecins, etc. qui ne peuvent se raccorder au réseau public.

(2) Deuxième derrière Matra et devant Thomson, HPF est une société grenobloise qui emploie 700 personnes, spécialisée dans la fabrication de claviers et de combinés téléphoniques.

(3) Les 192 900 cabines publiques installées en France ont rapporté aux PTT 2 800 millions de francs en 1984. La fraude a coûté 250 millions de francs et le vandalisme 320 millions de francs.

économie

REPÈRES

Dollar : stable à 8,26 F

Le dollar est resté stable le 25 septembre, *« sur un palier »* disent les cambistes à 8,26 F dans les premières transactions entre banques à Paris (contre 8,2650 F en cotation officielle le 24 septembre) et à 2,71 DM. Après la légère reprise de mardi, les cambistes s'attendent plutôt à de nouveaux tests à la baisse avant la fin de la semaine ou échéance du mois et du trimestre les besoins de couverture devraient le faire se redresser légèrement. La stabilité actuelle intervient malgré des chiffres meilleurs que prévu des ventes de biens durables et d'inflation outre-Atlantique. Le Canada, par la voix de son ministre des finances, et M. Delors, président de la CEE, se sont félicités de la volonté des grands pays industrialisés de faire baisser le dollar. Enfin le deutschemark malgré d'excellents résultats du commerce extérieur ouest-allemand est resté relativement stable face au franc.

Tourisme : excédent record au premier semestre

Le solde positif — provisoire — de la balance touristique française a atteint le chiffre record de 15 milliards de francs, indique le ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Ce chiffre, s'il était confirmé, dépasserait le précédent record de 13,7 milliards de francs enregistré durant les six premiers mois de 1984. Le ministre de tutelle, M. Michel Crépeau, avait affirmé, à plusieurs reprises, que le solde positif du tourisme devrait dépasser, cette année, les 30 milliards. Il avait atteint 27,7 milliards en 1984 et 8,1 milliards l'année précédente.

En un an (juin 1984-juin 1985) la dette extérieure de la France s'est accrue de 2 milliards de dollars

« Exprimé en francs, l'endettement extérieur à moyen et à long terme de la France s'est stabilisé », note le ministère de l'économie et des finances dans le communiqué publié avec les chiffres de la dette extérieure au 30 juin 1985. Ces chiffres, que nous avons publiés dans nos éditions d'hier, montrent effectivement, grâce à la baisse du dollar — revenu de 9,72 F au 31 décembre 1984 à 9,30 F en moyenne au 30 juin dernier un faible accroissement en francs de notre dette : 528,5 milliards contre 582,5 milliards de francs fin 1984. Mais en un an — du 30 juin 1984 au 30 juin 1985 — l'accroissement est plus sensible : il atteint 63 milliards de francs. Exprimée en dollars, la dette extérieure passe de 55,2 milliards au 30 juin 1984 (dollar à 8,50 F) à 54,3 milliards au 31 décembre 1984 (dollar à 9,72 F) et à 57,2 milliards au 30 juin dernier (dollar à 9,30 F).

Ces évolutions ne prennent pas en compte le remboursement anticipé, en juillet, d'une partie — 650 millions de dollars — de l'emprunt contracté par l'Etat français en juin 1983 sur les marchés internationaux.

L'endettement net de la France — qui prend en compte ses créances sur les pays étrangers — est passé de 197 milliards de francs au 30 juin 1984 à 236,5 milliards de francs au 31 décembre 1984 et à 230 milliards de francs au 30 juin 1985.

LE RAPPORT TADDEI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Une « nouvelle » voie pour créer des emplois

Conjuguer la durée d'utilisation des équipements avec la diminution du temps de travail

Attendu comme l'Arlésienne, évoqué par M. Laurent Fabius au cours de l'émission télévisée « L'heure de vérité » du 4 septembre et même contesté avant d'être achevé, le rapport de M. Dominique Taddeï s'est imposé dans le débat politique et social d'une manière curieuse : il était supposé connu et, cependant, il n'existait pas. Sous forme de deux lourds volumes, il vient enfin d'être remis au premier ministre. L'une au moins de ses recommandations pourrait faire l'objet d'une décision gouvernementale (*voir encadré*).

Au point de départ de ce travail qui a soulevé tant de passions, une idée qu'on aurait qualifiée de lumineuse si les blocages de la vie sociale n'avaient, depuis des années et, plus encore, depuis l'échec des négociations sur la flexibilité en 1984, ôté toute capacité d'entendement à l'ensemble des partenaires, tant syndicaux que patronaux. Plutôt que d'espérer la dilution du chômage dans une croissance retrouvée, ou de croire aux vertus solidaires du partage du travail sur fond de réduction du temps de travail, ne pouvait-on pas sortir du rêve et trouver une autre formule ? Par exemple, conjuguer la durée d'utilisation des équipements, pour les entreprises, et la diminution de la durée hebdomadaire, pour les salariés... Sur ces prémices simples, qu'il n'est pas le premier à évoquer, M. Taddeï, député socialiste du Vaucluse en mission parlementaire, est arrivé à la conclusion que tous les objectifs économiques s'en trouvaient améliorés. On a, en fin de compte, plus de croissance et d'emplois (de 289 000 à 365 000 créations après cinq ans, selon les cas) moins de déficits publics ou de déficit commercial, plus d'investissements et de productivité et, même, une progression du pouvoir d'achat pour les salaires considérés dans leur masse.

Que n'y avait-on pensé plus tôt ! Il suffirait pour cela que l'industrie commence à utiliser tout ou partie des 96 heures utiles d'une semaine, hormis la nuit et le dimanche, contre actuellement 46 heures dans le secteur manufacturier, 45 heures dans l'agro-alimentaire et même 40 heures dans le bâtiment. Il suffirait aussi que les salariés acceptent de travailler en deux équipes de 6 à 7 heures par jour pendant cinq jours ou encore fassent la semaine de quatre jours en trois équipes de 32 heures.

Sans chambardement

Tout cela pourrait se réaliser sans grand chambardement. Non seulement le code du travail est assez souple pour tolérer ce genre d'adaptation, mais les correctifs législatifs seraient à peine nécessaires pour modifier les décrets existants. Les limitations au travail de nuit, comme à celui du dimanche demeureraient. M. Taddeï fait en effet observer que leur pratique est liée souvent à des contraintes techniques et qu'on ne passera pas d'un seul coup d'une faible utilisation des équipements à leur exploitation en continu, ne serait-ce que pour des raisons d'environnement économique. Même la compensation salariale, cet épouvantail qui bloquait bien des discussions, ne serait plus un problème. Les gains de productivité atteints et l'abaissement des coûts unitaires de production en atténueraient la portée, permettant même, dans le cas des activités à « forte intensité capitalistique », que cette compensation soit totale.

Des branches entières — le cuir et la chaussure, le bois et le meuble, le textile et l'habillement, le matériel électrique et électronique, le verre — pourraient tirer profit de cet énorme potentiel. Enfin, les comptes publics et sociaux, ceux de la sécurité sociale et de l'UNEDIC notamment, s'en trouveraient améliorés de 28 à 42 milliards après cinq ans selon les modèles, au point que l'on pourrait concéder des incitations financières pour engager le processus.

L'« effet cannibale »

Tout serait donc pour le mieux si quelques écueils, parfois importants, ne subsistaient dans cette séduisante théorie que, du gouvernement au patronat, à défaut des syndicats, on ausculte avec un œil bienveillant. Les raisonnements économiques appliqués résistent bien à une analyse globale et montrent leurs bienfaits sur les comptes de la nation. Pour autant, et si les résultats positifs sont possibles au sein des branches concernées, on ne peut écarter le risque d'un *« effet cannibale »* des mesures proposées, les entreprises qui ne pourraient suivre réduisant le bénéfice de ces mesures. On peut craindre aussi des conséquences perverses sur d'autres branches, par exemple celle des biens d'équipement. De même les simulations micro-économiques, pour juger de l'impact sur les entreprises, sont-elles satisfaisantes, mais la complexité des éléments à mettre en œuvre peut contrarier le bilan. Surtout, le rapporteur redoute le choix d'employeurs qui pourraient être amenés à déclasser plus vite leur vieux matériel, pour rentabiliser davantage leur équipement le plus moderne et, donc, n'investiraient pas. L'effet sur l'emploi ici, et chez les fournisseurs, en amont, serait alors contrarié, entre autres.

Mais là n'est pas le plus délicat. Pour fonctionner, le processus préconisé ne dépend pas de la volonté des pouvoirs publics mais est entièrement soumis au bon vouloir des partenaires sociaux qui devraient être capables de mener des *« négociations gigognes »* dans les branches et les entreprises, à la fois globales et le plus décentralisées possible pour intégrer toutes les modalités d'application. Non seulement ce sera long, à un moment où le gouvernement cherche à aller vite, mais cela s'avère d'une extraordinaire complexité. La politique contractuelle, potentiellement réhabilitée par ces propositions, n'est sans doute pas en mesure d'atteindre un tel niveau de sophistication.

Pour ces raisons, plusieurs observateurs ont déjà « enterré » le rapport Taddeï, qui ne s'adresse pourtant qu'au secteur industriel. Quand on sait que le député socialiste s'est vu confier une deuxième mission pour étudier l'application des mêmes solutions au secteur tertiaire marchand et aux services publics, on imagine aisément qu'il n'est pas arrivé au bout de ses peines et que ses idées ne sont pas prêtes de se concrétiser.

ALAIN LEBAUBE.

LES RECOMMANDATIONS

Négocier d'abord, légiférer rarement

En s'appuyant sur la politique contractuelle, le rapport Taddéï formule deux recommandations : engager dès maintenant des négociations de branches pour une meilleure utilisation des équipements productifs par l'aménagement et la réduction du temps de travail ; encourager « simultanément » des négociations dans les entreprises pour définir les modalités concrètes.

Pour accompagner l'effort des partenaires sociaux, les pouvoirs publics devraient moins intervenir par un « toilettage » des textes réglementaires ou législatifs que trouver des moyens d'incitation. Financièrement, il s'agirait d'autoriser un amortissement accéléré des équipements qui, du fait de leur plus grande utilisation, subiraient une usure plus rapide. L'avantage du taux minoré à 45 % de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, prévu par le projet de loi de finances pour 1986, pourrait être étendu aux entreprises qui feraient connaître un accord sur l'aménagement du temps de travail. Une diminution de la part salariale des cotisations sociales pourrait être accordée aux salariés qui accepteraient une réduction de la durée hebdomadaire du travail, afin de compléter la compensation salariale. Enfin, et surtout, les aides publiques à l'investissement et à la modernisation pourraient être attribuées en priorité aux entreprises qui s'engageraient à négocier la durée d'utilisation des équipements et l'organisation du travail. Le recours à ces aides, déjà existantes, et dont le montant global atteint, selon les types retenus, de 25 à 30 milliards de francs, avait déjà été évoqué par M. Fabius lors de l'émission « L'heure de vérité ». Un prochain conseil des ministres pourrait en arrêter le principe.

Parmi les interventions législatives et réglementaires, le rapport retient seulement la publication d'un décret d'application de l'ordonnance de janvier 1982, applicable à partir du 1er janvier 1986, qui faciliterait le travail par roulement ou en relais. Il y ajoute la modification de l'ordonnance de 1982, qui autorisait la création d'équipes de suppléance de fin de semaine — les fameux VSD, vendredi, samedi, dimanche — pour y substituer le recours aux équipes de trois jours, le vendredi ne donnant pas lieu à une surrémunération.

• **L'avion de transport régional franco-italien bon pour le service.** — L'ATR 42, avion de transport régional franco-italien, a reçu son certificat de navigabilité des autorités aéronautiques françaises et italiennes. Son premier vol date du 16 août 1984. Il sera mis en service commercial au début du mois de décembre par la compagnie française Air Littoral. Ses deux constructeurs, Aérospatiale et Aeritalia, ont déjà enregistré cinquante-quatre commandes fermes de cet appareil capable d'emporter de quarante-deux à cinquante personnes et dont le coût approche une soixantaine de millions de francs.

ENTREPRISES

Apple porte plainte contre son fondateur

La direction d'Apple, le constructeur californien de micro-ordinateurs, a porté plainte contre M. Steve Jobs, fondateur de l'entreprise en 1977. Elle l'accuse d'avoir *« comploté en secret »* contre la société, en utilisant ses recherches et en débauchant des ingénieurs de talent. M. Jobs, écarté de toute direction opérationnelle en juin, a démissionné de la présidence la semaine dernière. Il s'apprête à fonder une nouvelle société, mais dément vouloir utiliser les « secrets » d'Apple.

Aciers-inox : Ugine devrait atteindre l'équilibre en 1986

Filiale à 99,8 % de Sacilor et détenteur de 53,2 % d'Ugine-Gueugnon (producteur de tôles inoxydables), Ugine-Aciers était jusqu'alors à la fois société mère d'Ugine-Gueugnon et société industrielle spécialisée dans les produits longs d'acier inoxydable. Dans un souci de clarté dans l'organisation et la gestion des deux entreprises, et afin de créer une image commune aux activités inoxydables plats et longs, Sacilor a créé une filiale à 100 %, Ugine-SA, qui devient la société mère des deux sociétés : Ugine-Gueugnon et Ugine-Savoie. L'ensemble représente 6 000 personnes et un chiffre d'affaires de quelque 5 milliards de francs.

En 1985, Ugine-SA est le deuxième producteur mondial d'inox (300 000 tonnes) et fournit 6 % du marché mondial. Les résultats de l'ensemble industriel marquent un net redressement par rapport à 1984. Ugine-Gueugnon compte sur un résultat net équilibré pour 1985. Ugine-Savoie restera en revanche fortement déficitaire (perte : 120 millions de francs contre 140 en 1984) à cause du démarrage d'un nouveau train de laminage, le plus puissant du monde ; l'équilibre devrait être atteint au début de 1986.

La banque Chaix reprend l'agence de Montpellier appartenant à l'Européenne de banque

Aux termes d'un accord conclu, le 24 septembre, à Avignon, entre la banque régionale Chaix, présidée par M. Jean Matouk, et la Compagnie financière de crédit industriel et commercial, de M. Claude Jouven, cette société holding qui coiffe le CFF, mais également l'Union de banques à Paris et l'Européenne de banque, a accepté le rachat à cette dernière de son guichet de Montpellier. Ce guichet de l'Européenne de banque (laquelle dispose d'une vingtaine d'agences en France, dont la moitié en province) doit permettre à la banque Chaix *« de compléter ainsi son implantation à l'intérieur du triangle limité par les régions de Valence, Marseille et Montpellier »*. Décidés à *« s'associer pour développer leur coopération »*, les deux partenaires prévoient l'accès de Chaix au réseau international du CCF et à son *« portefeuille de titres diversifiés »*. Il est confirmé (*le Monde* du 7 juillet 1985) que la Compagnie financière du CCF détiendra 20 % du capital de la banque Chaix à l'issue d'une augmentation de capital de cet établissement régional.

Grève des gérants des magasins Coop dans le Nord

Les gérants de 800 magasins Coop du Nord - Pas - de - Calais ont décidé de faire une grève générale, le jeudi 26 septembre. Ce mouvement a été décidé pour protester contre le plan du syndic et de la direction de la Coopérative régionale du Nord qui envisage, selon les gérants, la fermeture de 300 à 400 de leurs magasins. Les organisations syndicales (CGT, CFDT, FO) ont confirmé que ce plan prévoit la vente de 3 hypermarchés Rond Point (à Denain, Liévin et Saint - Pol - sur - Mer) et la fermeture de la moitié des magasins de proximité, ainsi que celle des entrepôts de Caudry et de Sin-le-Noble qui emploient 800 salariés.

SOCIAL

LE RAPPORT ANNUEL DU FMI

Un redressement des pays débiteurs est compromis par une inflation forte

Le rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI) rendu public à Washington, le mardi 24 septembre, dix jours avant l'ouverture de l'Assemblée générale de cette institution à Séoul, fait état d'une nette diminution de ses activités de prêts pendant l'exercice clos le 30 juin dernier. Alors que, en 1982-1983, et de nouveau en 1983-1984, le Fonds monétaire avait accordé des crédits d'environ 10 milliards de dollars, ce chiffre est ramené, pour l'exercice 1984-1985, à environ 6 milliards de dollars. Simultanément, le nombre des accords conclus avec les pays membres est tombé à trente pendant l'exercice sous revue contre trente-cinq pendant le précédent. Selon les auteurs du rapport, cette moindre activité du FMI a été rendue possible grâce à la reprise de l'activité économique mondiale et au succès des *« politiques d'ajustement »*. Cependant, le rapport ne peut cacher les limites de ce succès.

C'est ainsi que ses auteurs sont obligés de constater que *« pour un certain nombre de pays en voie de développement, les résultats escomptés du rétablissement de l'équilibre extérieur ont été sérieusement compromis par leur incapacité à contrôler l'inflation »*. Et d'ajouter : *« L'accélération rapide de l'inflation constatée dans plusieurs de ces pays a sapé les chances de durabilité des ajustements obtenus et met en question la possibilité d'une croissance à moyen terme. »* Pour les pays en voie de développement, le taux d'inflation a globalement augmenté de 33 % en 1983 à 37,7 % en 1984. La détérioration est imputable aux pays dits de l'hémisphère occidental, à savoir les pays de l'Amérique latine et de la zone des Caraïbes. Pour ces pays le taux d'inflation est passé globalement de 65,5 % en 1982 à 100,5 % en 1983 et à 119,8 % en 1984, des pourcentages qui cachent, pour certains pays dont le Brésil, l'Argentine (jusqu'au mois de juin 1985), la Bolivie etc., des dérapages inflationnistes beaucoup plus rapides.

Selon les experts du FMI, les modifications dans la structure relative des prix dans certains pays obligés à des ajustements, modifications qui sont opérées en partie à travers la dépréciation de leur monnaie et en partie à travers l'élimination de subventions, créeraient le risque de ce qu'ils appellent *« la spirale inflationniste »*.

Chute des emprunts

Le rapport note la forte diminution des emprunts bancaires des pays en voie de développement, lesquels avaient, en 1981-1982, obtenu sur le marché quelque 125 milliards de dollars nets de prêts, mais seulement 20 milliards pendant la période 1983-1984. Encore faut-il remarquer que les nouveaux emprunts sont liés à des accords de restructuration.

Cependant, le Fonds monétaire constate que les pays en question ont continué de recevoir par an environ 50 milliards de dollars de la part de gouvernements ou d'institutions officielles et à travers des investissements en capital non générateurs de dettes. Cela explique que, en dépit du poids du service de la dette, les pays en voie de développement ont pu augmenter leurs réserves de changes de quelque 22 milliards de dollars. Le déficit global de leurs balances des paiements est passé de 103 milliards de dollars en 1982 à 59 milliards en 1983 et à 38 milliards en 1984.

En ce qui concerne les pays développés, le Fonds monétaire estime que : *« Les déséquilibres budgétaires sont une source majeure d'incertitudes et de préoccupations dans plusieurs d'entre eux, déséquilibre qui, liée à d'autres facteurs, ont contribué à la formation de déficits des balances de paiements courants qui peuvent être insoutenables à long terme. »* La note générale n'est guère plus optimiste en ce qui concerne le tour qu'a pris le flottement des monnaies. On peut lire que, contrairement à l'attente de certains observateurs on n'a guère entregistré de tendance à une diminution de la variabilité des taux de change, cela en dépit d'une expérience de plus de dix ans des changes flottants et d'une réduction convergente des taux d'inflation.

Le Fonds monétaire fait état d'une augmentation, en 1984, de 12 % des réserves de changes autres que l'or. Leur montant global s'est élevé à 403 milliards de droits de tirage spéciaux (1 DTS vaut approximativement 1 dollar). Par contre, le montant des réserves d'or évaluées au prix courant du marché a baissé pour s'établir à 298 milliards de dollars. La diminution est due, pour l'essentiel, à la baisse du prix moyen de l'or passé, pendant l'exercice, de 364 DTS l'once à environ 315 dollars l'once.

Le Fonds note que les réserves autres que l'or ont diminué pendant les premiers mois de 1985, sans doute pour appuyer sa demande, qui n'a guère de chance d'être acceptée, d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux, cette monnaie internationale émise par le FMI. Il est à noter que l'augmentation des réserves autres que l'or provient, pour l'essentiel, d'emprunts sur le marché, dont le produit n'a pas été dépensé par les pays débiteurs.

Le Fonds monétaire a dû enregistrer, à la faveur d'une révision de ses méthodes comptables qui l'obligent à prendre en compte certains arriérés, un déficit net de 30 millions de DTS pendant l'exercice sous revue. Cela l'a amené à exclure deux pays membres, le Vietnam et la Guyane, du droit de faire appel aux ressources du Fonds.

P. F.

L'AVENIR DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

Les négociateurs jouent à se faire peur

Tout à la fois préoccupés par la situation financière de l'UNEDIC, et peu enclins à discuter de mesures draconiennes qu'ils savent pourtant inévitables, les délégations patronale et syndicales réunies pour une troisième séance de négociations, le mardi 24 septembre, ont paru faire du « surplace ».

La seule nouvelle d'importance, est venue du troisième partenaire, l'Etat. Dans une lettre adressée aux négociateurs pour l'ouverture de la réunion, M. Michel Delebarre, ministre du travail, a indiqué que *« sous réserve qu'un plan soit défini »* pour rétablir l'équilibre financier le gouvernement était disposé à demander aux banques une suspension de l'amortissement pour l'emprunt de 12 milliards de francs contracté par l'UNEDIC, et ce jusqu'à l'expiration de l'actuelle convention, le 31 mars 1986 (soit environ 1 milliard de francs d'économies jusqu'à cette date). Dans un deuxième temps, et *« dès lors que les partenaires sociaux auront défini les principes »* qui régiront la nouvelle convention applicable à compter du 1er avril 1986, le gouvernement, est-il précisé, *« examinera (...) les possibilités d'un rééchelonnement qui permettra d'alléger la charge financière annuelle »*.

« Il reste toujours 3 milliards de francs à trouver », ont successivement reconnu les responsables de toutes les délégations, pas plus avancés pour autant.

Economies sur les prestations fournies aux chômeurs ou augmentation des cotisations, tant des salariés que des employeurs, ne sont plus les seules hypothèses. En annonçant que, pour la prochaine rencontre, la délégation patronale (CNPF et CGPME) ferait connaître *« oralement »* un schéma directeur susceptible de définir et un nouveau système et un mode de règlement pour la situation actuelle, M. Yvon Chotard a éveillé bien des soupçons parmi les syndicalistes. A défaut de se solder par des progrès, cette séance de négociation aura servi à se faire peur, ou à prendre conscience des dangers qui menacent.

A. Le.

● **Manifestations CGT pour le voyage de M. Mitterrand en Bretagne.** — A l'occasion du voyage de M. François Mitterrand en Bretagne les 7 et 8 octobre, la CGT a appelé ses unions départementales et locales à *« se mobiliser durant ces deux jours et organiser des manifestations dans la rue et des arrêts de travail »*. Reçu le 24 septembre à Rennes, par un conseiller du chef de l'Etat, M. Champeaux, secrétaire du comité régional de Bretagne de la CGT, a déclaré que, *« en l'absence de toute annonce de changement en matière de politique économique et sociale de la part de M. Mitterrand, il faut employer les grands moyens »*.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE SLN

Le projet de restructuration annoncé en avril 1985 a été mené à son terme et le groupe SLN est désormais organisé, avec effet au 1/1/85, autour de deux sociétés principales : la société métallurgique Le Nickel-SLN opérant en Nouvelle-Calédonie et la société mère qui a été dénommée ERAMET-SLN.

Au cours du premier semestre 1985, les ventes du groupe SLN ont été de 23 606 tonnes contre 21 673 tonnes au premier semestre 1984. Grâce à la remise en activité d'un troisième four électrique en août 1984, la production de Doniambo a atteint, comme prévu, 21 953 tonnes contre 14 747 tonnes au premier semestre 1984.

Les comptes du premier semestre 1985 ont encore été établis dans le cadre de la structure antérieure de la SLN. Ils font apparaître un chiffre d'affaires de 1 207 millions de francs, une marge brute d'autofinancement de 276 millions de francs, etun résultat positif de 144 millions de francs (contre une perte de 67 millions de francs au premier semestre 1984). Le tassement du marché et l'évolution des parités monétaires auront une influence défavorable sur les résultats du deuxième semestre, qui devraient néanmoins confirmer le retour à l'équilibre constaté depuis 1984.

locaexpansion

Les engagements nouveaux conclus du 1er janvier au 23 septembre 1985, d'un montant de 63,4 MF, ont porté sur :

– l'acquisition de nature partrimoniale d'un étage de la tour Maine-Montparnasse à Paris pour 23 MF,

– l'acquisition de nature patrimoniale, en indivision avec une autre Sicomi, d'un immeuble de bureau avenue de Wagram à Paris pour 14,4 MF,

– la rénovation et l'extension d'un immeuble d'activités situé dans le parc-club Cadera à Bordeaux pour 7,5 MF,

– le financement en crédit-bail, en indivision avec une autre Sicomi, de la deuxième extension de l'aérogare de fret de Roissy pour 18,5 MF.

79 % du dividende 1984 ont été payés en actions de la Société à la suite de l'option offerte aux actionnaires, ce qui a entraîné la création de 80 970 actions nouvelles.

Depuis le 1er janvier 1985, deux levées d'option anticipées ont été enregistrées entraînant des plus-values d'un montant global de 2,7 MF (contre 0,4 MF en 1984).

L'exercice 1985 devrait permettre à LOCAEXPANSION de dégager, sauf imprévu, après amortissement d'environ 9 MF (contre 2,9 MF en 1984) de frais liés essentiellement aux importantes acquisitions partrimoniales précitées, un bénéfice analogue à celui de 1984 et de distribuer un dividende dont la progression serait égale au taux d'inflation.

banque centrale des coopératives et des mutuelles

Le conseil d'administration réuni le 19 septembre 1985 a examiné les comptes du deuxième trimestre de l'exercice en cours.

En capitaux moyens sur cette période et par comparaison avec le 2e trimestre 1984, les dépôts de la clientèle ont progressé de 17,8 %, les crédits de 23,4 %, les placements en fonds communs et SICAV de 61,2 %.

Ces évolutions favorables entraînent une forte progression du produit net bancaire (+ 25,1 %) du résultat avant provision (+ 74,6 %) et du résultat avant impôt triple.

Comme au premier trimestre, ce résultat est supérieur au montant budgété qui était en croissance ambitieuse.

Le BCCM a lancé avec succès, en juillet dernier, un emprunt obligataire, indexé sur le TMO, pour un montant de 250 millions de Francs.

93 Agences et Points Conseils à Paris et en province.



Siège social :
12, place de la Bourse
75002 Paris
Tél. : 233-44-71.

SOCIAL

Point de vue

Faut-il supprimer le SMIC ?

par J.-J. DUPEYROUX

FAUT-IL supprimer le SMIC ? Malgré la réponse catégoriquement négative de la dernière version du projet du RPR (1), projet fort peu « libéral » en définitive, la controverse va bon train : elle relaie, au Café du commerce, le chœur sur les effets des fameux « seuils », depuis que l'INSEE a montré que ces effets sur l'emploi ne pouvaient être que des plus modestes (2).

Le problème des incidences du SMIC et de son éventuelle suppression en matière d'emploi semble extrêmement complexe : il appartient aux économistes d'éclairer notre lanterne... s'ils sont en état de le faire avec sérieux. Evitant d'empiéter sur leur science, je m'en tiendrai ici à trois observations, en marge.

1. — D'abord, on ressent quelque malaise devant le double discours, côté cour et côté jardin, tenu dans certains milieux. Côté cour, les pauvres sont trop riches : n'hésitons pas à leur dire que *« ce sera dur »*, supprimons le SMIC, refusons même toute prestation familiale aux immigrés (3), etc. Mais, côté jardin, les riches ne le seront pas assez : allégeons leur contributions aux *charges nationales et notamment*, avec un faisceau d'autres mesures allant toutes dans le même sens (4), réduisons de façon drastique l'impôt sur les plus hauts revenus. *Je ne suis pas absolument certain que ce double discours soit très délicat...*

2. — Deuxième observation. Lorsqu'on parle du SMIC, on parle toujours d'un SMIC brut, notion vide de sens. Pour le smicard, *ce qui compte, c'est ce dont il va disposer* une fois précomptées ses cotisations sociales : le SMIC brut vient d'être porté à 4 400 F, le SMIC net « disponible », est de 3 738 F... ce *qui est dérisoire. En revanche, ce* qui compte pour l'employeur, c'est le coût de l'emploi d'un smicard, charges patronales comprises : on passe alors de 4 000 F à environ *6 600 F... ce qui est beaucoup !*

Conclusion de Candide : c'est ce coût global, très élevé, et non le SMIC disponible, très faible, qu'il faut réduire. Mais il se heurtera à un mur de béton : ce n'est pas un hasard si, dans notre système de prélèvements socio-fiscaux, le poids des cotisations sociales est à un niveau de record du monde, alors que celui de l'impôt sur le revenu est inférieur à ce qu'il est en Turquie...

Exemple simple, celui du financement de la politique familiale, assuré par des cotisations assises sur les salaires, et sous la réserve d'un plafond qui les rend dégressives pour les salaires élevés. Nous n'avons cessé de l'écrire depuis un quart de siècle : on ne conçoit pas de système plus aberrant ! Avant de s'en prendre au SMIC, et donc au SMIC « disponible », ne pourrait-on s'attaquer à de telles incohérences ?

Tous les programmes de l'opposition condamnent aujourd'hui ce mode de financement de *la politique* familiale : on ne peut qu'applaudir cette condamnation, tout en regrettant qu'il ne soit guère précisé par quoi exactement ces cotisations extravagantes seraient *remplacées...*

3. — Dernière observation, relative aux rapports entre une éventuelle suppression du SMIC et l'indemnisation du chômage. Cette indemnisation est suspendue lorsque le chômeur refuse, sans motif légitime, un emploi qui lui est offert. Encore faut-il que cet emploi corresponde à *ses aptitudes, à sa silhouette* : chacun trouve normal qu'un cadre sans emploi ne soit pas privé de son droit à indemnisation s'il refuse d'aller faire les *vendanges, normal qu'il conserve ainsi une liberté minimale* indissociable de sa dignité. Mais, au cas de suppression du SMIC, il y a gros à parier que l'on n'aurait pas les mêmes *pudeurs à l'endroit* des chômeurs occupant le bas de l'échelle sociale : à partir du moment où un emploi leur serait proposé, serait-il à 2 000 F par mois, ils perdraient vraisemblablement tout droit à indemnisation. Ce qui reviendrait à dire : *« Acceptez n'importe quoi ou crevez »*, comme au dix-neuvième siècle. On aimerait que ce point très important soit éclairci (5).

(1) *Le Renouveau, pacte RPR pour la France*, p. 39.

(2) *Ec. et statistiques*, INSEE, n° 173, janvier 1985.

(3) Proposition du Front national et du Club 89, *Une stratégie de gouvernement*, pp. 85 et 98.

(4) Suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, allègement des droits de succession, réforme du quotient familial, déductions fiscales multiples, *etc.* Une curiosité : les *Propositions pour l'alternance* issues de la récente Convention libérale se prononcent pour l'institution *immédiate* d'une *dégressivité* de l'impôt sur les revenus atteignant des niveaux astronomiques pour le Français moyen (p. 9).

(5) Les prises de position dans le sens d'un *maintien* du SMIC, mais d'une réduction de son *niveau*, appellent la même question. Ainsi « Printemps 86 », lié à A. Madelin, C. Millon, J. Toubon, propose *de le ramener à 2400* F par mois en l'alignant sur la rémunération des TUC (*l'Express* 17-23 juin 1985, p. 94). Soit ! Mais *quid* des droits du chômeur qui refuserait un emploi ainsi rémunéré ?

Quarante ans de Sécurité sociale

(Suite de la première page.)

L'environnement a radicalement changé. Retenons trois éléments très nouveaux du paysage :

1° Le vieillissement de la population s'est accentué sous la pression de deux phénomènes : la baisse de la natalité ; l'allongement de l'espérance de vie dû aux progrès de la médecine. Du même coup, le budget des retraites aura tendance à se gonfler, et celui de l'assurance-maladie également, dans la mesure où les dépenses de santé sont beaucoup plus fortes à soixante-quinze ans qu'à trente ans.

2° La montée inexorable du chômage depuis plus d'une décennie a réduit le nombre des cotisants sans pour autant réduire les dépenses de maladie. Au contraire, si l'on sait que la privation d'emploi peut être la cause de troubles psycho-physiologiques.

3° L'éclairage culturel du « droit à la santé » n'est plus le même. Lorsque le système de sécurité sociale a été mis en place, le public pensait surtout à la possibilité de faire face à des accidents de parcours de la vie d'un individu dus à la maladie ou plus généralement à la « réparation » de l'organisme.

« Besoins » et « moyens » de santé

La demande s'élargit de jour en jour, portant sur le bien-être, physique et psychique. Elle tend pratiquement à devenir infinie. Si tel est le cas, il vaudrait mieux, comme le disait Michel Foucault, parler de « moyens » de santé et de l'égalité face à leur accès, plutôt que de « besoins » de santé. *« Par là il faut entendre,* poursuivait-il, *non pas simplement les installations hospitalières et les médicaments, mais tout ce dont une société peut disposer à un moment donné pour effectuer les corrections et les ajustements de santé dont on est techniquement capable. Ces moyens de santé définissent une ligne mobile — celle-ci résulte des capacités techniques de la médecine, des capacités économiques d'une collectivité et de ce qu'une société veut consacrer comme ressources... à la santé* (2). »

C'est par un autre biais que l'évolution culturelle a transformé les utilisations de la Sécurité sociale. Il est sûr qu'elle profite aujourd'hui plus aux riches qu'aux pauvres — comme l'enseignement. Ce sont en effet les catégories qui ont le plus de loisirs et d'exigences de confort qui font à tout propos tourner la machine médicale. Du coup, un des buts du système, qui était de réduire les inégalités par les « transferts », n'a pu être atteint. Dans le sens horizontal : jeunes vers les vieux, célibataires vers les familles, cela marche ; mais non dans le sens vertical : catégories à hauts revenus vers les plus démunis.

De cette variation d'éclairage entre la Sécurité sociale des débuts et celle d'aujourd'hui, quel enseignement tirer ? *A priori*, un système où les recettes vont en diminuant et les dépenses en croissant est menacé d'explosion. Ce qu'ont pensé maints commentateurs depuis des années. En 1983, l'INSEE estimait qu'il faudrait trouver de 60 à 120 milliards de francs avant 1986 pour équilibrer les comptes. Or, en 1984, l'action de M. Bérégovoy conduisait à un excédent de 16,6 milliards, non seulement grâce à un prélèvement exceptionnel de 1 % mais aussi à la réduction vigoureuse des dépenses, notamment hospitalières. Si le pire n'est pas toujours sûr, il faut bien admettre que la Sécurité sociale entre de nouveau dans les basses eaux du déficit et qu'il faudra, en 1986, reprendre le travail de Sisyphe des prédécesseurs.

Les discussions se poursuivront au niveau du gouvernement quel qu'il soit sur l'augmentation du ticket modérateur et le transfert d'une part des dépenses de l'assurance obligatoire vers les mutuelles ou les assurances privées, ainsi que l'augmentation de la cotisation des salariés pour la caisse vieillesse (3) ou la prise en charge par l'Etat des prestations familiales (4).

L'important dans le grand débat sur la Sécurité sociale est sans doute d'avoir constamment en vue deux réalités :

1°) Les Français ne rogneront pas significativement sur leurs dépenses de santé. Dans le budget des ménages, le poste « hygiène et santé » est passé de 5 % en 1950 à 20 % aujourd'hui. Surconsommation de soins ? Il ne faut pas oublier que, s'il convient d'accroître l'efficacité du système, ces dépenses sont économiquement productives.

2°) Comme les vraies sources du déficit maladie de la Sécurité sociale *sont dans les abus de consommation* de tabac et d'alcool entraînant un surcroît de maladies et d'accidents de la route, il convient non seulement de multiplier les campagnes *de prévention, mais de taxer* vigoureusement les produits d'où naissent ces états pathologiques, ces contributions allant directement vers la protection sociale, malgré la règle de non-affectation budgétaire, violée en d'autres circonstances (5). Pourquoi, au reste, ne pas faire la même chose pour le paiement des contraventions pour excès de vitesse ?

Même si la forteresse Sécurité sociale est consolidée, il n'y aura jamais d'Etat-providence. *« Mettre l'homme à l'abri du besoin »*, le rêve de Beveridge n'a pu être réalisé. Entre les mailles pourtant de plus en plus fines du système de Sécurité sociale glissent, semble-t-il, de plus en plus de personnes qui alimentent l'armée des pauvres, anciens et « nouveaux » (6). En paraphrasant Shakespeare, on pourrait écrire : « Il y a plus de misère sous le soleil que dans toute votre philosophie sociale. » C'est pourquoi, chassons l'hypocrisie, l'assistance, l'aide sociale ne pourront être abolies et remplacées par des lois ou des règlements encore plus sophistiqués. Au contraire, face aux paysages bien léchés des « droits » s'élargiront des zones floues où le bénévolat, les associations, la solidarité de voisinage devront être encouragés pour répondre à des besoins sociaux protéiformes.

PIERRE DROUIN.

(2) *Sécurité sociale, l'enjeu*. Entretiens avec R. Bono, B. Brunhes, M. Foucault, R. Lenoir, P. Rosanvallon. Editions Syros 1983.

(3) Comme le préconise Jacques Barrot (*Libération* du 20 août).

(4) Comme le demande Edmond Maire, *sans préciser*, au reste, s'il convient d'envisager des seuils d'attribution suivant les revenus.

(5) Sait-on que les taxes sur les tabacs et la bière sont en France les plus faibles de tous les pays de la CEE ?

(6) Lire le dossier du *Monde diplomatique* de juillet 1985 sur « Les pauvres chez les riches ».

politique

UN ENTRETIEN AVEC « JEAN FABIEN »

« La direction du PCF tient plus à ses privilèges qu'à l'avenir du parti »

« Jean Fabien », l'Asmodée du PCF, nous a accordé un entretien. Plus exactement, notre interlocuteur au sein de ce qui est présenté comme un « groupe de communistes » — responsable de la publication des notes de Jean Kanapa dans* Kremlin-PCF, *en novembre 1984, et d'un récit du retournement pro-soviétique du Parti communiste en 1977, dans la Guerre des camarades (le Monde du 13 septembre) — a accepté de répondre aux questions que nous nous posons à son sujet depuis bientôt un an.

« Qu'avez-vous à cacher ou à protéger qui explique votre anonymat ? Votre emploi ? La façon dont vous êtes entré en possession des notes de Jean Kanapa ? Votre passé ? Vos relations ? Un double jeu ?

— Ce n'est ni un double jeu, ni la façon dont nous sommes entrés en possession des documents qui ont permis notre premier livre, *Kremlin-PCF*. Le recours au secret n'a pas, non plus, pour motif un problème d'emploi. C'est une nécessité politique. Dans l'histoire du mouvement communiste, les tentatives de lutte contre une direction sont, en général, vouées à l'échec, parce que la direction maîtrise l'appareil. On l'a vu encore avec les « rénovateurs » lors du dernier congrès du PCF. L'anonymat, pour nous, répond à un souci d'efficacité. Le même souci pourrait nous en faire sortir.

» A ce propos, comme des millions de téléspectateurs, nous avons entendu Georges Marchais *[NDLR : le 14 septembre sur TF 1]* assurer qu'il n'avait pas lu *la Guerre des camarades !* Ce mensonge énorme venait après une autre prestation du secrétaire général du PCF, pour le moins indécente : son discours inaugurant l'exposition « Les communistes dans la Résistance » à la fête de *l'Humanité*. Le parti, déclarait Marchais, *« assume avec fierté la totalité de son histoire »*. Le parti, peut-être, mais Georges Marchais ?

Puisqu'il ne cesse de lancer des défis, qu'il relève donc le nôtre : « Jean Fabien » est prêt à débattre publiquement avec l'actuel secrétaire général du PCF sur les responsabilités de la direction dans le déclin du parti, notamment en ce qui concerne la période cruciale de 1977. A cette occasion, nous pourrions verser d'autres pièces au dossier accablant que nous avons déjà dévoilé dans le second livre. Puisque Georges Marchais n'a rien à cacher aux Français, qu'il accepte donc le débat, et nous pourrions nous mettre d'accord sur les modalités d'une telle confrontation.

— Pouvez-vous assurer que Jean Kanapa ne serait pas surpris de trouver ses papiers entre vos mains, ou de l'usage que vous en faites ?

— Il n'en serait absolument pas surpris puisque c'est lui-même qui nous les avait confiés pour les utiliser *« au moment convenable »*. L'usage qui en est fait est conforme à la démarche d'indépendance du PCF inaugurée par Waldeck Rochet et Jean Kanapa. Mieux encore, « Fabien » a permis la réhabilitation posthume de Kanapa du point de vue politique. Débarrassé de l'image de stalinien qui lui était accolée, il apparaît comme celui qu'il a été à la fin de sa vie : un homme qui s'est battu, dans des conditions difficiles, contre l'ingérence totale de la direction soviétique pour un *aggiornamento* du parti.

L'Asmodée du bureau politique met M. Marchais au défi d'accepter un débat public avec lui

— Est-il exact que sa famille ait porté plainte ?

— Après avoir, dans un premier temps affirmé que les documents publiés dans *Kremlin-PCF* étaient des faux, la famille Kanapa, dont ses deux filles de nationalité soviétique, qui résident en Union soviétique, a assigné les éditions Orban en vue d'obtenir des dédommagements et d'aboutir à la destruction de notre premier livre. Cette démarche est assez incompréhensible.

« Nous devons protéger nos sources »

— Lors de la parution de votre premier livre, vous aviez présenté « Jean Fabien » comme un groupe de communistes, dont certains exerçaient des responsabilités dans le parti. C'était avant le congrès de février dernier. Votre situation a-t-elle changé depuis ?

— Oui.

— Un membre du bureau politique fait-il partie du « groupe Fabien » ?

— Ce n'est pas à un journaliste du *Monde*, journal qui s'acharne, avec quelque succès, à faire toute la lumière sur l'attentat dont a été victime Greenpeace, que j'apprendrai combien il est nécessaire de protéger ses sources. Ce que je puis dire, c'est que jamais les membres de la direction réelle du PCF, à savoir Georges Marchais, Gaston Plissonnier et Roland Leroy, n'ont fait partie de « Fabien ». Permettez-moi de vous dire que l'essentiel est ailleurs : les documents, les informations que nous avons publiés sont authentiques. Il ne se trouve pas un protagoniste de nos deux livres, qu'il soit français ou soviétique, espagnol ou vietnamien, etc., pour dire le contraire.

— On a l'impression que, abstraction faite des notes de Kanapa, votre information ne se situe pas au niveau où se décide la politique du PCF.

— Vu les résultats désastreux auxquels ont abouti les « décideurs » de la politique du parti, « Jean Fabien » est, hélas ! heureux de ne pas avoir à partager les responsabilités historiques de la direction du PCF. Il n'en est pas moins vrai que l'on assiste, tout au long du livre, à des réunions au plus haut niveau, national et international : séances du bureau politique, du comité central, rencontres entre partis « frères », etc. Là non plus nous n'avons essuyé aucun démenti.

— Dans *Kremlin-PCF*, vous présentiez M. Marchais comme le normalisateur du parti après l'affrontement avec les Soviétiques à propos de la Tchécoslovaquie. Dans *la Guerre des camarades*, M. Marchais apparaît, au contraire, comme le pionnier de l'euro-communisme. Comme explication, vous vous contentez de dire qu'il avait « viré sa cuti stalinienne » en 1972. C'est un peu court.

— On peut s'étonner qu'un spécialiste du PCF puisse lire ainsi nos deux livres. Voici ce que nous écrivions dans *Kremlin-PCF* : *« Après sa collaboration étroite avec Waldeck Rochet, Jean Kanapa formera avec Georges Marchais un tandem politique qui, dit-on, fit bouger le PCF dans le bon sens. Avant qu'ils ne soient mis en échec sur cette ligne, après les municipales de 1977, par ceux dont l'union (de la gauche) reste la bête noire, et l'Union (soviétique) le plus sûr garant de leur pouvoir... Depuis la mort de Kanapa, Georges Marchais a vu sa position s'affaiblir dans l'équipe dirigeante. Il semble qu'il ait dû, pour se maintenir à son poste, adopter — voire conduire — tous les revirements. »* C'est exactement ce que nous dévoilons dans *la Guerre des camarades!*

— D'après vous, en juin 1977, M. Marchais défiait Brejnev en refusant de le rencontrer à Paris, mais, deux mois plus tard, il prenait peur et décidait de « rentrer au bercail » soviétique. Pourquoi ?

— En quelques mois, les choses se sont accélérées. Les Soviétiques ont déclenché un feu puissant contre le PCF, maillon faible de l'eurocommunisme. Marchais a, alors, pris la mesure des forces susceptibles de s'opposer de façon résolue aux Soviétiques ; il a vu qu'elles ne faisaient pas le poids. Dans le parti, alors que l'union de la gauche menaçait de s'effondrer, Marchais risquait de se trouver démuni face aux Soviétiques.

— La lettre du PC soviétique de mars 1977 que vous citez est troublante : pourquoi les Soviétiques ont-ils jugé nécessaire de s'adresser de l'extérieur au comité central s'ils y avaient, comme vous le dites, des amis nombreux et puissants ?

— Les Soviétiques ont mesuré les limites de l'action de leurs amis au sein du PCF après la contre-offensive des eurocommunistes, victorieuse avec le vingt-deuxième congrès en février 1976. La perspective de voir un PS « atlantiste » et un PC détaché de l'Union soviétique arriver au pouvoir en France a amené les Soviétiques à accélérer les choses et à intervenir eux-mêmes. D'où cette incroyable lettre adressée au comité central pour attaquer la direction du parti.

— Vous m'expliquiez il y a un instant que les pro-Soviétiques étaient si puissants au sein du PCF que Marchais a cédé devant eux...

— Comme dans toute guerre, il y a eu des reculs et des avancées. Tant que les pro-Soviétiques se sont bornés à livrer bataille dans le groupe dirigeant au bureau politique, les autres ont tenu bon. A partir du moment où cette bataille a été portée à l'intérieur du comité central, avec la peur, du côté de Marchais, que la lettre des Soviétiques ne soit destinée à être rendue publique pour battre le rappel de toutes les forces pro-soviétiques du parti, et alors que la gauche allait vers une cassure, le poste du secrétaire général était en jeu.

» Marchais aurait pu prendre les communistes et l'opinion à témoin, en rendant publique lui-même la lettre des Soviétiques, en prenant appui sur les forces favorables à sa politique dans le parti ; bref, affronter la situation à la façon d'un Tito. Il a préféré garder la lettre secrète et que les choses se passent dans le cadre de l'appareil. Là, il a fait ses comptes et il a fini par céder aux Soviétiques.

» Au moment même où nous parlons, la direction « eurocommuniste » du petit parti finlandais affronte publiquement le parti frère soviétique voisin, qui tente de fomenter une scission. Dans ce cas comme dans celui du PCF, le PCUS menace, envoie des lettres-oukases. Le Parti communiste de Finlande, lui, résiste.

« Nous avons d'autres documents et des informations sur la période récente

— Est-ce sous la pression des Soviétiques, selon vous, que le PCF a rompu l'union de la gauche, ou est-ce à cause de cette rupture que Marchais, affaibli, a cherché à se raccommoder avec les Soviétiques ?

— Les Soviétiques affrontent, dans les années 70, un mouvement d'indépendance des PC occidentaux : l'eurocommunisme. Celui-ci repose sur trois piliers, une « trinité indissoluble et dangereuse » pour le PCUS : rapport d'indépendance à l'URSS ; remplacement de ce lien par une unité des PC occidentaux ; union de la gauche élargie au continent. C'est contre cet ensemble que les Soviétiques mènent l'offensive et l'intensifient à partir de 1976. Ils ne peuvent supporter l'idée que ce mouvement vienne remettre en question leur hégémonie sur le communisme international, ainsi que le *statu quo* européen établi après la seconde guerre mondiale.

» D'autre part, en 1977, le PCF et le PS ne veulent plus de l'union de la gauche : le PS parce que Mitterrand a enclenché sa stratégie présidentielle et veut se libérer du carcan du programme commun ; le PCF par que la pression soviétique affaiblit sa direction. Si l'union de la gauche était restée solide, si Marchais avait pu prendre appui sur Mitterrand, peut-être aurait-il résisté aux Soviétiques.

— Avez-vous épuisé votre lot d'archives et d'informations, ou allez-vous en publier d'autres, postérieures à la mort de Kanapa ?

— Nous possédons d'autres documents et disposons d'informations sur la période récente. Avec *Kremlin-PCF*, « Jean Fabien » faisait un tour du monde communiste dans les années 60. *La Guerre des camarades* donne nombre de pièces permettant de connaître les raisons de la soumission de la direction actuelle du parti à la force soviétique dans les années 70 et de comprendre le déclin du PCF. On se rapproche...

» La direction du parti tient plus à ses privilèges qu'à l'avenir du PCF et du pays : telle est l'opinion montante, peut-être même majoritaire, parmi les communistes et leurs électeurs. Au moment où se prépare la conférence nationale du PCF sur les élections législatives de 1986, nombreux sont les militants, réduits au silence de l'appareil, qui se disent : il est bon que cela soit démontré, documents à l'appui. »

Propos recueillis par
PATRICK JARREAU.

L'AFFAIRE GREENPEACE

M. Laurent Fabius pris au piège

Pour concilier le sens de l'Etat et l'exigence de vérité, le premier ministre doit franchir trois obstacles : l'état-major, M. Hernu et le président de la République.

La mythologie maritime a son lieu de perdition : le triangle des Bermudes. Le sabotage du *Rainbow-Warrior* va-t-il entraîner dans une spirale fatale le premier ministre, l'obligeant à une chute dans les abysses d'un triangle plus prosaïque, politico-militaire celui-là ? M. Laurent Fabius est en effet enfermé, depuis quelques jours, dans une figure géométrique où se dressent trois obstacles : l'état-major militaire, M. Charles Hernu, M. François Mitterrand. Pour s'en échapper, il lui faudra briser l'un des coins. S'il n'y arrive pas, s'il n'est pas rapidement convaincant, s'il ne désigne pas les responsables, il risque bien d'être la prochaine victime de cette bavure militaire devenue, à force de mensonges, de silences et de temps perdu, affaire d'Etat.

Le premier problème du premier ministre se situe du côté des armées. Alors que les responsables politiques ont dû reconnaître que la presse avait été plus proche de la vérité que les lénifiantes versions officielles, voici que les autorités militaires décident de poursuivre sans ménagement des officiers et sous-officiers suspectés d'avoir informé des journalistes.

La cible ainsi visée est claire : c'est la presse elle-même qu'il s'agit d'intimider, c'est son travail d'enquête que l'on veut contrarier. Car, si les militaires ainsi poursuivis, au nom d'une supposée *« atteinte à la sûreté de l'Etat »*, risquent jusqu'à vingt ans d'emprisonnement selon le code pénal, les journalistes pourraient être à leur tour punis de dix ans d'emprisonnement ou de cinq ans pour avoir *« porté à la connaissance du public une information militaire non rendue publique par l'autorité compétente »*, dont la divulgation serait *« de nature à nuire à la défense nationale »*.

Etonnant renversement : le président de la République reconnaît implicitement, dans une lettre au premier ministre, qu'il en savait plus en lisant les journaux ; M. Fabius assure, dimanche, dans une mise en scène volontairement dramatisée, que les auteurs de l'attentat sont bien ceux désignés par la presse (des agents de la DGSE ayant agi sur ordre) ; mais, dans la foulée, l'on désigne aux foudres judiciaires une sorte de « cinquième colonne » militaire, prétendument coupable de bavardages ! C'est un peu comme si les responsabilités s'inversaient : la crise actuelle, ce serait donc la faute aux « fuites », et non pas à ceux qui ont menti à un enquêteur officiel, M. Tricot, malgré la levée du secret défense, ou à ceux qui ont autorisé la réalisation, aux antipodes, d'une opération pitoyable.

Cette offensive de type policier contre certains militaires ne relève pas d'une décision du nouveau ministre de la défense : elle était en route quand M. Hernu était encore en place. En somme, certains responsables militaires font comme si rien ne s'était passé, comme s'il ne fallait pas, enfin, calmer le jeu.

Ils ont reçu, mardi, le renfort de M. Hernu. L'ancien ministre de la défense est en grande partie responsable du piège dans lequel se débat le gouvernement.

Depuis dimanche, M. Fabius lui-même, qui comme M. Mitterrand n'aurait pas été informé de l'opération avant l'attentat, est convaincu de la responsabilité personnelle de M. Hernu dans la décision et les ordres qui ont amené le sabotage du *Rainbow-Warrior*. Parce que cette responsabilité relève des faits et, bien sûr aussi, parce qu'elle arrange opportunément le gouvernement, M. Hernu est logiquement sur la sellette.

Un demi-aveu

Or que fait-il? Une déclaration publique à Villeurbanne qui mêle les démentis et les demi-aveux. *« Je revendique comme ministre de la défense l'ensemble des responsabilités qui étaient les miennes à l'époque »*, assure-t-il, pour ajouter en suite que l'attentat était un *« acte scandaleux, condamnable et disproportionné »*. Mais, interrogé sur nos informations mettant en cause sa responsabilité, il n'a plus la fermeté qu'il montrait devant M. Tricot, se contentant de déclarer qu'*« il aurait été stupide de neutraliser le* Rainbow- Warrior *dans un port étranger »*. Est-ce à dire qu'il fallait bien le *« neutraliser »*, mais ailleurs? Autrement?

M. Hernu semble donc refuser de servir jusqu'au bout de fusible au pouvoir. Il ne ne fait pas ce qu'on lui a demandé de façon pressante depuis lundi : reconnaître que ce type d'opération contre Greenpeace était depuis longtemps dans les cartons des états-majors, comme l'a révélé M. Bernard Stasi, et qu'il a donné son aval, sous la pression des amiraux du Pacifique, à une opération dont il n'avait pas à connaître les détails techniques.

Ces réticences de M. Hernu obligent à s'interroger sur l'attitude de son ami de longue date, le président de la République lui-même. L'une des clés de cette affaire n'est-elle pas cette confiance accordée par le chef de l'Etat à son ancien ministre de la défense ? Celle-ci ne se prolonge-t-elle pas aujourd'hui par un moins grand empressement de l'Elysée à aller vite comme semble le souhaiter M. Fabius ?

L'affaire Greenpeace met ainsi en évidence le décalage entre la vieille garde mitterrandienne et les « sabras » socialistes venus aux affaires. Les premiers, tel M. Hernu, ont multiplié les maladresses : n'est-ce pas M. Claude Estier qui, au lendemain de la démission du ministre de la défense, évoquait en substance un hypothétique complot politique au sein des armées, assurant qu'*« on a été beaucoup plus loin »* que les ordres donnés par M. Hernu et désignant à la DGSE *« des gens qui ont agi d'une façon qui n'est pas conforme à la politique du gouvernement »* ? Une déclaration qui ne pouvait qu'accroître l'émoi et la rancœur des militaires, alors même qu'il n'est, en cette affaire, aucune trace de « coup tordu » d'origine factieuse.

A ceux-ci, qui voudraient encore revenir en arrière, s'opposent ceux qui, autour de M. Fabius, voudraient marier un certain sens de l'Etat, de sa cohérence et de son efficacité à l'exigence morale de la vérité. Mais le temps joue, ici, contre eux. Trop peu, trop tard : le premier ministre a pris un risque, lors de sa déclaration surprise de dimanche, en laissant planer le suspense sur les responsables de l'ordre donné à la DGSE tout en ne s'assurant pas, auprès de MM. Mitterrand et Hernu, de pouvoir répondre, dès mardi, comme il l'espérait, à cette interrogation.

Quoi qu'il arrive, la triste morale de cette affaire est que le gouvernement, pourtant confronté à une opposition qui, malgré quelques excès verbaux, ne force pas l'avantage, se sera empêtré dans son propre piège.

BERTRAND LE GENDRE et EDWY PLENEL.

M. Hernu : une défense de la défense

De notre correspondant régional

Villeurbanne. — M. Charles Hernu a retrouvé, sans trouble apparent, sa mairie de Villeurbanne et son département d'élection. Par deux fois, mardi 24 septembre, il s'est livré à un plaidoyer en faveur de la *« cohésion des forces militaires »*. La première fois, en public, à l'occasion d'une cérémonie en l'honneur de l'ancien président du conseil général du Rhône, M. Benoît Carteron, l'ancien ministre a déclaré : *« Qu'on ne compte pas sur moi pour polémiquer avec les armées ou les chefs militaires. »* Cette manifestation a été l'occasion de vérifier que M. Hernu était bien, localement au moins, l'homme du consensus. La chaleur de l'accueil de son « collègue » sénateur d'opposition, maire de Lyon, M. Francisque Collomb, l'atteste clairement.

Au début de l'après-midi, devant quelques journalistes, dans son bureau « chargé de symboles » (de symboles militaires) de l'hôtel de ville de Villeurbanne, M. Hernu a tout d'abord fait une déclaration liminaire : *« La France a besoin de se protéger, donc elle a besoin de services secrets. Ces derniers ont des missions sur lesquelles, en tant que citoyen, j'ai mon jugement subjectif. »* Le raisonnement de M. Hernu restera binaire tout au long de cet entretien. Politiquement, il assume : *« Je revendique l'ensemble des responsabilités qui étaient les miennes. »* Mais, comme « citoyen », il condamne l'action menée contre le *Rainbow-Warrior*. Hors la présence des micros et des caméras, il sera très net : couler le navire était *« scandaleux, disproportionné, condamnable »*. Peu avant, il avait clairement indiqué qu'il était *« stupide de neutraliser le* Rainbow-Warrior *dans un port étranger »*. Ce qui, à bien entendre ce langage éminemment codé, laisse supposer qu'il aurait été moins *« stupide »* de le *« neutraliser »* ailleurs.

Au moment de ces déclarations, M. Hernu n'avait pas, selon ses dires, pris connaissance de la teneur exacte de nos informations sur le feu vert politique qui aurait été donné au niveau de son ministère. Il a affirmé que *« neutraliser »* était un verbe qu'*« il voyait apparaître »*. En revanche il confirme qu'un de ses subordonnés (l'amiral Fages) a bien fait une *« suggestion »* allant dans le sens d'une *« anticipation »*. Pressé de questions, le maire de Villeurbanne s'est parfois emporté (*« Je suis le maire ici et je ne répond pas aux questions des journalistes »*) avant de voir son naturel conciliant reprendre le dessus : l'ancien ministre refusera toutes les polémiques *« avec les journalistes qui ont fait leur travail »* ou avex la hiérarchie militaire, une attitude qui serait contraire, a-t-il estimé, à toute son action politique basée sur un impératif : *« Ressouder les armées et la nation. »* De plus M. Hernu, s'est déclaré *« solidaire de M. Laurent Fabius »*, de son *« ami »* Paul Quilès, et du premier secrétaire du Parti socialiste.

Ovationné

C'est bien en futur candidat aux élections législatives que le maire ex-ministre a retrouvé dans la soirée une assemblée générale du PS chargée du vote des motions du futur congrès de Toulouse. Conforté par les messages de soutien qu'il avait ammassés sur son bureau — parmi lesquels le témoignage d'un « groupe d'évêques », — le « militant-citoyen » Hernu a été ovationné lorsqu'il a lancé : *« Après tout, il y a eu ces décades dernières pas mal de scandales, et je n'ai jamais vu de ministre démissionner. Et moi, je n'ai pas fait de scandale, et moi, j'ai mon honneur pour moi »*. Message reçu cinq sur cinq par environ trois cents militants.

Il faudra encore compter avec un candidat nommé Hernu en mars prochain. Sa place n'est pas encore déterminée. Mais son entourage le presse d'exiger une tête de liste « législative ». Il s'est donné le temps de la réflexion en sachant que son rôle de leader départemental est contesté par M. Jean Poperen, numéro deux national du PS. En tout cas le « battant » Hernu sera là, pour combattre le *« gaucho-défaitisme »*.

CLAUDE RÉGENT.

L'AFFAIRE GREENPEACE

L'ARRESTATION DE TROIS MILITAIRES DE LA DGSE

Règlement de comptes ?

Deux officiers et un sous-officier ont été placés en garde à vue, *mardi soir 24 septembre, sur décision* du parquet de Paris, après une plainte du ministère de la défense, pour divulgation d'informations couvertes par le secret-défense et pouvant constituer des atteintes à la défense nationale. Selon le code pénal, ces faits relèvent de la détention criminelle (articles 75 à 78) pour des périodes pouvant aller jusqu'à vingt années. Cette garde à vue est de 48 heures au maximum. A l'issue de la garde à vue et de l'interrogatoire mené par *la gendarmerie, les trois militaires* devront être libérés ou déférés à la justice s'il y a inculpation.

Les deux officiers sont le colonel Fourier, dont l'affectation n'a pas été précisée, et le capitaine Borres, de la DGSE. Le sous-officier est l'adjudant Guillet, du centre d'entraînement commando de Quelern (Finistère).

« On se décide enfin à nettoyer les écuries d'Augias et il était temps », dit cet officier général qui estime *« inconcevable »* que le gouvernement n'ait pas réagi plus tôt contre les « fuites » à l'intérieur de la DGSE. Ce sentiment correspond aussi à celui de plusieurs fonctionnaires des services secrets qui, très vite, lorsqu'il est apparu que la DGSE était bien l'auteur de l'attentat contre le *Rainbow Warrior* (*le Monde* des 17, 18 et 19 août), ont estimé que *« l'affaire avait été éventée. » Un officier de la* DGSE avait ajouté : *« Nous avons été vendus de l'intérieur. »*

En réalité, la situation n'est pas aussi simple et il restera au ministère de la défense à apporter les preuves de ce qu'il semble aujourd'hui reprocher aux auteurs *d'éventuelles « fuites » et à leurs* liens avec la presse.

Deux exemples

Si le nouveau ministre de la défense, M. Paul Quilès, donne l'impression de vouloir battre le fer tant qu'il est chaud, en frappant ainsi « tous azimuts », force est de reconnaître que c'est au début de la semaine dernière, avant même la *démission de M. Charles Hernu,* qu'on parlait au ministère de la défense de sanctions, à attendre, *contre des militaires ou d'anciens* militaires suspectés d'avoir trop parlé à des personnes non qualifiées pour recevoir des informations secret-défense.

Ces accusations se fondaient sur le fait que certains indices parus dans la presse, sur l'affaire *du Rainbow-Warrior, relevaient* de scénarios de montage de l'opération, par la DGSE, différents de celui qui fut en définitive retenu. Il s'agissait de préparations d'opérations et non de l'opération elle-même.

Ainsi, au ministère de la défense, on cite deux exemples. Premier cas : il n'y aurait pas eu, contrairement à ce qui fut ensuite affirmé par la presse, de quatrième *équipe mise en réserve,* à bord d'une vedette rapide spécialement affrétée, pour suppléer la troisième *équipe engagée pour le sabotage* du *Rainbow-Warrior.* Deuxième cas : l'explosif n'aurait pas été enfermé, comme cela a paru dans la presse, dans des bouteilles de plongeur préalablement soudées et transportées par l'*Ouvéa.*

Pour le ministère de la défense, la révélation de tels détails accrédite sa thèse selon laquelle les auteurs des « fuites » ont dévoilé *des plans, cartes préparés, mais* non appliqués.

La communication de ces indices, appartenant à des opérations envisagées, à la presse aurait eu lieu, à en croire le ministère de la défense, par un intermédiaire. Le capitaine Barril, ancien chef du Groupe *d'intervention de la* gendarmerie nationale (GIGN) et aujourd'hui en disponibilité pour cinq ans après son rôle dans l'arrestation de trois Irlandais en 1983 à Vincennes, est soupçonné d'avoir été cet intermédiaire. Le capitaine Barril est actuellement en déplacement à l'étranger. Son avocat précise que l'officier de gendarmerie est à la disposition des autorités judiciaires.

Des collègues des militaires mis ainsi en cause dénoncent ce qu'ils considèrent comme étant, peut-être, les suites d'un règlement de comptes au sein du ministère de la défense.

La personnalité même de l'un des militaires impliqués, l'adjudant Richard Guillet, ne laisse pas, en effet, de faire réfléchir. Du temps où il était sergent-chef, Richard Guillet a été, entre juillet 1979 et octobre 1981, chef d'équipe de nageurs de combat au centre *d'Aspretto, et il était alors sous les* ordres des capitaines Mafart et Dillais (aujourd'hui commandants et responsables dans l'affaire du *Rainbow-Warrior).* Il fut chassé du centre d'Aspretto et affecté à l'école des troupes aéroportés de Pau, puis au centre d'entraînement commando de Quelern, pour s'être opposé à des prises de position publiques de certains cadres de la DSGE *hostiles à l'arrivée de la gauche* au pouvoir.

Muté et retardé dans son avancement, l'adjudant Guillet avait fait appel, en vain, à l'arbitrage de M. Hernu.

J. I.

Le RPR refuse de participer à la commission d'enquête

Une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Greenpeace sera créée à l'Assemblée nationale. L'opposition pourtant n'en veut pas. Mais les socialistes étaient, le mardi 24 septembre en fin d'après-midi, bien décidés à en demander la constitution, et comme ils sont à eux seuls majoritaires...

Pour une fois ils auront le soutien des députés communistes. Ceux-ci ont en effet déposé dès le lundi 23 septembre la proposition de résolution qu'ils avaient annoncée. Dans celle-ci, ils expliquent qu'ils ont été *« les premiers »* à *« réclamer que toute la vérité soit faite sur le comportement de la DGSE dans l'affaire Greenpeace et les rapports de ces services avec le gouvernement et la présidence de la République ».* Les élus du PC ajoutent que *« le gouvernement, en dépit de déclarations d'intentions, n'a pas pris les mesures nécessaires à l'établissement rapide de la vérité ni présenté une explication cohérente de l'affaire ».* Le PC prévoit dans sa proposition de résolution que les membres de la commission seront *« habilités au secret défense ».*

Aucun socialiste n'avait officiellement envisagé la création d'une telle commission avant que M. Laurent Fabius n'annonce, dimanche 22 septembre, que le gouvernement ne s'opposerait pas à sa constitution. Certes depuis quelques jours M. André Billardon, le président du groupe socialiste à l'Assemblée, avait envisagé une telle hypothèse, mais c'est après sa rencontre de mardi avec le premier ministre — en compagnie de MM. Lionel Jospin et Jean Poperen — qu'il a confirmé son intention, alors qu'il connaissait déjà le refus du RPR.

Il y a là un détournement de l'esprit des textes. Les commissions d'enquêtes parlementaires sont faites pour permettre au législatif de contrôler le travail de l'exécutif, et de son administration. Le gouvernement n'a légalement aucun moyen de s'opposer à la volonté de la majorité de l'Assemblée nationale ou du Sénat.

La proposition socialiste devrait être déposée ce mercredi 25 septembre. M. Billardon souhaite que la commission d'enquête travaille très vite, et comprenne moins de trente membres maximum que lui fixe la loi (et non pas trois comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire dans *le Monde* du 24 septembre).

L'opposition a relevé ce que M. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, qualifie d'*« ingérence grave du [premier ministre] dans le domaine parlementaire. »* Mais ce n'est pas cet argument qui a été mis en avant par M. Claude Labbé, le mardi 24 septembre, après la réunion du bureau du groupe RPR de l'Assemblée qu'il préside. Son mouvement ne participera pas à une commission d'enquête parlementaire, a-t-il dit, parce qu'il refuse que soit *« reportée sur nous une responsabilité qui appartient tout entière au pouvoir politique ».* Il n'est pas intéressé par l'audition d'un officier *« lié par le secret de défense et par son honneur de militaire »...* Le RPR veut que les *« responsables politiques et en premier lieu M. Fabius »*, s'expliquent devant les commissions compétentes du Parlement, voire devant *« l'Assemblée nationale en séance publique ».*

M. Labbé a ajouté qu'une commission d'enquête *« contribuerait à déstabiliser totalement les services secrets car il n'est pas normal que cela soit porté sur le place publique (...) en présence de représentants du Parti communiste, dont la fiabilité ne me paraît pas assurée ».*

L'UDF, après que certains de ses membres, dont M. Pierre Méhaignerie, ont souhaité la réunion d'une telle commission, est maintenant beaucoup plus hésitante. De nombreux parlementaires, comme MM. Christian Bonnet et Jean-Pierre Soisson, y sont résolument hostiles car ils y voient *« un piège, un alibi, une manœuvre dilatoire ».* La question doit être abordée au cours de la réunion du bureau politique de la confédération giscardo-barriste ce mercredi à 17 heures ; mais la décision définitive pourrait n'être prise qu'une fois connues les déclarations du premier ministre en début de soirée à la télévision.

Un des arguments avancés par certains membres de l'opposition étant que dans une commission de l'Assemblée, les socialistes seraient majoritaires, est-il possible que la droite ait une position différente au Sénat où c'est elle qui est la plus nombreuse ? Pour l'instant il n'en est pas question pour les raisons déjà évoquées au Palais-Bourbon. Au Palais du Luxembourg, aussi, on voudrait dans un premier temps que M. Fabius vienne s'expliquer devant la commission des affaires étrangères et de la défense.

En attendant, le chef du gouvernement pourrait avoir à répondre à quelques interrogations, dès l'ouverture de la session parlementaire, le mercredi 2 octobre, puisque ce sera le jour des questions au gouvernement et que c'est le RPR qui ouvrira le feu.

THIERRY BRÉHIER.

M. Fabius voudrait désigner très vite les responsables

(Suite de la première page.)

Tous les conseillers de M. Fabius sont pourtant conscients de la nécessité où se trouve le premier ministre de répondre lui-même, très vite, à la question qu'il a suscitée par ses « aveux » de dimanche soir : qui a donné l'ordre auquel se réfèrent les exécutants du sabotage du *Rainbow-Warrior ?*

Ces hésitations s'expliquaient aussi, semble-t-il, par les conseils contradictoires adressés à M. Mitterrand depuis quarante-huit heures.

Lundi, au lendemain de la déclaration faite par le premier ministre, le chef de l'État était pressé par certains de ses collaborateurs d'intervenir lui-même, solennellement, pour essayer de mettre un point final à la crise qui persistait malgré la démission de M. Hernu. D'autres conseillers lui recommandaient, au contraire, de laisser le chef du gouvernement continuer à monter au créneau à condition de pouvoir présenter très vite. dans une deuxième intervention, une explication complète *sur les responsabilités* en cause. Cette dernière suggestion paraît avoir prévalu, mais on ignorait encore, ce mercredi matin, si le premier ministre interviendrait lui-même au terme des délibérations du conseil des ministres, avant sa participation, le soir, à sa causerie mensuelle *« Parlons France »* de 20 h 30 sur TF1.

Les hésitations du « couple exécutif » tenaient également, sans doute, à une analyse réaliste des désagréments politiques prévisibles, tant pour l'Hôtel Matignon que pour l'Elysée, même si la responsabilité politique personnelle de M. Hernu était confirmée au plus haut niveau de l'Etat. Certaines sources proches de l'Hôtel Matignon percevaient même, mardi soir, des signes de divergences entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement sur la stratégie à suivre.

ALAIN ROLLAT.

M. Chirac demande à la Nouvelle-Zélande de libérer les « époux Turenge »

« Les déclarations gouvernementales sont maintenant telles qu'il est évident que les deux Français actuellement détenus dans les prisons en Nouvelle-Zélande sont innocents », a déclaré M. Chirac, mardi 24 septembre, au micro d'une radio locale de Nouméa. *« J'adjure la Nouvelle-Zélande, démocratie respecteuse de l'état de droit et dans la justice de laquelle j'ai confiance, de libérer ces deux Français »*, a ajouté M. Chirac.

Le président du RPR a déclaré ne pas comprendre comment la Nouvelle-Zélande, *« un pays qui appartient au camp des nations libres et donc devrait être l'allié de la France, s'associe pourtant depuis longtemps à des opérations qui vont directement à l'encontre des intérêts de la France (...) Les soutiens politique, logistique, matériel, certainement financier apporté par le gouvernement néo-zélandais à toutes les actions menées contre les essais nucléaires dans le Pacifique sont incompréhensibles et inadmissibles de la part d'un pays ami. Jamais la Nouvelle-Zélande n'a pris cette position quand l'Angleterre faisait des essais nucléaires en Australie. Je demande aux Néo-Zélandais de faire un peu attention à ce qu'ils font et d'avoir à l'égard de la France un peu de correction »*, a ajouté M. Chirac.

Le rôle de M. Fabius

Le président du RPR a déclaré un peu plus tard à Bourail : *« Dans une affaire de ce genre, la responsabilité du premier ministre est la seule qui compte, j'en parle par expérience. Je souhaite que le premier ministre nous dise réellement ce qui s'est passé à partir du moment où on en est arrivé là et quelle est sa propre responsabilité. »*

M. Lange réaffirme que les deux agents français seront jugés

Wellington *(AFP.)* — Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a rejeté, mercredi 25 septembre, à Wellington, les informations laissant entendre que le gouvernement néo-zélandais pourrait intervenir d'une manière ou d'une autre pour empêcher le déroulement normal du procès des deux agents de la DGSE actuellement détenus à Auckland à la suite du sabotage du navire du mouvement écologiste Greenpeace.

Dans un bref communiqué publié par son cabinet, M. Lange a qualifié de *« spéculations irresponsables et mal fondées »* l'idée que le capitaine Dominique Prieur et le commandant Alain Mafart — qui portaient de faux passeports suisses aux noms de Sophie et Alain Turenge, — puissent échapper à un procès à la suite d'un éventuel accord global de dédommagement avec la France. Le premier ministre a, par ailleurs, ajouté que de telles spéculations ne faciliteraient pas le dialogue avec la France.

M. Lange a affirmé que tous les Néo-Zélandais étaient d'accord avec lui quand il disait que le procès des « Turenge » devait avoir lieu comme prévu par la loi néo-zélandaise.

M. Lange réagissait notamment à *un commentaire de la télévision néo*-zélandaise, qui, dans son journal de mardi soir, avait évoqué l'éventualité d'une prochaine libération des deux officiers français dans le cadre de la négociation d'un accord de réparation entre Wellington et Paris. Citant des sources *« extrêmement dignes de foi »*, la télévision néo-zélandaise avait indiqué que des responsables des deux pays pourraient discrètement négocier le rapatriement des deux agents de la DGSE tout en s'assurant que les exigences néo-zélandaises sur le plan des réparations soient satisfaites.

M. Lange a, par ailleurs, refusé de commenter des informations, provenant essentiellement de France, selon lesquelles les deux officiers français pourraient ête rapatriés après leur procès, quel qu'en soit le verdict. La loi néo-zélandaise autorise l'avocat général du pays — en l'occurence le vice-premier ministre, M. Geoffrey Palmer — à décider de l'abandon des charges et des poursuites contre les deux agents français. Une telle décision, répondant essentiellement à des motifs poltitiques, serait sans appel et pourrait *intervenir avant* ou après la *session* préliminaire de « présentation de preuves » qui doit commencer le 4 novembre à Auckland.

Par ailleurs, comme elle l'avait annoncé lundi, la Grande-Bretagne a demandé mardi 25 septembre à Paris le *« versement rapide de dédommagement »* pour l'attentat d'Auckland. La demande est formulée dans une note remise au Quai d'Orsay par Sir John Fretwell, l'ambassadeur britannique en France. Elle concerne le remboursement du navire (qui était sous pavillon britannique) et le versement de dommages et intérêt à la famille du photographe tué lors de l'attentat, Fernando Pereira, qui avait la nationalité néerlandaise. La Haye, de son côté, a condamné mardi l'attentat et se prépare également à effectuer des démarches auprès de Paris pour obtenir l'indemnisation de la famille du photographe.

LES « SAGES » DE L'OPPOSITION CONSEILLENT LA « RETENUE »

« Silence, ils coulent ! »

> *« Il ne faut pas appuyer sur la tête des gens qui se noient dans leurs mensonges, mais il ne faut pas leur tendre la main. »*

« Silence, ils coulent ! » Dans l'opposition, les « dinosaures » de la politique, ceux-là mêmes qui, parce qu'ils ont occupé sous les précédents septennats des fonctions ministérielles importantes (affaires étrangères ou intérieur), affirment qu'ils savaient *« à quoi s'en tenir »* dès les débuts de l'affaire Greenpeace. *« Les services secrets sont des exécutants,* disent-ils. *Ils n'ont jamais pris d'initiatives sans être couverts par un pouvoir politique. »* Ils conseillent la prudence. *« La meilleure manière d'exploiter la situation est de ne pas l'exploiter »*, nous a notamment expliqué M. Michel Poniatowski. Si l'opposition avait *« bougé »*, remarque l'ancien ministre de l'intérieur, *« elle aurait eu l'air d'attaquer l'armée, elle aurait permis au gouvernement de dire que l'opposition cherche à exploiter la « triste » situation de la France ».*

Attendre mais se montrer *« vigilant ».* C'était déjà la consigne que M. Christian Bonnet, successeur de M. Poniatowski place Beauvau, essayait de faire passer à ses collègues de l'UDF réunis en journées parlementaires à Strasbourg. *« La première tentation est celle du réquisitoire, de la polémique. Ce n'est pas la bonne. Même si l'exercice est facile, il est risqué. »* M. Bonnet veut aujourd'hui réagir en *« serviteur passionné de l'État »* — *« Croyez bien à ma sincérité »*, demande-t-il — et oublier le *« politicien »* qu'il est aussi. *« Quand on a servi avec passion l'État, on ne peut,* nous assure-t-il, *qu'être effroyablement attristé par le gâchis qui s'étale devant nous ». « Il n'y a plus de diplomatie française jusqu'en mars »*, ajoute un de ses anciens collègues au gouvernement.

L'espèce de « retenue » que les uns et les autres croient percevoir dans les rangs de l'opposition tiendrait à *« l'immensité des dégâts portés à l'institution présidentielle, à l'image et au crédit de la France à l'étranger ». « C'est le moment où la meute s'arrête saisie par la gravité des choses »*, commente un des responsables de l'opposition qui ne tient pas, pour ces raisons, à commenter l'*« affaire ».*

Si l'opposition n'a pas à *« bouger »*, elle ne doit pas pour autant rester *« inerte ». « Il faut qu'elle s'assure du bon développement de la vérité et qu'elle rappelle sans relâche les données de cette vérité »*, conseille M. Poniatowski. *« Il faut tenir ferme la barre »*, assure M. Gilbert Gantier, député (UDF-PR) de Paris.

Dans cette nouvelle « phase » de l'affaire, où *« les responsabilités politiques apparaissent de plus en plus nettement »*, l'opposition a du mal à imaginer que M. Fabius et M. Mitterrand lui-même ne soient pas en cause. D'anciens ministres rappellent que, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, des réunions hebdomadaires de renseignements se tenaient à Matignon autour du directeur de cabinet du premier ministre et que, depuis 1981, ces mêmes réunions se sont « transportées » à l'Elysée. *« On ne nous fera pas croire que, dans ces conditions, quelqu'un de très proche de M. Mitterrand, sinon lui, n'était pas au courant de l'opération menée contre le* Rainbow-Warrior », préviennent-ils. M. Poniatowski remarque que *« la réalité est cernée de près par deux déclarations, celle du général Saulnier à M. Tricot reconnaissant qu'il avait accordé une allocation de fonds exceptionnels et celle de M. Fabius constatant dimanche qu'il y avait bien eu une décision politique ».*

Les scénarios possibles ? L'ancien conseiller de M. Giscard n'en voit que trois : le président de la République affirme sa solidarité avec son premier ministre mais se met ainsi *« à la merci de tout ce qui va être révélé »* ; ou il se sépare de tout le gouvernement et choisit un nouveau premier ministre qui soit dans la ligne dure du PS ; ou, enfin, il se dérobe avec l'« échappatoire » de la commission d'enquête parlementaire. *« Je souhaite très fermement que l'opposition n'accepte pas cette manœuvre dilatoire »*, ajoute M. Poniatowski.

Il croit en tout cas que *« l'on va aller au bout de cette affaire ».* Un avis que ne partage pas l'ensemble de l'opposition. D'aucuns pensent qu'il est « plus facile » de demander maintenant la démission de M. Mitterrand plutôt que de l'exiger le jour où il serait directement mis en cause.

Il en a vu d'autres

Un sénateur UDF doute que cette affaire conduise à une *« crise politique grave ». « Le président de la République en a vu d'autres »*, nous a-t-il fait remarquer. *« Il est reparti de zéro à plusieurs reprises et n'a jamais renoncé. L'acte initial au fond n'est pas grave ; ce qui est grave, c'est la formidable comédie jouée avec le rapport Tricot. »* C'est aussi ce qu'exprime un ancien député, M. Jacques Douffiagues (PR), quand il dit : *« Chacun sait que les agents des services secrets ne sont pas recrutés dans les sacristies. Leurs moyens ne sont condamnables que lorsqu'ils sont découverts. » « L'opposition aurait pu être du côté du gouvernement,* ajoute-t-il, *pour défendre les intérêts de la France dans le Pacifique sud. Elle ne peut plus l'être quand ce gouvernement n'assume pas ses responsabilités, se montre incapable et manifeste sa duplicité. »*

Sur l'attitude à venir de l'opposition, les arguments se mêlent. L'opposition attend encore d'en savoir plus. M. Christian Bonnet juge que, si *« il ne faut pas appuyer sur la tête de gens qui se noient dans leurs mensonges, il ne faut pas non plus leur tendre la main. »* Pour ces raisons, il s'oppose à la création d'une commission d'enquête parlementaire. Mais il croit aussi que si l'opposition veut se montrer « intelligente », elle devra mener campagne par la suite sur le thème : *« Il n'y a pas un domaine où M. Mitterrand n'ait échoué ».*

L'opposition ne doute pas que les conséquences de cette affaire donneront à l'opposition la victoire *« la plus large »* en 1986. *« L'opinion a d'abord ri de cette affaire, aujourd'hui elle perçoit le ridicule et ne trouve plus cela très drôle »*, souligne-t-elle. Le résultat des élections législatives pourrait bien conduire M. Mitterrand à partir, note M. Poniatowski, qui remarque que le président de la République ne pourra pas plus compter sur le soutien du RPR, de l'UDF, du Front national, du PC que sur celui d'une partie du PS, *« après les règlements de comptes qui sont en train de s'opérer entre les différents courants du Parti socialiste ».*

Il ajoute : *« Si la cohabitation est de droit, le problème est de savoir si M. Mitterrand est cohabitable en fait. »* L'affaire Greenpeace tend à donner des éléments de réponse à cette deuxième question, jugent les adversaires de la cohabitation, qui voient leurs rangs s'épaissir. Il est vrai que cette affaire *« complique sérieusement les perspectives de cohabitation »*, concèdent les parlementaires qui, jusqu'à présent, ne refusaient pas d'envisager cette hypothèse.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

RECTIFICATIF

Mme LAZARUS Sophie, professeur agrégé de russe, nous prie de mentionner que la présence de son nom dans la liste des signataires de l'appel *« Gorbatchev à Paris : S.O.S. Droits de l'homme »* publié dans *le Monde* du samedi 14 septembre 1985, page 8, résulte d'une erreur.

Elle tient à préciser que tout en étant un défenseur convaincu des Droits de l'homme, elle n'a jamais signé le texte ci-dessus mentionné.



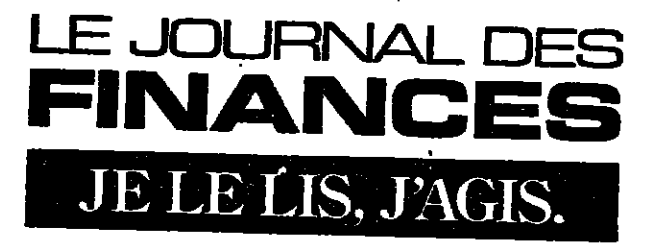
Plus j'en sais, plus j'agis.

Aujourd'hui plus que jamais, gérer un portefeuille c'est avant tout agir. Mais pour bien agir, il faut savoir, à temps et en détail.

Pour cela, le Journal des Finances est pour moi le plus précieux des outils. Paraissant désormais le samedi, le Journal des Finances me fournit le panorama complet de la semaine, avec l'indicateur de tendance et les cours de la séance du vendredi.

Chaque samedi, les analyses financières sans complaisance, les prises de positions claires et précises, les conseils judicieux du Journal des Finances me permettent de prendre les décisions qui s'imposent, et d'agir dès le lundi à l'ouverture.

Semaine après semaine avec le Journal des Finances. j'acquiers ainsi une connaissance toujours plus approfondie des marchés financiers et économiques, pour tirer parti au maximum du formidable essor de la Bourse.



FCA!

Le Monde

EDUCATION

UN NOUVEAU SOUFFLE POUR LA RECHERCHE

La collaboration des théoriciens et des praticiens

La création prochaine d'un grand Institut national devrait donner un élan à la recherche en éducation. A condition que celle-ci passe sur le terrain.

Discours ministériels (1), exposés, tables-rondes, vidéogrammes, réception... La Sorbonne a baigné pendant quarante-huit heures, dans la ferveur pédagogique. Certes, comme il se doit dans une manifestation aussi massive et ambitieuse, l'intérêt n'a pas toujours été à la hauteur des attentes et la multiplicité des interventions a parfois donné une impression de précipitation et d'éparpillement peu compatible avec la sérénité de la réflexion scientifique.

Mais, somme toute, ces rencontres organisées par M. Jacques Perriault, autour du thème pompeux : *« Education, formation et société. Recherches pour demain »*, ont été un succès. Ne serait-ce que parce qu'elles ont rempli leur office, qui était de donner de façon solennelle le coup d'envoi à une réorganisation de la recherche dans le domaine de l'éducation et de la formation *(le Monde* du 18 septembre).

Très concrètement, celle-ci a pris la forme de l'annonce par M. Chevènement de la constitution d'un groupe de travail qui, en accord avec le ministère de la recherche, devrait faire, avant la fin du mois d'octobre, des propositions visant à la création d'un grand institut national de recherche sur l'éducation et la formation.

On pourra estimer qu'il n'est pas nécessaire de réunir 2 000 personnes pendant deux jours pour former une commission et créer une institution universitaire de plus. Mais, précisément, les responsables de l'opération aimeraient bien qu'il s'agisse d'autre chose que d'un simple « replâtrage » administratif.

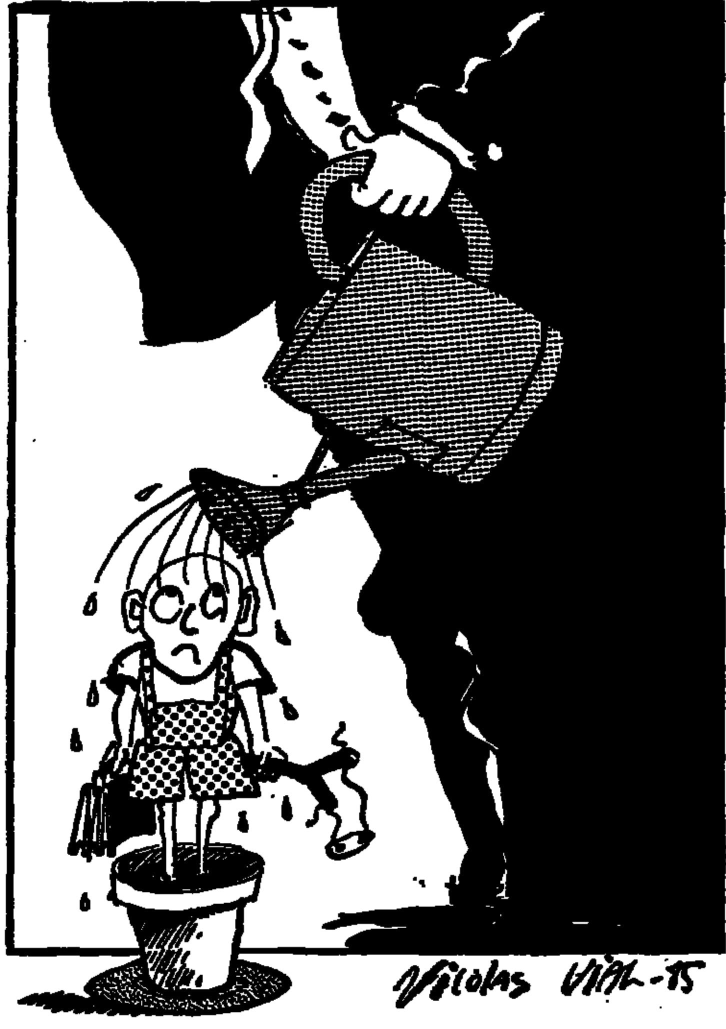
Un immense décalage

L'enjeu est en effet de taille : sortir la recherche pédagogique du ghetto où elle a été reléguée jusqu'à présent et lui donner les instruments et les moyens d'une véritable production scientifique. Pour cela il était important de réunir tous ceux qui – dans les universités et au CNRS, dans les administrations et les entreprises – sont intéressés par les problèmes de l'éducation, comme créateurs de connaissances ou utilisateurs de formations. De les écouter et de leur montrer, en les associant au projet, qu'on avait besoin d'eux.

En mettant ainsi les petits plats dans les grands et en invitant des partenaires prestigieux (comme les grandes écoles, la Caisse des dépôts, ou les collectivités locales) à prendre place à ses côtés, l'éducation nationale entendait montrer que la recherche en éducation n'est pas réservée aux maîtres d'école, mais qu'elle touche aux problèmes de fond de la société : le développement, les mutations technologiques et leurs conséquences sociales, la compétition économique internationale, la démocratie (ou, pour parler comme M. Chevènement, la République...).

On peut en effet s'étonner du décalage entre la place immense occupée par la formation dans l'activité économique, les dépenses publiques privées et tout simplement la vie des gens et, d'autre part, la minceur des efforts consentis pour étudier le fonctionnement, le coût et l'efficacité de cette gigantesque machinerie.

M. Chevènement a indiqué quelques-uns des domaines – largement évoqués au cours du colloque – qui mériteraient de faire l'objet de recherches approfondies : les modalités de transmission des connaissances, la formation technique et professionnelle, la comparaison internationale des systèmes d'enseignement, l'économie de l'éducation, l'utilisation pédagogique des nouvelles technologies de la communication, la création de nouveaux « produits » éducatifs (savoirs nouveaux, techniques d'enseignement).



Toutes ces pistes demanderaient, pour être menées à bien, la collaboration des meilleurs spécialistes de disciplines très diverses : économistes, sociologues, linguistes, cybernéticiens, généticiens, anthropologues... Le rôle du futur institut devra être de faciliter cette coopération grâce à la constitution d'équipes de haut niveau travaillant sur des sujets précis.

Mais la recherche en éducation ne se passe pas seulement dans le secret des laboratoires. Elle doit associer des praticiens – instituteurs, professeurs, formateurs d'adultes – qui n'ont pas seulement à « appliquer » les productions des chercheurs, mais à les adapter, à les transformer, à leur donner vie.

Ce passage de la recherche au terrain n'a pas une simple fonction de validation expérimentale : il met en œuvre d'autres processus, indépendants de la recherche en elle-même, qui sont liés à la diffusion de l'innovation pédagogique ou à la formation initiale et continue des maîtres. Contrairement aux autres sciences, celles de l'éducation associent étroitement la recherche et l'action.

Cette collaboration entre théoriciens et praticiens – dont l'intensité et les modalités peuvent varier selon le sujet traité – est une des richesses, mais aussi des difficultés, de ce type de recherche. Elle est source de tensions et demande, de part et d'autre, une juste évaluation de son rôle et de sa compétence. Mettre un peu de rigueur et de clarté dans ce mode de relations devrait être une des tâches du nouvel institut, une certaine confusion ayant souvent nui dans le passé à la crédibilité de la recherche pédagogique.

Une telle réorganisation demandera toutefois du doigté pour ne pas couper la recherche du remarquable vivier des novateurs spontanés et des militants des mouvements pédagogiques, qui est l'un des atouts de l'école française.

Changement d'état d'esprit

Sans doute pourra-t-on s'étonner du retard avec lequel s'opère cet aggiornamento d'un secteur aussi décisif pour la vie de notre société. Il tient en grande partie à des pesanteurs historiques, à des traditions administratives et politiques. Mais peut-être aussi les temps sont-ils mûrs pour que ce problème puisse enfin être posé. La pression de la crise économique, *la hantise de la rentabilité*, le défi des nouvelles technologies, frappent avec insistance aux portes de l'école. Un regain de confiance en la science – après les doutes de la précédente décennie – et une revalorisation du monde de la production ont fait se lever d'anciennes préventions.

Enfin les effets négatifs des critiques de l'école comme lieu de reproduction sociale et d'enfermement de la jeunesse se sont largement atténués, faisant place à une *demande plus exigeante* d'efficacité et de rationalité. Tous ces éléments – auxquels il faut ajouter l'intérêt récent d'éminents universitaires pour l'enseignement de leurs disciplines – rendent plus faciles des évolutions naguère impensables.

On peut donc se féliciter que la recherche en éducation n'échappe pas au grand vent de la modernisation. A condition évidemment de ne pas oublier que le but d'une politique éducative n'est pas de fabriquer des institutions mais des individus. Et que les plus belles machines, comme l'a rappelé le spécialiste américain de l'intelligence artificielle, Seymour Papert, sont celles qui permettent, non pas de refaire en mieux ce qu'on faisait autrement, mais d'accroître la puissance créatrice et l'imagination des enfants.

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

(1) Outre M. Chevènement, qui est intervenu à l'ouverture et à la clôture du colloque, les assistants ont pu entendre MM. Curien, ministre de la recherche et de la technologie, Carraz, secrétaire d'Etat aux enseignements techniques et technologiques, et Schwarzenberg, secrétaire d'Etat aux universités.

Le futur « INREF »

Animation et coordination

Créé par le ministère de l'éducation nationale et par celui de la recherche, le futur institut national de la recherche en éducation et en formation serait un établissement à caractère scientifique et technique, analogue au CNRS ou aux organismes existant pour la santé (l'INSERM) ou l'agriculture (l'INRA). Il devra jouer *« un rôle d'impulsion d'animation et de coordination »*.

Cet institut regrouperait des équipes de chercheurs propres ou associées qui pourraient être installées dans des universités, *d'autres organismes* publics ou des entreprises industrielles.

La recherche fondamentale se ferait dans le cadre de trois départements : l'un comprendrait les recherches effectuées à partir de disciplines déjà constituées (sociologie, psychologie, économie, histoire...), un autre les recherches consacrées à la didactique des disciplines enseignées dans les écoles et les lycées (mathématiques, français, physique, langues vivantes...) ; le troisième serait consacré à l'« ingénierie » de l'éducation (mise au point de nouveaux matériels pédagogiques, de documentation, de programmes d'autoformation...).

D'autres recherches plus appliquées, et regroupant des chercheurs et des praticiens du primaire et du secondaire, porteraient sur des projets de durée limitée (quatre ou cinq ans), qui devraient permettre de répondre à des demandes précises de l'administration et d'aboutir à la production de produits et de services pédagogiques. Ces activités proviendraient en partie de celles de l'actuel INRP (Institut national de la recherche pédagogique). L'action de l'institut serait renforcée par des délégués scientifiques régionaux, chargés notamment des relations avec les rectorats, et par la mise sur pied d'un solide réseau documentaire permettant une diffusion rapide et efficace des résultats des recherches.

Les activités de recherche de cet institut seraient soumises aux mêmes règles que celles des autres centres de même nature, concernant la qualification des personnels, l'évaluation et la publication des résultats.

« Où sont les jeunes ? »

Pour les connaître, écoutons-les...

« Qui sont les jeunes, que veulent-ils, où sont-ils ? » « Allons-les voir ! », a proposé Mme Anne-Marie Laulan, professeur à l'université de Bordeaux III, répondant à ses propres questions devant l'amphithéâtre surchauffé qui tentait d'imaginer des axes de recherches nouveaux sur les problèmes de la jeunesse.

L'une des idées de base de ce colloque consiste en effet à dire que l'école n'est qu'un lieu parmi d'autres de socialisation et d'apprentissage, *et que* l'échec scolaire n'est que relatif puisque bien des jeunes réputés cancres « s'en sortent », que des enfants muets et apathiques à l'école se révèlent dans la société de talentueux créateurs.

Plutôt que d'approfondir les moyens déjà mis en œuvre çà et là pour réconcilier école et société, les responsables du colloque ont préféré mettre l'accent sur les acquisitions d'apprentissage fondamentaux *« au sein des bandes, des groupes, des clubs... »*.

Les jeunes entreprennent, créent... Aidons-les à réaliser leurs utopies en les écoutant. Interrogeons-nous aussi sur la réalité, la valeur, les causes de ces enthousiasmes-là, qui ne germent pas à l'école ! Pour mettre en valeur ces champs d'investigation, les chercheurs en éducation proposent un véritable renversement de perspective : l'éducation imposée par l'adulte cesserait d'être posée en idéal absolu. Mais pour construire un nouveau modèle, les chercheurs ont besoin de rencontrer les jeunes. D'où la proposition de leur accorder des crédits *« pour qu'ils nous aident à mieux les connaître, et, grâce à eux, la société moderne »*.

« Nous ne savons pas grand-chose d'eux, a admis Mme Nelly *Leselbaum, chercheur à l'INRP, mais ils veulent savoir ce que nous savons d'eux. »*

PHILIPPE BERNARD.

● « RACONTEZ-VOUS GRAND-MÈRE... GRAND-PÈRE »

Un concours sur ce thème est organisé par le ministère de l'éducation nationale et le secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées. Jusqu'au 15 novembre, les élèves de toutes les classes des écoles publiques et privées sont invités à raconter l'histoire d'une personne âgée en la reliant aux grands événements de notre siècle. Un jury composé de représentants de l'administration, de la presse, *d'enfants et de personnes* âgées attribuera de nombreux prix pour une valeur totale de plus de 100 000 francs.

Secrétariat d'Etat chargé des retraités et des personnes âgées, concours « Racontez-vous grand-mère... grand-père », 40, rue du Bac, 75700 Paris.



LE DIESEL SE DECOUVRE DES SENSATIONS.

La nouvelle Mercedes 190 D 2.5 arrive et le Diesel devient sensationnel. Entrez dans le monde de Mercedes et démarrez.

Sensation de décontraction. 5 cylindres sous le capot développant 90 ch à 4600 tr/mn, c'est la nouvelle souplesse. Vous avez sous le pied une puissance d'accélération surprenante de 0 à 100 km/h en 14,8".

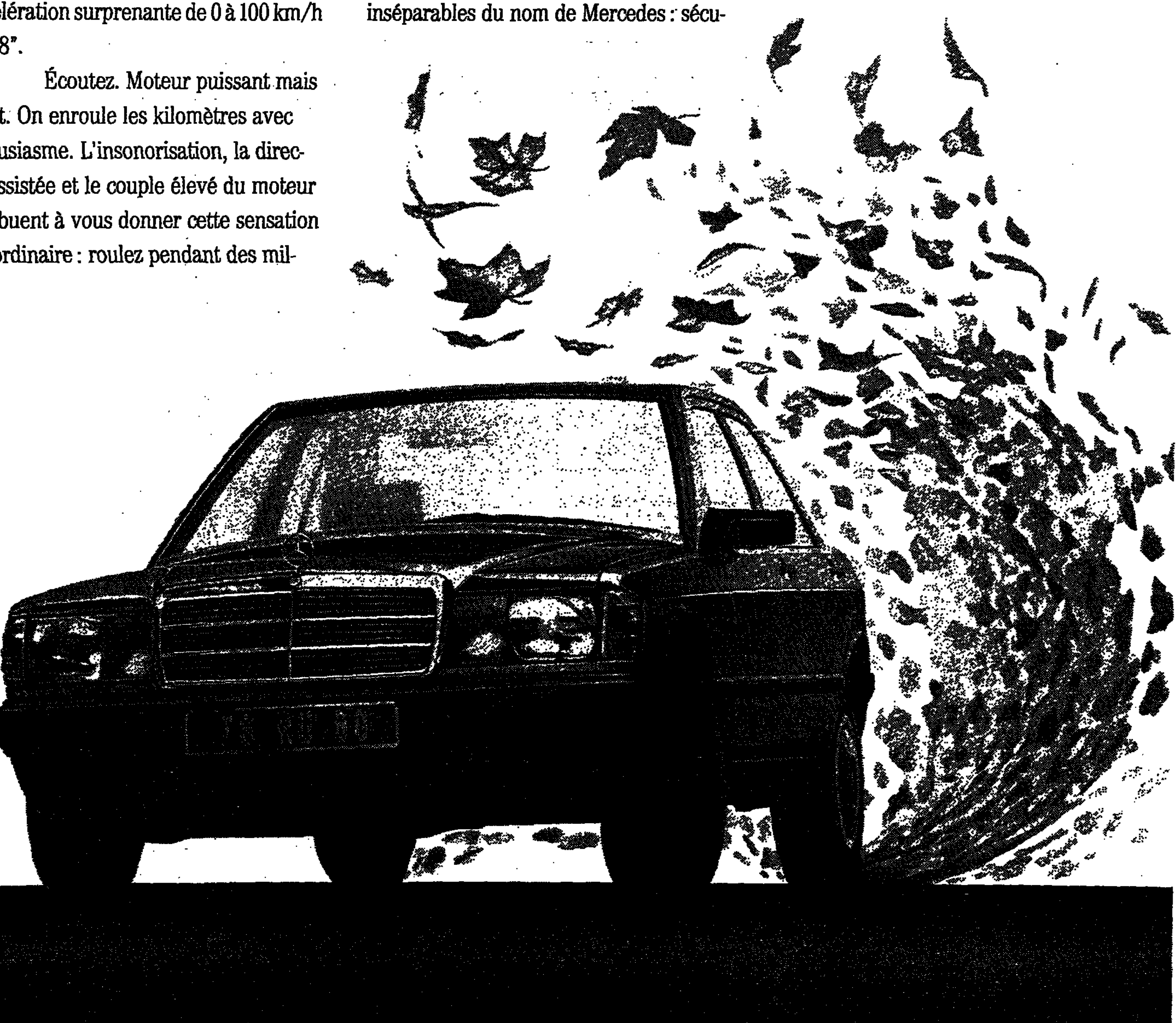
Écoutez. Moteur puissant mais discret. On enroule les kilomètres avec enthousiasme. L'insonorisation, la direction assistée et le couple élevé du moteur contribuent à vous donner cette sensation extraordinaire : roulez pendant des milliers de kilomètres comme sur un nuage.

2,5 litres, c'est une nouvelle vitalité pour le Diesel. Dans la 190 de Mercedes ce moteur a l'esprit de performance : 174 km/heure en vitesse de pointe (sur circuit).

Laissez-vous aller à découvrir d'autres sensations, toutes celles qui sont inséparables du nom de Mercedes : sécurité, confort, maniabilité. Et partez, partez loin.

Mercedes 190 D 2.5 BV5 – Consommations normes UTAC : 5,5 l à 90 km/h – 7,1 l à 120 km/h – 8,6 l en parcours urbain. Mercedes-Benz Financement : un financement personnalisé - crédit, location, location avec promesse de vente.

MERCEDES-BENZ



société

DÉFENSE

Un missile antichar « urbain »

L'armée de terre française a décidé de s'équiper d'un missile antichar à courte portée (ACCP) conçu par la société Aérospatiale. Ce missile, dont la portée dépasse 600 mètres, sera utilisable contre tous les blindages modernes existants et capable de perforer 900 millimètres d'acier. Il est surtout utilisable en milieu urbain et en espace clos, pour le combat de rue. 250 millions de francs figurent au projet de budget 1986 pour le financement de la mise au point et de l'industrialisation de cette arme. Ce missile sera livré à partir de 1989.

Recevant ses ordres par fil, l'ACCP ne sera pas sensible aux brouillages de l'ennemi. L'ensemble poste de tir et munition, d'un poids de 14 kilos, permet le tir à l'épaule. Le tir préparé en installation fixe s'effectue en ajoutant un trépied (2 kilos). Arme individuelle, l'ACCP est facilement utilisable de nuit par simple adjonction d'un intensificateur de lumière.

RACISME

Une marche à travers l'Europe

S'inspirant de la Marche pour l'égalité (1983) et de Convergence 84, SOS-Racisme organisera cette année une manifestation de dimension européenne pour l'égalité des droits.

Deux colonnes, composées de scooters et de vélomoteurs, quitteront Bordeaux et Avignon le 21 octobre et parcourront la France selon un itinéraire formant le sigle SOS. A chaque étape, les participants feront signer une Charte pour l'égalité, notamment par les élus, policiers et magistrats.

Deux autres caravanes parties de Rome et de Stockholm au début de novembre regrouperont des Européens d'origine immigrée ou non et convergeront avec les précédentes le 14 décembre à Paris pour une vaste manifestation. Celle-ci s'achèvera au Bourget par un concert contre l'apartheid.

M. Badinter amende son projet

Les « petits juges » n'iront pas toujours par trois

Les juges d'instruction n'iront pas *toujours par trois*. Le garde des sceaux a en effet décidé d'amender, par souci de simplification, le projet dont il avait révélé la teneur dans *le Monde* du 6 septembre. Lorsqu'un prévenu sera sur le point d'être inculpé, il pourra renoncer à être placé en détention provisoire par les trois magistrats composant les futures chambres d'instruction. Toutefois, ce renoncement à la collégialité ne sera possible que si le prévenu est déjà assisté, à ce stade de la procédure, par un avocat.

C'est une retouche sensible du projet Badinter qui a ainsi été décidée, après une « large consultation » des organisations professionnelles, souligne-t-on à la chancellerie. Cette modification vise à alléger la charge de travail des juges d'instruction. Le projet initial alourdissait en effet sensiblement leur tâche et posait des problèmes difficilement solubles dans les petits tribunaux, où il n'y a parfois qu'un ou deux magistrats instructeurs. On parle, au ministère de la justice, de « simplification » du projet initial, mais on s'y défend de tout « reniement ».

Le projet ainsi modifié a été soumis au début de cette semaine au Conseil d'Etat. Celui-ci devrait émettre un avis sur ce texte jeudi 26 ou vendredi 27 septembre. Le projet pourrait alors être examiné en première lecture par le Parlement avant le 15 octobre.

B.L.G.

SIX JOURS PLUS TARD A MEXICO

L'exode

De notre envoyé spécial

Une paysanne des environs disait : cette ville est tellement grande qu'il peut y faire « *au même moment très beau et très mauvais* ». Aussi peut-on avoir ici l'impression que la fin du monde est arrivée et là que la ville continue comme si de rien n'était.

Cette immensité explique aussi la première surprise des visiteurs étrangers débarqués après les tremblements de terre des 19 et 20 septembre : ils ont l'impression de s'être trompés de ville. « *Nous pensions que Mexico était anéantie, ou presque.* » Or que voient-ils ? Une ville qui a retrouvé ses inextricables embouteillages, des quartiers entiers où l'on ne voit pas l'ombre du commencement d'une ruine. Il y a même, chez certains visiteurs, comme un sentiment de frustration : quoi, ce n'est que cela ? Au point qu'on se demande finalement si Mexico n'aura pas à s'excuser d'un séisme qui n'aura fait « que » neuf mille ou dix mille morts et n'aura détruit qu'un millier d'immeubles.

Ce paradoxe s'explique. A l'origine, au temps des Aztèques et de la conquête, Mexico n'était qu'un lac. Aujourd'hui, c'est un océan urbain, le plus vaste du monde et le plus peuplé : 600 kilomètres carrés et 18 millions d'habitants. La rupture de toutes les communications avec l'étranger a pu — pendant quelques heures — faire croire que Mexico avait été rayée de la carte du monde. On nous signale qu'une radio française avait commencé un bulletin d'information par ces mots : « *Que reste-t-il de Mexico ?* » On a parlé, notamment en France, de chiffres extravagants, du genre « *Mexico détruite à 35 %* ». Si cela avait été le cas, il y aurait eu 6 millions de morts et on ne serait plus là pour en parler.

Mexico. — Six jours après le tremblement de terre qui a secoué, le 19 septembre, le centre de la capitale mexicaine, les activités normales redémarent peu à peu. L'efficacité des secours a été notablement améliorée par l'aide étrangère. Plusieurs pays — dont la France — ont envoyé des équipes spécialisées qui, après quelques difficultés dues aux lenteurs bureaucratiques mexicaines, sans parler de certaines incompétences dramatiques, opèrent désormais sur le terrain et sauvent des vies humaines.

Au dernier bilan officiel, établi mardi par le maire de Mexico, il y aurait eu, dans la seule capitale, 3 889 morts, et 5 638 disparus. Le nombre des blessés s'élève à 6 600 et celui des sans-abri atteint (de source non officielle) environ 350 000 personnes.

L'isolement a évidemment accru le sentiment qu'un véritable cataclysme s'était abattu ici et que la ville ne s'en relèverait pas. Si l'on voulait relativiser froidement ce qui vient de se produire, comme commence à le faire le gouvernement mexicain, expliquer que 1,5 % seulement du territoire de Mexico est détruit et qu'« *un édifice seulement sur cinq mille* » a terminé brutalement sa carrière. Mais tout est question d'échelle : 1,5 % du territoire de Mexico, cela fait... 10 kilomètres carrés, soit l'équivalent de deux arrondissements de Paris.

Océan urbain où une catastrophe d'une telle ampleur pourrait — hypothèse d'école — avoir été totalement ignorée dans certains quartiers. Une habitante du sud visitant le quartier de La Roma disait : « *Quand j'y suis entrée, j'avais l'impression d'entrer dans un film et quand je suis repartie, de quitter le film...* » Lundi soir, dans un grand hôtel de Mexico, on a présenté, à l'occasion d'un cocktail très chic, la collection automne-hiver des cosmétiques, maquillages, rouges à lèvres...

La vie continue, commencent à écrire les journaux, qui restent cependant pleins d'images horribles. Si elle continue, c'est dans une certaine désorganisation. Cent cinquante-deux écoles sont déclarées sinistrées et inutilisables. Devant des centaines d'immeubles, de bureaux, des employés sont rassemblés, attendant qu'on leur indique s'ils pourront — et quand ? — reprendre leur travail. 20 % de la ville sont toujours privés d'électricité, et l'eau manque dans certains quartiers. Des dizaines de milliers d'emplois sont menacés.

Nancy Reagan et Felipe Gonzalez...

On voit circuler dans les rues des camions de déménagement débordant d'objets divers. On va dans un autre quartier ou en province, dans la famille, en attendant la reconstruction promise par le pouvoir mexicain. Il est toutefois impossible de prendre la mesure de ce phénomène. Ceux qui ont décidé de quitter Mexico seraient-ils cinq cent mille ou un million qu'on s'apercevrait à peine de leur fuite...

La ville reçoit de nombreux visiteurs de marque. L'épouse du président américain, Nancy Reagan, est venue lundi porteuse d'un chèque de 1 million de dollars. Le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez, en route pour l'assemblée générale de l'ONU devait faire étape mercredi à Mexico. On signalait même la présence du grand chanteur Placido Domingo, qui est d'origine mexicaine. C'est vrai : nous l'avons vu, mardi matin, fouiller avec les sauveteurs dans les décombres d'un immeuble de Tlatelolco où vivaient son oncle et sa tante. Il portait un masque sanitaire et avait, comme tout le monde, les yeux rougis.

BRUNO FRAPPAT.

LA LISTE DE 3 000 FRANÇAIS DU MEXIQUE SUR MINITEL

Depuis le 24 septembre à 20 heures, le fichier de trois mille Français « localisés » par l'ambassade de France au Mexique peut être consulté par Minitel. Téléphoner au (1) 555-92-22. Cette liste comprend 3 000 noms sur les quelque 10 000 Français vivant au Mexique auxquels s'ajoute un nombre indéterminé de touristes.

En outre, on peut toujours appeler trois numéros spéciaux pour tenter d'avoir des renseignements :

550-34-60 (ministère des relations extérieures) ;

783-16-00 (ministère de la coopération) ;

261-51-60 (collectif Mexique-Solidarité).

DÉCOUVERTE DU CADAVRE D'UN AVOCAT TORTURÉ

Mexico (AFP). — Le cadavre d'un avocat torturé a été extirpé, mardi 24 septembre, à Mexico, de ce qui reste des salles d'arrêt de la police judiciaire du district fédéral. L'homme était attaché, bâillonné et portait des traces de sévices sur diverses parties du corps. La dépouille de Me Saul Ocampo Abarca, défenseur d'un dirigeant paysan, a été immédiatement transportée à l'institut médico-légal, où un médecin a confirmé qu'il avait subi de terribles tortures peu avant le tremblement de terre du 19 septembre.

DEVANT LA COUR D'ASSISES DE LOIRE-ATLANTIQUE

La logique vertigineuse de Frédéric Boulay tueur par racisme proclamé

De notre envoyé spécial

Nantes. — Ce jeune homme mince et blême, plus vautré qu'assis sur le banc des accusés des assises de Loire-Atlantique, affichant un ennui ostensible jusqu'à l'insolence, a tué, le 11 novembre 1984 à Châteaubriant, en criant : « *Heil Hitler* » deux travailleurs turcs. Il en a blessé cinq autres, et son seul regret est de ne pas avoir pu faire mieux. Il s'appelle Frédéric Boulay, il a vingt-trois ans et il est *nazi*. Le dossier constitué contre lui a été facile à établir. Arrêté dans l'instant qui suivit ses crimes, il a tout dit de leurs raisons, aussi bien aux gendarmes qu'au juge d'instruction.

Les procès-verbaux de ses auditions sont éloquents. « *J'ai pris mon fusil à pompe et une vingtaine de cartouches à ailettes pour le sanglier. Je ne prends pas de cartouches à plombs, car ce n'est pas assez précis. J'ai attendu la tombée de la nuit pour ne pas me faire trop voir. Dans le café, il y avait pas mal de monde. J'ai épaulé et tiré du milieu de la rue. Je voyais très bien les gens à l'intérieur. J'ai visé au mieux des corps, là où l'on a le plus de chances de ne pas louper son coup. J'ai vu que les gens se couchaient. Alors, j'ai abaissé mon angle de tir. Vous m'inculpez d'assassinat et de tentatives d'assassinat. Je suis d'accord. Il a fallu un coup de malchance pour que je n'en tue que deux.* » Frédéric Boulay a dit encore : « *Je voulais flinguer des bougnoules. Les Turcs et les Arabes, pour moi, c'est la même chose. En aucun cas, je ne regrette ce que j'ai fait. La France a beau être une terre d'asile, ce n'est pas un dépotoir. J'estime que j'ai servi mon pays. D'abord, aujourd'hui ce pays me met en prison, mais tout peut changer. D'ici cinq ou six ans, il y aura un régime d'extrême droite ou alors les étrangers feront la loi.* »

De ces propos qui donnent le vertige, il a écouté le rappel sans broncher, indifférent, les yeux au plafond, avec ce dédain propre à l'accusé politique. En six heures d'audience, il n'a pas consenti plus de vingt phrases. Aux questions, il oppose, sans même se lever : « *Je n'ai pas envie de vous répondre.* » Quand le président, M. Alain le Caignec, a fini par se fâcher et l'a menacé d'expulsion s'il persévérait dans cette « désinvolture », il a rétorqué avec une morgue identique : « *Si vous voulez* », comme on dirait chiche.

Les psychologues et les psychiatres tenaient assurément là un beau sujet d'examen, mais, malgré leur science, ils sont restés plutôt pantois.

Un père résistant

Il y avait de quoi. Ce tueur de Turcs est impénétrable et paradoxal aussi. Car Frédéric Boulay, qui tapissait sa chambre au domicile paternel de Martigné-Ferchaud, en Ille-et-Vilaine, de portraits de Hitler, de drapeaux à croix gammée, qui écoutait avec ferveur des enregistrements de chants nazis et de discours du Fuhrer dans les années 30, est le fils d'un artisan peintre qui, lui, fut un grand résistant aux heures de l'Occupation. Il est aussi le beau-frère d'un naturalisé d'origine tunisienne il ne trouva jamais rien à redire au mariage de sa sœur.

« Je voulais flinguer des bougnoules... En aucun cas, je ne regrette ce que j'ai fait. » Aux assises de Loire-Atlantique, Frédéric Boulay a écouté, indifférent et sans broncher, le rappel de ses propos.

Alors ? On a cherché, fouillé dans une enfance et une adolescence encore toute proche. Minces découvertes. Jusqu'à douze ans, Frédéric Boulay fut un écolier calme, appliqué, mais, au dire de ses proches, il devient taciturne et renfermé à partir des années de collège, avec des résultats exécrables. Faut-il aussi chercher des raisons dans un incident qu'il eut à dix-huit ans avec un ouvrier étranger ? Qualifié de perturbateur, il fut renvoyé du centre d'apprentissage.

L'armée, où il entre ensuite en devançant l'appel, ne lui convient pas mieux. Il attendait des militaires, des vrais, il découvre des bureaucrates. On le verse dans l'infanterie de marine. Il juge qu'il y a là trop d'Antillais pour son goût. Il revient chez papa et maman. Il retrouve cette chambre où les insignes nazis s'ajoutent à d'autres. Le père, à qui l'on dira : « *Ça ne vous a pas surpris ?* », répondra que non et invoquera l'incapacité d'un dialogue avec ce fils impénétrable.

« *Vous savez qu'il a dit que ce qu'il avait fait, c'était exactement la même chose que ce qu'avaient fait les résistants. Qu'en pensez-vous ?*

— *Je ne comprends pas.*

— *Est-ce lui qui refusait le dialogue ou est-ce vous qui hésitiez à lui parler ?*

— *Je ne sais pas. On n'avait pas tellement envie de se parler ni l'un ni l'autre.* »

On n'a pas tourmenté davantage ce pauvre homme. La mère, elle, se bat plus vigoureusement, mais aussi maladroitement. Non, elle n'a jamais rien remarqué qui l'ait gênée à aucun moment. Tout est venu de ce renvoi de Frédéric de l'usine où il travaillait et qui en fit un chômeur.

« *Nous voudrions qu'il s'en sorte.*

— *Pourtant, il lui fallait bien de l'argent, puisqu'il était chômeur, pour acheter tous ces insignes, toutes ces cassettes et aussi cette arme qui fut celle du crime ?*

— *Ah ! monsieur le président, Frédéric ne dépensait rien à des choses inutiles. Mais on ne peut pas non plus se passer de tout.* »

Serait-ce à la maison qu'il aurait entendu des propos peu amènes sur les étrangers ?

« *Non, monsieur, on n'avait pas de conversations sur ces gens-là. Nous les ignorions. Nous voulions seulement travailler. Nous ne demandons que notre place dans la société.* »

Un vengeur solitaire

Serait-ce une façon pour cette mère de signifier obscurément que sans cette communauté turque, à Châteaubriant, Frédéric ne serait pas ici...

Lui, pour la première fois, a manifesté un peu d'émotion. Pour cette mère à l'épreuve, il a jeté brutalement à l'adresse de la cour : « *Vous ne croyez pas que ça suffit comme ça.* » Ça suffisait, en effet. De la même façon, il avait réglé d'une phase les remarques sur son cheminement vers l'idéologie nazie en regard du passé paternel à l'égard de l'occupant. « *Moi, c'est moi, et mon père, c'est mon père.* »

Le président lui dit que ce n'est pas un raisonnement. Il répond : « *C'est tout ce que j'avais à dire.* »

Il consentira tout de même deux ou trois répliques : « *Les idées racistes m'intéressent.* » On lui a parlé de l'ex-FANE et de son président Marc Fredriksen, « *un patronyme qui n'est pourtant pas de vieille noblesse* », dira le président. On lui a parlé aussi de M. Le Pen, pour qui il a voté, faute de mieux. Fut-il en ce jour tragique du 11 novembre 1984 un isolé, un autonome. Rien n'a permis en tout cas d'établir une liaison avec un groupement quelconque.

Les psychiatres disent même qu'il n'aurait pas supporté un encadrement quel qu'il fût. Ils ont trouvé un manichéen simpliste allant jusqu'au bout de ses ressentiments pour se fortifier dans un rôle de « *vengeur solitaire* ». Ils ont constaté « *une absence totale de remords* ». Ils ont entendu Frédéric Boulay disserter sur les Japonais, car cet amateur de motos ne prise pas la production nippone : « *Ils travaillent bien, mais on n'a pas besoin des Japonais chez nous. D'ailleurs, leur alliance avec Hitler ne fut que de circonstance.* » Il leur a expliqué encore, que, à son avis, la Wehrmacht, comparée aux SS, ça faisait plutôt désordre. Ils ont été frappés par son acharnement à refouler toute affectivité.

Bilan de tout cela ? « *Une surestimation de soi-même, des réactions de prestance, une rigidité excluant toute remise en question, la certitude d'une omnipotence singulière allant jusqu'à la conviction qu'il pouvait faire ce qu'il fit sans être inquiété.* » Mais le bilan, ce sont aussi ses victimes, ces travailleurs turcs rescapés qui n'en sont pas encore revenus, qui vivaient à Châteaubriant depuis 1973, appelés par un employeur de la ville, sous contrat tout à fait régulier passé avec le consulat, et qui vivaient en paix. Ce sont les veuves des morts. Pour dire leur malheur, leurs mots sont simples et leur ton sans ostentation. Frédéric Boulay n'en a que faire. L'avenir, son avenir, au dire des psychiatres, passe par « *une crise existentielle qu'une psychothérapie n'améliorera pas obligatoirement. Faute de cela, il reste dangereux* ».

Voilà sur quelles données il faut le juger. L'accusation, avec les parties civiles que sont, en la circonstance, le MRAP et l'association Solidarité aux travailleurs immigrés, représentés par MM[es] Joyeux et Jean Danet, ainsi que l'avocat général, M. Jacques Bruneau, ont assurément la part plus belle que les hypothétiques circonstances atténuantes.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Le FMI invite le Mexique à bénéficier d'un prêt de secours

Depuis le tremblement de terre qui a ravagé le pays, le Mexique peut demander au Fonds monétaire international (FMI) à bénéficier d'un prêt d'urgence. Le Fonds lui-même l'aurait proposé aux autorités locales, dès le vendredi 20 septembre, soit le lendemain de la première secousse. D'autres organisations internationales ont fait depuis des propositions similaires : la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement.

On estime que Mexico pourrait obtenir de 300 à 600 millions de droits de tirages spéciaux (1 DTS = 1,05 dollar) du seul FMI.

Par comparaison avec d'autres pays frappés par des catastrophes naturelles, le Nicaragua avait reçu 120 millions de DTS au lendemain du tremblement de terre de 1973, soit 44 % de sa quote-part au Fonds, tandis que la République dominicaine avait obtenu 50 % de sa quote-part, soit 23,25 millions de DTS, après l'ouragan qui l'avait dévastée en 1979.

Les deux parties doivent également négocier les conditions de déblocage de 900 millions de dollars de prêts restant à devoir au Mexique.

Le FMI a précisé que la suspension de ces deux tranches de crédits, révélée par des fuites à la presse le jour même du séisme, n'était pas due à une « décision » de sa part, mais résultait des conditions de l'emprunt : pour obtenir l'ouverture d'une ligne de crédit stand-by de 3,4 milliards de dollars en novembre 1982, le pays s'était engagé à obtenir certains résultats économiques résumés dans un indicateur trimestriel. En juin, l'indicateur révélait que le Mexique, conséquence d'une politique de relance de l'économie et de la baisse des prix du pétrole, s'était écarté de ses objectifs, notamment budgétaires.

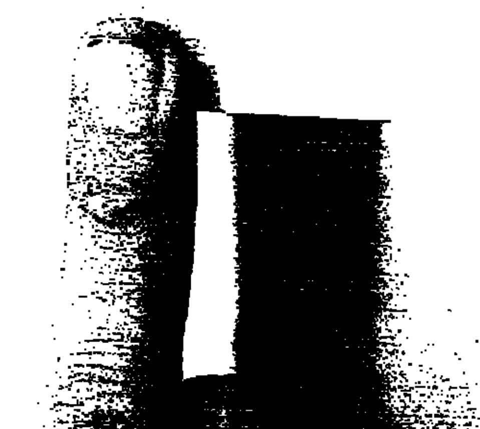
« Le Canard enchaîné » accuse M. Jacques Médecin de contrebande de bijoux

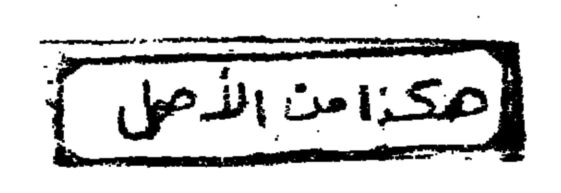
Le Canard enchaîné du 25 septembre accuse M. Jacques Médecin, député des Alpes-Maritimes, maire de Nice (apparenté RPR), d'avoir, au mois de juillet 1984, tenté de passer en contrebande aux Etats-Unis des bijoux d'une valeur de 11 072 dollars. Contrôlé par la douane américaine, M. Médecin aurait dû payer une amende correspondant au double de la valeur des bijoux, soit 174 000 francs. De plus, *le Canard* fait état de démarches commerciales entreprises par le maire de Nice aux Etats-Unis, et notamment du rôle d'intermédiaire joué par M. Médecin entre la mairie de Los Angeles et les Sanisettes Decaux : M. Médecin demandait un pourcentage de 10 % sur la publicité apposée sur les Sanisettes.

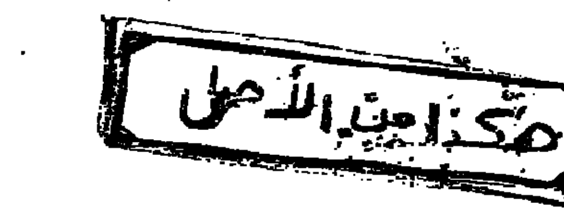
Depuis Nouméa, où il se trouve actuellement, M. Médecin a répondu qu'il poursuivrait *le Canard enchaîné* en justice et a précisé : « *Cette affaire* [des bijoux] *est toute simple et banale, et elle remonte à juillet 1984. J'avais dans mes bagages, en arrivant à Los Angeles un bracelet avec un saphir pour mon épouse et deux montres qui n'étaient pas de grande valeur. La confusion est venue du fait que je suis marié à une Américaine et que je me rends souvent aux Etats-Unis. Le douanier a voulu me considérer comme un résident américain et a établi sur son procès-verbal que j'étais passible d'une amende d'un montant maximum de 22 000 dollars, pour avoir omis de déclarer des objets de valeur soumis à un droit de douane.* »

« *N'étant pas résident américain*, ajoute M. Médecin, *je n'ai eu qu'à produire la facture d'achat de ces objets et à apporter la preuve que je n'étais résident américain ni de droit ni de fait. Et j'ai dû payer des droits simples, pour un montant qui est plus de dix fois inférieur aux chiffres avancés par* le Canard enchaîné. *Mais il n'y a eu ni amende, ni suite, ni poursuite pour une affaire dont je n'ai jamais fait mystère. J'avais même eu l'occasion d'en parler au micro de Radio Baie-des-Anges, comme exemple de la grande rigueur et du fonctionnement du sytème douanier aux Etats-Unis.* »

« *Les deux sociétés de droit américain — et non panaméen dont il* [le Canard] *fait état n'existent pas*, affirme encore M. Médecin. *La première est restée à l'état de projet. Ses statuts n'ont même jamais été déposés. Elle aurait eu pour objet de s'occuper de l'importation aux Etats-Unis de divers matériels français — dont des Sanisettes Decaux, — mais nous n'avons pas poursuivi le projet (...). Quant à la seconde société, elle avait pour but d'importer des techniques françaises électroniques, mais aucune opération n'a été faite, et elle a été dissoute au bout de quelques mois, il y a déjà plus de deux ans.* »







RTL partout!

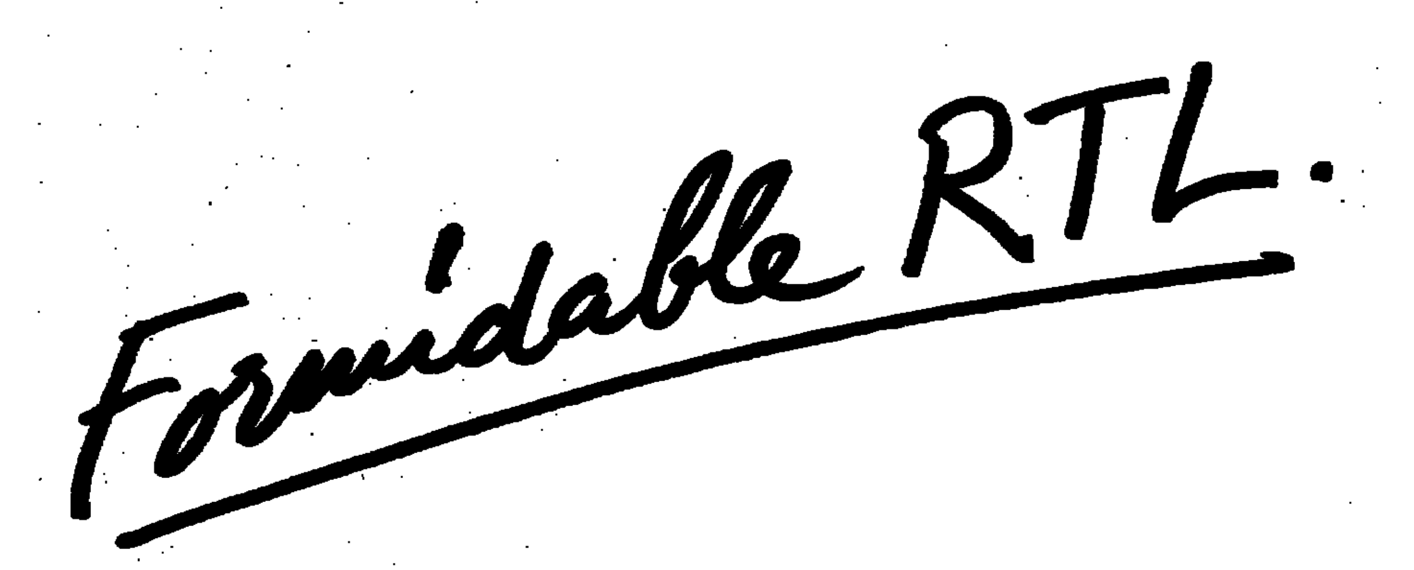
Vendredi 20 septembre, 20 H 30, LENS :
PSG continue son parcours sans faute.
PSG, l'équipe RTL.

Samedi 21 septembre, 20 H 30, BERCY :
Jacques HIGELIN poursuit son triomphe au POPB.
Un spectacle RTL.

Samedi 21 et Dimanche 22 septembre :
"Fête du Cinéma" en France.
Une réussite exceptionnelle soutenue par RTL.

Dimanche 22 septembre, PARIS :
Plus de 100.000 personnes assistent
au grand défilé du 1er Festival International de la Mode.
Un show extraordinaire avec RTL.

Dimanche 22 septembre :
Journée "portes ouvertes" dans tous les monuments historiques de France.
Record absolu avec 1.500.000 visiteurs, grâce à RTL.



INFORMATIONS « SERVICES »

JEUX

LE NOUVEAU LOTO SPORTIF

Un « Totocalcio » à la française

Le Loto sportif, premier concours de pronostics organisé en France, qui avait été arrêté après cinq tirages le 9 juillet dernier, reprend les 25 et 26 septembre avec une formule rénovée : sur 45 tirages, 25 seront consacrés au football en 1986, et, *sur les 27 premiers bulletins* du nouveau jeu, 24 porteront sur le football et les trois autres sur le rugby.

La nouvelle formule est plus simple : les parieurs devront trouver les résultats de rencontres et non plus les nombres de buts ou les classements. La périodicité du jeu est *désormais* hebdomadaire avec validation les mercredis et jeudis ; la mise est de 5 francs au lieu de 12,50 francs, avec la possibilité de jeux multiples sur un bulletin ; et le tirage de hasard est *supprimé...*

La différence est donc infime désormais avec le Totocalcio italien, dont le principe avait été préalablement récusé.

Les cinq premiers tirages avaient *rapporté 20 millions de* francs au mouvement *sportif*, qui reçoit 30 % du montant des enjeux. Sur cette somme, 4 millions étaient revenus au sport de haut niveau et 16 millions aux sports de masse, par l'intermédiaire du Fonds national de développement du sport (FNDS). Selon les estimations du ministère de la jeunesse et des sports, le Loto sportif devrait fournir en 1986, lors des 45 tirages prévus, 300 millions de francs au sport, soit près de 7 millions de francs *en moyenne* par jeu.

LOTO SPORTIF — FOOTBALL VALIDATION 25 et 26 Sept. — N° 6

Equipe 1 gagnante cochez [1]. Résultat nul cochez [N]. Equipe 2 gagnante cochez [2].

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	MARSEILLE	MONACO	1 N 2	9	LAVAL	STRASBOURG	1 N 2
2	AUXERRE	LENS	1 N 2	10	LE HAVRE	METZ	1 N 2
3	NICE	RENNES	1 N 2	11	TOURS	SETE	1 N 2
4	BREST	NANTES	1 N 2	12	LYON	GUEUGNON	1 N 2
5	NANCY	TOULON	1 N 2	13	LE PUY	NIMES	1 N 2
6	PARIS-S.G.	SOCHAUX	1 N 2	14	LORIENT	QUIMPER	1 N 2
7	LILLE	TOULOUSE	1 N 2	15	SEDAN	BEAUVAIS	1 N 2
8	BORDEAUX	BASTIA	1 N 2	16	CAEN	VALENCIENNES	1 N 2

NE COCHEZ QU'UNE SEULE MISE

JEU SIMPLE 5F ☐ 16 lignes à 1 croix

JEU MULTIPLE (Jeu Simple avec au moins 1 Double ou 1 Triple)
1 Double = 1 ligne à 2 croix — 1 Triple = 1 ligne à 3 croix

1 Double	10F ☐	4 Doubles	80F ☐	1 Triple	15F ☐
2 Doubles	20F ☐	5 Doubles	160F ☐	2 Triples	45F ☐
3 Doubles	40F ☐	6 Doubles	320F ☐	3 Triples	135F ☐
1 Double 1 Triple	30F ☐	1 Double 2 Triples	90F ☐	1 Double 3 Triples	270F ☐
2 Doubles 1 Triple	60F ☐	2 Doubles 2 Triples	180F ☐	2 Doubles 3 Triples	540F ☐
3 Doubles 1 Triple	120F ☐	3 Doubles 2 Triples	360F ☐	3 Doubles 3 Triples	1080F ☐

Bulletin n° 1

NOM :
RUE :
CODE : VILLE :

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4061

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II								■	
III						■			
IV			■		■				
V							■		
VI								■	
VII						■			
VIII				■					■
IX		■				■			
X			■					■	
XI		■							

HORIZONTALEMENT

I. Voisine de la morgue, elle donne une sensation de froid. – II. Etat administratif. – III. Honneur ou obligation. Compagnie de gens d'armes. – IV. En haut. Lieu fréquenté par les débauchés. – V. L'ambition des usurpateurs. Plus lourd sur le chemin de l'hiver. – VI. En Micronésie. – VII. Innocente aspiration. Avertisseur de contact. – VIII. Congé d'office. Barre. – IX. On en prend plus avec l'oreille qu'avec la bouche. Terme au sens « propre » du mot. – X. Possessif. On la couronne dans son palais. – XI. Jaune suranné ou bleu toujours à la mode.

VERTICALEMENT

1. Le supplice de la goutte. – 2. Son domaine est réduit ou incom*mensurable*. – 3. Favorise les rapprochements intimes. Peuple thrace. – 4. Au pied d'une botte. Ballade à pieds. – 5. Maréchal de France qui servit deux rois. Non périssable. – 6. Se fête dans l'allégresse tant à la naissance qu'à sa mort. *Il* est généralement vite « retourné ». Négation. – 7. Bien que source de lumière, il n'entre guère dans nos aspirations. On peut leur faire une niche sans qu'ils s'en formalisent. – 8. Comme Brigitte, elle a pour mission de protéger, entre autres, les bardots. Rousse pour un Corse. – 9. Antigrippe. « Article » du « Times ».

Solution du problème n° 4060

Horizontalement

I. Tænia. St. – II. Ambulance. – III. Tôlier. As. – IV. Ouessant. – V. Of. – VI. Naine. Pli. – VII. Elocution. – VIII. Me. Eponge. – IX. Eau. En. Is. – X. Tentées. – XI. Tues. Esse.

Verticalement

1. Tâtonnement. – 2. Amou. Aléa. – 3. Eblé. Io. Ute. – 4. Nuisance. Es. – 5. Iles. Eupen. – 6. Aarau. Tonte. – 7. Pin. Es. – 8. Scatologies. – 9. Tes. Finesse.

GUY BROUTY.

BREF

CONCERT

ANACRÉON. – L'association Musique et spectacle à Lariboisière s'est donné pour but le développement d'une animation musicale et culturelle dans cet hôpital en faveur des malades (externes ou hospitalisés) et du personnel. Elle propose le 26 septembre à 19 h 30 un concert de l'ensemble de musique baroque Anacréon, qui interprètera sur des instruments anciens des œuvres de Telemann, Monteclair, Bernier, Damiel, etc.

★ **Chapelle de l'hôpital Lariboisière, 2, rue Ambroise-Paré, Paris-10e. Prix d'entrée laissé à l'appréciation du public.**

SPORTS

MARCHONS, MARCHONS. – Pour les amateurs de marche, l'Amicale des randonneurs de Paris-Sarcelles (ARPS) organise le dimanche 29 septembre une randonnée de 10, 20 ou 30 kilomètres en circuits fléchés au départ de Sarcelles.

★ **Renseignements et inscriptions : ARPS c/M. et Mme Pelletier, 18, rue H.-Meyer 93200 Sarcelles. Tél. : (3) 992-28-00.**

PTT

PCV : il faut qu'un service soit ouvert ou fermé

Le 17 septembre au matin, le ministre délégué aux PTT, voulant vérifier lui-même que ses consignes étaient bien appliquées, décroche son téléphone. Il compose le 10, demande un PCV et... se voit refuser catégoriquement la communication par une opératrice zélée.

Ignorant qui était son interlocuteur, sans doute lui a-t-elle rappelé que ce service vieux d'un *demi-siècle avait été supprimé* depuis plus de deux semaines en France et dans les DOM-TOM (1). Pourtant, devant les protestations des usagers indignés de voir disparaître une formule qui permettait de téléphoner sans un sou en poche, M. Mexandeau avait demandé à ses services, le 4 septembre dernier, de *« continuer à accueillir le PCV classique tant que les produits de substitution ne seraient pas connus du public »*. Force a donc été pour lui de constater que ses directives étaient appliquées de manière inégale.

Résultat : les usagers ne savent plus à quel saint se vouer. D'autant que les nouvelles conditions d'accès à ce service ont été mal définies : pour pouvoir encore obtenir le PCV, il faut, expliquent très laconiquement les opérateurs, appeler d'une cabine *« sans cloche »* (non appelable) ou justifier de son appel par des *« circonstances exceptionnelles »*. A chacun ensuite de se débrouiller !

Devant de telles réponses, les usagers ont reculé, et le trafic PCV a été réduit des trois quarts depuis le début du mois de septembre, selon les PTT. Mais les produits de substitution, pourtant plus rapides et moins coûteux grâce à l'automatisation, n'ont pas su pour autant recueillir les suffrages du public. La généralisation du numéro vert, qui permet à une société de disposer d'un numéro d'appel particulier accessible gratuitement, peut certes satisfaire les entreprises (1/3 des utilisateurs, 2/3 du trafic PCV). Mais les différents systèmes de « carte téléphone » (Carte télécom, *Télécarte*, *Carte vacances*) (2) ne constituent pas, il est vrai, une formule de remplacement valable, puisqu'ils nécessitent un abonnement préalable. Restent les « cabines à cloche », *le système le plus proche du PCV*, car il permet de demander à son correspondant de rappeler au numéro indiqué dans ladite cabine. Mais sur 170 000 cabines en France, 5 000 attendent encore d'être équipées. *Le délai* accordé par le ministre des PTT pour la suppression du PCV permet pour l'instant de pallier ce retard.

Malgré ce sursis, et bien qu'aucune date précise n'ait été fixée, le PCV est condamné à disparaître à plus ou moins long terme. Depuis plusieurs années, ce secteur enregistrait en effet un déficit croissant (100 millions de francs en 1984). Le prix payé par l'usager étant inférieur au coût de revient du PCV, qui nécessite l'intervention d'un opérateur et une chaîne de gestion complexe pour répercuter la communication sur la bonne facture.

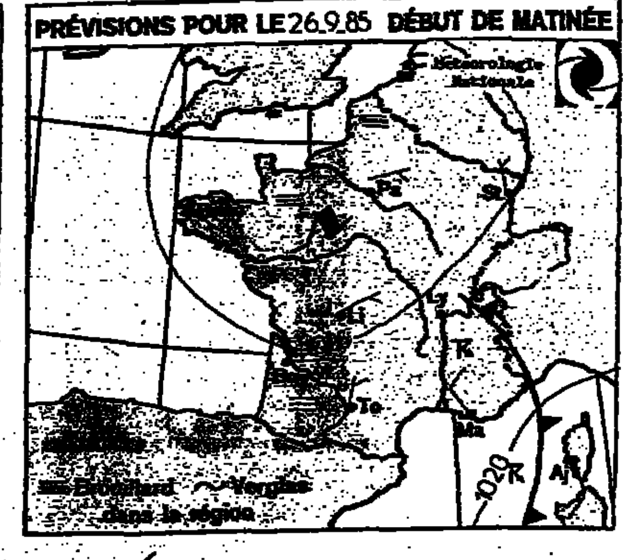
D'autre part, la baisse régulière des utilisateurs (8,1 millions de communications en 1983, 7,9 en *1984, et seulement 3,1 pour les* six premiers mois de l'année 1985) a convaincu la direction générale des télécommunications que le moment était venu de remplacer ce vieux service peu renta*ble par des équipements plus* modernes. Mais, devant le mécontentement manifeste des usagers, M. Mexandeau paraît maintenant décidé à laisser mourir le PCV de sa belle mort, plutôt que de le condamner *brutalement*.

(1) Le PCV international est, quant à lui, maintenu jusqu'à nouvel ordre.

(2) La Carte télécom fonctionne comme une carte de crédit et assure un paiement différé. La Carte vacances est plus particulièrement destinée aux enfants. Elle permet d'appeler sans payer trois numéros *préalablement définis*, le prix de la communication étant ensuite répercuté sur la facture des parents. La Télécarte s'utilise dans les publiphones où elle remplace la monnaie.

MÉTÉOROLOGIE





Front quasi stationnaire — Front chaud — Front froid — ////// Pluie — ☰ Brouillard — ∾ Verglas — ✳ Neige — Averses — Vent fort — Occlusion

Evolution probable du temps en France, entre le mercredi 25 septembre à 0 heure et le jeudi 26 septembre à 24 heures.

La situation restera anticyclonique, le pays ayant été frôlé par les nuages d'un front sur les frontières du Nord et peu touché par de l'instabilité orageuse dans le Sud.

PRÉVISION. – Jeudi, celle-ci concernera, le matin, la Côte d'Azur et la Corse ; l'après-midi et le soir, la Corse seulement. Les nuages rivalisant avec les éclaircies donneront lieu à quelques orages de faible activité pluvieuse.

Sur les Alpes, la vallée du Rhône et le Languedoc, la matinée sera nuageuse, puis le soleil dominera.

Ailleurs, on trouvera des brouillards le matin. Après leur dissipation, tardive en matinée sur les régions côtières seulement, le temps sera à nouveau bien ensoleillé.

Les températures minimales, généralement supérieures aux normales, seront de l'ordre de 18 degrés en Méditerranée. Ailleurs, elles seront comprises entre 8 degrés et 12 degrés à l'intérieur, 13 degrés et 16 degrés près des côtes de la Manche et de l'Atlantique.

Les maxima, élevés pour la saison également, atteindront 20 degrés à 25 degrés en moitié nord, 22 degrés à 24 degrés sur les côtes atlantiques, 25 degrés à 28 degrés en moitié sud.

Les vents seront faibles à modérés.

Températures (le premier chiffre *indique le maximum enregistré* dans la journée du 24 septembre, le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 septembre) : Ajaccio, 28 et 13 degrés ; Biarritz, 23 et 18 ; Bordeaux, 30 et 15 ; Bréhat, 19 et 16 ; Brest, 20 et 14 ; Cannes, 24 et 16 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 31 et 13 ; Dijon, 28 et 12 ; Dinard, 20 et 13 ; Embrun, 27 et 11 ; Grenoble-St-M.-H., 28 et 11 ; Grenoble-St-Geoirs, 28 et 13 ; La Rochelle, 28 et 17 ; Lille, 20 et 10 ; Limoges, 29 et 14 ; Lorient, 19 et 12 ; Lyon, 29 et 12 ; Marseille-Marignane, 27 et 15 ; Menton, 24 et 16 ; Nancy, 25 et 10 ; Nantes, 28 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 17 ; Nice-Ville, 25 (maxi) ; Paris-Montsouris, 24 et 15 ; Paris-Orly, 24 et 14 ; Pau, 28 et 17 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 26 et 12 ; Rouen, 20 et 12 ; Saint-Etienne, 30 et 11 ; Strasbourg, 25 et 12 ; Toulouse, 30 et 18 ; Tours, 28 et 15.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 18 degrés ; Genève, 27 et 10 ; Lisbonne, 26 et 18 ; Londres, 19 et 13 ; Madrid, 30 et 13 ; Rome, 27 et 14 ; Stockholm, 12 et 0.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du mercredi 25 septembre :

DES DÉCRETS

● Portant création du Conseil national des langues et cultures régionales.

● Portant incorporation au code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code.

● Créant sur les céréales et le riz une taxe parafiscale au profit de l'Association nationale pour le développement agricole.

UN ARRÊTÉ

● Portant délivrance du diplôme d'expertise comptable (sessions de 1984).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

« L'Opéra », 14 h 30, dans le hall, D. Bouchard.

« Gustave Doré et la peinture religieuse monumentale », 15 h 30, Petit Palais, G. Caneri.

« Le quartier Saint-André-des-Arts », 15 heures, fontaine Saint-Michel, P.-Y. Jaslet.

« Rues et maisons du Moyen-Age de Saint-Séverin », 14 h 30, façade Saint-Séverin (Paris pittoresque et insolite).

« Christo emballe le Pont-Neuf, problèmes techniques et conception artistique », 17 heures, sortie métro Pont-Neuf, tél. (1) 549-25-81 IDEA 5.

« Tout le faste du Second Empire dans les salons de l'Opéra, le salon Garnier au Grand Hôtel », 13 heures et 15 h 30, hall d'entrée, C.-A. Messer.

« Couvents secrets, jardins en cage, souvenir du *Père Goriot* et des *Misérables* autour de Saint-Médard », 15 heures, métro Censier-Daubenton, Paris et son histoire.

« Chapelles souterraines dans le quartier des Halles », 15 h 30, angle rues des Halles et des Déchargeurs, Paris et son histoire.

« Notre-Dame de Paris. Du passage des grands alchimistes à la Rose-Croix de 1622. Les ateliers supérieurs de la franc-maçonnerie, le secret des armoiries de Paris », 15 heures, métro Cité, I. Hauller.

« La place des Vosges inconnue, ses habitants, ses fêtes, ses lieux secrets », 14 h 15, 1, place des Vosges, M. Banassat.

« Hôtels du Marais (nord) », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (sortie Lobau), G. Botteau.

« Hôtels île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie, les Flaneries.

« Le vieux Belleville et ses jardins », 14 h 30, sortie métro Télégraphe, Résurrection du passé.

CONFÉRENCES

11 *bis*, rue Keppler, 20 h 15 : « A la recherche des maîtres spirituels ».

TOURISME

Heureusement, le dollar...

Rentrée aussi pour la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative, qui vient de présenter le bilan de la saison estivale. Une météo détestable au Nord a rendu le sourire au Sud, malmené l'été dernier, où le soleil a brillé. La Provence, la Côte d'Azur, le Languedoc-Roussillon, la Corse et l'Aquitaine ont, en effet, connu une bonne fréquentation. A ce propos, notre correspondant à Bayonne nous signale que les professionnels du tourisme basque sont satisfait. La saison a été excellente et les hôtels de luxe affichent complet jusqu'à la mi-octobre.

Pour ces offices – ils sont deux mille sept cent cinquante répartis sur tout le territoire, – cet été 1985 confirme également la tendance observée ces dernières années. Les séjours ont été plus courts, la nourriture frugale et les hébergements nombreux chez des amis ou dans la famille. Les gîtes ruraux, l'accueil à la ferme et la toile de tente continuent leur progression. Bref, on serre les cordons de la bourse. Une saison *« médiocre »* donc pour l'hôtellerie, qui annonce une baisse de 10 % de la clientèle dans ses établissements.

Saison *« moyenne »* aussi chez les agents de voyages, qui assurent le départ en vacances d'environ 8 % des Français. Pour M. Georges Toromanof, président du SNAV (Syndicat national des agents de voyages), le chiffre d'affaires imputable à la vente des programmes de voyages et de séjours touristiques a progressé de 6 à 10 %, un chiffre à peine supérieur à l'augmentation du taux de l'inflation. Le bassin méditerranéen est de loin la destination favorite des Français. Pour les long-courriers, l'Asie du Sud-Est précède l'Amérique du Nord, dont la situation est identique à celle de 1984.

La France, elle, a toujours le vent en poupe. La fréquentation des touristes étrangers est en très nette augmentation. Outre les Américains (en hausse de 15 %), qui ont profité d'un dollar fort, les offices de tourisme et syndicats d'initiative ont remarqué la présence de nombreux Britanniques, Allemands (Midi-Pyrénées et Paris), Italiens (Corse, Provence, Côte d'Azur et Auvergne). Enfin, certains offices notent l'arrivée de visiteurs jusqu'ici inconnus : des Danois, des Canadiens, des Suédois, quelques Hongrois et des Australiens, qui ont visité la Bretagne du Nord. Les Américains aiment toujours Paris (38 % des visiteurs) et les Hollandais possèdent la palme de l'éclectisme : ils campent partout.

Les professionnels estiment donc que les prévisions de M. Michel Crépeau, ministre du tourisme, seront confirmées. Le maire de La Rochelle avait, en effet, annoncé au début de l'été que le « record » de la balance touristique (27,7 milliards de francs d'excédent en 1984) serait battu. Un bon résultat qui donne à l'Hexagone un côté Espagne des années 60.

JEAN PERRIN.

ÉCHECS

LE CHAMPIONNAT DU MONDE

Le pion qui ne passe pas

Aimez-vous la variante Tartakover du gambit de la dame ? Karpov et Kasparov, eux, l'adorent. Après l'avoir jouée plusieurs fois, avec les Blancs comme avec les Noirs, dans leur première rencontre, en ne faisant que des nulles ; ils ont « remis ça » mardi dans la huitième partie du championnat du monde.

Comme des automates, ils ont rejoué les mêmes quinze premiers coups de la 39e partie du match annulé. On se doutait bien qu'il y aurait une nouveauté. C'est Karpov qui l'a présentée : 16-Dd3 au lieu de Dç2. Et alors ? Alors, il s'ensuivit une série d'échanges bien calculés qui permirent au champion du monde de gagner un pion. Pion que Kasparov donna plutôt à Karpov, préférant sa perte à une défense passive.

La finale, avec un matériel réduit, ressembla à un combat d'affamés pour une arête de poisson : Karpov ne lâchait pas le pion, Kasparov l'empêchait de l'avaler, c'est-à-dire d'*aller* à dame. Au *41e coup*, le challenger ajournait cette partie exaspérante dans une position que la majorité des experts considéraient comme nulle. Les analyses de la nuit l'ont confirmé, et les deux joueurs n'ont pas repris le jeu ce mercredi. Karpov a donc gardé son pion... et son point d'avance (4,5-3,5). Neuvième partie jeudi.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Huitième partie
Gambit de la Dame
Variante Tartakover

1.	d4	d5	22.	Dxç5	Cxç5
2.	ç4	é6	23.	h3	Cé4
3.	Cç3	Fé7	24.	Txd5	Tb1+
4.	Cf3	Cf6	25.	Rh2	Cxf2
5.	Fg5	h6	26.	Td8+	Rh7
6.	Fh4	0-0	27.	Td7	a5
7.	é3	b6	28.	Txf7	Tb2
8.	Fxf6	Fxf6	29.	a4	Cd1
9.	çxd5	éxd5	30.	Té7	Tb4
10.	b4	Fb7	31.	Cd4	Cxé3
11.	Fé2	ç5	32.	Cç6	Tç4
12.	bxç5	bxç5	33.	Txé3	Txç6
13.	Tb1	Fç6	34.	Té5	Tç3
14.	0-0	Cd7	35.	Txa5	Ta3
15.	Fb5	Dç7	36.	h4	Rg6
16.	Dd3	Tfd8	37.	g4	Rf6
17.	Tfd1	Tab8	38.	Tf5+	Ré6
18.	Fxç6	Dxç6	39.	Tf4	g5
19.	Txb8	Txb8	40.	hxg5	hxg5
20.	dxç5	Fxç3	41.	Tb4	Ajourn.
21.	Dxç3	Dxç5			

Position à l'ajournement :
BLANCS : Rh2, Tb4, Pa4 et g4 ;
NOIRS : Ré6, Ta3, Pg5.





Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Picasso pour tous

Les richesses de l'hôtel Salé sont déployées sur trois étages. Des peintures, toutes les sculptures, des collages, des reliefs, des dessins, des gravures, de grandes et petites choses pour comprendre Picasso, ou le revisiter.

LE MOUTON, L'ORANGE ET LA FLUTE DE PAN

DÈS l'entrée, une fois traversée la grande cour d'honneur, on sait que Picasso est à sa place dans la noble demeure du temps de Louis XIV. Qu'il est chez lui. On croirait même qu'il a toujours été là. Il vous reçoit tout naturellement. N'a-il pas vécu et travaillé dans des demeures d'un esprit proche de celui de l'hôtel Salé ? Il vous accueille comme il faut, à la fois grave et amusé, figue et raisin, mouton et orange, pour être plus juste.

Grave, le bronze de *l'Homme au mouton* de 1943, dans la tradition de la sculpture à l'antique, placé en bas du grand escalier dont on subit l'irrésistible ascendant. Ce qui permet à l'œil errant vers les hauteurs et leur riche décor de capter les rondeurs brunes des plantureuses et très helléniques *Femmes à la fontaine*, une grande sanguine sur toile de 1921. Non sans avoir remarqué la lanterne blanche de tiges et de feuilles signée Diego Giacometti, mort trop tôt cet été (à moins que ce ne soit le musée qui ait ouvert trop tard) pour pouvoir vérifier le bel effet de ses lustres alliés aux stucs chaque fois que les plafonds anciens ont pu être sauvés. De Giacometti encore, les chaises, les banquettes et les tables basses disposées un peu partout pour le repos des visiteurs, qui en auront bien besoin.



« La danse villageoise » (1922).

On a cité le mouton, reste l'orange, l'autre offrande, celle que tient la femme en bronze de 1943, placé dans l'escalier, aussi (peu) innocente qu'une *Eve à la pomme*, dans une version habillée à partir d'un moule à gâteau, de carton gaufré et de grillage. Deux *Têtes* toutes en nez de Marie-Thérèse, plâtre et bronze, du début des années 30, complètent cette entrée en matière vouée à la forme sculptée et au lien de connivence que l'œuvre de Picasso entretient avec l'histoire de l'art. C'est spendide.

On l'a dit, le grand escalier appelle la montée. La visite des collections commence donc au premier, à l'étage noble comme on disait autrefois, où l'enfilade des pièces aux volumes restitués nous mène de 1901 et des débuts bleus et roses (pas si bleus, pas si roses) à Paris, jusqu'à la fin des années 20, et en marge du surréalisme. Entre-temps, il y aura eu l'épisode du cubisme et celui de sa remise en question, ainsi qu'une présentation d'un choix d'œuvres de la donation : des tableaux de Matisse, de Cézanne, de Derain, du douanier Rousseau, que Picasso avait acquises et qui sont venues rejoindre les Picasso de la dation, dont certains leur font directement écho. Parmi ces œuvres : la *Nature morte à l'orange*, de 1912-1913, une très grande œuvre de Matisse, l'ami, le rival, le complice (bien plus que Braque).

Après la visite du premier étage, on peut choisir l'« option longue » et monter par une rampe au second étage où est accroché le reste de la donation : Corot, Le Nain (vrai ou faux) Modigliani... et où sont installées les salles d'expositions temporaires : avec pour commencer une soixantaine de dessins de Picasso cubiste (dont une série étonnante de fumeurs accoudés à une table), qui méritent à eux seuls le déplacement à l'hôtel Salé. On peut aussi prendre l'« option courte » et descendre directement au rez-de-chaussée (en passant ou non par les salles de gravures) pour retrouver peintures et sculptures des années 30, et gagner le jardin de sculptures, serre chaude que l'on découvre d'ailleurs grâce à une grande baie vitrée, depuis la cour, la billetterie et la cafétéria. L'idée de pouvoir prendre un pot dans le voisinage de la tête en périscope de la *Femme à la poussette* et ses incroyables roues a quelque chose de très réjouissant.

Après le jardin de sculptures, c'est la descente au sous-sol, dont les salles aux belles voûtes d'arêtes regroupent des œuvres de la période de *Guernica*, de la guerre, jusqu'au milieu des années 50, la céramique, les essais littéraires et poétiques. Le parcours s'achève avec la remontée à la lumière du jour, à la couleur, dans deux vastes salles du rez-de-chaussée, côté jardin de l'hôtel, où ont été placées d'autres sculptures : le groupe des *Baigneurs*, de 1956, et le monument à Apollinaire, réalisé pour le musée à partir de la maquette de 1928, qui figure dans les collections.

Un parcours chronologique rigoureux aux articulations souples, de façon à ne pas éparpiller des ensembles cohérents sans équivalents dans d'autres musées, de façon à maintenir un dialogue constant entre les peintures, les sculptures et les dessins, tel est le principe qui a réglé l'accrochage de la formidable collection, mise en valeur avec beaucoup d'intelligence et de finesse du début jusqu'à la fin. Un accrochage qui éclaire ce qu'il faut, met en évidence les chefs-d'œuvre (il y en a plus d'un reconnu depuis longtemps, ou qui reste à découvrir) et les œuvres-clés, nous restitue à travers des petites choses le processus créateur et la dynamique de l'œuvre, dans ses devenirs changeants, dans la diversité des styles et des formes, permet de mesurer combien ce qui d'abord peut être perçu comme une rupture ici était inscrit là, en attente depuis longtemps. Ce dont on ne se rend sans doute pas compte en une seule visite. Au musée Picasso, il faut revenir plusieurs fois.

L'itinéraire est passionnant, plein de surprises, plein de tout ce qu'il faut pour comprendre Picasso, le relire, et peut être même bénéficier à travers lui de la meilleure approche qui puisse se faire de l'art du vingtième siècle, comme le pense Dominique Bozo, à qui l'on doit cette réussite.

Ce qu'il faut pour comprendre Picasso et le cubisme, on le trouve dès les premières salles où, non loin de l'*Autoportrait* sauvage de 1906, la quasi-totalité des études existantes et les carnets de dessins pour *les Demoiselles d'Avignon*, est exposée, à défaut du grand tableau (qui est au Musée d'art moderne de New-York et qui viendra en 1987 à l'hôtel Salé). Tandis que dans des vitrines masques et poteaux de faîtage que Picasso avait à l'atelier rappellent la référence à l'art primitif, *via* Gauguin peut-être, comme le suggèrent les bois sculptés de 1907 et le *Miroir* aux trois femmes.

Quant aux surprises, elles sont nombreuses dans ce secteur, bien que la plupart des grandes œuvres cubistes soient ailleurs, parfois très loin. C'est, après avoir jubilé de retrouver la célèbre *Nature morte à la chaise cannée*, premier collage, premier ready-made (1912), par exemple, la découverte du petit cabinet dérobé où sont réunis les collages et toutes les *constructions* de bouts de ficelle, de bois, de cartons, de tôle, de 1912 à 1916, dont on ne se lasse pas de découvrir les merveilles d'inventions formelles.

Ce qu'il faut pour comprendre le Picasso de la période dite « classique » de l'après-guerre est là aussi, avec des œuvres peu connues, peu étudiées, comme *la Lecture de la lettre*, *la Source*, face à *la Flûte de Pan*, de 1923, un des sommets de la collection, une œuvre que Picasso a toujours refusé de vendre, et qui est beaucoup trop pleine d'absolue sérénité pour qu'on n'attende pas dans la foulée un grand remue-ménage. *Le Baiser*, de 1925, féroce et convulsif, alliance de procédés cubistes et de veine surréaliste en est un formidable exemple, tandis que le *Grand nu au fauteuil rouge*, de 1929, quelque chose comme la version molle de *la Danse* de la Tate Gallery de Londres, ferme la perspective du premier étage, placé en vis-à-vis, lointain (et proche — pour la couleur), de *Mère et enfant*, de 1907. De ces propositions de lectures, de ces pistes défiant la chronologie, il y en a beaucoup, et c'est très amusant.

« Femme à l'orange » (Bronze 1943).

On ne peut évidemment pas faire l'inventaire de toutes les salles, mais il faut souligner que, pour la période de l'entre-deux-guerres la collection est forte, qui peu à peu nous plonge dans les profondeurs de la minitauromachie, nous permet de découvrir *la Crucifixion* (1930), un tableau pas très grand aux couleurs de peintures catalanes, ouvrant le chemin de *Guernica*. On peut découvrir aussi Picasso sculpteur à Boisgeloup, les peintures et les rondes-bosses des *Femmes au bord de la mer*, opulentes comme des Renoir, et le très grand papier collé des *Femmes à leur toilette* (1938), qui a sa salle pour lui tout seul, avec gradins où s'asseoir pour méditer la leçon de cette « vanité » en morceaux de papier peints, coupés ou déchirés (c'est un carton de tapisserie, très littéralement), où l'image de la belle en son miroir prend une tournure arcimboldesque, ou goyesque (au choix), le Goya de *Hasta la muerte*.

Les femmes, les muses, l'amour, la création, la mort, la guerre, le quotidien et l'histoire, Dora Maar et Marie-Thérèse, Marie-Thérèse et Dora Maar, la guerre d'Espagne, *Songes et mensonges de Franco*, les enfants, *Maya à la poupée*, avec ses petites tresses, une *Femme qui pleure*, un *Chat saisissant un oiseau*, des têtes de femmes grises, une *Tête de taureau* (selle plus guidon de vélo). De Guernica à la guerre, de la guerre à la libération, le sous-sol pour montrer le grand dialogue entre terreur et tendresse a été bien choisi. Là encore on trouve des œuvres importantes, comme on en trouvera pour ponctuer les dernières salles de la période de Cannes, de Vauvenargues et de Mougins, qui tournent un peu court cependant, malgré *l'Atelier de la Californie* (1956), et *le Déjeuner sur l'herbe* (1960).

Mais ce n'est pas grave, on a assez à voir. Côté Picasso chercheur (qui ne trouve peut-être pas toujours) et côté Picasso sentimental, intime, les deux pôles entre lesquels chacun peut être tenté de reconnaître le sien en visitant l'hôtel Salé, le dernier grand atelier de Picasso, où historiens d'art et exégètes, comme le grand public, n'ont pas fini de défiler.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Les collections comportent : les œuvres de la dation : 203 peintures, 158 sculptures, 16 papiers collés, 29 tableaux-reliefs, 88 céramiques, plus de 3 000 dessins et gravures ; les œuvres de la donation : 60 peintures et œuvres graphiques de Cézanne, Le Douanier Rousseau, Matisse, Renoir, Degas, Balthus, ayant appartenu à Picasso ; des enrichissements récents, dons, legs et achats ; ainsi que des dépôts du Musée national d'art moderne.

★ Musée Picasso, hôtel Salé, 5, rue de Thorigny. A partir du 28 septembre, tous les jours sauf mardi de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Demi-tarif : 8 F.

JEAN CASSOU : « ONZE TOILES, ÇA VA ? »

Essayiste, poète, romancier, Compagnon de la Libération, Jean Cassou est un homme d'action et de passion. A la Libération, il crée le Musée national d'art moderne où il allait, le premier, accueillir des toiles de Picasso.

« PENDANT près de trente ans, j'ai vu et revu Picasso. Du temps où il sortait de la misère jusqu'à ce que la gloire le rattrape. Des rapports qui ne sont pas descriptibles. Emouvants. Presque toujours délirants. On s'embrassait, on se prenait par les mains. Une comédie humaine.

» Pendant le premier hiver de l'Occupation, Picasso avait l'atelier des Grands-Augustins. Il y avait là les gens les plus divers qui l'attendaient, dès le matin. Picasso était dans la salle de bains. Il se rasait, et, pendant ce temps-là, les gens attendaient. C'étaient des princesses hindoues, des philosophes chinois, des Russes blancs, des francs-tireurs. Picasso hébergeait un juif qui avait débarqué avec son perroquet. Et tous ces gens qui attendaient parlaient ensemble, avec leurs langages, leurs accents. Parmi les plus extravagants, il y avait Ortiz de Sarate, le plus vieux des montparnos. Quelle gueule il avait ! Dans la rue, on l'arrêtait régulièrement. *« On me dit que je suis juif. »* Pour prouver qu'il ne l'était pas, il baissait son pantalon. Ce qu'il faisait dans l'atelier de Picasso : *« C'est la preuve que je ne suis pas juif, non ? »* La milice le laissait partir.

» Picasso était parfaitement à l'aise dans cette ambiance-là. Sabartés m'avait prévenu : *« Et il y a des hiboux ! »* Et Picasso parlait à ses hiboux qui volaient dans l'atelier. Il les faisait poser. Et il dessinait. Et il peignait.

» Un jour, il m'a accompagné jusqu'à la rue. Il voulait me parler seul. Il soupira : *« Le pire, dans cette guerre, c'est qu'elle vous oblige à vivre avec des fous ! »* La complicité, la connivence — cet accord secret, — lui était très cher.

» A la Libération, lorsque j'ai créé le Musée national d'art moderne, Picasso était à la tête de cette révolution avec moi. Car la création d'un musée national d'art moderne était une révolution. On présentait les œuvres de notre temps au grand public. Fini le musée du Luxembourg, qui tombait dans l'oubli, dans l'ordure.

» J'avais demandé six mois pour faire des achats rapidement. Des achats très importants. Très précis. Je les faisais avec les artistes eux-mêmes. Pour pouvoir, dès l'ouverture du musée, présenter l'itinéraire même de l'art moderne. On parlait du musée Cassou...

» Un matin, Picasso m'a téléphoné : *« Venez demain à 11 heures. Je vous prépare quelque chose. »* Le lendemain, à 11 heures, dans son atelier, il y avait des toiles posées contre les murs, les meubles, couchées par terre. C'étaient des toiles de toutes ses époques. Comme *la Cafetière bleue* qui était là. Des toiles auxquelles il tenait, qu'il avait gardées pour lui, refusé de vendre. *« Je vous donne ça. »* Il les compta. *« Il y en a onze. Ça va ? Ce n'est pas trop ? »* Que j'étais heureux !

» C'est comme ça que j'ai eu onze Picasso. C'est comme ça que les onze premières toiles de Picasso sont entrées au Musée national d'art moderne.

» Le musée a été inauguré par Georges Salles, alors directeur des musées de France, et Jacques Jaujard, directeur des Beaux-Arts. Dans son discours, lors de l'inauguration, Pierre Bourdan, qui était le premier ministre de la culture du général de Gaulle, qui avait été l'une des voix de Londres — « Les Français parlent aux Français », à nous qui étions de ce côté-ci de la Manche, dans le vert de gris, — a déclaré : *« Aujourd'hui cesse le divorce entre l'Etat et le génie. Nous le devons à Jean Cassou. »*

» Picasso revenait sans cesse voir ses toiles au musée. Il venait voir où je les mettais. Il venait pour les accrochages. Les toiles étaient couchées par terre. Il les changeait de place. Il découvrait de nouveaux rapports entre elles. Il en discutait avec moi comme avec le gardien. Et, chaque fois, il découvrait d'autres façons d'en parler. Picasso adorait parler. Il était très « oratoire », vocal. Il avait besoin d'un tiers pour discuter. Pour discuter comme ça — des propos rigolos, drôles, absurdes. C'étaient des conversations comme au marché de Malaga, des gaudrioles très espagnoles, des *repentes* — comment traduire cela ? — c'étaient des non-sens, des coq-à-l'âne. Et, le lendemain, ce n'était pas la même chose en face de la même toile.

» Il était bavard, comme il était manuel, et il tripotait toujours quelque chose. Un bout de terre à modeler. Il posait une petite sculpture à peine achevée sur la table. Et il la reprenait. Ça devenait autre chose. Comme il dessinait sans arrêt. Sur la carte, au restaurant. Il parlait. Des balivernes. Mais quelle verve ! C'était la suprême séduction de Picasso. On restait là, bouche bée, imbécile. Je lui disais parfois : *« Ne faites pas l'Espagnol, pas à moi, Picasso ! »* Il riait. Il passait à autre chose. Et il recommençait. Il parlait par collages.

» Les commentaires de ses œuvres ne permettaient pas de visites guidées. Ses commentaires étaient l'ambiguïté même. C'est-à-dire que la chose dite sous-entendait autre chose que ce que l'on entendait. Et ça, tout de suite. Et ce quelque chose devenait autre chose. C'était un enchantement. Mais pas de ces enchantements qui rendent prisonnier... »

Propos recueillis par
PASCAL BONAFOUX

Bob Wilson

« KNEE PLAYS », DE L'ARBRE A LA MER

Par le magicien de l'image théâtrale, à Bobigny, un voyage en treize tableaux. Avec une découverte, la très orientale danseuse Suzushi Hanayagi.

UN homme dort dans un arbre, dessous un lion attend : premier tableau des *Knee Plays*, spectacle de Bob Wilson, créé à Francfort pour le Festival Theater der Welt, avant de venir à la maison de la culture de Bobigny, du 26 septembre au 3 octobre, puis de partir pour Venise et Madrid.

C'est un spectacle de Bob Wilson, alors l'homme n'est pas un homme, mais une marionnette de métal doré, manipulée par des servants blancs en cagoule. Le lion est une Japonaise agenouillée, perdue dans une tunique. L'arbre est une construction de bois peint en blanc en forme de croix.

« Un arbre est plus grand quand il est à terre »... C'est le sous-titre de *Civil WarS*, cet opéra mondial en cinq parties, chacune étant créée dans un pays différent, et dont l'ensemble devait être le clou du Festival des Arts aux Jeux olympiques de Los Angeles 1984. Le comité des Jeux et la ville ont reculé devant le coût de l'opération. Bob Wilson n'a pas pardonné, il ne s'est pas résigné. Il est allé au Texas trouver des Ewing mécènes. Les *Knee Plays*, dont une première version a été présentée à Minneapolis, sont les pièces qui devaient s'intercaler entre les cinq actes de *Civil WarS*, et permettre les changements de décor. Cette forme avait déjà été utilisée dans *Einstein on the Beach*.

Knee Plays. Knee, genou, *« articulation entre la cuisse et le mollet »*, précise Bob Wilson. En attendant de pouvoir réaliser son rêve démesuré. Devant un cyclo blanc (1) et sur un plateau lisse, Bob Wilson réunit les *Knee Plays* en treize tableaux, qui sont le voyage de l'arbre, dont on fait un bateau qui emmène l'amiral Perry au Japon. Le bateau sombre, on le retrouve dans la « jungle tropicale ». On s'en sert pour fabriquer une bibliothèque. Un homme, dont la tête est un masque plein, blanc, aux joues poupines, se plonge dans un livre d'où sort l'arbre... Simple et mystérieux comme ces chansons très anciennes dont on ne connaît plus le sens et qui ressemblent à des conversations avec des fées équivoques, où l'on parle de manger les enfants sages.

Puisque c'est un spectacle de Bob Wilson, le bateau, comme l'arbre, est une silhouette à la *manière d'un dessin d'enfant* — les dessins de Bob Wilson, — construite en cadres de bois de couleur blanche, qui s'emboîtent. Quand le bateau s'en va en mer, les servants, vêtus de blanc mais sans cagoule, le font glisser sur un praticable qui avance sur des rails. Quand le bateau sombre, le cyclo devient un écran sur lequel sont projetées successivement des *silhouettes qui le reproduisent*. Elles sont de plus en plus petites, descendent de plus en plus bas, jusqu'à cette vision miniaturisée qui se dissout dans le plancher lisse.

De la manière la plus aiguë, les *Knee Plays* appartiennent à la magie de Bob Wilson, pourtant sans flamboiements spectaculaires, dans le plus intime de la simplicité — *« la chose,* dit-il, *la plus difficile à réaliser »*. C'est vrai, sans aucun doute, car la perfection doit être, dans le plus infime mouvement, et le moindre *décelage fait l'effet d'une* tache sale.

Naturellement, puisque c'est un spectacle de Bob Wilson, *les* images merveilleuses ne sont pas absentes — le naufrage, la chute de l'arbre, elle aussi en projections successives *: les deux rectangles* perpendiculaires *s'inclinent*, les lignes se dédoublent fugitivement comme si on les regardait en louchant, juste un instant. *Par* à-coups lents, ces reflets immatériels et nets se disjoignent, se dispersent et dansent sur le ciel de l'écran, et c'est comme si on voyait l'éclosion d'une fleur, l'explosion au ralenti d'un volcan silencieux. Dans le dépouillement ou dans la magnificence, la marque de Bob Wilson, c'est sa manière de distendre l'espace, d'en faire un élément *subtil, d'oublier les lois de la gra*vité et de l'équilibre.

Ici, dans cet univers lumineux peuplé de formes qui entourent le vide et le « géométrisent », l'éva*nescence* est *d'autant* mieux ressentie que, en contrepoint, il y a Suzushi Hanayagi. Elle est japonaise, danseuse *et* chorégraphe. *« Elle est un génie »*, dit Bob Wilson ; il faudrait trouver un autre mot, car, pour une fois, c'est réel, indéniable.

Au Japon, Suzushi Hanayagi a étudié le nô, et c'était dur, car les femmes en sont traditionnellement exclues. Elle est allée à New-York. Bob Wilson l'a rencontrée, a été obnubilé par sa technique, d'abord. Surtout par une façon d'être debout, par la densité élastique du corps dissimulé sous des robes droites en ville, et, en scène, sous des drapés. Elle est prodigieuse à voir, visage lunaire immobilisé à l'écoute d'un silence qui vient de l'intérieur, *déplacements saccadés des poi*gnets, des bras, coudes en voie de désarticulation, glissement latéral des pieds, soudaine tension du cou, quelques bonds invraisemblablement souples et une indéracinable adhésion au sol.

Pourtant, elle est trapue. Elle est carrée et légère : un tronc d'arbre qui se laisse balancer sur un torrent, puis s'arrête, indifférent aux tractions du courant, un dauphin surgi de la haute mer et qui se courbe.

Pour accompagner cette extrême orientalité, Bob Wilson a choisi le très occidental David Byrne — fondateur des Talking Heads. Il s'est principalement inspiré de spirituals, aussi connus que *In the upper room*... Là *encore, c'est une simplicité qui* touche la naïveté, comme d'ailleurs certains tableaux, volontairement — deux petites marionnettes blanches jouent à Guignol derrière un castelet — ou non — ainsi pour la scène du grand oiseau porté à bout de tige, la question se pose.

Quoi qu'il en soit, et que l'on soit ou non sensible au merveilleux wilsonien, il *faut aller* découvrir Suzushi Hanayagi. Quatre apparitions d'elle, et c'est le miracle.

COLETTE GODARD.

★ Bobigny, Maison de la culture, 21 heures, jusqu'au 3 octobre. Bob Wilson ne sera pas à Paris. Il répète à New-York la version américaine des *Fenêtres d'or, son chef-d'œuvre, créé* à Munich, et qu'il espère un jour pouvoir monter en France avec Madeleine Renaud.

(1) Toile plane ou courbe, tendue, qui couvre tout le fond de la scène.



Meena Kumari dans « Pakeezali » (1972).

Hollywood indien

LA RÉTROSPECTIVE DES STARS

Cent films pour découvrir « le cinéma indien à travers ses stars » au Centre Georges-Pompidou. Avec, pour rêver en couleurs et en chansons, les meilleures productions hindis.

A l'occasion de l'année de l'Inde, le centre Georges-Pompidou rend une seconde fois hommage à la plus puissante industrie cinématographique mondiale. Non plus à travers ses auteurs vedettes comme Satyajit Ray, Mrinal Sen, Ritwik Ghatak, mais par ses grands films populaires, longtemps perçus en Occident comme le combie du *mauvais goût et du kitsch et sou*dain acceptés avec respect comme le dernier cinéma de masse, un curieux mélange de l'ancien Hollywood des années 30 et de celui des années 80.

C'est un cinéma qui entame sa mue, à l'ère des cassettes et de la télévision, et va devoir se plier aux *nouvelles règles du jeu économi*que. 823 films n'en ont pas moins été produits en 1984, dont environ 90 % relèvent du cinéma strictement commercial. Deux grands centres de production se partagent l'essentiel, Bombay, capitale du film hindi, et Madras, capitale du sud.

Le film hindi, théoriquement, est compris par le plus grand nombre de spectateurs à travers le sous-continent. Le film de l'Inde du Sud, à la diffusion plus limitée, est parlé en tamoul ou telegou. Il traite principalement de sujets mythologiques et historiques. Ces films du sud, réussis, sont encore plus époustouflants que ceux de Bombay. Il s'en dégage une vitalité, une violence, qui laissent pantois.

Que ce cinéma, tant au nord qu'au sud, soit en perte de vitesse, que les frontières ne soient plus aussi nettement tranchées qu'autrefois entre le cinéma-spectacle et le cinéma d'auteur, cela annonce peut-être une évolution irréversible. Guru Dutt, que nous avons découvert la saison dernière avec ses deux classiques *Assoiffé* (1957) et *Fleurs de papier* (1959), témoigna à la fin des années 50 de cette volonté de compromis entre cinéma-spectacle et cinéma-confession. Plusieurs de ses anciens films sont programmés à Paris. Au milieu des années 70 s'esquisse avec Shyam Benegal, également bien représenté à Beaubourg, la tentative de fabriquer une forme de spectacle à la fois populaire et néanmoins proche des normes occidentales : *Ankur* (*la Graine*, 1974), son premier film, révèle Shabana Azmi ; *Bhumika* (*le Rôle*, 1977), un triomphe auprès du public, consacre le talent d'une autre jeune actrice promise à un bel avenir, Smita Patil.

Shabana Azmi et Smita Patil, toutes deux élevées dans des milieux de gauche, féministes convaincues, viennent en France, mais aussi les superstars de là-bas : Shashi Kapoor et Amitabh Bachchan. Comme à Hollywood, le cinéma conduit à la politique. Amitabh Bachchan vient d'être élu triomphalement au Parlement. Il ne fait que suivre l'exemple d'autres stars du sud de l'Inde, entrées depuis longtemps en politique, comme M.-G. Ramachandran, premier ministre du Tamil Nadu, ou N.-T. Rama Rao, élu de l'Andhra Pradesh, qui incarnaient volontiers à l'écran, symbole prémonitoire, des dieux tout-puissants. La couleur des décors de leurs films est devenue parfois celle du parti qu'ils défendent.

Seront projetées à Beaubourg, outre un choix d'œuvres de l'Inde du Sud, notamment *Sita Kalyanam* (1977) de Bapu, quelques-unes des meilleurs productions de l'histoire du cinéma hindi : citons en premier lieu *Sholay* (*les Flammes du soleil*, 1975), de Ramesh Sippy, policier aux allures de western, un des plus prodigieux succès ; *Awaara* (*le Vagabond*, 1951), de Raj Kapoor, qui fit rêver des millions de spectateurs en Union soviétique par sa façon très musicale d'évoquer la misère ; *Zanjeer* (1973), de Prakash Mehra, avec Amitabh Bachchan dans un rôle de flic décidé à combattre la corruption.

Superstar du cinéma commercial, le metteur en scène Manmohan Desai ne sera pas là, mais nous verrons un de ses films les plus célèbres, *Amar Akbar Anthony* (1977), qui raconte l'histoire de trois frères adoptés par des familles de confession différente, l'une hindoue, la seconde musulmane, la troisième chrétienne, comme l'indiquent les pré*noms des trois héros du titre*.

Une jeune Américaine du Texas, Connie Haham, fixée depuis quinze ans en France, où elle enseigne l'anglais, admire inconditionnellement Desai, qu'elle juge aussi important qu'Hitchcock et Hawks. Lors d'une intervention très remarquée à un colloque sur le cinéma indien, à Pesaro, en juin dernier, elle a ainsi défini les caractéristiques de ce cinéaste, sur lequel elle prépare un livre, caractéristiques qui s'appliquent aussi bien au cinéma hindi en général : *« Desai s'est toujours considéré comme un amuseur. Il s'efforce de soulager la misère des spectateurs en les transportant au septième ciel, en leur donnant trois heures d'un spectacle rapide, plaisant à regarder et à entendre, magique en quelque sorte. »*

Les films hindis, aujourd'hui en couleurs, des couleurs affriolantes, sursaturées, durent volontiers trois heures. Ils sont entrelardés de chansons qui presque toutes deviennent des « tubes ». Le public s'identifie aux héros, nous explique Nasreen Kabir, qui a organisé la rétrospective indienne de Beaubourg, *« un peu comme Mia Farrow dans* la Rose pourpre du Caire, *de Woody Allen »*. Les cinéastes connaissent sur le bout du doigt leur cinéma américain, presque invisible sur les écrans indiens à cause des règles sévères d'importation de films édictées par le pouvoir. Mais ce n'est pas la seule maison. *Ils fabriquent un parfait substitut* d'Hollywood. Parfois, certes, la continuité dramatique laisse à désirer, mais qu'importe, aussi longtemps que le spectateur reste fasciné !

La rétrospective indienne de Beaubourg sera complétée par quelques œuvres récentes du nouveau cinéma, notamment par *Tarang*, de Kumar Shahani, et *Face à face*, d'Adoor Gopalakrishnan, tous deux sortis en 1984, le dernier remarqué à Locarno cet été. Kumar Shahani a tenté, et réussi, avec les moyens techniques du grand cinéma commercial, un film exceptionnel sur la désintégration d'une famille d'industriels : cet ancien assistant de Robert Bresson s'inscrit clairement *dans la double tradition de Ber*nardo Bertolucci et de Jean-Marie Straub, son film marque une date dans le cinéma indien. *Face à face* est assez bouleversant : celui qu'on peut considérer comme l'héritier de Satyajit Ray, par son sens du récit, sa maîtrise de la direction d'acteurs, est le premier cinéaste, peut-être, à avoir abordé de front un thème brûlant, la perte des illusions politiques, la mort de l'utopie rouge. Nous sommes, dans l'un et l'autre cas, aux antipodes des films enchanteurs et enchantés de l'industrie.

LOUIS MARCORELLES.

★ Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 1er janvier 1986. — Deux livres récents offrent une bonne introduction à la manifestation : *Les cinémas indiens*, numéro spécial de *Cinéma-action*, 80 F. *Les Stars du cinéma indien*, 1985, 80 F (publié par le centre Georges-Pompidou).



Gisèle Freund

Autoportrait de l'artiste en « photographe concernée ». Une exposition, un album : Gisèle Freund évoque ses Itinéraires. *De James Joyce à Virginia Woolf, en passant par la grande et la petite histoire.*

BAS LES MASQUES

Elle le photographiait au clair de lune. Il ne lui demandait qu'une seule chose : qu'elle ne lui coupe pas sa barbe. La photo de George Bernard Shaw à la barbe coupée figure bien sûr dans l'album de Gisèle Freund qui sort ces jours-ci aux éditions Albin-Michel. Toute une vie, et les images commentées au fur et à mesure des rencontres qui les ont rendues possibles.

« J'AI trouvé vos coordonnées dans le Bottin. Il y est écrit : « Gisèle Freund, photographe d'art ». Qu'est-ce à dire ?

– Ce doit être une erreur de la poste. Je ne suis pas photographe d'art, je suis une journaliste reporter photographe, et surtout documentariste. En 1947, à la fondation de Magnum, Robert Capa avait trouvé une bonne formule pour nous définir : « concerned photographers », photographes concernés.

– Comment renfermer toute une vie dans un album ?

– Mon livre est plutôt une coupe transversale, de part en part de ma vie. J'ai choisi pour titre *Itinéraires*, parce que ce mot me fait penser au poète Henri Michaux. On peut toujours suivre plusieurs chemins dans sa vie, et moi je m'oppose à l'idée de n'être qu'une portraitiste. Je sais peut-être d'où vient ce malentendu : en 1968, un mois avant la révolution, on m'a proposé une exposition au Musée d'art moderne. Je me suis plainte que les murs étaient d'une saleté dégoûtante. On m'a répondu : « Ici on ne peint qu'au mois de mai ». Alors j'ai décidé de noyer cette crasse dans le noir, et de faire ressortir chaque visage avec un projecteur individuel. C'était spectaculaire, vivant ; ça a eu un succès fou. Je trouve terrible l'actuelle manière d'accrocher des photos, les unes à côté des autres, comme des saucisses de Francfort.

– Vous êtes vous-même originaire de Francfort ?

– J'y ai fait mes études ; mon père était un collectionneur de tableaux. Il m'a emmenée très jeune dans les musées pour me faire rencontrer la peinture. Le premier livre de photos qu'il m'a montré était celui de Karl Blossfeldt, avec ses planches de plantes. Je ne voulais pas être photographe, mais sociologue. A l'université, en 1933, on était une petite bande qui ronéotypait une feuille de chou anti-hitlérienne. On n'était que deux filles parmi les garçons : Anne et Gisèle. Anne s'est fait arrêter tandis qu'elle vendait le journal à la sauvette. Elle n'a pas livré les noms de ses camarades, mais huit jours plus tard on remettait à ses parents son cercueil scellé, avec défense de l'ouvrir. Ils avaient dû la violer. J'ai pris peur, j'ai déguerpi en France.

» A cause d'un décret de Hitler, on ne pouvait pas sortir d'argent de l'Allemagne ; mes parents n'avaient plus le moyen d'assurer ma subsistance. Je suis devenue photographe pour payer mes études. Je vivais avec un jeune homme qui faisait de la littérature. Il ne gagnait rien, il affichait sur les murs de notre chambre, à l'hôtel Esmeralda, les feuilles imprimées d'avance que lui retournaient les éditeurs avec ses manuscrits : « *Nous vous remercions, notre programme est complet* ». On descendait le matin prendre un café avec deux croissants sur le boulevard Saint-Michel, puis nous avons partagé un croissant pour deux, puis nous ne sommes plus descendus : on se faisait du thé et des frites dans la chambre.

– Comment la photographie a-t-elle pu devenir un gagne-pain ?

– Ce jeune homme avait un frère qui était le rédacteur en chef d'un grand illustré allemand ; il m'a expliqué le principe des parutions qui depuis lors est resté en vogue : une photo centrale avec autour des petites photos de détails. J'ai commencé par faire un reportage sur les enfants au Luxembourg, puis sur les transactions à la Bourse. Et ça s'est vendu en Allemagne, en Belgique, et jusqu'en Amérique. Mon copain ne pouvait pas supporter que je gagne le fric et pas lui ; à l'époque, c'était ainsi. Il a essayé de poser comme modèle à Montparnasse, mais ça ne payait pas assez. Moi, je poursuivais à la Sorbonne des cours en économie, sociologie et histoire de l'art. J'ai écrit ma thèse sur la photographie française au dix-neuvième siècle. Je crois que c'était plus important pour mes parents que pour moi que j'obtienne ce titre de docteur. Entre-temps, j'avais travaillé pour *Life Magazine*, en 1936.

GISÈLE FREUND

André Gide avec « la petite dame » (1939).

– C'est le moment où vous découvrez la couleur.

– Oui, un jour, je vois qu'on vend un film en couleurs. Je me dis : « C'est formidable puisqu'on voit tout en couleurs ». Et je choisis au hasard comme premiers sujets la devanture d'un coiffeur, des feux de circulation et une vespasienne. En découvrant les résultats, je pense : « Ce serait encore bien plus sensationnel de photographier des hommes en couleurs ». Et je vais le proposer à Adrienne Monnier, qui était une amie, et qui tenait cette fameuse librairie rue de l'Odéon, fréquentée par Gide et Valéry.

– Pourquoi avoir préféré comme modèles des écrivains à des êtres anonymes ?

– Un bon écrivain est en avance sur son époque : c'est un penseur ou un poète, un homme curieux qui travaille pour l'avenir, qui lance des idées nouvelles. Tout se lit sur le visage.

– Il semble qu'à l'époque les écrivains n'aient guère apprécié vos portraits...

– Absolument pas, en effet, et vous savez pourquoi ? En 1939, selon les poncifs de la beauté, la mode était aux visages léchés. Chaque personne voulait être lisse et « *beautiful* », et la retouche s'y employait. J'ai fait une projection de mes photos rue de l'Odéon ; nous avons tendu sur les murs de la librairie des bouts de papier et un vieux drap, et nous avons convié Aragon, Breton, Nizan, Colette, qui venaient d'être mes modèles. Ils ont tous hurlé : chacun trouvait les portraits merveilleux, sauf le sien. Ils se plaignaient d'être mal rasés, Cocteau a presque pleuré devant ses rides. Tériade, l'éditeur de *Verve*, m'a dit : « *Vous les avez eus une fois, vous ne les aurez jamais plus.* »

– Vous avez pourtant réussi à photographier Joyce à deux reprises...

– Sylvia Beach, voisine d'Adrienne Monnier et libraire de Shakespeare and Co., m'avait dit : « *Il est terriblement superstitieux. Ecrivez-lui sous votre nom de femme mariée.* » Joyce a tout de suite accepté ma proposition, mon mari s'appelait Bloom. La première séance a été difficile, à l'intérieur. Il fallait éclairer avec des lampes, demander des poses. Joyce avait cinquante-huit ans mais il me semblait horriblement vieux, il soufflait tout le temps en parlant. En le quittant, j'avais tellement hâte de développer mon rouleau que je prends un taxi et je lui dis de foncer ; il s'emboutit, mon appareil est écrabouillé. J'en aurais pleuré. Je téléphone à Joyce et je lui dis : « *Vous m'avez jeté un sort, vous voulez ma mort.* » J'entends un long soupir, j'avais raison : il m'avait désignée au diable. Mais il ajoute : « *Revenez demain.* » Il ne voulait tout de même pas être méchant. Quand je suis revenue, il avait troqué sa robe d'intérieur noire contre une autre rouge grenat, et changé *toutes ses bagues.*

– Virginia Woolf et Peggy Guggenheim, dans leurs Mémoires ou leurs correspondances, ne semblent pas vous porter dans leur cœur : on ne parvient pas à savoir laquelle des trois était la plus chipie...

– Peggy Guggenheim a écrit des idioties que ses exécuteurs ont dû faire retirer de ses Mémoires. Par exemple, elle me reproche d'être masculine, sous prétexte que je portais des pantalons. C'était ma tenue préférée à cause des poches, où je fourrais mes appareils ou leurs accessoires ; et puis je n'allais tout de même pas lui dire que j'avais un fiancé ingénieur du froid pour la rassurer sur mes mœurs ! Avec Virginia Woolf, c'est pire. Elle me traite de folle, elle prétend que je l'ai violée. Est-ce qu'on change trois fois de robe pour mieux se faire violer, et est-ce qu'on dédicace ensuite gracieusement un livre à son agresseur ?

– Est-ce une bonne idée, comme vous le faites dans votre livre, de confronter sur la même double page Samuel Beckett et le mur de la prison de la Santé ?

– Il habite boulevard Arago, il a vue sur la prison. Quel dommage que je n'aie pu les prendre tous les deux ensemble ! Pour moi, ce boulevard vide personnifie le malheur de l'homme : je crois qu'il a une forte relation avec Beckett, dont l'œuvre est extraordinairement vide et désespérée.

– Qu'est-ce qui vous captive dans un visage ?

– C'est l'homme. Il n'existe pas deux visages vraiment semblables. Les traits se réfléchissent sur la personnalité. Mais on porte un masque pour cacher ses émotions. De temps à autre, les traits traversent le masque : on ne peut pas toujours le garder sur le nez. A cela s'ajoute qu'on ne se connaît pas : dans un miroir, on se voit à l'envers, et il est fatal de se trouver mieux qu'on est, toujours aimable avec soi-même, en repoussant le monstre loin de soi. En général, pour percer le masque, j'essaye de détourner la personne de l'appareil.

– Vous dites dans votre livre qu'il est *« essentiel de faire oublier l'appareil »*, et donc aussi le photographe qui est derrière ?

– Non, mais il y a un petit truc très simple pour photographier des artistes. Chacun est très près de soi-même. Pour obtenir leur expression, il faut arriver à les faire parler de leur travail.

– Vous dites aussi que vous redoutez les photos « artificielles »...

– Oui, parce que le masque n'est pas nous. Les dernières photos de la séance sont en général les meilleures. Le modèle se relâche, il pense : « *Tiens, c'est fini* », il se laisse tomber, il n'a plus besoin de faire des grimaces. J'ai dû longtemps attendre pour faire disparaître en Saint-John Perse le masque de diplomate qu'il affectait.

– Vous est-il arrivé d'être amoureuse de l'un ou de l'une de vos modèles ?

– Vous savez, les surréalistes étaient très beaux, tous, mais de là à être amoureuse, je me sentai trop petite. J'ai beaucoup aimé Marcel Duchamp, il avait une nature merveilleuse. Dès qu'on entrait chez lui, on n'avait plus de souci, tout s'aplatissait, on était emporté par sa douceur. J'ai été confondue de comprendre en lisant un texte de Walter Benjamin, trente ans après l'avoir connu, qu'il avait eu de la tendresse pour moi. Pour moi, il était Monsieur le Professeur : je n'aurais pas pu tomber amoureuse de lui ; mes amis étaient de beaux garçons. La vérité est que je me méfiais des écrivains. Adrienne Monnier m'avait raconté comment ils la malmenaient, j'avais peur. Et puis j'avais vécu moi-même des années avec un écrivain, ça me suffisait. Les écrivains mettent le meilleur d'eux-mêmes dans leur œuvre, leurs proches le payent.

– Comment percevez-vous le système des autres portraitistes par rapport au vôtre ?

– Pour moi Henri Cartier-Bresson fait très froidement des portraits remarquables dans lesquels prime l'esthétisme. Chez moi, c'est davantage le côté humain. J'ai le souci de mettre les gens dans une position agréable. Richard Avedon, quand j'ai vu la photo de son père, j'ai dit : « Pauvre père. Ce n'est pas une bonne photo de père ». Comment s'appelle la petite qui a eu un si grand succès avec toutes les horreurs qu'elle a photographiées, et qui s'est suicidée après ?

– Diane Arbus. »

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.

★ *Itinéraires*, de Gisèle Freund, aux Editions Albin-Michel.

★ Exposition à la Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris-4e, du 26 septembre au 3 octobre.

GISÈLE FREUND



André Malraux (1935).

Musiques d'ailleurs

Réunis à La Villette, des artistes des quatre coins du monde, venus... de France.

LES RYTHMES DE L'IMMIGRATION

LE grilleur de merguez dans la pénombre était en panne de pain, le petit débiteur de boissons, dès 22 heures, n'avait plus rien de frais à offrir, certains parfums comme la noisette étaient épuisés chez la marchande de glaces à l'entrée. C'est sûr, il y avait du monde à La Villette, samedi soir 21 septembre, aux portes du Théâtre présent et sous les deux chapiteaux dressés tout à côté à l'occasion de la Grande Nuit des musiques communautaires organisée par la MJC de Ris-Orangis et le Centre national d'action musicale. L'opération, largement annoncée et dûment préparée auprès des associations d'immigrés, avait pour titre à deux temps : France, musiques d'ailleurs.

Dans la journée s'était tenu un colloque sur le thème « Identités musicales étrangères en milieu urbain » ; une poignée d'anthropologues, de sociologues, d'ethnomusicologues et autres chercheurs ou représentants de groupes constitués s'étaient posé la question de savoir *« comment les musiques traditionnelles habitent la ville »*, si elles survivent telles qu'en leurs villages ou cités d'origine, ou si elles se mâtinent d'autres rythmes et couleurs jusqu'à totale hybridation, ou occidentalisation. Vaste sujet.

Le pari non moins ambitieux de la soirée était de faire entendre aux Portugais, par exemple, non seulement leurs fados favoris mais aussi de la musique arménienne, chilienne, africaine, maghrébine ou encore d'Extrême-Orient et d'Asie Mineure. De la même façon, on supposait que les Cambodgiens venus là pour écouter un orchestre khmer composé de réfugiés disséminés resteraient jusque après minuit, où se produiraient des ballets bantous camerounais.

Près d'une vingtaine de concerts au total, donnés donc simultanément en trois lieux, étaient au programme de ce gala spécial melting pot. On s'écrasait – à en mourir de chaleur – dans la salle du théâtre, seul endroit des trois heureusement dispensé de sonorisation excessive. Là, un maître du lam laotien a officié entouré de ses musiciens et danseurs ; là, les Algériens Mehenna Mahfoufi et Ouid Yahoui ont restitué au derbouka et à la flûte à bec les mêmes mélodies que Bela Bartok transcrivait en 1913. Ensuite est venu le tour d'Ali Dédé Altuntas, vedette turque, compositeur, entre autres, de la musique du film *Yol* et auteur d'albums de « rock anatolien » où le luth, le ney et le darbouka s'arrangent avec la basse électrique...

Pendant ce temps, d'un chapiteau l'autre, des familles entières sagement assises sur des gradins de bois très éloignés des scènes n'avaient pas l'air dérangées par le va-et-vient incessant – entre les bancs et le plateau – d'auditeurs déambulant et devisant pendant les représentations. Au total, une atmosphère bon enfant – il y avait d'ailleurs des tas de gamins et de bébés : on était loin de la ferveur quasi religieuse qui baigne les concerts chics de musiques extra-européennes tels que les spécialistes, en majorité français, en ont l'habitude, du Festival d'Automne à Avignon, en passant par la Maison des cultures du monde ou les Bouffes du Nord. Comme quoi l'exotisme est une notion relative, ou du moins la perception qu'on en a.

Il faut dire que tous les artistes rassemblés à La Villette – et qui avaient l'air heureux de se rencontrer, de prendre des contacts – ne venaient pas de leurs pays lointains mais de quartiers voisins ou de banlieues d'Ile-de-France : *« musiciens communautaires »*, comme on les appelle, ils sont pour beaucoup les mêmes qui « font les mariages » et animent les fêtes de leurs noyaux respectifs d'exilés ou de leurs diasporas. Après tout ne se dénomment-ils pas les Griots de Paris, ceux qui, autour de Sarakata, virtuose à la kora, chantent les aventures des tribus et des princes peuls ? Devant le stand des éditions Bellot Records, une maison de disques sénégalais fabriqués en France, on discutait ferme de savoir si telle chanteuse malienne parlait encore correctement son dialecte d'origine. *« Il y a tellement longtemps qu'elle n'est pas retournée... »*, disait un de ses compatriotes, dubitatif, à un autre pour qui *« les frontières n'existant pas, Guinée, Mali, Sénégal, c'est pareil : on est international, mon frère »*. Et cette réplique est venue : *« Attention, mon frère, pas d'amalgame ! »*, dans un rire.

Il serait difficile d'affirmer que tout ce qu'on a entendu ce soir-là était authentiquement conforme aux modèles ancestraux. L'honnêteté oblige à dire que les prestations étaient d'un niveau pour le moins inégal. On a appris que l'Algérien Ray Ben Larbi, qui donnait du bonheur sous le chapiteau 2, allait bientôt être une star et sortir du circuit des mariages. On a trouvé belle et émouvante la chanteuse Claudia Maria, digne émule d'Amalia Rodriguez et – encore dans le registre de la « saudade », cette mélancolie lusitanienne – signalons qu'un autre Portugais, Arlindo de Carvalho, presque un vétéran, a joliment chanté *Grandola Vila Morena*, la mélopée qui, en 1974, marqua le début de la révolution des œillets.

Enfin le Vietnam a fait un malheur en la personne de Trang Quang Hai : petit magot réjoui, ce musicologue du Musée de l'homme, archidoué, est désopilant dans son numéro de vulgarisation de techniques complexes. Ses démonstrations de toutes sortes d'instruments, des cuillères à la cliquette à sapèques, en passant par le vielle à deux cordes, ont laissé tout le monde ébahi. Et quand il s'est mis à imiter les voix de chanteurs d'opéra japonais ou chinois, ou encore les diphonies des mongols, l'assistance a fondu...

MATHILDE LA BARDONNIE.

★ Le CENAM a publié récemment un guide *France, musiques d'ailleurs*, 50 F (51, rue Vivienne, 75002 Paris).

Sélection

CINÉMA

La Warner Bros à la Cinémathèque

La Cinémathèque française, à défaut de remonter aux origines de la Warner Bros, en 1925, s'est volontairement *limitée à la période postérieure à 1950*, date où les majors, sous l'influence de la télévision et des lois antitrust, subissent une *modification radicale*. Le film d'auteur l'emporte sur le film maison, les studios deviennent presque interchangeables.

On ne manquera pas, en priorité, Elia Kazan *(A l'est d'Eden, Baby Doll, Un homme dans la foule)*, Alfred Hitchcock *(le Faux Coupable, la Loi du silence)*, Nicholas Ray *(la Forêt interdite)*, Raoul Walsh *(l'Esclave libre)*, John Ford *(la Prisonnière du désert)*, Arthur Penn *(le Gaucher, Bonnie and Clyde)*, Stanley Kubrick *(Orange mécanique)*. Quelque deux cents films inégaux, importants souvent. Jusqu'à la fin mars 1986. – L. M.

ET AUSSI : *Ran*, d'Akira Kurosawa (splendeur du Japon seigneurial). *Notre mariage*, de Valeria Sarmiento (charmes pervers du mélodrame). *Trois hommes et un couffin*, de Coline Serreau (pourquoi pas ?). *Alamo Bay*, de Louis Malle (Texans et Vietnamiens). *Orinoko*, de Diego Risquez (un luxuriant voyage). *Recherche Susan, désespérément*, de Susan Seidelman (la comédie new-yorkaise). *Police*, de Maurice Pialat (la filière fourmilière).

THÉATRE

« Mercedes » au Théâtre de la ville

Ville rouge, ville détruite. Lèpre des murs abandonnés, trappes ouvertes sur le néant du passé, remarquable décor de Jean Haas. Terre immobile dans un soleil de fin du jour, temps qui oscille comme un radeau sur l'océan étale. Et puis l'amour. Un garçon et une fille se rencontrent. Ils sont à peine sortis de l'adolescence, neufs, comme les aristocratiques enfants sauvages de *la Dispute*, et, comme eux, traversés de souvenirs qui ne leur appartiennent pas, qui appartiennent au passé, qui agonisent en un fantôme aveugle qui rôde.

Le garçon et la fille sont vacants, sans travail. Ils gardent en eux le désir d'aimer, d'agir. Ils *inventent les règles d'un jeu qui leur apprend comment vivre une relation débarrassée de toute référence; vivre à plein ce « paquet de temps libre » qui leur est accordé...*

La pièce de Thomas Brasch est à l'opposé du désespoir. Elle est râpeuse, tranchante comme la *vie quand les yeux sont ouverts et les sens à* l'affût, quand l'échec est un aiguillon. Le spectacle est un coup de foudre entre cette pièce et le *metteur en scène, Hans Peter Cloos*. Il s'est retrouvé entièrement dans la forme, le discours, dans le rire cinglant. Le spectacle est une rencontre rare avec les comédiens, avec l'érotisme et l'orgueilleuse innocence de Marie Carré, avec la force douce, l'animalité féline, les fuites rêveuses de Tchéky Karyo, et puis Marc Chickly, fantôme pitoyable, et cette autre histoire en écho, que raconte la musique de Peter Ludwig. (Jusqu'au 29 septembre).

ET AUSSI : *Norodom Sihanouk*, à la Cartoucherie (Mnouchkine-Cixous). *La Femme du boulanger*, à Mogador (Pittoresque, amour, vérité et Galabru). *Balise de toi*, à la Comédie de Paris (Dérives bissoniennes). *Martha*, au Théâtre 13 (la drôlerie sentimentale de Jean Bois).

MUSIQUE

« La Vera Storia » de Calvino et Berio, à l'Opéra

Pour ouvrir la saison de l'Opéra, M. Bogianckino a choisi l'œuvre qu'il avait commandée à Luciano Berio lorsqu'il était directeur de la Scala de Milan : *la Vera Storia*, sur un livret d'Italo Calvino, le grand écrivain italien qui vient de mourir. C'est *« une fête éclatante de vitalité et d'allégresse qui se transforme chemin faisant en rite sacrificiel, en explosion de violence, en lutte désespérée, pour en venir à la fin de l'Opéra à proposer des images d'espérance et de quasi-utopie »*, disait Calvino. *Dernier avatar de la « fête* soixante-huitarde », cette œuvre curieuse s'inspire du *Trouvère* du Verdi et comporte deux parties de *styles musicaux* très différents... sur le même texte (Palais Garnier, huit représentations à partir du 30 septembre, 19 h 30).

Musica 85 *conclut* son festival contemporain par un des chefs-d'œuvre de Stockhausen, *Momente*, superbe symphonie chorale que résume cette citation de William Blake : *« Celui qui embrasse la joie dans son vol vit dans l'aurore de l'éternité »* (Strasbourg, le 1er octobre ; Festival de Lille, le 19).

A Radio-France, création de *Parafrasis* de Cristobal Halffter, un des plus remarquables compositeurs espagnols, qui dirigera après son œuvre la *1re Symphonie* d'Anton Bruckner dans sa version *définitive*, avec l'Orchestre National (Champs-Elysées, le 26 septembre). – J. L.

JAZZ

Elisabeth Caumont au Montana

Elisabeth Caumont est une chanteuse de jazz. Grande, belle et comblée de qualités. Elle est celle dont on parle le plus. On ne trouve pas encore de disque sous son nom, mais les bandes enregistrées circulent, se prêtent, se volent. Elle est annoncée au Festival de Paris. En prélude, elle chante avec son trio au Montana, rue Saint-Benoît. Rien de tel que l'épreuve chaleureuse du club pour voir les chanteurs à l'œuvre. (28, rue Saint-Benoît, jusqu'au 28 septembre). – F. M.

DANSE

Coup d'envoi

Une cinquantaine de manifestations, les 27 et 28 septembre, dans la France entière, pour ouvrir la saison chorégraphique.

Pour Paris et sa région : spectacles *et performances non stop* à la ménagerie de verre, Mark Tompkins au théâtre de la Bastille, Catherine Atlani au Café de la gare, Elinor Ambash 91, quai de la gare, Gaultier-Chopinot à Nogent, répétition publique de *Calambre* de Maguy Marin à Créteil, parcours chorégraphique de la compagnie Witzman-Anaya au parc Henri-Matisse à Châtillon, Michel Caserta à Vitry *(la Folie des oiseaux)*, Gigi Caciuleanu à Aulnay-sous-Bois *(les Chambres de cristal)*. – M. M.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (277-12-33).

HOMMAGE A JEAN DUBUFFET : NON-LIEUX. Jusqu'au 30 septembre.

JEAN-MICHEL ALBEROLA ; RAYMOND MASON ; GULAM MOHAMMED SHEIKH ; VISWANADHAN. Galeries contemporaines. Jusqu'au 11 novembre.

AKIRA KUROSAWA A propos de Ran. Forum. Jusqu'au 7 octobre.

LISIBLE/ILLISIBLE. Approche historique de la typographie. BPI. Jusqu'au 7 octobre ; + salle de documentation du CCI. Jusqu'au 4 novembre.

VOYAGE EN ALPHABET. Bibliothèque des enfants. Jusqu'au 11 novembre.

L'IMAGE DES MOTS. Jusqu'au 4 novembre. **LA MODE EN DIRECT.** *Jusqu'au 30 septembre. CCI.*

LIVRES D'ARTISTES. Jusqu'au 7 octobre.

Musées

INAUGURATION DU MUSÉE PICASSO **– PICASSO : Dessins cubistes.** Musée Picasso, 5, rue de Thorigny (271-25-21). Sauf mardi (et le 30 septembre), *de 10 h à 17 h 15. Entrée : 16 F ; Dim. : 8 F.* A partir du 28 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse et monumentale. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES. Peintures des musées nationaux. – Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 13 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.

VERA SZEKELI. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). *Sauf lundi,* de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 5 janvier.

L'ART, LE STYLE ET L'AUTO. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 septembre.

PARANT & Co. Cent mille et une boules. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 octobre.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY. *L'histoire d'Esther.* **EDMOND ABOUT,** écrivain et critique d'art, 1828-1885. **AFFICHES RÉCENTES DE MUSÉES.** Jusqu'au 30 septembre. – **WILLY RONIS PAR WILLY RONIS.** Jusqu'au 10 novembre. – **METROPOLIS.** Photographies d'un tournage. Jusqu'au 18 novembre. – **BIENNALE DE LA JEUNE PHOTOGRAPHIE EN FRANCE :** Moins trente, 1985 ; Prix Niepce. **EUGÈNE ATGET.** Jusqu'au 14 octobre. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F ; dim. : 6 F.

FOIRE INTERNATIONALE DE L'ESTAMPE. Musée Jacquemart André, 158, boulevard Haussmann (720-91-35). De 10 h à 20 h ; ven. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Du 27 septembre au 1er octobre.

LE PASSÉ COMPOSÉ. *Les 6x13* de J.H. Lartigue. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (296-10-34). T.l.j. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 26 janvier 1986.

FIBRES ART 85. Jusqu'au 12 novembre – **LIFE 1946-1955.** Photographies. Du 27 septembre au 6 novembre. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf lun. et mardi, de 12 h à 18 h ; dim. de 11 h à 17 h.

RODIN. Cinq photographes contemporains *(Drahos, Halle, Barret, Tintaud, Trülzsch).* – Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 12 F ; dim., 6 F. Jusqu'au 30 septembre.

SALVADOR DALI. Deux caducées et trois cents œuvres originales. Musée de l'Assistance publique, 47, quai de la Tournelle (633-01-43). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 octobre.

CUECO. Trois ans de peintures 1983-1985. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (236-40-99). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 13 octobre.

MAREVNA ET LES MONTPARNOS. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, *de 10 h à 17 h 30. Du 27 septembre au 3* novembre.

HISTOIRES D'AFFICHES. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 novembre.

ACHILLE DEVERIA, témoin du romantisme parisien. Musée Renan-Scheffer, 16, rue Chaptal (874-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'à fin septembre.

LES GRANDS BOULEVARDS. Jusqu'au 20 octobre – **DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE AU FAUBOURG DU TEMPLE.** Promenade historique dans le 11e arrondissement. Jusqu'au 29 septembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

VERSAILLES AUX ARCHIVES NATIONALES. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'en février 1986.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). *Sauf mardi, de 10 h à 17 h.* Jusqu'au 6 janvier.

L'ÉVENTAIL, miroir de la Belle Epoque. Jusqu'au 27 octobre. – **EVENTAILS CONTEMPORAINS.** Jusqu'au 30 octobre. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 F.

DE L'IMAGE A L'OBJET. Musée instrumental du Conservatoire national supérieur de musique, 14, rue de Madrid (293-15-20). Mer., jeu., ven. et sam., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 26 octobre.

Centres culturels

CHARLES VANDENHOVE. Une architecture de la densité. *Institut français* d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

BERTRAND GOLDBERG. Rétrospective 1935-1985. Paris Art Center, 36, rue Falguière (322-39-47). Sauf dim. et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 6 octobre.

TINTIN. « Ils ont marché sur la Lune » de la fiction à la réalité. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

LA TAPISSERIE EN FRANCE 1945-1985. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (260-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 31 octobre.

MAGIE DE LA TAPISSERIE. Cité internationale des arts, 18, rue de l'Hôtel-*de-Ville* (278-71-72). T.l.j. de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 octobre.

JEUNE SCULPTURE 85/2. Hommage à Ervin Patkai. Port d'Austerlitz (585-75-18). Accès par les berges du quai d'Austerlitz, face à la cour départ de la gare. Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 13 octobre.

VERSAILLES A STOCKHOLM. Dessins du nationalmuseum, peintures, meubles et arts décoratifs. Centre culturel suédois, 11, rue Payenne (271-82-20). De 12 h à 18 h ; Sam. et dim., de 14 h à 18 h. Du 28 septembre au 3 novembre.

PETER FISCHLI/DAVID WEISS. *Centre culturel suisse, 38,* rue des Francs-Bourgeois (271-44-50). Sauf lundi, de 14 h à 19 h ; merc. jusqu'à 20 h ; dim. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 novembre.

ARTISTES DE LA CASA DE VELASQUEZ. Institut de France, salle Comtesse de Caen, 27, quai de Conti (326-22-47). T.l.j., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 octobre.

PARIS VÉCU-PARIS RÊVÉ : Paris dans la vie et dans l'œuvre de V. Hugo. Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli (276-40-40, poste 603-79). Sauf dimanches et fêtes, de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

Galeries

JEAN-FRANÇOIS BRUN/DOMINIQUE PASQUALINI. L'exposition. Galerie Crousel-Hussenot, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 16 octobre.

FLORENCE VALAY/FRANÇOIS JEUNE. Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux (277-19-61). Jusqu'au *5 octobre.*

DOUZE PEINTRES ET L'ORDINATEUR. Librairie-galerie du Jour, 6, rue du Jour (233-43-40). Jusqu'au 5 octobre.

HELENE DELPRAT/ALAIN KIRILI. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue du Bac (548-45-15). Jusqu'au 31 octobre.

JOHN DE ANDREA. *Sculptures. Galerie* Isy Brachot, 35, rue Guénégaud (354-22-40). Jusqu'au 31 octobre.

ARRABAL, peintre. Galerie J.-Briance, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 26 octobre.

AUGUSTO BARROS. Galerie d'art international, 12, rue *Jean-Ferrandi* (548-84-28). Jusqu'au 5 octobre.

VINCENT BARRÉ. Sculptures. Galerie B. Jordan, 54, rue de Verneuil (296-37-47). Jusqu'au 26 octobre.

CORDESSE. Peintures 1985. Galerie Clivages, 46, rue de l'Université (296-69-57). Jusqu'au 31 octobre.

JEAN DUBUFFET. Oriflammes. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 25 octobre.

PHILIPPE FAVIER. Galerie Farideh-Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 12 octobre.

FERRER. *Galerie Darthea Speyer,* 6, rue Jacques-Callot (354-78-41). Du 27 septembre au 2 novembre.

GISÈLE FREUND. Itinéraires. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (374-38-00). Du 27 septembre au 2 novembre.

FERRAN GARCIA-SEVILLA. Galerie *Y.-Lambert, 5, rue Grenier Saint-Lazare* (271-09-33). Jusqu'au 10 octobre.

DIEGO GIACOMETTI. Galerie Eolia, 10, rue de Seine (326-36-54). Jusqu'au 31 octobre.

SHIRLEY JAFFE. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (277-32-31). Jusqu'au 19 octobre.

GEORGES KOSKAS. Peintures 1947-1950. Galerie Raph, 12, rue Pavée (887-80-36). Jusqu'au 15 octobre.

JANNIS KOUNELLIS. Galerie L. et M.-Durand-Dessert, 3, rue des Haudriettes (277-63-60). Jusqu'au 26 octobre.

TETSUMI KUDO. Survivance de l'avant-garde. Galerie Browbstone et Cie, 17, rue Saint-Gilles (278-43-21).

CLAUDE ET FRANÇOIS-XAVIER LALANNE. Œuvres récentes. *Galerie* D. Templon, 30, rue Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 26 octobre.

BARBARA ET MICHAEL LEISGEN, Palimpseste. Galerie Bama, 40, rue Quincampoix (277-38-87). Jusqu'au 19 octobre.

CATHERINE LOPES CURVAL. Galerie B. Rocourt, 12, rue de La Boétie (265-93-65). Jusqu'au 26 octobre.

ANDRÉ MASSON. Peintures, pastels, dessins 1924-1974. Galerie Lahumière, 88, boulevard de Courcelles (63-03-95). Jusqu'au 30 octobre.

ANNETTE MESSAGER. Effigies. *Galerie Gillespie-Laage-Salomon*, 57, rue du Temple (278-11-71). Jusqu'au 16 octobre.

HENRI MICHAUX. Encres 1959-1960. Galerie D. Templon, 1, impasse Beaubourg (272-14-10). Jusqu'au 26 octobre.

GORDON ONSLOW-FORD. Peintures. *Galerie Samy Kinge*, 54, rue de Verneuil (261-19-07). Jusqu'au 26 octobre.

DANIEL PANDINI. Galerie F.-Palluel, 91, rue Quincampoix (271-84-15). Jusqu'au 18 octobre.

PAOLO SANDANO. Galerie Krief-Raymond, 50 rue Mazarine (329-32-37). Jusqu'au 26 octobre.

MICHEL SAUER. Objets. Galerie P.-Casini, 13, rue Chapon (804-00-34). Jusqu'au 19 octobre.

CATHERINE VIOLLET. Egyptes. Galerie C. Cheneau, 30, rue de Lisbonne (563-36-06). Jusqu'au 31 octobre.

En région parisienne

MONTEVRAIN. De la tolérance : Autour de la révocation de l'Edit de Nantes. Château de Chessy (436-87-85). T.l.j., de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 octobre.

NEUVILLE-BOSC (Oise) – Peintures de Fribourlet, Sadame, Gondret, etc., artisanat d'art, bijoux, éventails, émaux, sculptures sur bois, etc., *dans l'église* gothique et Renaissance d'un village oublié, les 28 et 29 septembre, de 10 h à 20 h (4) 449-82-84.

PONTOISE. Louis Peronne (1892-1965). Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (038-02-40). Sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Du 28 septembre au 20 octobre.

En province

ANTIBES. Antoni Clavé : Hommage à Picasso. Musée Picasso, château *Grimaldi* (33-67-67). Jusqu'au 30 octobre.

ARLES. Saura, peintures 1985. Abbaye de Montmajour (90) 54-64-17. Jusqu'au 4 novembre.

AUBUSSON. La tapisserie témoin de l'histoire, XVe-XVIIIe siècle. Musée départemental de la tapisserie, avenue des Lissiers (66-33-06). Jusqu'au 6 octobre.

AVIGNON. Les anges musiciens : instruments de musique du Moyen Age et de la Renaissance. Musée du Petit Palais, place du palais des Papes (86-44-58). Jusqu'au 30 novembre. Mathieu. Rétrospective et œuvres récentes. Palais des Papes. Jusqu'au 15 octobre.

BEAUVAIS. Champré, peinture 1980-1985. Galerie nationale de la Tapisserie, 1, *rue Saint-Pierre* (448-29-93). *Jusqu'au 12* janvier 1986.

BORDEAUX. François Boisrond. Peintures récentes – Aimer les musées : Blais, Titien, Boisrond, Le Pérugin, etc. CAPC. Entrepôt Lainé, rue Foy (44-16-35). Jusqu'au 24 novembre.

CALAIS. Victor Pasmore, 1950-1967. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 22 octobre.

LA ROCHELLE. 46e Parallèle, le roman du Nouveau Monde. Musée du Nouveau Monde, 10, rue Fleuriau (41-46-50). Jusqu'au 1er décembre. Michel Moy. De toile à voile. Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean du Perot (41-37-79). Jusqu'au 6 octobre.

LILLE. Au temps de Watteau, Fragonard et Chardin, les Pays-Bas et les peintres français du XVIIIe siècle. Musée des Beaux-Arts, place de la République (06-36-94). Jusqu'au 8 décembre.

MAUBEUGE. Visages contemporains de la sculpture en Europe. Musée Henri Boez, 9, rue du Chapitre (64-97-99). Jusqu'au 29 novembre.

METZ. Le Protestantisme en Lorraine de la Réforme à nos jours. Musée d'Art et d'Histoire, 2, rue du Haut-Poirier (75-10-18). Jusqu'au 15 novembre.

MONTPELLIER. Miro. Musée Fabre, rue Montpellieret (72-93-76). Jusqu'au 20 octobre.

NICE. Félicien Rops. Musée des beaux-arts Jules-Chéret, 33, avenue des Baumettes (44-50-72). Jusqu'au 15 octobre. L'Italie d'aujourd'hui : regard sur la peinture de 1970 à 1985. Villa Arson, 20, av. Stephen-Liégeard (51-30-00). Jusqu'au 15 octobre.

NIMES. André Masson, rétrospective. Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule (66) 67-38-21. Jusqu'au 15 octobre.

RIOM. Etienne Clémentel et les arts. Musée F. Mandet, 14, rue de l'Hôtel-de-Ville (38-18-53). Jusqu'au 20 octobre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Jean Dubuffet, rétrospectives. Fondation Maeght (32-81-63). Jusqu'au 6 octobre.

TOULON. Hommage à Van Rogger (1914-1983). Arman aujourd'hui. Musée, 113, boulevard Leclerc (94) 93-15-54. Jusqu'au 15 octobre.

TOURS. Jean Vimenet. Rétrospective. Musée des Beaux-Arts, 18, rue François-Sicard. Jusqu'au 1er décembre.

VALLAURIS. Jean-Paul Riopelle : laves émaillées, terres, peintures. Château-musée. Jusqu'au 31 décembre.

VILLEURBANNE. Les trésors du Capitaine Sarkis. Le nouveau musée, 11, rue Docteur-Dolard (84-55-10) Jusqu'au 24 novembre.

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

AU SECOURS, ELLE ME VEUT : Daunou (261-69-14), 21 h (25).

LIBERTANGO : Plaisance (320-00-06), 20 h 30 (25).

LE JARDIN DES SUPPLICES : Huchette (326-38-99), 21 h 30 (25).

LA FÊTE NOIRE : Lucernaire (544-57-34), 20 h (25).

LES VOISINS DU DESSUS : Renaissance (208-18-50), 20 h 30 (26).

KNEE PLAYS : Bobigny, maison de la culture (831-11-45), 20 h 30 (26).

MADAME DE SÉVIGNÉ : Tourtour (887-82-48), 18 h 30 (27).

BAJAZET : Carré Silvia Montfort (531-28-34), 20 h 30 (27).

LES GENS D'EN FACE : Montparnasse (320-89-90), 20 h 45 (28).

IL EST NIAIS LE DIVIN ENFANT : Taï (278-10-79), 18 h 30 (29).

L'ÉTERNEL MARI : Marais (278-03-53), 20 h 30 (30).

LES FILS DU SOLEIL : Déchargeurs (236-00-02), 21 h (1).

L'ESCALIER : Œuvre (874-42-52), 21 h (1).

UN MUR DANS UN JARDIN : Théâtre de Paris, petite salle (874-20-44), 21 h (1).

JOE : Escalier d'or (523-15-10), 20 h 30 (1 au 5).

HALLAJ (en arabe) : Maison des cultures du monde (544-72-30), 20 h 30 (1).

HORS PARIS

TOURS : Le Système Ribadier, de Feydeau, par la Comédie de Touraine (47-05-21-99) du 1er au 26 octobre, à 21 h, Studio Jean Vilar.

MONTLUÇON : Des méfaits de la règle de trois, de Jean-François Peyret, d'après Henri Roorda, par Olivier Perier et les Fédérés, du 1er au 15 octobre, 20 h 30, Théâtre des Ilets.

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.
☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), lun. à 19 h 30 : La Vera Storia, de L. Berio et I. Calvino.

SALLE FAVART (296-06-11), mer., sam., lun., mar. à 19 h 30 : la Belle Hélène.

☞ **COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), mer., sam. à 14 h ; dim. à 20 h 30 : Feydeau. Comédies en un acte ; mer., sam., mar. à 20 h 30 : le Misanthrope ; jeu. à 20 h 30 : Rue de la folie Courteline ; ven. à 20 h 30, dim. à 14 h 30 : l'Imprésario de Smyrne.

PETIT-ODÉON (325-70-32) (lun.) : 18 h 30 : l'Assassinat d'une renoncule, d'A. Döblin.

BEAUBOURG (277-12-33) (mar.) : *Débats/Rencontres/Musée* mer., jeu., ven., sam., 18 h 30 : Rapports entre l'Orient et l'Occident dans l'art indien ; jeu., 18 h 30 : Du nouveau sur les enfants ? avec S. Lebovici, R. Distkine, R. Zazzo ; lun. 21 h : Place Andromède. Théâtre poétique, par J. Sandras ; *Cinéma-Vidéo : nouveaux films BPI* : à 13 h, (+ lun. 17 h 30) : Street Wise, de M. Bell, M.E. Mark, C. Mc Call ; à 16 h : la Plaine aux busards, de L. Charbonnier ; A. Perthuis ; les Nuits de la dame blanche, de L. Charbonnier ; à 19 h : Bienvenue en Uruguay, de G. Auer ; *Le cinéma indien à travers ses stars* (salle Garance), mer. 17 h 30 : Un conte populaire, de K. Mehta ; 20 h 30 : Sansar Simantey, de T. Majumder ; jeu. à 14 h 30 : Fleurs de papier, de G. Dutt ; 17 h 30 : la Maison et le monde, de S. Ray ; 20 h 30 : Holi, de K. Mehta ; ven. à 14 h 30 : Teesri Kasam, de B. Bhattacharya ; 17 h 30, le Monde d'Apu, de S. Ray ; 20 h 30 : les Ruines, de M. Sen ; sam. à 14 h 30 : Asoiffé, de G. Dutt ; 17 h 30 : Kshudita Pashan, de T. Sinha ; 20 h 30 : Mandi, de S. Benegal ; dim. : 14 h 30 : l'Innocent, de S. Kapur ; 17 h 30 : Charulata, de S. Ray ; 20 h 30 : Paar, de G. Ghose ; lun. à 14 h 30 : Jaane Bhi Do Yaaron, de K. Shah ; 17 h 30 : les Joueurs d'échecs, de S. Ray ; 20 h 30 : Guide, de V. Anand ; *Cinéma pour Raymond Mason* : 15 h (sauf lun. et mar.) : Homme aux mille touchers, de D. Le Comte ; lun. à 19 h : le Petit Télégraphiste ; *Théâtre* (sauf D. soir, mar.), 20 h 30, dim. 16 h : Qu'ils crèvent, les artistes, de T. Kantor.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : *Danse*, Martha Graham Dance Company : mer. à 20 h 30 ; dim. à 14 h 30 : Judith ; Hérodiade ; Night Journey : ven., dim. à 20 h 30 : Diversion of Angels, Errand into the Maze ; jeu., sam. à 20 h 30 : Song ; Cortege of Eagles ; Acts of Lights ; jeu., ven., sam., dim. à 18 h 30 : Lauréats prix internationaux ; *Concerts* : lun. à 20 h 30 : Ivo Pogorelich, piano (Bach, Beethoven, Chopin).

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) : (dim. soir, lun.), à 20 h 45 ; dim. à 14 h 30 : Mercedes (dern. le 29) : mar. : 18 h 30 : Bobby McFerrin ; 20 h 45 : M. Lemieux (Québec).

CARRÉ SILVIA MONTFORT (531-28-34), ven., sam., mar. à 20 h 30 : dim. à 16 h : Bajazet.

Les autres salles

☞ **A DEJAZET** (887-97-34) (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h : le Dernier Voyage.

☞ **ANTOINE-SIMONE BERRIAU** (208-77-71) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Lily et Lily.

☞ **ATELIER** (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : l'Arbre de mai.

☞ **BASTILLE** (357-42-14) (D. soir, L.), 19 h 30, dim. 17 h : Automne.

☞ **BOUFFES-PARISIENS** (296-60-24) (D. soir, L.), 21 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Tailleur pour dames.

☞ **BOURVIL** (373-47-84) (D., L.), 21 h, sam. 16 h : Pas deux comme elle ; 22 h 30, sam. 17 h 30 : Y'en a marr... et vous ?

☞ **CARTOUCHERIE** : Théâtre de la Tempête (328-36-36), 21 h, sam. 17 h : spectacle commercial (dern. le 28) ; Théâtre du Soleil (374-24-08), mer., jeu., ven., sam. 18 h 30, dim. 15 h 30 : l'Histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge ; Aquarium (374-99-61) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 16 h : les Heures blanches.

CENTRE CULTUREL SUISSE (271-44-50). (D., L.) 20 h 30 : Hommage au théâtre.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) (Mer., D. soir), 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24) (D. soir, L.), 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : L'âge de monsieur est avancé.

☞ **COMÉDIE ITALIENNE** (321-22-22) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : les Intrigues d'Arlequin et Colombine.

☞ **COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11) (D.), 20 h 30 : Balise de toi.

DAUNOU (261-69-14) (D. soir, mer.), 21 h, dim. 15 h 30 : Au secours, elle me veut.

DÉCHARGEURS (236-00-02), le 1er à 21 h : les Fils du soleil.

☞ **DIX HEURES** (606-07-48) (D.), 20 h 30 : Femmes.

☞ **ÉDOUARD VII** (742-57-49) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ **ESPACE KIRON** (373-50-25), 20 h 30 : Vingt-Huit Moments de la vie d'une femme (dern. le 28).

☞ **ESSAION** (278-46-42) (D., L.), 19 h : Une saison en enfer (D. soir, L.), 21 h, sam., dim. 17 h : Journal de Katherine Mansfield.

☞ **FONTAINE** (874-74-40) (D.), 21 h : Rififoin dans les labours.

☞ **GAITÉ-MONTPARNASSE** (322-16-18) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h : Love.

GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.), 20 h 30 : the Caretaker.

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.

JARDIN SHAKESPEARE (254-34-04) 18 h 30 : Very Midsummer Madness (dern. le 28).

☞ **LUCERNAIRE** (544-57-34) (D.) : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 20 h : la Fête noire ; 21 h 45 : Dodo-Ji.

☞ **MADELEINE** (265-07-09) (D. soir, L.), 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h : Comme de mal entendu.

☞ **MARAIS** (278-03-53) (D.) 20 h 30 : l'Eternel Mari (à partir du 30).

☞ **MARIE STUART** (508-17-80) (D. soir, L.), 20 h 15, dim. 15 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon.

☞ **MATHURINS** (265-90-00), Grande Salle (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : le Baiser de la veuve ; Petite Salle (D.), 21 h : les Mystères du confessionnal.

MICHEL (265-90-00) (D., L.), 21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Bluffeur.

☞ **MOGADOR** (285-45-30) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h 30 : la Femme du boulanger.

☞ **MONTPARNASSE** (320-89-90), Grande salle (D. soir, L.) 20 h 45, sam. 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30 : les Gens d'en face (à partir du 28). Petite Salle (D. soir, L.), 21 h, dim. 16 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Paso doble.

☞ **MOUFFETARD** (331-11-99) (D. soir, L., Mar.) 20 h 45, dim. 15 h 30 : Il Signor Fagotto (à partir du 29).

NOUVEAUTÉS (770-52-76) (Mer., D. soir), 20 h 30, dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Gigi.

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h : l'Escalier (à partir du 1er).

☞ **PALAIS DES GLACES** (607-49-93) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : le Testament du jour.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

☞ **PALAIS DES SPORTS** (828-40-90) (D. soir, L.), 20 h 30, mer., sam. 14 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : Jules César.

☞ **PLAISANCE** (320-00-06) (D., L.), 20 h 30, sam. 16 h : Libertango.

☞ **POCHE-MONTPARNASSE** (548-92-87) (D. soir), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Ma femme (dernière le 29).

☞ **PORTE DE GENTILLY** (580-20-20) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 16 h : la Fleur de peau.

☞ **PORTE SAINT-MARTIN** (607-37-53) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Dieu, Shakespeare et moi.

POTINIÈRE (261-44-16) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Double foyer.

RENAISSANCE (208-18-50), les Voisins du dessus (à partir du 26).

☞ **SAINT-GEORGES** (878-63-47) (D. soir, L., Mar.), 20 h 45, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On m'appelle Emilie.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : la Bataille de Waterloo.

☞ **TAI TH. D'ESSAI** (278-10-79), I : sam. 22 h, dim. 17 h, Lun. et mar. 20 h 30 : l'Ecume des jours, (D. L., Mar.) 20 h 30 : Dialogues en forme de tringle ; II : sam. 22 h, dim. 17 h, lun. et mar. 20 h 30 : Huis clos, (D. L, Mar.) 20 h 30 : Les Pieds nickelés, dim. 18 h 30, lun. et mar. 22 h 30 : Il est niais le divin enfant, (à partir du 29).

☞ **THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02) (D.), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ **THÉÂTRE GRÉVIN** (246-84-47) (D., L.), 20 h 45 : Sainte-Escroque.

☞ **TH. 3 SUR 4** (327-09-16) (D., L.), 20 h 15 : Chant de moi-même.

☞ **TINTAMARRE** (887-33-82) (D., L.), 21 h 30 : C'est encore loin la mairie ; 22 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ **TH. 13** (588-16-30) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Marthe.

☞ **TOURTOUR** (887-82-48) (D., L.), 18 h 30 : Madame de Sévigné ; 20 h 30 : Fragments ; 22 h 30 : Classées X.

☞ **VARIÉTÉS** (233-09-92) (D. soir. L.) 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames (reprise le 30).

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (Mar.), 20 h 15 : Allo Tokyo ; (D.) 21 h 45 : Chant d'elles : (L.) 23 h : Au suivant ; Lun. 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Deux pour le prix d'un.

CAFÉ D'EDGAR (320-85-11) (D.), I. 20 h 15 + sam., 23 h 45 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 ; Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

CAFÉ DE LA GARE (549-27-78) (D. soir, L.), 20 h, dim., 15 h : F. Sitvant ; (D. soir, L.) 22 h, dim. 17 h : les Méthodes de Camille Bourreau.

NOUVEAU THÉATRE DE COLETTE (354-53-79), I. (L. Mar.), 20 h 30 : le Transexuel – l'Exhibitionniste.

PETIT CASINO (278-36-50) (D.), 21 h : Non je n'ai pas disparu ; 22 h 15 : Nous on sème.

POINT-VIRGULE (278-67-03) (D.), 18 h 30 : Eclairs d'un sorcier ; 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Courteline et Labiche en vacances ; 22 h 30 : Nos désirs font désordre.

TH. 33 (858-19-63), Mer., jeudi., mar. 20 h 30, ven., sam. 18 h 30, dim. 18 h 30 et 20 h 30 : Courteline pas mort ; ven., sam. 20 h 30, dim. 18 h : J'ai cassé ma tirelire.

Les chansonniers

☞ **CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26) (Mer.) 21 h, dim. 15 h 30 : la France au clair de l'urne.

Opérettes

ELYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), mer., sam., 14 h 30, ven., sam. 20 h 30, dim. 14 h et 17 h 30 : Carnaval aux Caraïbes.

FESTIVALS

XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)

Sorbonne, Amphi Richelieu, 18 h 30 : H. Billaut (Debussy).

XVIIe Festival de Sceaux

(660-07-79)

Orangerie, le 28, à 17 h 30 : C. Collard (Field, Chopin, Schumann) ; le 29 à 11 h : Quatuor Novalis (Beethoven, Ravel) ; à 17 h 30 : M. Debost, A. Moglia, T. Adamopoulos, P. Boufil (Mozart).

Festival d'automne

(296-12-27)

NANTERRE, Th. des Amandiers (D. soir, L.), 21 h : la Veillée.

Th. du Rond-Point, Grande Salle, les 25, 26, à 20 h 30 : D.K. Patammal/D.K. Jarayaman ; les 27, 28 à 20 h 30, le 29 à 16 h : A.M. Chakyar ; le 1er à 20 h 30 : K. Amonkar. — Petite Salle, le 25 à 20 h 30 : K. Mohapatra/K. Mohanty ; le 26 à 20 h 30 : R. Ganguly ; le 28 à 16 h, le 1er à 20 h 30 : N. Rajam/Sangita.

Maison internationale du théâtre, les 25, 26, 27, 28 à 20 h 30 : U. Srivinas ; le 1er à 20 h 30 : N. Ravikiran.

TMP, les 25, 26, 27, 28 à 20 h 30, le 29 *à 14 h 30 et 20 h 30 :* M. Graham.

Centre G.-Pompidou (D. soir, Mar.), 20 h 30, dim. 16 h : Qu'ils crèvent les artistes.

Bastille (D. soir, L.), 19 h 30, dim., 17 h : Automne.

Th. de la Ville, les 25, 26, 27, 28 à 20 h 45, le 29 à 14 h 30 : Mercedes.

Saint-Denis, Th. G.-Philipe, le 1er à *20 h 30 : Intérieur.*

La danse

CAFÉ DE LA DANSE (805-57-22), le 27 à 18 h 30, les 28, 30, 1er à 20 h 30, le 29 à 17 h : Voyage-mémoire.

DIX-HUIT THÉATRE (226-47-47) (D. *soir*) 20 h 30 ; dim. 16 h : I. de Silveira ; 22 h, dim. 17 h 30 : I. Calleau (dern. le 29).

ESPACE ACTEUR (262-35-00), les 26, 27, 28 à 21 h, le 29 à 17 h : On ne sait pas qui.

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboïm (Wagner).

La Table Verte, 22 h : P. Bonquillard, J.-P. Seyvos, Cl. Maire (Poulenc, Bartok, Schumann...).

Centre culturel suisse, 20 h 30 : J. Wyttenbach, L. Akerlund (Schönberg, Wyttenbach).

Eglise Saint-Séverin, 20 h 30 : F. Bruggen (Ortiz, Bassano, Virgiliano...).

JEUDI 26 SEPTEMBRE

Salle Pleyel, 20 h 30 : Orchestre de Paris, dir. : D. Barenboïm (Brahms, Stravinski).

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. : Ch. Halffter (Halffter, Bruckner).

La Table Verte, 22 h : voir le 25.

Eglise Saint-Germain-des-Prés, 20 h 30 : Ensemble vocal P. Marco, Arpegione de Gagny, Orchestre de chambre B. Thomas (Mozart).

Eglise Saint-Médard, 21 h : Orchestre de chambre de Zurich, dir. : E. de Stoutz (Haëndel, Vivaldi, Haydn...).

Chapelle de l'hôpital Lariboisière, 19 h 30 : Ensemble Anacreon (Telemann, Montéclair, Bernier...).

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

Salle Pleyel, 20 h 30 : voir le 25.

La Table Verte, *22 h : voir le 25.*

Centre Wallonie-Bruxelles, 20 h 30 : Ensemble Aria (Bach).

SAMEDI 28 SEPTEMBRE

Centre Wallonie-Bruxelles, 20 h 30 : Duo Sivry, D. Blumenthal (Ysaïe, Milhaud, Franck).

La Table Verte, 22 h : voir le 25.

Eglise Saint-Merri, 21 h : J.-S. Bach (Schubert, Servais, Dvorak).

Sainte-Chapelle, 19 h : Ensemble Alia Musica (Fami Cantara...).

DIMANCHE 29 SEPTEMBRE

Eglise St-Merri, 16 h : Y. Susuki, T. Czekaj (Verdi, Bizet, Poulenc...).

Eglise des Billettes, 10 h : A. Heurtematte (Bach, Buxtehude) ; 17 h : O. Bensa (Bach).

LUNDI 30 SEPTEMBRE

Théâtre de Paris, 20 h 30 : N. Hansen (Mozart, Schubert, Grieg...).

Théâtre des Mathurins, 20 h 30 : M. Argerich, E. Wulfson (Beethoven, Prokofiev, Franck).

MARDI 1er OCTOBRE

Théâtre des Champs-Elysées, 18 h 30 : J. Salmon, C. Edwards (Schumann, Bridge, Franck).

Salle Pleyel, 18 h 15 : Camerata de Versailles (Bach, Honegger, Mozart...).

Sainte-Chapelle, *21 h : J.-M. Roosz.*

Jazz, pop, rock, folk

AMERICAN CENTER (335-21-50), les 27, 28 à 21 h : The Bow Gamelan Ensemble.

BAISER SALÉ (233-37-71), 23 h : P. Ramos (dern. le 29) ; le 30, Soul Train ; le 1er, Latino Rock Funk.

BERCY, Palais omnisports (loc. : 504-11-55) (D., L.) ; 20 h 30 : J. Higelin.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : le 25, Swing Collegiens; les 26, 27, 28, Tom Cat; les 29, 30, 1er, M. Saury.

DUNOIS (584-72-00), le 27 à 20 h 30 : J. Kuhn/J.-F. Jenny-Clark/D. Humair.

EGLISE SUEDOISE (763-70-33), le 28 à 18 h : Trio Con Trombe.

FONDATION ARTAUD (582-66-77), 22 h : les 27, 28 : Néné Band.

GIBUS (700-78-88), à 22 h : les 25, 26, Surf Piranhas; le 27, Shakers; le 28, C. Johnson.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D. soir), 19 h 45, dim. 17 h : J. Erdos.

MAIRIE DU XIVe, le 27 à 21 h : Queiroz; le 28 à 21 h : Queiroz, Mamulengo, Yara.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 heures : mer., Ch. Benichou, jeu., ven., sam., I. Perce; dim., H. Gulbay; lun., mar., M. de Carvalho; à *0 h 30 :* merc., G. Hunter; jeu., M. Sylva, ven.; Loalwa ; sam., P. Knowles ; dim., R. Sweed; lun., Betina; mar., J. Bonnard.

MÉRIDIEN (758-12-30), 22 h : B. Carter *(dern. le 25). A partir du 26 :* C. Bolling.

MONTANA (548-93-08) (D.), à 22 h, le 30, R. Urtreger, A. Cullaz; les 25, 26, 27, 28 : E. Caumont.

MONTGOLFIER (554-95-00), les 30, 1er à 22 h : *J. Montebruno.*

NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30, les 25, 26, 27, 28 : Ch. Baker, P. Catherine, J.-L. ; le 1er : Cl. Barthélémy.

OLYMPIA (742-25-49), le 30 à 20 h 30 : China Crisis.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : mer., Watergate Seven + One; jeu., R. Franc Hot Jazz Quartet; ven., Quintette de Paris; sam., Metropolitan Jazz Band; lun., New Jazz Bandar; mar., M. Zanini + S. Woodyard.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Roques, A. Jean-Marie, A. Cullaz, R. Portier.

PHIL'ONE (776-44-26), 22 h, le 25 : soirée zaïroise; les 26, 29 : soirées Fresh de Dan; les 27, 28 : Super Diamond de Dakar.

LA PINTE (326-26-15), à 22 h : les 25, 26, Night Flight; les 27, 28, Outre Mesure; les 30, 1er, M. Serri.

REX CLUB (236-83-93), le 25 à 22 h : 3 O'Clock.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : D. Doriz (dern. le 28) ; le 1er : Tom Cat.

SUNSET (261-46-60), 23 h : T. Kibwe, A. Ginapic, J. Gregg, C. Henderson.

STAND BY (633-90-23), ven., sam. 22 h 30 : T. Nighter.

TROIS MAILLETZ (354-00-79), ven., sam. 23 h 30 : P. Cooper.

Le music-hall

CASINO DE PARIS (280-20-89) (D. soir, L.) 21 h, dim. 16 h : S. Gainsbourg.

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

CHEZ GEORGES (326-79-15) (D., L.), 20 h 30 : M. Mailhe (à partir du 1er).

CENTRE CULTUREL SUISSE (271-44-50), le 28 à 17 h et 18 h 30 : Y. Theraulaz.

ESPACE GAITE (327-95-94), 20 h 30 : Ph. Val (dern. le 28).

FORUM DES HALLES (203-11-11), le 1er à 21 h : Franky Vincent.

GYMNASE (246-79-79) (D., L., Mar.) 21 h : Th. Le Luron.

OLYMPIA (742-25-49) (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 17 h : Claude Nougaro.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES *(260-44-41), 22 h 30 et 24 h : M.* Garay, L. Rizzo, Cabrerita, J. et S. Rey.

En région parisienne

BOBIGNY, M.C. (831-11-45), le 26 à 20 h 30 : The Knee Plays.

CHEVILLY-LARUE, CC (686-62-74), le 28 à 20 h 30 : D'amour et d'eau froide.

FONTENAY-SOUS-BOIS, salle *J.-Brel* (875-44-88), le 26 à 20 h 30 : Ballet du Nicaragua.

IVRY, Th. des Quartiers (672-37-43) (D. soir, L.), à 20 h 30, dim. 17 h : le *Paradis sur terre.*

NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), voir Festival d'automne.

RUEIL-MALMAISON, Th. A.-Malraux (732-24-42), le 26 à 20 h 45 : l'Ouest, le vrai.

ROYAUMONT, Fondation (035-30-16), le 29 à 16 h 30 : Ensemble A Sei Voci (Ockeghem, Josquin des Prés, Dunstable...)

SAINT-DENIS, Th. G.-Philipe, (243-00-59), le 1er oct., à 20 h 30 : voir Festival d'automne.

SAINT-CLOUD, Festival (602-70-40), le 25 à 20 h 45 : A. Weissenberg ; le 26 à 20 h 45 : A. Metayer ; le 27 à 15 h et à 20 h 45 : les Fausses Confidences ; le 28 à 20 h 45 : P. Perret ; le 29 à 17 h : Petits Chanteurs de Sainte-Croix de Neuilly ; le 30 à 20 h 45 : J. Chouquet.

SURESNES, Th. *Jean-Vilar*, le 1er, à 21 h : Grand Orchestre du Splendid.

VERSAILLES, Th. Montansier (950-71-18), les 27, 28 à 21 h : Faisons un rêve.

LE VESINET, CAL (976-32-75), le 27 à 21 h : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. : J. Mercier Bellini).

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

16 h, les Filles du Rhône, de J.-P. Paulin; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h, la Révolte des dieux rouges, de W. Keighley; 21 h, la Ménagerie de verre, de I. Rapper.

JEUDI 26 SEPTEMBRE

16 h, Firmin, le muet de Saint-Pataclet, de J. Severac; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h, le Grand Assaut, de L. Seiler; 21 h, Opération dans le Pacifique, de G. Waggner.

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

16 h, Gaspard de Besse, de A. Hugon; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h, Storm warning, de S. Heisler; 21 h, Lightning strikes twice, de K. Vidor.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE

15 h, Forfaiture, de M. L'Herbier; 17 h, l'Œil de la serrure, de L. Torre-Nilsson; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h, le Désert de la peur/Une corde pour te pendre, de R. Walsh; 21 h, l'Inconnu du Nord-Express, de A. Hitchcock.

DIMANCHE 29 SEPTEMBRE

15 h, François Ier, de Christian Jaque; 17 h, Des enfants, des mères et un général, de L. Benedek; Rétrospective Warner Bros *1950-1985 : 19 h,* Force of arms, de M. Curtiz; 21 h, Capitaine sans peur, de R. Walsh.

LUNDI 30 SEPTEMBRE

Relâche.

MARDI 1er OCTOBRE

16 h, Gargousse, de H. Wulschleger; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h, la flamme du passé, de V. Sherman; 21 h (en avant-première et en présence de l'auteur), Ana non, de J. Prat.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 25 SEPTEMBRE

15 h, 9e Festival international du film d'art : films en compétition; 17 h, Cinéma japonais contemporain : le Goe sanagi, de H. Mimura; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : la Chaise vide, de P. Jailaud.

JEUDI 26 SEPTEMBRE

15 h, 9e Festival international du film d'art : films en compétition; 17 h, Cinéma japonais contemporain : Ohan, de K. Ichikawa (v.o. st. angl.) ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : les Belles Manières, de J.-C. Guiguet.

VENDREDI 27 SEPTEMBRE

15 h, 9e Festival international du film *d'art : films en compétition; 17 h, Cinéma* japonais contemporain : les Enfants du général McArthur, de M. Shinoda (v.o. st. angl.) ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : Corps à cœur, de P. Vecchiali.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE

15 h et 17 h, 9e Festival international du film d'art : films en compétition; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : En l'autre bord, de J. Kanapa; 21 h, Cinéma japonais contemporain : *Onimasa*, de H. Gosha (v.o. st. angl.).

DIMANCHE 29 SEPTEMBRE

15 h et 17 h, 9e Festival international du film d'art : films en compétition ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : Histoire de Paul, de R. Féret; 21 h, Cinéma japonais contemporain : Enlèvement et reporters (v.o. st. angl.).

LUNDI 30 SEPTEMBRE

15 h et 17 h, 9e Festival international du film d'art : films en compétition; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : le Fils puni, de P. Collin.

MARDI 1er OCTOBRE

Relâche.

Les exclusivités

ALAMO BAY (A., v.o.) Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38); Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; *George-V, 8e (562-41-46).*

AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : George-V, 8e *(562-41-46)* ; Français, 9e (770-33-88).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Espace gaîté, 14e (327-95-94).

BRAS DE FER (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).

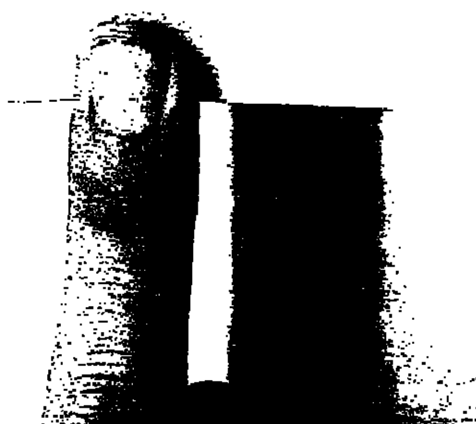
CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).

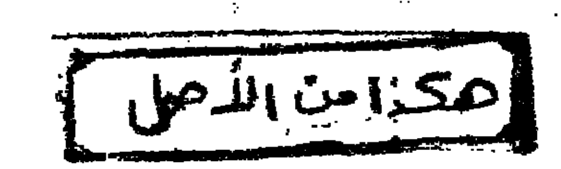
CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33)) ; Denfert, 14e (321-41-01).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40). — V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (563-16-16). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).





DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

GOULAG (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18.

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Images, 18e (522-47-94).

LIFE FORCE (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LE NEVEU DE BEETHOVEN (Fr.-All., v.angl.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76). – V.f. : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Montparnasse, 14e (335-30-40).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, 11e (805-51-33).

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).

ORINOKO (Ven.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

PALE RIDER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06), Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PERFECT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94).

POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PROFS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74 ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-97-77) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (579-33-00) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27). – V.f. : Murat, 16e (651-99-75) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04) (h. sp.).

STRANGER KISS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (561-95-94).

SUBWAY (Fr.) : Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61) (h. sp.).

TOUCHE ! (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40)

TRISTESSE ET BEAUTÉ (Fr.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60)

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

LA FEMME PERVERTIE (**), film italien de Joe d'Amato. – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE, film américain de George Miller et George Ogilvie (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LE MYSTÈRE ALEXINA, film français de René Feret : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LE VAUTOUR, film israélien de Yaki Yosha, v.o. : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).



Les grandes reprises

A.K. (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-it., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

2001 : ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (329-79-89).

Dr FOLAMOUR (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

DOUX OISEAUX DE JEUNESSE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'ÉVADÉ D'ALCATRAZ (A., v.f.) : Gaîté-Boulevard, 2e (233-67-06).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE FLEUVE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (329-79-89).

GEANT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

GEORGIA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

HISTOIRES EXTRAORDINAIRES (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'HOMME AU PISTOLET D'OR (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA 8e FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) (2 salles) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

IL ETAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION, (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) (h. sp.).

LAURA (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

METROPOLIS (All.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MOMIE (A., v.o.), St-Germain Studio, 5e (633-63-20).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Calypso, 17e (380-30-11).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE ROI LEAR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des arts, 15e (527-77-55).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) (Lubitsch) : Action La Fayette, 9e (329-79-89).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

UNDERFIRE (A., v.f.) : Club, 9e (770-81-47).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Club, 9e (770-81-47).

YENTL (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

Les festivals

CARNÉ-PRÉVERT, Ranelagh, 16e (288-64-44), en alternance : les Visiteurs du soir, les Portes de la nuit, les Enfants du paradis.

CARNÉ, Champo, 5e (354-51-60) : Drôle de drame ; Hôtel du Nord.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 14 h : la Grande Illusion ; 16 h : la Pêche au trésor ; 18 h : l'Evangile selon saint Mathieu ; 20 h : l'Extravagant Mr Ruggles ; 22 h : l'Inconnu du Nord-Express.

LES COMÉDIES MUSICALES DE L'ÉTÉ 85 (v.o.), Mac-Mahon, 17e (380-24-81), mer., sam. : Broadway Mélody ; jeu. : L'amour vient en dansant ; ven. : Parade de printemps ; dim. : Cover Girl ; lun. : Top Hat ; mar. : Amanda.

D'APRES DURAS, Olympic, 14e (544-43-14), mer., ven., dim. : Moderato Cantabile ; jeu., sam., lun. : Une aussi longue absence.

M. DURAS, Denfert, 14e (321-41-01), lun. 17 h 50 : le Navire Night ; jeu. 12 h : Aurelia Steiner ; mer. 20 h, dim. 16 h : India Song.

L'ÉTÉ D'EASTWOOD (v.o.), Action Rive Gauche, 5e (329-44-40), mer. : Firefox ; jeu. : l'Evadé d'Alcatraz ; ven. : l'Epreuve de force ; sam. : Honky Tonkman ; dim. : la Corde raide ; lun. : Sudden Impact ; mar. : Bronco Billy.

FASSBINDER (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), mer., sam. lun. : Effi Briest ; jeu. : les Larmes amères de Petra von Kant ; ven., dim. : le Marchand de quatre saisons.

HUMOUR ANGLAIS (v.o.), Action-Ecoles, 5e (325-72-07), mer., lun. : Tueurs de dames ; jeu. : l'Homme au complet blanc ; ven., mar. : De l'or en barre ; sam. : Whisky à gogo ; dim. : Noblesse oblige.

CINÉMA ITALIEN (v.o.), Olympic, 14e (544-43-14), mer. : La terre tremble ; jeu. : la Nuit ; ven. : le Manteau ; sam. : Bellissima ; dim. : l'Avventura ; lun. : Europe 51 ; mar. : Il bidone.

A. KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (532-91-68), Dode's Caden ; Dersou Ouzala ; Barberousse. – Denfert, 14e (321-41-01), sam. 16 h 30, lun., 20 h : les Sept Samouraïs ; mar. 14 h : Chien enragé. – 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) (v.o.), mer., lun. : les Sept Samouraïs ; jeu. : Scandale ; ven. : Chien enragé ; sam. : l'Idiot ; dim. ; les Bas-Fonds ; mar. : la Légende du grand judo.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio 28, 18e (606-36-07), mer. : Une défense canon ; jeu. : La Croisée des destins ; ven. : Comment claquer un million de dollars ; sam. : la Taverne de la Jamaïque ; dim., mar. : la Forêt d'émeraude.

S. RAY (v.o.), Olympic-Entrepôt, 14e (544-43-14) : mer., lun : la Maison et le Monde ; jeu. : la Déesse ; ven. : Pather Panchali ; sam. : Aparajito ; dim. : le Monde d'Apu ; mar. : les Joueurs d'échecs.

LE RETOUR DU VRAI RELIEF « 3 D » (v.o.), Action-Christine, 6e (329-11-30), mer., ven., dim., mar. : Le crime était presque parfait ; jeu., sam., lun. : l'Homme au masque de cire.

E. ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), en alternance : lun. 14 h : la Marquise d'O ; lun. 16 h : le Genou de Claire ; dim. 19 h : la Collectionneuse ; jeu., sam. 22 h 10 : les Nuits de la pleine lune ; jeu. 18 h 30, mar. 22 h : la Femme de l'aviateur ; – Denfert, 14e (321-41-01), sam. 12 h : le Beau Mariage ; dim. 12 h : Pauline à la plage ; sam. 15 h 30 : Perceval le Gallois.

TOTO, Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), mer. 19 h, dim. 17 h 30 : Toto apôtre et martyr ; dim. 15 h 50 : Toto le Moko.

TRILOGIE MAD MAX, Publicis Champs-Elysées, 8e ; ven. 0 h 30.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), mer., jeu., ven., sam., 22 h 10.

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), jeu., sam., 22 h.

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven., 17 h 50.

CASANOVA (de Fellini) (It., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56), sam., dim., 17 h 30.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), mer., jeu., ven., sam., 18 h, lun., mar., 15 h 45.

LES CHIENS DE PAILLE (**) (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), sam., dim., 22 h.

CLÉOPATRE (A., v.f.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), mer., sam., 15 h 50.

CUL-DE-SAC (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), lun., 11 h 35.

ET DIEU CRÉA LA FEMME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), dim. 14 h.

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), dim. 17 h 35.

EQUATEUR (Fr.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), jeu, ven., 13 h 30.

FURYO (Jap., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), jeu., ven., 15 h 45. – Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), lun. 11 h 50.

HAIR (A., v.o.), Boîte à films, 17e (622-44-21), dim., lun., mar., 18 h.

HAMMETT (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), mer., lun., mar., 16 h, ven., 14 h.

HUIT ET DEMI (It., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) : ven. 0 h 10.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mar., 21 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Fr.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21), dim., lun., mar., 20 h 15, ven., sam., 24 h.

JULES ET JIM (Fr.) : Châtelet-Victoria 1er (508-94-14), 13 h 10 ; + Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., 11 h 40.

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 14 h, 20 h 45.

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mar. 17 h 30.

MACAO, LE PARADIS DES MAUVAIS GARÇONS (A., v.o.), Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) : 12 h et 24 h.

M LE MAUDIT (All., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), ven., 15 h 50, dim., 22 h.

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), sam. 19 h 40.

METROPOLIS (All., muet) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), dim., 11 h 45.

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 15 h + sam., 0 h 15.

LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), mar. 12 h 10.

NOSTALGHIA (It.-sov., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), ven., 22 h, dim., 15 h 45.

ORDET (Dan., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 30.

PIXOTE, LA LOI DU PLUS FAIBLE (*) (Brés., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), lun. 11 h 40.

POSSESSION (**) (Brit., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), mer., dim., lun., 22 h, sam., 15 h 45.

ROCKY HORROR PICTURE SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 25, ven., sam., 0 h 15.

SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), ven., sam. 23 h 50.

LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), lun. 20 h.

LA SOIF DU MAL (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 50.

TRASH (**) (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), lun., 11 h 35.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33), mer., 17 h., sam., 19 h, dim., 14 h.

Avant-première

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12), mar., 20 h.

PORC ROYAL (G.B.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-56-00), mar., 20 h, 22 h.





CARNET DU Monde

Réceptions

– Au cours d'une réception à l'Elysée, mardi 24 septembre à 18 heures, M. François Mitterrand a remis à notre collaborateur M. Alfred Sauvy les insignes de grand-croix de l'ordre national du Mérite.

Naissances

– M. Adrian FILIMON
et Mme née Laurence Bertin Lehmann
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Paul

Paris, le 21 septembre 1985.

Mariages

– Robert LION
et
Brigit de KOSMI
sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité le 7 septembre.

44, rue de la Butte-aux-Cailles,
75013, Paris.

Décès

– Mme Yvette Aubert,
sa compagne,
M. et Mme Stéphane Van Son-Rougerie
et leurs enfants Gaël et Thomas,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André BARBEY,
docteur en droit.

Selon le désir du défunt, ses obsèques ont eu lieu à Genève dans la plus stricte intimité.

Domicile : 70, route de Suisse,
CH 1290 Versoix.

– Sarah Borenstein,
son épouse,
Michel Borenstein et Jacqueline,
ses enfants,
Jérôme et Nicolas,
ses petits-enfants,
Rose et Berl Gold,
Boris et Gilberte Borens,
Marc et Fanny Borens,
Maurice et Gaby Chevenne,
ses sœur, frères, belles-sœurs et beaux-frères,
Ses neveux, nièces, cousins, cousines, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Israël BORENSTEIN,

survenu le 20 septembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 26 septembre.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

54, rue Pelleport, 75020 Paris.
69, rue d'Amsterdam, 75008 Paris.

– *Le conseil de surveillance,*
Les gérants et le personnel de la société internationale de la Moselle GmbH,

ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Rolf LAHR,

membre du conseil de surveillance
de la SIM,
ancien secrétaire d'Etat
de l'Auswärtiges Amt,
ancien ambassadeur
de la République fédérale d'Allemagne,

grand officier de la Légion d'honneur,
grand-croix de l'ordre du Mérite
de la République fédérale d'Allemagne.

survenu dans sa soixante-dix-septième année, le 14 septembre 1985.

– Mme Barbara Lecocq
née Krieger,
Et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel LECOCQ,

survenu subitement le 22 septembre 1985.

L'inhumation aura lieu le vendredi 27 septembre à 16 heures, au cimetière de Saint-Victor d'Epine, près de Brionne (Eure).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mlle Monique Randriamahefa,
sa fille
a la douleur de faire part du décès de

Mme Yvonne MARTIN,
avocat honoraire au barreau de Paris,
juge au tribunal de grande instance
de Paris,

survenu le 13 août 1985, à l'âge de soixante-quatre ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, le lundi 19 août 1985, en l'église de Cellettes (Loir-et-Cher).

Elle repose désormais en Val-de-Loire, dans la sépulture de famille.

19, rue Duvivier,
75007 Paris.

Anniversaires

– Pour le cinquième anniversaire du décès de

Gisèle BESNAINOU,

tous ceux qui l'ont connue, estimée et aimée auront une pensée et une prière pour elle.

– Il y a sept ans disparaissait

Louis GUIRAL
né Louis Guiraudon.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

– Pour le dixième anniversaire de son décès, le souvenir du

docteur Roland IRAILAU,

de Saint-Cyr-sur-Loire, a été évoqué le 25 septembre 1985 à la synagogue de Tours, à l'initiative de ses parents, qui demandent à ceux qui l'ont connu et aimé une pensée pour sa mémoire.

Messes anniversaires

– A l'occasion du deuxième anniversaire du rappel à Dieu de

M. Tino ROSSI

une messe sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue du Roule, le 27 septembre, à 17 h 30.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

De la part de Mme Tino Rossi, Laurent, Pierrette et leur famille.

Communications diverses

– A l'invitation de Mgr Deroubaix, le cardinal François Marty donnera le dimanche 29 septembre à 10 heures une conférence à la basilique de Saint-Denis, 7, rue Catulienne 93200 Saint-Denis sur le thème, « Vingt ans après... les enjeux du concile ». Renseignements : (1) 820-35-01.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

– Université Paris-I, samedi 28 septembre à 9 heures, salle L. Liard, M. Bakri Aladdin : « Abdalgani An-Nabulusi (1143-1731) ». Œuvre, vie et doctrine.

– Université Paris-I, lundi 30 septembre à 14 h 30, salle L. Liard, M. *Thierno Mouctar Bah* : « *Guerre,* pouvoir et société dans l'Afrique précoloniale (entre le lac Tchad et la côte du Cameroun ».

COMMUNICATION

Au conseil des ministres

LE PROJET DE LOI SUR LES TÉLÉVISIONS LOCALES FAVORISE LES ENTREPRISES MULTIMÉDIAS

Le conseil des ministres devait examiner, ce mercredi 25 septembre, le projet de loi sur les télévisions locales, qui modifie la loi du 29 juillet 1982. Après deux mois de concertations et d'arbitrages, le texte qui est sorti du Conseil d'Etat en début de semaine est d'inspiration très libérale. Il accorde à la Haute Autorité la tutelle de toute la communication audiovisuelle locale, en télévision hertzienne comme sur le câble. La zone de diffusion locale est définie comme n'excédant pas 60 kilomètres dans sa plus grande dimension. En revanche, Télédiffusion de France (TDF) conserve le monopole des moyens de diffusion.

Le texte corrige l'article 80 de la loi de 1982 afin de permettre le développement d'entreprises multimédias, *tout en faisant* obstacle aux concentrations abusives. Ainsi une même personne physique ou morale pourrait cumuler jusqu'à cinq autorisations *dans chacun des différents* types de services : radio, télévision hertzienne, télévision par câble. Comme dans la loi sur la presse, cette règle vaut pour toute entreprise qui, par sa participation dans une société titulaire d'autorisation, exercerait un quelconque contrôle sur le fonctionnement de celle-ci.

Le projet de loi prévoirait la possibilité pour les exploitants du câble d'être opérateurs de télévisions locales. Les collectivités locales engagées dans le plan de câblage pourraient ainsi être associées au développement des stations de télévision.

AU 37e PRIX ITALIA DE TÉLÉVISION

La fuite des réalités

La BBC a encore remporté deux récompenses cette année au 37e prix Italia, avec *West Side Story de Leonard Bernstein* et *Héros hantés.* Deux seconds prix, pourtant. Quelle que soit leur qualité, on est loin du grand choc provoqué l'an dernier à Trieste avec *Made in Britain.* En dehors peut-être du document réalisé par Agneta Elers Jalerman pour la télévision suédoise – *Au-delà du chagrin et de la douleur,* qui a obtenu le prix Italia du documentaire, – rien qui bouleverse, rien qui passionne. La cuvée 1985 est bonne, elle n'est pas excellente.

De notre envoyée spéciale

Cagliari (Sardaigne). – La ville descend et se promène d'une colline à l'autre. Escaliers et ruelles sombres déboulent sur des places d'où l'on voit brusquement la mer à l'infini. Il a plu et les *ragazzi* ramassent en plein centre des escargots dans des jardins trempés par l'orage. *Au sommet de la ville,* à *l'intérieur* de la Citadelle des musées – magnifique forteresse qui domine la capitale de la région autonome de Sardaigne, – quelque cinq cents personnes sont rivées devant des petits écrans.

Italiens, Français, Allemands, Belges, Yougoslaves, Américains, Canadiens, Coréens – et pour la première fois des Chinois, – responsables de chaînes du service public, directeur d'unités de programme, journalistes, critiques, venus de trente-trois pays, regardent sans désemparer les films envoyés en compétition. Près de soixante en tout, répartis en trois sections (dramatique, documentaire, musique). *Huit heures de projection par jour* pendant quinze jours, sans compter les heures d'écoute de radio, les colloques. Le prix Italia reste une des grandes manifestations de radio et de télévision, une des plus prestigieuses. Il défend une certaine idée de la qualité, une *éthique,* liée à une conception du service public.

Est-ce le fait du hasard ? Un glissement progressif vers les charmes discrets du rétro ? Côté dramatiques, on a été inondé par un type de fictions. Enfance anglaise sous les bombardements de 1940, drames de la bourgeoisie flamande au début du siècle, *huis-clos dans un camp* de jeunes réfugiés dans l'Australie de 1945, tourments érotiques d'une reine espagnole en 1936... Sur dix-huit fictions présentées, treize ont *trait au passé.* Etrange fuite de la réalité. Faut-il voir là une évolution de la production mondiale, le début d'un conformisme, d'une timidité à l'égard des problèmes de société comme l'a dénoncé (peut-être un peu vite) le jury ?

> **LE PALMARÈS**
>
> **Dramatique.** – Prix Italia : *Une écriture de femme bleu pâle,* d'Axel Cortel et Kurt Ritting, d'après Werfel (Autriche, ORF). Prix RAI : *T'as pas une chance, saute dessus,* de Jarl Emsell Larsen (Norvège, NRK).
>
> **Documentaire.** – *Prix Italia : Au-delà du chagrin et de la douleur,* d'Agneta Elers-Jalerman (Suède, SVT). Prix Villa de Luca : *Héros hantés,* de Tony Salmon et Nadia Haggar (Grande-Bretagne, BBC).
>
> ***Musique. – Prix Italia : Koyaanisqatsi,*** de Godfrey Reggio, musique de Philip Glass (Etats-Unis, CPB/PBS). Prix de la région autonome de la Sardaigne : *West Side Story de Léonard Bernstein,* de Christopher Swan (*Grande-Bretagne, BBC*).
>
> *En radio,* le Prix Italia a été attribué à *Scènes d'une exécution* (Grande-Bretagne, BBC) et le Prix spécial, à *Tourments d'amour* (Italie, RAI).

La crainte du « grand public » ?

Pas si simple ! Car si l'on regarde ce qui se passe chez nous, on voit que ce regard existe, sous de nouvelles formes. Mais qui oserait envoyer un de ces « polars » à l'écriture moderne, où se décryptent les mécanismes sociaux dans l'humour, la violence et les règles du genre. Qui oserait envoyer dans la section musique des émissions de rock ou même de jazz, là où, justement, le langage bouge ? *Le Festival* a peut-être gardé de ses origines aristocratiques une forme de crainte devant l'émission dite « grand public ». Il a préféré cette année donner son premier prix musique à *Koyaanisqatsi,* le second au *West Side Story* de Leonard Bernstein. C'était privilégier un travail de recherche intelligent – variations visuelles sur une musique répétitive – mais pour initiés par rapport à un film qui fait l'unanimité. En filmant les tensions, les erreurs, les colères, les moindres mouvements d'humeur de quelques journées de l'enregistrement du disque dirigé pour la première fois par le Maître, la BBC a réalisé un étonnant film d'initiation sur la musique. *« Quelle conception du service public ont-ils donc ? »,* ont ironisé certains. Au prix Italia, on ne s'étripe pas, les partisans du service public et ceux du privé s'envoient des vacheries en douce.

Le jury a donc eu beaucoup de mal à départager les programmes. On a bien aimé dans la catégorie des dramatiques *Une écriture de femme bleu pâle,* présentée par la télévision autrichienne ORF, qui décrit une journée particulière de la vie de Leonidas Tachezy, homme politique influent, découvrant en 1936 qu'il a un fils de douze ans d'une femme *juive aimée auparavant. Ironie,* subtilité, raffinement, intelligence des situations, mais la facture est absolument classique.

Pas davantage de surprise avec *Personnes déplacées,* de la télévision australienne, qui traite de manière efficace des répercussions de la guerre sur des adolescents. Citons, parce qu'elles le méritent, mais sans pour autant monter au ciel, *Esclaves et pharaons,* de Patrick Meunier, qu'on verra bientôt sur Antenne 2, fable forte baignée d'une lumière qui fait penser aux éclats d'un diamant ; *A propos d'hommes, de femmes et d'enfants* (de la télévision yougoslave), un des rares regards sur le monde d'aujourd'hui ainsi que *T'as pas une chance, saute dessus,* de la NRK norvégienne, sur les squatterns des années 70.

Un seul documentaire s'imposait vraiment : le film d'Agneta Elers Jalerman, *Au-delà du chagrin et de la douleur,* dont on a dit tout le bien *qu'on pensait quand il a été diffusé* chez nous en mars dernier. Un document entre la vie et la mort, l'histoire vraie d'Agneta, qui a filmé pendant quatre ans ses efforts pour ramener à la surface son mari muet, aveugle, hémiplégique. Un film pourtant sensuel, à vif, nu et jamais impudique. Signalons encore *Héros hantés* (BBC), un reportage sur des anciens soldats du Vietnam incapables de se réadapter à la vie civile et qui errent dans des forêts américaines, et *la Voix,* un document yougoslave sur un vieux paysan qui n'a *plus dans sa vie que son frère,* installé aux États-Unis. Depuis des années, ils correspondent par cassettes : échange incessant des voix *sur table ripolinée de vert.* Simplicité, densité.

CATHERINE HUMBLOT.

A VOIR

Les 500 bougies de Pivot

« Construire un spectacle avec des choses inertes », affirmait Bernard Pivot il y a huit ans en parlant d'« Apostrophes ». Et il ajoutait : *« Un livre, ça ne bouge pas. Alors, j'ai choisi de passer par les auteurs pour donner cette dimension spectaculaire : on voit les idées aller d'une bouche à l'autre. »* L'idée a réussi. Au-delà peut-être des espérances de son inventeur. Vendredi 27 septembre, Bernard Pivot fête le 500e épisode de cette aventure littéraire que suivent chaque semaine en France, depuis une décennie, deux à cinq millions de téléspectateurs. Sans compter ceux des pays francophones et bientôt de New-York, puisqu'une chaîne du réseau câblé de la métropole américaine a acquis quarante-huit émissions qu'elle diffusera en version française.

Alerte, l'œil pétillant, les mains virevoltantes, arborant quand il le faut cet air faussement candide qu'on lui connaît, tel est Pivot. Sans faire de triomphalisme, il estime qu'il a rempli le contrat qu'il s'était fixé, même s'il n'affiche pas une satisfaction béate. Modeste, il confie qu'aujourd'hui encore *« il ne sait pas avant de commencer si une émission intéressera ou décevra ».* Chacune lui apparaît *« hypothétique, fragile, risquée ».* C'est cette incertitude qui le pousse à continuer, ainsi que *« l'excitation de réunir des écrivains sous la lumière des projecteurs ».* Le jour où cette *« excitation »* lui fera défaut, il s'arrêtera.

L'un des dangers qui menacent le plus son émission ? *« De plus en plus d'éditeurs influencent leurs auteurs, dit-il, leur conseillent de ne dire du mal de personne. »* C'est principalement le cas pour les romanciers, qui, déplore Bernard Pivot, *« se mettent alors à mentir effrontément, à pratiquer une politesse exquise qui devient stupide ».*

Est-il donc à l'abri des pressions des éditeurs ? *« Je ne fais pas « Apostrophes » en fonction d'eux. »* Se voulant journaliste d'information, Pivot déclare *« se ficher du nombre de livres qu'il fait vendre ».* Pour souffler les cinq cents bougies, Pivot a invité une brochette d'écrivains, la plupart étrangers d'expression française. Et il promet une surprise.

ANITA RIND.

★ « Apostrophes », vendredi 27 septembre, A2, 21 h 30 (durée exceptionnelle de l'émission : une heure trente).



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

La technique super plus

Nous sommes une PMI (60 MF, 80 p.) mondialement connue dans le domaine de machines spéciales destinées aux industries agro-alimentaires, chimiques... Notre notoriété s'appuie sur un savoir-faire très spécifique, une grande capacité d'innovation technique, une forte impulsion commerciale (75% à l'export). Nous recherchons un

INGENIEUR D'ETUDES

pour lui confier, à la tête d'une petite équipe, la responsabilité de conception et d'industrialisation d'une de nos lignes de produits. Ce poste doit évoluer rapidement vers la responsabilité globale du Bureau d'Etudes.
C'est un jeune ingénieur (AM, INSA...) pouvant se prévaloir d'une première expérience réussie dans un secteur proche (mécanique, automatismes, électronique...).
Il dispose d'excellentes aptitudes managériales lui permettant, à terme, d'encadrer une équipe importante.
L'anglais courant est indispensable.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 509261 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Département Industrie



PARIS-NEW YORK

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Banque d'affaires internationale
aux activités très diversifiées

recherche
pour renforcer son service audit interne basé à Paris

AUDITEURS CONFIRMÉS

- De formation supérieure + DBCS complet.
- Ayant plusieurs années d'expérience soit au sein d'établissements bancaires, soit en cabinet d'audit international avec des missions au sein d'établissements bancaires.
- Possédant des qualités relationnelles et rédactionnelles et une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer c.v. et prétentions sous réf 7.817
le Monde Pub., service annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

IMPORTANT EDITEUR
ADULTES / JEUNESSE
recherche

ASSISTANT(E) DIRECTEUR ARTISTIQUE

Ce poste requiert créativité, organisation, sens contacts illustrateurs(trices).
Excellentes connaissances mise en page, maquettes, fabrication du livre.

Envoyer curriculum-vitae et photo
sous référence 16552 à CONTESSE PUBLICITE
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Institut d'enseignement recherche, pour assurer à mi-temps l'après-midi

SON SECRÉTARIAT EXÉCUTIF, DIPLOMÉE ÉTUDES SUP. SI POSSIBLE BATIMENT.

Nombreux contacts, anglais, espagnol appréciés.
Envoyer c.v. à I.C.I.
242 bis, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

URGENT. Organisme de formation, cherche PROFS D'ANGLAIS pour départements 93-94
Tél. : 226-52-30.

Association secteur culturel Paris-14e

DACTYLO AIDE-COMPTABLE

pour fichier et courrier, Pierre Seghers : 320-28-88 le matin.

COMMUNE DE LA RÉGION PARISIENNE
recherche
pour son secteur
ORGANISATION ET MÉTHODES
CONTROLE DE GESTION

1 CADRE NIVEAU A

- disposant d'une formation supérieure en organisation et de solides connaissances dans les domaines de l'informatique et des techniques de gestion ;
- ayant des aptitudes à la communication, à l'analyse et la synthèse, au travail en équipe :
- motivation et/ou expérience pour le service public souhaitée.

Envoyer les candidatures s/n° 7826, le Monde Pub., service Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Cherche pour élève prép. agrég. lettres, prof. de latin, cours particuliers.
Écrire sous le n° 312.628 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Centre de formation d'apprentis des métiers de l'imprimerie
recherche professeur de mathématiques, sciences, année scolaire 1985-1986.
URGENT :
téléphoner au 304-13-18.

CABINET D'AUDIT
Commiss. aux Comptes-16e ar. offre à

COLLAB. DÉBUTANTS OU AVEC EXPÉRIENCE

Diplômés de Grandes Ecoles Commerciales
Excellentes opportunités de formation et d'évolution professionnelles
dans un contexte motivé peu nombreux et très soucieux de la qualité des contacts humains.
Env. C.V. sous réf. 85-4 à SCP W&W,
11, rue Oswaldo-Cruz
75016 Paris
ou Téléphone 727-7043 +

BUREAU D'ÉTUDES
proche banlieue parisienne
recherche

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

mécatroniciens expérimentés pour analyse et calculs en temps partagés.
- 60 % en mécanique,
- 40 % en automatique, (électronique, informatique).

Contacts avec donneurs d'ordres et sous-traitants.
Envoyer C.V., photo et prét. sous n° 7821, le Monde Pub.
SERVICE ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche de suite

INGÉNIEURS

ÉLECTRICITÉ-INSTRUMENTATION AUTOMATISME
Déplacements à prévoir.
Envoyer C.V. et prétentions, à P.S.I. - C.E.S.
1 bis, cité Paradis, 75010 Paris.

PARIS

CA 80 MF. 16 ÉTABLISSEM.
Dans le cadre de la restructuration, de l'informatisation de nos services administratifs et financiers, recherchons :

CHEF COMPTABLE
CONFIRMÉ

40 ans minimum. Niveau D.E.C.S. et expér. travaux d'informatisation. Sens du travail en équipe. Dispon. immédiat.
Rémunération.
180.000 F/AN.
Env. CV., lettre manuscrite et photo à ORBIS-GA.
28, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger
(Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe),
demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée MIGRATIONS (G 26)
3, rue Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

secrétaires

Le service marketing d'une importante société de régie publicitaire, quartier Alma-rive gauche cherche
- UNE SECRÉTAIRE STENO-DACTYLO
- UNE SECRÉTAIRE DACTYLO

dynamiques, bonne culture générale, sens de l'organisation et de l'initiative, expérience dans fonction similaire souhaitée.
DISPONIBLES DE SUITE.

Envoyer C.V., photo et prét. à RÉGIE-PRESSE
SERVICE DU PERSONNEL
7, rue de Monttessuy,
75007 PARIS
ou tél. pour R.-V. 555-91-71.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ
QUART. ALMA-RIVE GAUCHE
250 COLLABORATEURS
recherche
pour son Service du Personnel

UNE SECRÉTAIRE BONNE DACTYLO

Solides connaissances traitement de paye sur écran indispensables.
Contrat longue durée six mois.
Env. C.V., Serv. du Personnel, RÉGIE PRESSE
7, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.
Tél. : 555-91-71.

BUREAU DE BANQUE AMERICAINE
cherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

parfaitement bilingue Anglais/Français
260-21-87 le matin.

INGÉNIERIE
A ST-GERMAIN-EN-LAYE (RER)
recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION COMPTABLE

- Bonnes connaissances.
- Anglais requises.

Env. C.V. + photo à :
RÉGIE-PRESSE
sous n° 310.457 M
7, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Garçon de restaurant cherche place extra uniquement pour le soir, téléphoner dans la journée au 336-76-75.

Secrétaire responsabilité. 30 ans recherche emploi stable sur Paris et sa région. 12 ans expérience publicité.
Ecr. s/n° 6.800 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR DU PERSONNEL recherche contrat D.P. ou temps partiel. Tél. 790-02-08.

En quête d'un « must »75 - J.F. dynamique, bien dans son look, 14 ans service exé. d'un grand news, aurait le ticket choc pour poste à responsabilité au sein d'une équipe « très ciblée ». Dispon. rapid. et prête à foncer. Tél. Francine EZNEROWICZ Téléphone : 357-84-11.

J.F. 20 ans, diplômée CCI Paris-Londres. BTS comm. internat., connaissant angl., all., ital., secrét. et bureautique ch. poste de service import-export. M. Tarifi 16, rue Paul-Bert, 75011 PARIS.

SECRÉTAIRE DACTYLO

8 ans expérience, sens des responsabilités, recherche emploi fixe banlieue Est (Chelles, Lagny) ou Paris (proche gare de l'Est ou Nord).
Ecr. s/n° 6 795 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cond. travx exp. G.O.-T.C.E., 30 a., ch. contrat étranger. Tél. : (42) 96-66-21 h repas.

Vendeur-conseil haut de gamme hi-fi, 24 ans, libre O.M., 1 an d'expérience, cherche poste stable.
Etudie toute proposition.
Ecr. s/n° 6797 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 45 ans, formation supérieure (ingénieur + administratif). Forte expérience dans postes hautes respons. France, étranger. Domaines de compétence : ind., bât., services, ingénierie. Recher. collab. active comme DIRECTEUR -D.G. ou S.G. de PME, filiale ou agence. Missions consultant envisag.
Ecr. s/n° 6798 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Directeur Commercial 42 ans, 12 ans chez fournisseur hôtellerie internationalement connu, cherche situation similaire.
Gilbert Lomont, 22, r. Truffaut, 75017 Paris.
Tél. : 522-37-80.

CHEF D'ORCHESTRE

IMAGINATIF ET CRÉATIF
SPÉCIALISTE DE LA COMMUNICATION INTERNE ET EXTERNE
MAITRISANT
LES TECHNIQUES DE :
- Presse écrite, édition...
- Sponsoring (culturel et sportif).
- Vidéo, vidéo-informatique, radio, télévis., T.V. privée.

15 ans de professionnalisme et déjà 36 ans.
Recherche fonction de DIRECTEUR DE COMMUNICATION
Pour en savoir plus :
écrivez sous réf. L.M.
à RSCG CARRIÈRES
48, rue Saint-Ferdinand,
75017 PARIS.

représentation demandes

REPRÉSENTANTE

55 ans, sérieuses références, cherche place stable, V.R.P. exclusive, région parisienne.
Ecr. s/n° 6801 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

Vends SAAB 900 turbo APC luxe, juillet 84, bleu métal., verni, cuir bordeaux, climatisée, t.o. électrique, chaîne stéréo, 38 000 km, état impeccable, garantie usine jusqu'au 1-1-86.
Prix 96 000 F.
Tél. : (1) 859-01-00 bureau ; (3) 952-29-54 (privé).

Part. vend camping car + accessoires Mercedes diesel 206 90.000 km, possibilité véhicule utilitaire. Prix 42.000 F à débattre. Tél. : 017-72-91.

Alfetta 1,8, octobre 1978, 82.000 km, embrayage, pneus réc. 13.000 F. T. : 451-45-41.

boxes - parking

PARIS PARKING ST-SULPICE
Vd droit d'occupation d'un emplacement. Conditions légales.
Téléphone : (16-42) 23-54-81.

L'immobilier

appartements ventes

4e arrdt

PERNETY, grenier. 703-32-31
150 m². TRAVAUX.

7e arrdt

CHAMP-DE MARS
Mo ÉCOLE-MILITAIRE
imm. récent, tt cft, sur rue calme, liv., s. à manger, 1 chbre, entrée, cuis., bains, w.-c. Tél. matin. 544-21-97.

13e arrdt

BUTTE -AUX-CAILLES 2 P., tt cft, calme, s/cour, jard. 330.000 F. 325-97-16.

16e arrdt

JASMIN, 4 PIÈCES
Voie privée, 4e ét., 85 m², calme, soleil. 1.300.000 F. Téléphone : 228-34-39.

17e arrdt

Mo PORTE-MAILLOT
Bon imm., chauf. cent. indiv. 3 P., entrée, cuis., s. d'eau, w.-c. 261, bd Pereire, calme, mer., jeudi, 16 h à 19 h.

18e arrdt

90 m². 800.000 F.
Mo MARCADET, RUE SIMART
entrée, living dble, 2 chbres cuis. équipée, s. de bns, w.-c. IMMO MARCADET. 252-01-82.

MAIRIE XVIIIe. IMM. P.D.T.
3 appts, 2 pièces, confort
Rue Hermel. 230.000 F.
2 pièces, confort : rue du Mont-Cenis. 248.000 F.
3 PIÈCES, CONFORT
rue Eugène-Sue. 423.000 F.
IMMO MARCADET. 252-01-82.

CŒUR MONTMARTRE
PETITE MAISON PLEINE DE CHARME
Calme absolu, 3 chbres, 2 bns
EMBASSY. 562-16-40.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY - SABLONS. Imm. moderne. SÉJOUR, 3 CHBRES, 2 bains, cuis. équipée, 155 m², soleil, TERRASSE, 120 m². 2.800.000 F. Tél. 260-19-39.

94 Val-de-Marne

Part. vend à Vincennes proximité écoles, commerces
2 PIÈCES, 36 m²
Cuisine équipée, w.-c., s. d'eau avec douche, chauffage individuel électrique, 4e ét., 5' bois et RER. Faibles charges.
PRIX 320.000 F.
Téléphone : 808-67-33.

Province

St-Raphaël. Urgent, 3 P., 58 m² + 20 m², terrasse. Tél. (3) 021-64-31. Résidence 835, avenue. Clemenceau.

appartements achats

Sté BARDOT. Tél. 705-45-55
98 bis, bd Latour-Maubourg-7e
rech. urgt. GDS APPTS dans imm. qual. pr clients motivés.

URGENT RECHERCHE
16e, APPT, LUXE
DBLE LIVING + 3 CHBRES
BUDGET. 3.800.000 F.
MICHEL BERNARD. 502-13-43.

Recherche 1 à 2 p. PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire.
Tél. : 873-20-67 même le soir.

Rech. URGENT 110 à 140 m² Paris, préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e. PAIE CPT. Tél. : 873-57-80.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
pour cadres mutés Paris
rech. du STUDIO au 5 PIÈCES
LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs démarche R.C. et R.M.
SODEC SERVICE
Champs-Élysées. 723-55-47
Nation. 341-81-81.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés.
Démarches et tous services.
Permanences téléphoniques.
355-17-50

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 293-60-50 +

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de sociétés.
ACTE - 359-77-55

COSTA RICA - PANAMA
Constitution de sociétés, sièges sociaux, domiciliations, réception et réexpédition du courrier, gestion comptable, J.M.B. Internacional, S.A. Aparcado 489 Centro Colon 1007 San José Costa-Rica. Télex Macaza 2331
Téléphone : 23-77-11.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
TÉLEX SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
(sans frais honoraires)
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ

locaux commerciaux

Locations

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES PÉTROLIERS

recherche en location

UNE BASE D'OPÉRATIONS
aux environs de MELUN

conditions requises :

- bâtiment (s) entre 1.000 et 1.500 m² ;
- bureaux entre 80 et 250 m² ;
- terrain libre entre 3.000 m² et 5.000 m².

Faire offre à Havas Pau sous la réf. D 141 963.
Pl. Clemenceau. B.P. 208 qui transmettra.

Ventes

Vd ou loue 93100 400 m², 1er ét. burx, atel. + 4 p. + 50 m² terrasse. T. : 387-98-37 ou 67-14.

locations non meublées demandes

Paris

Pour loger dirigeants et personnel mutés. IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE rech. DIVERS APPTS 2 à 8 P., STUDIO, VILLAS, Paris et environs. 504-04-45.

J.F. sérieuse ch. studio ou 2 pièces banlieue ouest ou ouest Paris. 2.500 F max. Écr. s/n° 6799 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. T. (1) 889-89-66, 283-57-02.

Cherche 3 pièces
région Versailles et environs
loyer max. 3.500 F CC
Téléphone : 021-93-67.

immeubles

JEAN FEUILLADE. 54, av. La Motte-Piquet, 15e. 566-00-75. Paie compt. 15e, 7e arrdts IMMEUBLES même occupés.

fonds de commerce

Ventes

VOTRE COMMERCE EN SUISSE

Dans un quartier idéal et en plein centre de Bâle, nous proposons 2 500 m² de surface commerciale dans un immeuble moderne et de construction récente, de six étages avec ascenseur. Nous prendrons en considération toutes les propositions d'aménagement intérieur. Les conditions d'achat et de location sont très intéressantes. Début de location selon accord. Veuillez contacter :

USTAG GENERALUNTERNEHMUNG AG
Holbeinstrasse 75 CH-4002 BASEL.

propriétés

Part. vend maison de 1973, 210 m² habit. sur terrain, 2.500 m², 2 km centre Albi. 90 unités.
Tél. : 54-53-78 ou 54-79-71.

FONTAINEBLEAU, 5 km propriété originale sur 1 ha terrain avec piscine, style canadien, 160 m² hab. + dépend. Vue except. sur vallée de la Seine. Prix 1.470.000 F.
Téléphone : 422-74-39.

DIRECTEMENT
SUR PARC DE SCEAUX
BELLE PPTÉ, construct. récente, de qualité, 400 m² développés, parc paysagé. 1.200 m². Tél. 544-11-25.

TOULOUSE, banlieue Nord, 10 km centre, belle habitation moderne, 400 m² habitables, deux salles de bains, cabinets de toilette, sous-sol 400 m², garage 4 voitures. Côteaux, vue imprenable, calme.
Prix : 2.650.000 F.
O.R.I. - 3, rue Caffarelli,
31000 TOULOUSE.
Tél. : (61) 62-61-09.

pavillons

MAREUIL MARLY. Villa récente, 7 P., 2 bains, 180 m² habit., ss-sol total, terr. clos. 1.800.000 F.
LELU (1) 534-57-40.

Particulier vends pavillon Villepreux, près Saint-Nom-la-Bretèche (78), 5 pièces, garage, jardin, proximité écoles, gare SNCF, prix 460.000 F. Tél. : (Ap. 19 h.) 462-42-29.

maisons de campagne

10 KM CAHORS
46150 - ESPECE
Particulier vend dans bourg, maison de plain-pied
(6 pièces dont 1 s. à m., 4 chambres, 1 salon + s. d'eau et w.-c. + cellier) grenier aménageable, garage + pce d'été.
Terrain 500 m².
Tél. M. ATOIÉ, GRAYSSAC, 46150 Catus.
Téléphone : (65) 20-00-11.

l'agenda du Monde

Enseignement

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE
Notre hôtel de 100 chambres sur la mer, célèbre dans le monde entier (à 100 km de Londres), et notre école d'anglais tout aussi célèbre dans les mêmes bâtiments.
25 % DE RÉDUCTION pr les séj. de 90 jours et plus (y compris cours spéc. pour les examens de Cambridge).
REGENCY SCHOOL OR ENGLISH
Ramsgate-on-Sea, Kent (Angleterre). Tél. 843-59-12-12
Télex 96454 ou Mme Bouillon, 4, rue de la Persévérance, Eaubonne 95. Tél. : (3) 959-26-33 (soirée).
LE FRANÇAIS OU L'ANGLAIS EN FRANCE
REGENCY LANGUES
116, av. des Champs-Elysées, 75008 PARIS.
Tél. : (1) 563-17-27 Télex ISO BUR 641605.
REGENCY SCHOOL OF ENGLISH & FRENCH
118/119, palais de la Scala, Monaco.
Tél. : (93) 50-49-00 Télex 4 69 870 118.

Particuliers (demandes)

PARTICULIER ACHÈTE
MEUBLES ANCIENS
même en mauvais état.
BIBELOTS-TABLEAUX
TÉL. RÉPONDEUR : 577-81-00.

Artisans

Transporteur, sérieux, cherche industriel pour travail en location Mercedes LP 709, 30 m3.
M. BARDON.
Tél. le soir : 343-14-71.

Bijoux

ACHAT OR
BIJOUX ANCIENS
MODERNES - BRILLANTS
ARGENTERIE - VIEIL OR
PERRONO Joailliers-orfèvres
à l'Opéra. 4, Chaussée-d'Antin
Etoile 37, av. Victor-Hugo
Ventes. Occasions. Echanges.

BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTIQUES
se choisissent chez GILLET, 19, r. d'Arcole, 4e. 354-00-83.
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.
Métro : Cité. Médaille N.-D. de Paris. Argent 190 F et or.

Cours

DANSE
Cours et Stages
Association Ecriture et chorégraphie.
21, rue Victor-Hugo.
91120 PALAISEAU.
Dany Moreuil : (6) 014-63-97.

Cours Dessin trait-couleurs, Diplômé Arts Déco Paris - Petit groupe - Quartier Etoile - 8, rue des Acacias, 17e.
Tél. 626-73-13 de 9 h à 12 h.

Prof. philo + licencié lett. class. + bil. all., donne cours part. philo, franç., latin, grec et cult. gale pour prép. concours.
Tél. le soir : 205-69-77.

Papyrus

Papyrus d'Egypte 100 % original dessinés et peints à la main, tout artisanat, égyptien. Gros, 1/2 gros, détail. Expo. permanentes à L'Orient Presse, 85, rue Michel-Ange. Paris-16e.
Tél. : 651-61-67.

Timbres

Près La LUDE (Sarthe) particulier vend sur place COLLECTION TIMBRES LAOS NF. et OBLIT. + timbres séparés. Faire offres à M. CABY, rue des Ponts, 72800 Luché-Pringé.

Instruments de musique

A vendre piano Labrousse (1936), restauré entièrement. Prix : 12.000 F. 740-06-41.

Moquettes

A saisir
MOQUETTE 100 % PURE LAINE WOOLMARK
Prix posée : 99 F/m²
Téléphone : 658-81-12.

Spécialités régionales (vins)

N'ATTENDEZ PAS
LES FÊTES DE FIN D'ANNÉE
POUR VOS COMMANDES !
MONTLOUIS AOC.
Vin blanc sec, demi-sec, moelleux, méthode champenoise. Tarifs sur dem. A. CHAPEAU, 15, rue des Aîtres, Husseau, 37270, MONTLOUIS-S/LOIRE.
Tél. : 16 (47) 50-80-64.

Stages

LE CENTRE NATIONAL DES MARIONNETTES PROPOSE UN STAGE DE FORMATION FINANCE PAR L'AFDAS. « La Marionnette, des créations aux créateurs » durée 123 h sur 2 sess. du 22 au 30-11-85 à Paris, du 6 au 24-1-86 à Crosnes (91). Destiné aux artistes - interprètes - marionnettistes, comédiens, danseurs, mimes. Ayant droit AFDAS (48 cachets s/83 et 84). Rens. C.N.M., 345-02-29. Inscript. : AFDAS, 227-95-83. 31 octobre dernier délai.

Troisième âge

LES CÈDRES
Hôtellerie 3e âge, service personnalisé, cuisine soignée, pension complète à partir de 300 F par jour.
33, av. Louis-Aragon, 94800 VILLEJUIF. Mo Louis-Aragon. T. : 638-34-14 et 726-89-63.

Vacances Tourisme Loisirs

DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres à un lit. Demi-pension. £ 60 par semaine, adultes entre 21-60 ans. S'adresser à 172, New Kent, Road London SE 1.
Téléphone : 01-703-4175.

---

les annonces classées
Le Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 555-91-82

RADIO-TÉLÉVISION

Mercredi 25 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 30 Parlons France.
Avec M. Laurent Fabius.

20 h 45 Téléfilm : le Ciel du faubourg.
De J. Tréfouel. Avec P. Banderet, N. Borgeaud, N. Jadot...
Deuxième partie : le domaine enchanté où aboutissent Marc et Paul se déchire. Pour les héros, c'est le retour au faubourg, avec l'angoisse du chômage et la grisaille quotidienne.

21 h 45 Contre-enquête
Emission d'Anne Hoang.
Au sommaire : l'image du père ; les Saint-Aubin, des parents à la recherche de la vérité sur la disparition de leur fils ; Jean Drouet : les choses de la mémoire : Jacques Laurent, dont la nationalité française est contestée ; la Projection, *le film d'un Tunisien sur Paris.*

22 h 50 Performances.
Magazine d'actualités culturelles de M. Cardoze.
Au programme : la création artistique et le comportement culturel des Français à travers plusieurs reportages ; des images de l'étranger et l'agenda.

23 h 20 Journal.
23 h 35 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Les cinq dernières minutes : Tilt.
Réalisation J.-P. Desagnat. Avec J. Debary, M. Eyraud, E. Dandry.
On retrouve un, puis plusieurs cadavres sur les escaliers roulants du forum des Halles. Une manie criminelle directement inspirée par l'environnement contemporain anime un homme étrange.

22 h 5 Les sept chocs de l'an 2000.
Emission de L. Joffrin et R. Portiche, présentée par Miou-Miou, Michel Drucker et Bernard Tapie.
Une plongée dans le prochain siècle. Il sera là dans moins de quinze ans. Des anticipations qui ne sont pas toutes irréalistes, et dont on commence à percevoir les prémices avec la retraite à la carte, la France multiraciale ou l'approche d'une nouvelle manière d'occuper le temps libre. Des révolutions aussi, qui ne surviendront sans doute pas avant le troisième millénaire, comme celle qui permettra un jour d'atteindre banalement l'âge de cent ou cent vingt ans !

23 h 35 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Variétés : Drôles de stars.
Emission de C. Fléouter.
Seconde partie de la saga du rire. Avec Pierre Desproges, Richard Gotainer, Guy Bedos, Gérard Jugnot, Jacques Villeret, Zouc, Thierry Le Luron... Sketches et interviews défilent selon un rythme soutenu. Une émission digne de son titre, qui fait rire à coup sûr.

21 h 30 Journal.

21 h 55 Portrait de Pier Luigi Pizzi.
De S. Hibler.
Une rencontre avec l'un des plus étonnants metteurs en scène d'opéra contemporains, entrecoupée d'images superbes de ses productions (Sémiramis, la Passion selon saint Jean, Alceste) *; des décors et des costumes qui font de chaque spectacle de Pizzi une véritable fête baroque. Un regret cependant : la pauvreté des entretiens, qui alternent de façon conventionnelle avec les séquences filmées sans faire surgir la personnalité de l'homme derrière celle du metteur en scène.*

22 h 50 Coup de cœur.
23 h 30 Prélude à la nuit.

FR 3-PARIS - ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Feuilleton : La révolte des Haidouks ; 17 h 15, Et si... ; 17 h 24 ; La cuisine des juniors ; 17 h 30, Fraggle rock ; 18 h 5, A deux sur la trois ; 18 h 30, Série : Intrigues et pizzas à Haïti ; 18 h 35, Il faut le faire ! ; 18 h 55, Hello moineau ! ; 19 h 5, Atout pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Cinéma ; 21 h, les Voleurs de la nuit, film de S. Fuller.
22 h 40, Stress, film de J.-L. Bertucelli.
0 h 5, Descente aux enfers, film de G. A. Sherman.
1 h 40, Hill street blues.
2 h 25, Jazz à Antibes 84.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, Antipodes : les racines de l'écriture.
21 h 30, Pulsations : soleils noirs et stars de banlieue, dans la région parisienne l'Afrique d'une savane urbaine.
22.30 Nuits magnétiques : profession témoin.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 4, Concert (donné le 20 septembre 1985 à la Salle Pleyel) : « Theodora », oratorio de Haendel par le Concentus Musicus de Vienne et le Chœur de chambre néerlandais, dir. N. Harnoncourt, sol. B. Niehoff, J.V. Nes, R. Kennedy, P. Esswood, W. Kendall.
23 h, Les soirées de France-Musique : Jazz Club (en direct du New Morning).

Jeudi 26 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 h 45 ANTIOPE 1.
11 h 15 La une chez vous.
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournez... manège.
13 h Journal.
13 h 50 Série : La lumière des Justes.
14 h 45 Documentaire : Les animaux du monde.
15 h 10 Quarté en direct de Maisons-Laffitte.
15 h 30 A cœur ou à raison.
17 h 10 La maison de TF 1.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 45 Série : Huit, ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Cocoricocoboy.
20 h Journal.

20 h 35 Les jeudis de l'information : Questions à domicile à Lionel Jospin.
Émission d'A. Sinclair, P.L. Séguillon et A. Tarta.

21 h 55 Feuilleton : Les oiseaux se cachent pour mourir.
D'après le roman de C. McCullough. Réal. D. Duke. Avec R. Chamberlain, R. Ward, J. Simmons, B. Stanwick.
Meggie, plus amoureuse que jamais, résiste à sa passion pour Ralph ; le prêtre est toujours aussi tourmenté par ses sentiments envers la jeune fille.

23 h 10 Journal.

23 h 25 Cinéma : la Sultane de l'amour.
En simultané avec France-Musique.
Ce chef-d'œuvre du muet réalisé en 1919, puis mis en couleurs quatre ans plus tard, connut à l'époque un grand succès populaire. Il fut même le premier long métrage français en couleurs. Tombé aux oubliettes, il est remonté pour la première fois ce soir dans son intégralité, avec une orchestration musicale créée pour l'occasion. Un rendez-vous à ne pas manquer.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
10 h 30 ANTIOPE.
11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2.
11 h 35 La télévision des téléspectateurs.
12 h Journal et météo (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Feuilleton : Histoires à suivre.
14 h Aujourd'hui la vie ?
15 h Série : La reine des diamants.
16 h C'est encore mieux l'après-midi.
Avec Jeanne Mas, Patrick Baudry...
17 h 30 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Expression directe : l'UDF et la CGT.
20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : Celles qu'on n'a pas eues.
Film français de P. Thomas (1980), avec M. Aumont, M. Galabru, D. Ceccaldi, B. Menez, S. Grimaldi.
Dans un compartiment de chemin de fer, six hommes se racontent des aventures amoureuses où ils n'eurent pas forcément le beau rôle et dans lesquelles entre en jeu une certaine mythomanie. Une suite de narrations à la Sacha Guitry.

22 h 25 Magazine : Actions.
Magazine de J.-C. Renaud, présenté par G. Morin et F.-H. de Virieu.
Première émission : « Parlons argent » ou comment gérer ses problèmes économiques quotidiens ; « Titres en jeu », un jeu destiné à faire connaître le fonctionnement de la Bourse ; « Donnant, donnant », « Coup de pouce » et « Complément d'enquête ».

23 h 40 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 heures, où l'on verra sur tout le réseau la Révolte des Haidouks ; *à 17 h 30* Edgar, le détective cambrioleur ; *à 18 h 55* Hello, moineau ! ; *à 19 h 40* Un journaliste un peu trop voyant.

19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 05 Les jeux.
20 h 35 Cinéma sans visa.
Emission de J. Lacouture et J.-C. Guillebaud.

20 h 40 Film indien : Tonnerres lointains.
Film de S. Ray (1973), avec S. Chatterjee, Babita, S. Roy, R. Mukerjee, C. Bannerjee, N. Ganguly, G. Chakravarty (v.o. sous-titrée).
1942-1943, dans un village du Bengale. Un brahmane et sa femme s'efforcent de mener une vie équilibrée, au sein d'une petite société qui, par contrecoup de la guerre lointaine, souffre de misère et de famine. D'après un roman de l'auteur qui inspira la trilogie d'Apu à Satyajit Ray. La pauvreté du Bengale rural, l'obsession de la nourriture, une curieuse atmosphère de sensualité. Très belle œuvre.

22 h 20 Témoignages.
Avec Vijay Sing, journaliste à *Libération*, d'origine indienne, Nasreen Kabir française d'origine indienne, *spécialiste du cinéma indien*, Alain Danielou, philosophe spécialiste de l'Asie et, sous réserve, le réalisateur Satyajit Ray.

22 h 50 Journal.
23 h 15 Coup de cœur.
23 h 20 Prélude à la nuit.
23 h 30 Toute l'écriture sur le bout des doigts.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 15, Cabou Cadin ; 7 h 40 ; Top 50 ; 8 h 30, Dancin'days (et à 11 h 55) ; 9 h, La Guerre des étoiles, film de G. Lucas ; 11 h, Document : Les stars en Inde ; 12 h 35, Direct ; 14 h, Les héros n'ont pas froid aux oreilles, film de C. Nemes ; 15 h 15, Le facteur sonne toujours deux fois, film de B. Rafelson ; 17 h 15, Série : l'or des autres ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Top 50 ; 19 h, Maxi-tête ; 19 h 5, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 19 h 50, Dessin animé ; 20 h 5, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 20 h 35, Tir à vue, film de M. Angelo ; 22 h 15, Détective comme Bogart, film de R. Day ; 0 h 5, le Fruit défendu, film de J.-L. Brunet ; 1 h 20, les Implacables, film de R. Walsh.

FRANCE-CULTURE

7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Vergiliana ; (et à 10.30 : zen, cœur à cœur) ; 9 h 05, Matinée, une vie une œuvre : « Saint Jean de le Croix » ; 10 h 30, Musique : miroirs ; 11 h 10, Répétez, dit le maître : une expérience à Nice ; 11 h 30, Feuilleton : Mort d'un personnage de Jean Giono ; 12 h, Panorama : avec Vladimir Volkoff ; à 12 h 45, Arts plastiques ; 13 h 40, Peintres et ateliers : avec le sculpteur Claude Visieux ; 14 h, Un livre, des voix : « Rue des Victoires », de Guy Lagorce ; 14 h 30, Radio-Canada présente : « Suivez le castor ; 15 h, L'univers de Paul Grimault, galerie de portraits ; 15 h 30, Musicomania ; 17 h, Texte de Françoise Xénakis : « Ecoute » ; 17 h 10, Le pays d'ici : à Charleville-Mézières ; 18 h, Subjectif : Agora avec Dominique Daguet, spécial Suisse ; 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : l'insuffisance rénale chronique avec les professeurs M. Legrain et A. Baumelou ; 20 h, Musique, mode d'emploi : le saxophone dans tous ses Etats.
20 h 30, La véridique histoire des diables de Loudun.
21 h 30, Vocalyse : conversations.
22 h 30, Nuits magnétiques ; 0 h 15, Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

7 h 10, L'imprévu, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5 Le matin des musiciens : le néo-classicisme « Modèles » ; œuvres de Saint-Saëns, Berlioz, Poulenc, Hindemith, Chostakovitch ; 12 h 10, Le temps du jazz : Sidney Bechet ; 12 h 30, Concert : œuvres de Tchaïkovski, Haendel, par les Chœurs et l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. H. Roegner, sol. I. Oïstrakh, violon, S. Lorenz, basse ; 14 h 2, Repères contemporains : K. Meyer ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : Karel Ancerl dirige des œuvres de Prokofiev, Bartok, Lutoslawski, Stravinski, Smetana, Varicek, Brahms ; 18 h 2, Côté jardin : magazine de l'opérette ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : le bloc-notes ; 19 h 10, Rosace, magazine de la guitare ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-concert.
20 h 30, Concert : Sonate pour violon et piano en la majeur, Impromptu en si bémol majeur, Sonate pour arpeggione et piano en la mineur, Trio pour piano, violon et violoncelle en si bémol majeur de F. Schubert, par T. Eshetmair, violon, H. Schiff, violoncelle, E. Leonskaia, piano.
22 h 30, Les soirées de France-Musique : Feuilleton « Walter Jonas ».
23 h 05, Rêves d'Orient : « la Sultane de l'amour », film muet de René Le Somptier, musique de C. Dorokine (en simultané sur TF 1).

SICOB 85

L'informatique américaine marque le pas

Aux Etats-Unis, constructeurs et prestataires de services constatent un ralentissement de leur croissance. Cela les autorise à parler de « crise ».

CONSTRUCTEURS de grands ordinateurs comme de micro-ordinateurs et éditeurs de logiciels : tous sont atteints par la « crise » que traverse l'informatique américaine. Tous ou presque puisque certaines entreprises comme Digital, Convergent ou Ashton Tate réussissent remarquablement à tirer leur épingle du jeu. Le trait caractéristique du phénomène est qu'il s'agit plus d'un ralentissement de la croissance que d'une chute des ventes, mais que ce ralentissement suffit à affecter sérieusement la rentabilité des entreprises. Les sociétés d'informatique avaient l'habitude de croître ; une simple stagnation les désorganise.

Pourquoi ce palier ? Plusieurs explications sont avancées qui s'ajoutent les unes aux autres. La première est d'ordre macro-économique et tiendrait aux médiocres résultats de l'économie américaine au premier semestre. De nombreux investissements auraient été mis sous cocon pour cette raison. Si les achats d'ordinateurs, traditionnellement épargnés en cas de reflux, font, cette fois-ci, partie du lot commun, c'est que l'informatique a perdu de son caractère d'investissement privilégié. Les entreprises sont désormais équipées, et il ne s'agit plus que d'améliorer, voire simplement remplacer, les équipements, ce qui « peut toujours attendre » quelques mois. D'autant que — seconde explication — les achats, en particulier de micro-ordinateurs, se sont faits souvent de façon anarchique depuis deux ans ; chaque service, chaque cadre presque, s'équipant de son côté.

Les directions de l'informatique des entreprises semblent en train de prendre le contrôle de ces investissements désordonnés dans le cadre de plans ou de schémas globaux. Elles aussi réclament donc un peu de temps pour y voir clair et pour élaborer ces schémas.

Une troisième explication relève des constructeurs d'ordinateurs eux-mêmes, lesquels ont fait des annonces très prématurées de nouveaux matériels. De telles annonces ont toujours pour effet de geler le marché.

Ces explications sont toutes d'ordre conjoncturel. Si d'autres facteurs, encore inconnus, ne perturbent pas plus profondément le marché, l'informatique devrait donc voir ses ventes repartir d'ici quelques mois. La crise aura, alors, été passagère. Provoquant toutefois de sérieux dégâts parmi les fabricants le plus fragiles.

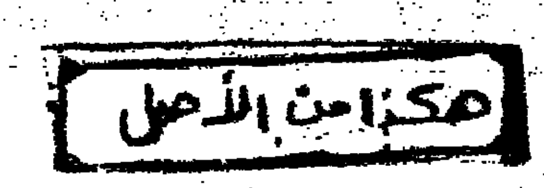
ERIC LE BOUCHER.

LES DERNIERS RÉSULTATS

(en millions de dollars)

	DATE des RÉSULTATS	CHIFFRE D'AFFAIRES	BÉNÉFICE NET	COMPARAISON AVEC 1984	
				CA	Bén. nets
				%	%
CONSTRUCTEURS					
I.B.M.	1er semestre	21 200	2 400	+ 2	– 15
Burroughs	1er semestre	2 398	100	+ 4	0
N.C.R.	1er semestre	1 874	110	– 9,4	0
Control Data	1er semestre	2 460	– 5,4	0	M.S.
Digital Equipment	Exercice 85 clos le 29-06	6 686	447	+ 19	+ 35
Hewlett Packard	9 mois à fin juillet	4 820	362	+ 11	– 5
Tandem	9 mois à fin juin	450	22,2	– 18,6	+ 4,6
Convergent Technology	1er semestre	194	2,66	+ 37,7	+ 160
Prime	1er semestre	363	25,1	+ 18	+ 9
Wang	Exercice 85 clos à fin juin	2 351	15,5	+ 7,6	– 92,6
Computervision	1er semestre	218	– 38,2	– 14	M.S.
SOCIÉTÉS DE SERVICES ET DE LOGICIELS					
Cullinet	Exercice 85 clos fin avril	184	24,7	+ 53	– 49
M.S.A.	1er trim. 85	25	– 2,7		
A.D.R.	1er semestre	64	– 2,6	+ 29	M.S.
Software A.G.	Exercice 85 clos fin mai	52,3	5,14	+ 27	8 12
Bool of Babbage	6 mois à fin mars	13,3	– 0,9	0	M.S.
Lotus Develpt.	1er semestre	104	20,4	+ 70	+ 35
Ashton Tate	1er trimestre clos fin avril	24	2,3	+ 113	+ 147
Micropro Int'L	9 mois à fin avril	32	1,82	– 41	– 84

Source : Compilation réalisée par CAP GEMINI SOGETI.





MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

24 septembre

Timide reprise

A l'instar du dollar, qui, après sa chute du lundi 23 septembre, s'est timidement raffermi à 8,2650 F, contre 8,20 F la veille au soir (et 8,80 F le vendredi précédent), les valeurs françaises ont fait l'objet, mardi, d'une reprise qualifiée de « technique et très modérée » : l'indice instantané a monté de 0,3 %, après avoir perdu 0,9 % lundi.

Encore l'avance de l'indice était-elle de 0,7 % au début de séance, pour s'effilocher par la suite.

Sans doute, la baisse avait-elle été un peu forte lors de la première séance de la semaine, sous le coup de la forte chute du dollar : les marchés n'aiment pas les surprises. Il était donc logique qu'une correction soit enregistrée le lendemain, mais son ampleur très réduite montre que le cœur n'y est pas. Les ventes ont été moins nombreuses, les achats aussi, faute de liquidités disposées à s'investir.

Ajoutons que l'alourdissement du climat politique, empoisonné par l'affaire Greenpeace, ne prête guère aux initiatives.

Au chapitre des avances, citons, tout de même, Sommer-Allibert et Casino (+ 4 %), Europe I, Bic, Penarroya, CFAO (en reprise) et Presses de la Cité (+ 3 %). A celui des reculs, Imétal et Essilor (– 3 %), Locafrance (– 2,5 %), Bongrain et Moulinex (– 2 %, au plus bas de l'année).

Aux valeurs étrangères, le recul du dollar et de la devise-titre, pratiquement au même cours, a virtuellement effacé les effets de la hausse de Wall Street sur les américaines.

Sur le marché de l'or, le lingot est resté inchangé à 88 500 F et le napoléon a regagné 7 F à 537 F. Sur le marché des obligations, les cours qui avaient baissé lundi ont récupéré mardi le terrain perdu, sans aucun enthousiasme.

NEW-YORK

Légère hausse

En dépit des nombreuses prises de bénéfices intervenues en cours de séance, le marché new-yorkais a clos la séance de mardi sur un léger gain, l'indice Dow Jones, qui perdait initialement plus de trois points, s'établissant finalement à 1 321,12 points, soit un gain de 4,81 points sur la veille. Cette velléité de résistance, la cote la doit surtout aux échanges animés qui se sont développés sur General Foods.

Cette société, qui figure au troisième rang des valeurs les plus actives (précédée par Manufacturers Hanover et par Bankers Trust of New York) avec plus de 2,2 millions de titres échangés, a gagné plus de 16 points, pour terminer à 101 1/4. Cette très forte hausse est à mettre au compte des rumeurs d'OPA concernant General Foods.

Ces rumeurs sont nées des informations selon lesquelles la société aurait été *« approchée téléphoniquement »* en vue de négocier le rachat de ses actions actuellement détenues par le public, la firme refusant de révéler l'identité de l'éventuel acquéreur.

Du coup, les titres d'un certain nombre de candidats potentiels (General Mills, Campbell Soup, Quaker Oats, Ralston-Purina) ont grimpé de quelques degrés. Au total, le volume des échanges marquait cependant un retrait par rapport à la précédente séance : 97,87 millions d'actions, contre 104,79 millions lundi.

VALEURS	Cours du 23 sept.	Cours du 24 sept.
Alcoa	33 1/2	33 1/2
A.T.T.	21 1/2	21 1/8
Boeing	46 7/8	46
Chase Manhattan Bank	51	50 1/8
Du Pont de Nemours	57 5/8	57 5/8
Eastman Kodak	44 1/8	43 1/2
Exxon	50 3/8	49 3/4
Ford	44	44
General Electric	58 1/8	57 5/8
General Foods	84 3/4	101 1/4
General Motors	68 1/4	67 3/8
Goodyear	28 1/4	28 1/4
I.B.M.	128 1/8	126 3/4
I.T.T.	33 1/8	32 7/8
Mobil Oil	28 1/2	27 3/4
Pfizer	47 1/4	46 5/8
Schlumberger	34 1/2	33 7/8
Texaco	35 3/4	35 1/8
U.A.L. Inc.	49 3/4	48 7/8
Union Carbide	53 5/8	53 1/2
U.S. Steel	31 1/8	31 1/2
Westinghouse	38 7/8	38
Xerox Corp.	52 1/8	51 5/8

AUTOUR DE LA CORBEILLE

LES ACTIONS LATECOERE INTRODUITES A 540 F. – Introduites, le 24 septembre, au second marché de la Bourse de Paris, les actions de la société d'aéronautique Latécoère ont finalement été cotées à 540 F par rapport à un cours d'introduction de 400 F. Les demandes ont porté sur 2,03 millions d'actions face à 90 000 titres offerts au public.

HAUSSE DE 29 % DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE AU PREMIER SEMESTRE. – Les résultats provisoires de la Société générale font apparaître une progression de 8,7 % du total du bilan du premier semestre 1985 par rapport au premier semestre 1984, ainsi qu'une hausse de 28,9 % du résultat brut d'exploitation. Le total du bilan s'établit, à fin juin, à 663 340 millions de francs, et le résultat brut d'exploitation à 3 319 millions de francs. Toujours par rapport à fin juin 1984, les dépôts ont progressé de 11,3 % pour atteindre 222 896 millions de francs, et les crédits à la clientèle de 12,6 % pour atteindre 270 532 millions.

VERS UN FREIN AU DÉVELOPPEMENT INTER-ETATS DES GRANDES BANQUES AMÉRICAINES. – La Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), l'un des principaux organismes de tutelle des banques américaines, a proposé de rendre plus difficiles les acquisitions de banques entre différents Etats américains pour les grandes banques et de les faciliter, au contraire, pour les petits établissements. Cette nouvelle réglementation, qui pourrait être appliquée dans un mois environ, est destinée à préserver la concurrence dans le secteur bancaire aux Etats-Unis, laquelle se trouve affectée par la récente multiplication d'acquisitions de banques d'Etat à Etat. La loi bancaire américaine interdit, pour l'instant, les achats d'une banque par un établissement situé dans un autre Etat, à moins d'une autorisation des Etats concernés. Mais certaines grandes banques ont récemment profité des difficultés d'un nombre croissant d'établissements pour obtenir des autorisations d'achats et tourner ainsi cet obstacle légal.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	23 sept.	24 sept.
Valeurs françaises	115,3	
Valeurs étrangères	91	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	23 sept.	24 sept.
Indice général	216,2	216,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 25 septembre ..... 9 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	24 sept.	25 sept.
1 dollar (en yens)	230,10	229,70

BOURSE DE PARIS — Comptant — 24 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]					

Actions au comptant

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		

SECOND MARCHÉ

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P.-R.D.	2200	2200
BAFIP	865	850
Calberson	308	310
Cap Gemini Sogeti	1048	1041
C. Equip. Elect.	290	290 50
C. Occid. Forestière	138	138
Dafsa	192	199
Dauphin O.T.A.	1700	1720
Devanlay	710	700
Deville	722	722
Elect. S. Dassault	730	725
Filipacchi	502	510
Guy Degrenne	700	700
Merlin Immobilier	368	362
Métallurg. Minière	260	255
M.M.B.	330	330
Navale-Delmas	449	445
Om. Gest. Fin.	320	322
Petit Bateau	319	310
Petrofigaz	610	630
Pochet	1665	1660
Porso	301	301
St-Gobain Emballage	805	801
S.C.G.P.M.	286	287
S.E.P.	771	769
Sofibus	239	241
Sovac	875	880

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Borie	295	....
Cochery	54 20	51 50
Coparex	485	481
Hydro-Energie	232	....
Rorento N.V.	123 40	124 10
S.P.R.	138	....
Thann et Mulhouse	262	378 d
Ufiner	340	346
Union Brasseries	160	150 30

SICAV 24/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]		
Pierre Investiss.	520 46	496 86
Placement crt-terme	61368 69	61368 69
P.M.E. St-Honoré	303 38	289 62
Pro'Association	20874 35	20874 35
[illegible]		

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1595	4,5 % 1973	1582	1580	1580	– 0 76
4079	C.N.E. 3 %	4081	4081	4085	+ 0 09
[illegible]					
191	Elf-Aquitaine	185	185 50	185	....
182	– (certific.)	180 10	178	178	– 1 16
[illegible]					
187	Free State	189	187	187	– 1 05
87	Gencor	90 80	88 50	88 80	– 2 20
520	Gén. Electr.	498	489	493	– 1
275	Gén. Belgique	280	277 50	277 50	– 0 89
600	Gen. Motors	572	574	574	+ 0 34
52	Goldfields	54 80	53 80	53 80	– 1 82
39	Gd Metropolitain	38 90	39	39	+ 0 25
90	Harmony	93 50	93	92 40	– 1 17
23	Hitachi	23 20	23 50	23 50	+ 1 29
695	Hoechst Akt.	695	678	678	– 2 44
[illegible]					
148	T.D.K.	146	147 10	147 60	+ 1 09
12	Toshiba Corp.	12 05	12 50	12 50	+ 3 73
940	Unilever	927	925	925	– 0 21
330	Unit. Techn.	311	318	316	+ 2 25
615	Vaal Reefs	618	610	610	– 1 29
245	Volvo	234	231 60	231 60	– 1 02
295	West Deep	293	282	284 20	– 3
230	West Hold.	221	228 60	228 60	+ 3 43
455	Xerox Corp.	441	437	437	– 0 90
1 62	Zambia Corp.	1 64	1 64	1 63	– 0 60

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/9	Cours des billets aux guichets — Achat	Cours des billets aux guichets — Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 245	8 265	7 950	8 550
ECU	6 794	6 798	....	....
Allemagne (100 DM)	305 240	305 250	295	310
Belgique (100 F)	15 025	15 048	14 550	15 400
Pays-Bas (100 fl.)	271 200	271 080	262	277
Danemark (100 krd)	84	84	79	87
Norvège (100 k)	102 900	102 670	98 500	106
Grande-Bretagne (£ 1)	11 896	11 842	11 600	12 200
Grèce (100 drachmes)	6 245	6 275	5 500	7
Italie (1 000 lires)	4 516	4 515	4 200	4 700
Suisse (100 fr.)	372 050	372 100	3 605	3 775
Suède (100 krs)	101 700	101 850	98 500	105
Autriche (100 sch)	43 350	43 450	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	5 065	5 050	4 750	5 300
Portugal (100 esc.)	4 900	4 895	4 600	5 400
Canada ($ can 1)	6 083	6 069	5 800	6 200
Japon (100 yens)	3 585	3 589	3 450	3 850

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/9
Or fin (kilo en barre)	88300	88000
Or fin (en lingot)	88500	88500
Pièce française (20 fr)	530	537
Pièce française (10 fr)	391	.....
Pièce suisse (20 fr)	550	546
Pièce latine (20 fr)	516	515
Souverain	662	652
Pièce de 20 dollars	3560	3520
Pièce de 10 dollars	2047 50	2010
Pièce de 5 dollars	1400	.....
Pièce de 50 pesos	3330	3340
Pièce de 10 florins	540	537
Or Londres	328 10	328 40
Or Zurich	328 50	328
Gold Troy Chicago	.....	.....
Argent Londres	6	6 17

Le Monde

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'amour de la métropole à quatre voix

De notre envoyé spécial

Nouméa. – L'amour de la lointaine métropole, ce mercredi 25 septembre, se chantait à quatre voix. D'abord les deux voix de la ville et de la brousse, Nouméa et Bourail, modulant en duo leur credo tricolore. En alto chez les femmes des stockmen de Bourail, gauches et endimanchées, ou en soprano suraigu pour les lycéennes de Nouméa revêtues de tee-shirts ornés du portrait de M. Dick Ukeiwé.

A ces deux voix-là répondirent les accents de ténor de M. François Léotard, qui fait si bien chanter la chaleur de la France éternelle et les vertus de la tolérance, et la grande basse de M. Jacques Chirac, qui alterne fermes promesses et mâle indignation *d'avoir découvert « ici, en France, des réfugiés »*. En effet, M. Chirac avait la veille rendu visite aux rapatriés de l'île de Lifou. Quatre voix pour une même chanson. On était grave et recueilli à Bourail, et si l'on se débrida à Nouméa on ne s'y trouvait guère nombreux : la place des Cocotiers, qu'on vit déborder *de cocardes à d'autres* occasions, n'était remplie qu'au tiers ce soir-là.

Ce fut donc d'abord Bourail. Bourail est ainsi. La capitale des *cow-boys n'aime rien* tant que s'entendre répéter des choses simples ou se voir combler de *serments. Bourail, qui avait* revêtu pour la circonstance ses chemises les plus fraîches, et ses robes les plus chatoyantes, n'aima rien tant que d'entendre M. Léotard cajoler ses enfants et ses anciens combattants, ou M. Chirac faire claquer son grand fouet aux oreilles des « lanceurs de cailloux ». Ou encore M. Didier Bariani, maire radical du vingtième arrondissement de Paris, lui lancer un sonore : *« Nous sommes tous des Néo-Calédoniens. »*

Pour le reste, on écouta, dans la discipline mais sans délire, M. Chirac réitérer les promesses déjà formulées une semaine plus tôt par son fidèle Jacques Toubon en cas de victoire de l'opposition aux législatives. D'abord, l'engagement d'organiser un scrutin d'autodétermination, *« dès que l'ordre sera rétabli »*, a *cependant nuancé Jacques* Chirac, se donnant ainsi, quant au délai, une plus large marge de manœuvre.

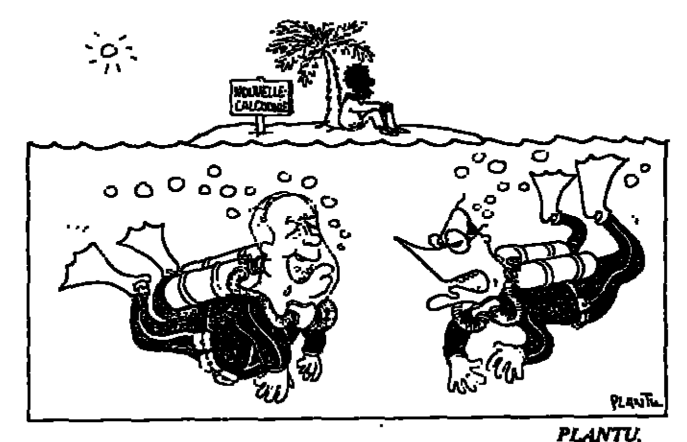
En cas de réponse favorable *au maintien dans la métropole*, le nouveau gouvernement commencera à étudier un nouveau *statut du territoire. « Il faudra être souple et pragmatique,* a indiqué à ce propos M. Chirac. *Ce qui est bon en Polynésie n'est pas forcément bon en Calédonie. »* M. Chirac a rappelé qu'*« un projet de statut existe. Il n'est pas parfait, il faudra sans doute le remettre un peu sur le chantier »*. Toujours est-il que les propositions du RPR s'inspireront largement des propositions Ukewé de l'hiver dernier, prévoyant notamment *« un gouvernement et une assemblée territoriale disposant de compétences larges et une forme de régionalisation, bien sûr, fort différente de celle qui est organisée de façon absurde par la loi actuelle »*. L'ensemble rappelle à s'y méprendre le défunt statut Lemoine sous lequel a vécu la Calédonie du 18 novembre 1984 jusqu'à maintenant.

Dernière promesse, en ces derniers jours de campagne électorale : la métropole, financièrement parlant, n'oubliera pas les victimes *« de brimades ou d'agressions »*, qui seront indemnisées, ni *« certains de nos compatriotes mélanésiens qui n'ont pas un niveau de vie digne d'une grande nation comme la France »*, a promis M. Chirac, dans une relative indifférence de l'assistance.

Dans l'immédiat, cependant, il importe surtout de gagner. En voix bien sûr, et pas un orateur ne s'est fait faute de fustiger le découpage électoral conçu par le gouvernement. Mais aussi en sièges. Pour scandaleux que soit le découpage, si seule la région de Nouméa devait accorder une majorité au RPCR, *« l'impression serait fâcheuse, notamment pour l'étranger »*, a rappelé M. Chirac.

Mais cette angoisse, réelle chez tous les dirigeants anti-indépendantistes de ne pas gagner la région Centre était bien oubliée, le soir, à Nouméa, qui, elle, en ce jour tricolore, demeurait plus blanche que jamais.

D. SCHNEIDERMANN.



PLANTU.

AU CONSEIL DES MINISTRES

Un projet de loi destiné à pénaliser davantage le cumul emploi-retraite

Le conseil des ministres devait examiner ce mercredi 25 septembre le projet de loi sur le cumul emploi-retraite présenté par *M. Michel* Delebarre, ministre du travail et de l'emploi *(le Monde* du 13 septembre), et destiné à pénaliser les cumuls, en augmentant très fortement la contribution de solidarité payée par *le retraité sur son revenu* d'activité et versée à l'assurance-chômage.

Cette contribution ne touche que les retraités dont la pension personnelle est supérieure au montant du SMIC brut, augmenté de 25 % par personne à charge : les pensions de réversion touchées par les veuves ne sont pas prises en compte.

Si le revenu d'activité est inférieur à deux fois et demie le SMIC (11 000 francs de revenu net par mois), la contribution du « cumulard » est portée à 10 % de ce revenu, l'employeur versant une *contribution équivalente* (au lieu de 5 % et 5 % auparavant). Si le revenu d'activité est supérieur, la contribution du retraité et celle de l'employeur sont portées à 50 % de la part dépassant les 11 000 F.

La mesure concerne les salariés, ainsi que les commerçants et artisans (dont le régime de départ à la retraite est aligné sur celui des salariés), mais non les agriculteurs. Elle ne s'appliquera qu'au-dessus de soixante ans ; ceux qui sont partis à la retraite à cinquante-cinq ans pourront donc cumuler pension et revenu d'activité jusqu'à soixante ans. D'autre part, la personne qui *renonce à toucher sa pension* pour reprendre ou continuer une activité n'est pas touchée : cette précision est *destinée à éviter le reproche de* décourager le travail des plus de soixante ans.

Par ailleurs, une pénalité de 10 % est prévue par la loi pour les personnes qui ne déclarent pas leur revenu d'activité. On estime en effet qu'une partie des retraités « cumulards » ne faisaient pas de déclaration.

PERTURBATIONS A LA RATP ET A LA SNCF

Les transports parisiens ont été légèrement perturbés, mercredi 25 septembre, par un ordre de grève lancé par la CGT dans le cadre de sa journée d'action dans les transports urbains. Ce syndicat, seul, appelait le personnel à un arrêt de travail de deux heures sur le réseau ferré et de vingt-quatre heures sur le réseau bus. Selon la RATP, le trafic était assuré à 80 % pour les bus, à 95 % dans le métro et à 100 % dans le RER.

En revanche, le mot d'ordre de grève lancé à la SNCF par la CGT, la CFDT et la FGAAC (conducteurs autonomes), pour une période allant du jeudi 26 septembre à 20 heures au samedi 28 à 6 heures, devrait être très suivi. Même si ces trois syndicats mettent en avant des revendications en matière de sécurité, leurs demandes portent surtout sur les salaires, les effectifs et les conditions de travail. Le trafic ferroviaire sera très perturbé pendant toute la journée du 27 septembre.

La SNCF prévoit un service normal sur les lignes TGV Paris-Lyon, Paris-Lausanne et Paris-Genève.

Sur
CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

MERCREDI 25 SEPTEMBRE
Allô « le Monde »
Le temps des corridas
Une émission animée
par CHRISTIAN VILLAIN
avec JEAN PERRIN

JEUDI 26 SEPTEMBRE
« le Monde » reçoit
FRANÇOISE VERNY
des Editions Gallimard
avec Philippe BOUCHER

Sur le vif

Tendres barbares

Alors, la rentrée s'est bien passée ? Vous avez réussi à parquer vos gosses ? Vous avez trouvé des places dans les écoles ? Vous êtes à peu près tranquilles de ce côté-là, cinq jours sur sept, surtout s'ils bouffent à la cantine ? Je ne voudrais pas vous casser le moral, mais je suis en train de lire un truc absolument génial, *Collège à cœur ouvert*, de Jean-Pierre Berland, principal à Houdan. Et j'en apprends de belles.

Tiens, sur la façon dont se comportent ces hordes hurlantes de gamins lâchés à heures fixes dans les couloirs, les escaliers, se bousculant devant les rampes de la cantine justement. Le « Tu m'laisses passer ou j'te fais la tête au carré » asséné par le blanc-bec de troisième à un microbe vietnamien de sixième, le squash-purée et le slalom-salade. Je passe sur la cour de récré tétanisée, dans un tourbillon de poussière, de feuilles mortes et de papiers, par des dizaines d'agités transformés en billes de flipper qui rebondissent d'un mur à une vitre, se catapultent et font tilt. J'évoque pour mémoire les toilettes-bunker, haut lieu du vandalisme et du baston, loin des yeux des pions. Question de pudeur.

Et j'en arrive à ces deux variantes typiquement féminines – eh oui ! – d'un terrorisme quasi institutionnel. La chasse gardée : « T'as parlé à mon copain, hein, salope ! Tu vas voir ta gueule à la récré. » Et le gang des maths : « Prête-moi ton devoir, tu veux ? Tu veux pas ! J'te retrouverai t'à l'heure dans le car, tu me répéteras ça. » Attendez, c'est pas fini, il y a des passages désopilants sur l'inattention des élèves, sur l'ampleur du phénomène, les bahuts sont littéralement sinistrés par ce fléau. Avec une mention spéciale pour l'inattentif bricoleur dont le long travail de sape, *derrière son pupitre*, culmine dans une hécatombe de vis entre 16 et 17 heures.

Maintenant, si, par hasard, indigné par ces révélations, vous vous avisiez d'écrire au principal *de la boîte où s'éclate votre* enfant, voici, page 48, un modèle de lettre qui sera très apprécié : *« Monsieur le directeur, je vous* somme de mettre immédiatement de l'ordre dans votre collège. *C'est simple. Primo : mettez* les feignants au travail. Secundo : mettez les agités à la *porte. Si ce n'est pas fait dans* quinze jours, je m'adresse au ministre... »

CLAUDE SARRAUTE.

La sécheresse qui sévit depuis quatre mois en France affecte surtout l'élevage

Depuis trois à quatre mois, la pluie fait défaut sur au moins un quart de la France : les régions Auvergne, Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon.

Les rendements des productions végétales encore en terre risquent de chuter. Surtout, les éleveurs sont contraints d'acheter du fourrage ou déjà d'entamer leurs réserves d'hiver.

En Midi-Pyrénées, il n'a pratiquement pas plu depuis quatre mois : les records de sécheresse pour juillet août et septembre, constatés depuis l'ouverture de la station météo de Blagnac, en 1946, sont battus. En Auvergne, du 1er juillet au 20 septembre, le total des précipitations n'est que de 47 mm, soit la valeur la plus faible depuis la création, il y a soixante-deux ans, du centre météorologique de Clermont-Aulnat.

Cette absence de précipitations se conjugue avec de fortes chaleurs persistantes, variant selon les jours entre 25 et 30 degrés dans la région.

Pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur les difficultés des agriculteurs, M. François Guillaume, président de la FNSEA, a fait, mardi 24 septembre, une tournée dans l'Aveyron, le Cantal, la Creuse, la Dordogne et la Haute-Garonne. A l'issue de cette visite, il a notamment déclaré que les éleveurs commençaient à s'affoler. *« Il faut que le ministre décide immédiatement d'une aide, dans huit jours il sera trop tard »*, a-t-il ajouté. Le secrétaire général de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, a avancé une proposition : *l'aide* pourrait atteindre 500 F par gros bovin (avec un plafond à 40 unités). *Echaudés par le précédent de 1976*, les milieux paysans ne souhaitent pas entendre parler d'*« impôt sécheresse »*, qui avait un peu plus creusé le fossé entre monde urbain et monde agricole, mais ils souhaitent *que joue la solidarité nationale*. Car la baisse continue du revenu disponible, dans l'élevage surtout, interdit *aux exploitants de faire face*, comme ils le faisaient dans le passé, aux catastrophes climatiques.

L'ampleur des dégâts est encore difficile à apprécier. On ne cache pas à la FNSEA qu'il n'y a pas encore grand-chose de sûr et que la carte des difficultés évolue au jour le jour. Il semble cependant que les principaux points noirs soient l'Aveyron, la Creuse et la Dordogne. Dans le Sud-Ouest, les cultures irriguées ne souffrent pas. Les rendements des maïs, des tournesols et des betteraves sont en chute libre. Pour les cultures, les agriculteurs peuvent cependant attendre la procédure habituelle, déjà engagée par les pouvoirs publics, d'enquête puis d'indemnisation s'il y a lieu par le fonds des calamités. Mais dans le domaine de l'élevage, les difficultés de trésorerie de nombre d'agriculteurs sont telles, que l'achat d'aliments immédiatement nécessaires suppose des arrangements financiers. La profession enfin étudie un plan de solidarité, pour faire venir des régions non atteintes les ressources disponibles.

J.G.

LES MYSTÈRES DU COMMERCE EXTÉRIEUR CHINOIS

Citant le très officiel Bureau des statistiques, *l'agence Chine nouvelle* avait diffusé, le lundi 23 septembre, une dépêche annonçant que le déficit du commerce *extérieur chinois dépasserait* sans doute les 18 milliards de dollars à la fin de l'année 1985. Ce chiffre record *attirait d'autant plus l'attention que*, pour l'année 1984, ce déficit n'avait été que légèrement supérieur à 1 milliard de dollars.

L'information a-t-elle été jugée inopportune, révélatrice d'un dérapage trop inquiétant dans la politique dite « de la porte ouverte » inspirée par M. Deng Xiaoping et qui faisait justement, au même moment, l'objet de quelques critiques à la conférence nationale du PC chinois qui s'achevait à Pékin ?

Toujours est-il que Chine nouvelle a annulé mercredi sa dépêche de lundi *« en raison, dit-elle, d'erreurs de chiffres et de faits dues au manque de soin de l'auteur et du relecteur »*. Un tel démenti est tout à fait inhabituel en Chine.

A NOS CORRESPONDANTS

Le volume du courrier que nous recevons actuellement, notamment sur l'affaire Greenpeace, mais aussi sur le plan de redressement de notre journal et la participation des lecteurs à l'augmentation de capital, est tel que nous sommes matériellement hors d'état de répondre, ne serait-ce que par un accusé de réception, à la plupart de nos correspondants. Nous les prions de bien vouloir nous en excuser. Qu'ils sachent que nous *lisons attentivement leurs lettres et* que nous préparons un grand montage de réactions à propos du sabotage du *Rainbow Warrior*.

● *Télécommunications : Bull et Jeumont-Schneider créent une filiale commune.* – L'association attendue du constructeur informatique Bull et de Jeumont-Schneider (JS), fabricant de centraux téléphoniques d'entreprises (*le Monde* du 24 septembre), prendra la forme d'une filiale commune. JS détiendra 51 % du capital et Bull 49 % de cette société d'études chargée d'élaborer des produits permettant aux centraux de commuter des données d'ordinateurs.

Le numéro du « Monde » *daté 25 septembre 1985* a été tiré à 533 342 exemplaires





